

## **SOMMAIRE**

(Pour plus de détails voir table des matières à la page 348)

<u>Chapitre 1:</u>	La Taxe sur la Valeur ajoutée.....	7
<u>Chapitre 2:</u>	La Patente et la Licence.....	86
<u>Chapitre 3:</u>	Les droits d'enregistrement.....	98
<u>Chapitre 4:</u>	Les Impôts sur salaire.....	122
<u>Chapitre 5:</u>	L'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM).....	159
<u>Chapitre 6 :</u>	La Taxe Spéciale sur le Revenu.....	168
<u>Chapitre 7:</u>	Les Impôts sur le Revenu.....	174
<u>Chapitre 8:</u>	Les Impôts sur les Revenus Fonciers.....	196
<u>Chapitre 9:</u>	L'Impôt sur le bénéfice et l'Impôt sur les Rémunérations Occultes.....	204
<u>Chapitre 10:</u>	Les fiscalités spécifiques.....	225

## PREFACE

### **DROIT FISCAL CAMEROUNAIS LE TRAITEMENT DES IMPOTS ET TAXES SELON LE SYSTEME COMPTABLE OHADA.**

La restructuration du système fiscal qui est au centre des préoccupations des pouvoirs publics au Cameroun, interpelle les opérateurs économiques de tous bords. Elle va de pair avec la parfaite maîtrise du système OHADA dont les entreprises parapubliques et privées constituent le cadre appropriée.

Maîtriser le droit fiscal camerounais et mettre en évidence son influence sur le Système Comptable OHADA n'est pas toujours aisé. L'abondance autant que la diversité, la complexité et la modification constante des textes ont fini par mystifier la fiscalité camerounaise.

Le présent ouvrage est un remarquable effort de recherche, de synthèse et de réflexion. C'est à une véritable démonstration de l'imbrication du droit fiscal camerounais et du système comptable OHADA que les auteurs vous convient.

Après la promulgation du nouveau Code Général des Impôts et les nouveaux textes régissant l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, **Raymond MBADIFFO KOUAMO** (universitaire – praticien) et **Charles MBA** (praticien) apportent des éléments de réponse aux questions suivantes :

- quelles sont les modifications survenues dans l'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur la consommation ?
- quelles sont les modifications survenues dans l'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur le Revenu et surtout de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques ?
- quelles sont les modifications survenues dans l'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur le capital ?

Les auteurs ne se contentent pas de préciser chaque fois, pour chaque type d'impôts, les textes applicables, ce qui est déjà considérable quand on sait combien ces derniers sont méconnus. Mais exposent le traitement comptable des différents impôts et taxes. Les analyses sont illustrées par des exercices pratiques et des cas corrigés.

Nous avons tenté, en quelques lignes, de donner une idée du travail de **Raymond MBADIFFO KOUAMO** et **Charles MBA** et ainsi, d'en faire apercevoir l'intérêt. Dans l'impossibilité de montrer toute la richesse de cet ouvrage, nous ne pouvons que vous inviter à le lire, car vous y trouverez ce qu'il faut savoir pour un traitement rationnel des vos impôts et taxes.

**E.C. LEKENE DONFACK.**  
*Professeur Agrégé de Droit Public.*  
*Ancien de l'ENI de Clermont – Ferrand.*

**LISTE DES ABREVIATIONS**

Al.	: alinéa
Art.	: article
BIC	: Bénéfice Industriel et Commercial
BNC	: Bénéfice Non Commercial
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CEMAC	: Communauté Economique et Monetaire de l'Afrique Centrale
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun
CGI	: Code Général des Impôts
CJCE	: Cour de Justice du Conseil d'Etat
CNPS	: Caisse National de Prévoyance Sociale
DI	: Direction des Impôts
FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FNE	: Fonds National de L'Emploi
HT	: Hors Taxe
IRCM	: Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers
IRS	: Impôt sur les Revenus Salariaux
IS	: Impôts sur les Sociétés
LF	: Loi de finances
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PV	: Pension vieillesse
RAV	: Redevance Audio Visuelle
TC	: Taxe Communale
TCA	: Taxe sur le Chiffre d'Affaires
TSR	: Taxe Spéciale sur le Revenu
TTC	: Toutes Taxes Comprises
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

## INTRODUCTION GENERALE

Les impôts existent et font partie de notre univers quotidien. Payer ses impôts est une obligation qui incombe à tous ; ‘Nul citoyen n’est dispensé de l’honorable obligation de contribuer aux charges publiques’<sup>1</sup>. Seulement chacun paie suivant ses capacités contributives ; c’est pourquoi on a tendance à croire que certaines entreprises payent plus d’impôts que d’autres. Il est indéniable que les impôts apparaissent lourds et nombreux surtout lorsqu’on leur associe les cotisations sociales et les taxes parafiscales perçues au profit de certains organismes professionnels.

Selon Emmanuel DISLE et Jacques SARAF<sup>2</sup>, les impôts sont des prestations pécuniaires mises à la charge des personnes physiques et morales en fonction de leurs capacités contributives et sans contrepartie déterminée, en vue de la couverture des dépenses publiques et de la réalisation d’objectifs économiques et sociaux fixés par la puissance publique .

Les impôts dont la cause se trouve dans les charges publiques ont trois caractères fondamentaux :

- 1- Ce sont des prélèvements forcés et définitifs, imposés par l’Etat au moyen de son pouvoir de contrainte ;
- 2- Ce sont des prélèvements obligatoires : les contribuables sont tenus à l’obligation de s’acquitter de l’impôt sous peine des sanctions prévues en cas de retard, dissimulation ou fraude fiscale.
- 3- Les impôts ne comportent pas de contrepartie et ne sont pas affectés. Cela les distingue :
  - des redevances, qui sont réclamées en contrepartie d’un service public rendu et généralement à un niveau proportionnel au montant de ce service (c’est le cas de la redevance audiovisuelle).
  - des taxes qui, en principe, rémunèrent également un service mais sans lien de proportionnalité avec le service rendu. Elles sont également obligatoires et définies par le législateur.

On peut classer les impôts et taxes selon deux approches : l’approche économique et l’approche administrative.

Selon la classification économique, on distingue : l’impôt sur le revenu, l’impôt sur la consommation et l’impôt sur le capital.

Selon la classification administrative, les impôts directs et les impôts indirects. Les impôts directs sont supportés « à titre définitifs » par le contribuable, alors que les impôts indirects peuvent être répercutés (souvent par l’intermédiaire des prix) sur d’autres

---

<sup>1</sup> L’article 101 de la constitution française de 1973

<sup>2</sup> Emmanuel DISLE et Jacques SARAF : Droit fiscal, Dunod, Paris, 2001

contribuables.

L'application des impôts et taxes nécessite d'en expliciter le mécanisme, c'est à dire de définir :

- son champ d'application ;
- son assiette ;
- l'exigibilité
- les règles de calcul
- les modalités de leur recouvrement.

### 1- Le champ d'application

Définir le champ d'application revient à préciser :

- les personnes imposables ;
- les opérations imposables ;
- les règles de territorialité.

#### a- Les personnes imposables

Ce sont celles qui sont désignées comme contribuables ou assujettis par la loi. Une personne physique ou morale est imposable en fonction des opérations qu'elle réalise.

#### b- Les opérations imposables

Ce sont les actes ou les événements relatifs au revenu, à la consommation ou au capital devant être soumis à l'impôt.

#### c- Les règles de territorialité

Elles précisent les limites du territoire auquel s'applique la législation fiscale camerounaise, ainsi que les règles applicables lorsqu'interviennent des personnes ou des opérations mettant en jeu des pays autres que le Cameroun.

### 2- L'assiette de l'impôt

La détermination de l'assiette des impôts et taxes consiste à cerner la matière imposable et à fixer les règles d'évaluation correspondante.

#### a- La matière imposable

La matière imposable est l'élément qui est à la source de l'impôt. Son évaluation permet d'établir la base imposable, c'est à dire le montant auquel s'appliquera le taux de l'impôt.

#### b- L'évaluation de la matière imposable

Il s'agit de définir la base imposable et de l'évaluer.

On distingue trois types d'évaluations de la matière imposable :

\* l'évaluation réelle

Elle vise à connaître le montant réel de la base imposable, ce qui suppose, dans la plupart des cas, la tenue d'une comptabilité.

Le plus souvent, l'Administration Fiscale se contente de la déclaration du contribuable. Mais cette confiance a pour contrepartie le droit de contrôle et de vérification que se réservent les services fiscaux.

\* l'évaluation approchée

Elle revient à renoncer à l'évaluation réelle parce qu'elle est trop contraignante ou trop coûteuse. La base imposable est déterminée de façon approximative par l'Administration Fiscale à partir d'éléments jugés significatifs de l'activité du contribuable ou de sa capacité contributive.

\* l'évaluation indiciaire

Ce type d'évaluation est encore plus approximative et se fonde sur des critères extérieurs à la base imposable elle-même.

### 3- L'exigibilité

L'exigibilité est l'événement, l'acte ou la situation qui rend une personne redevable de l'impôt et qui donne naissance à la dette envers l'Administration Fiscale.

### 4- Les règles de Calcul

Une fois la base imposable évaluée, l'impôt est liquidé.

Liquider un impôt consiste simplement à en calculer le montant exigible en appliquant un barème ou taux à la base imposable.

### 5- Le recouvrement de l'impôt

C'est la phase qui consiste à opérer l'encaissement réel de l'impôt :

- Soit après appel du montant par l'Administration Fiscale. Le contribuable reçoit alors un avertissement à payer avec la date limite de paiement;
- soit spontanément. Dans ce cas, le contribuable adresse lui-même et sans recevoir de demande de l'Administration Fiscale, l'impôt dont il est redevable;
- soit enfin par retenue à la source.

L'efficience d'un système fiscal repose sur son principe d'évaluation de la matière imposable.

Au Cameroun, l'évaluation réelle, qui fait recours à la comptabilité, est le type d'évaluation utilisé :

- par les contribuables pour établir et liquider les impôts et taxes ;
- par l'Administration Fiscale pour vérifier, contrôler et redresser les impôts et taxes.

La comptabilité dans les entreprises privées, en zone CEMAC, s'appuie sur le Système Comptable OHADA, qui permet de déterminer l'assiette des impôts et taxes dus par l'entreprise.

## **CHAPITRE I**

### **LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)**

D'introduction récente<sup>3</sup> en remplacement de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires, elle – même fruit de la réforme fiscal-douanière de l'UDEAC de 1994, la TVA est un impôt assis sur la valeur ajoutée réalisée par l'entreprise, mais qui s'applique sur le Chiffre d'Affaires. La valeur ajoutée est l'accroissement de valeur que l'entreprise apporte aux biens et services en provenance des tiers dans ses activités professionnelles courantes. Elle constitue un solde significatif de gestion représentant la richesse créée par l'entreprise.

La TVA est un impôt général sur la consommation qui frappe en principe toutes les opérations de livraison des biens et services au Cameroun, qu'ils soient d'origine nationale ou étrangère. (Art. 125, 126 et 127 du CGI). Cependant, toutes les opérations ne sont pas imposables<sup>4</sup> (voir en annexe 1 la liste des opérations imposables, des opérations exonérées, ainsi que la liste des produits exonérés).

La charge fiscale de la taxe est supportée par le dernier acquéreur non redevable de cet impôt : le consommateur final du produit ou du service.

La TVA est aussi une taxe unique perçue de façon fractionnée à chacun des stades d'un circuit de production ou de distribution, chaque entreprise étant censée contribuer proportionnellement à la valeur ajoutée qu'elle a produite.

La TVA ne constitue pour l'entreprise ni une charge, ni un produit, si le fait générateur concourt directement à la formation du coût de revient des biens et services.

Le droit de la retenue à la source est réglementé par l'article 149 du CGI qui stipule que la TVA est retenue à la source lors du règlement des factures effectuées sur le budget de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées, des établissements publics, et des entreprises du secteur public et parapublic.

Sont d'office assujettis à la TVA<sup>5</sup>, les entreprises relevant du régime de base, du régime simplifié et du régime réel. (voir en annexe 3 les contribuables relevant des différents régimes).

---

<sup>3</sup> Loi de finances N° 98/009 du 1<sup>er</sup> juillet 1998

<sup>4</sup> Art. 128 : des exonérations, Loi N° 2002/003 du 19 avril portant Code Général des Impôts

<sup>5</sup> Art. 132 al. 1, 2 et 3 : des modalités d'imposition . Loi op. cit.



La TVA est liquidée au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale<sup>6</sup>.

Les redevables soumis au régime de base doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours du mois qui suit le trimestre au cours duquel les opérations imposables ont été réalisées. (Art. 152 al. 1 du CGI)

Les redevables soumis au régime du réel simplifié et du réel normal doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours de chaque mois suivant celui au cours duquel les opérations imposables ont été réalisées. (Art. 152 al. 2 du CGI)

Quel que soit leur régime d'imposition, les assujettis à la TVA doivent faire apparaître sur leurs factures, le montant Hors Taxe (H.T.) de l'opération, la TVA correspondante, ainsi que le montant Toutes Taxes Comprises (T.T.C.) de l'opération. Ils doivent aussi mentionner sur les dites factures, leur Numéro d'Identifiant Unique, leur raison sociale, leur dénomination et leur adresse précise<sup>7</sup>.

Les taux de la TVA sont fixés par le législateur<sup>8</sup> de la manière suivante :

- Le taux général : 17,5 % auquel il faut ajouter les Centimes Additionnels Communaux (C.A.C.) de 10 % ce qui porte le taux à 19,25 %<sup>9</sup>;
- Le taux zéro : 0 %.

Le taux zéro s'applique aux exportations de produits taxables, et aux livraisons et prestations effectuées pour le compte des entreprises situées en zones franches et points francs industriels.

Le taux général s'applique à toutes les opérations non soumises au taux zéro.

Tout règlement après les délais est sanctionné par un intérêt de retard de 10 % par mois, plafonnée à 50 %.

Tout contribuable qui s'est abstenu de souscrire sa déclaration dans les délais prévus par la loi fait l'objet d'une lettre de relance valant mise en demeure de déclarer. Il dispose d'un délai de 15 jours pour régulariser sa situation.

Le contribuable qui, après une mise en demeure de déclarer, n'a pas souscrit sa déclaration, fait l'objet d'une taxation d'office et sa cotisation est majorée de 100 %

Selon les dispositions relatives à la TVA, on peut distinguer :

- La TVA collectée ;
- La TVA déductible (Art. 143 du CGI);
- La TVA retenue à la source (Art. 149 al. 2 du CGI);

<sup>6</sup> Art. 152 du CGI : obligations des redevables.

<sup>7</sup> Le Taux de la TVA est passé de 18,7 % en 2004 à 19,25% en 2005.

<sup>8</sup> Art. 142 al. 1 a du CGI, B des taux.

<sup>9</sup> Art. 142 al. 1 a du CGI, B des taux.

- La TVA à reverser.

### **Section 1 : La Taxe sur la Valeur Ajoutée collectée**

De la combinaison des articles 126 et 129 du Code Général des Impôts, il ressort que seules sont soumises à la taxe, les opérations accomplies dans le cadre d'une activité économique réalisée à titre onéreux et au Cameroun<sup>10</sup>.

Le territoire national au sens de la TVA peut s'étendre hors des frontières nationales puisque la loi reconnaît à certaines opérations effectuées à l'étranger, la qualité d'opérations réalisées au Cameroun.

C'est le cas des opérations suivantes :

- Les ventes faites selon les conditions<sup>11</sup> de livraison de la marchandise au Cameroun ;
- L'utilisation ou l'exploitation au Cameroun du service rendu, du droit cédé ou de l'objet loué ;
- Le transport inter-CEMAC effectué par une personne domiciliée au Cameroun.

Le caractère onéreux signifie que l'opération comporte une contrepartie<sup>12</sup>. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Le CJCE a en effet jugé, malgré le silence sur ce point, qu'il devrait en outre y avoir un lien direct<sup>13</sup> entre le service rendu et la contrepartie reçue.

Ainsi la TVA peut être collectée sur :

- les livraisons des marchandises et produits fabriqués ;
- les ventes<sup>14</sup> (des marchandises et produits fabriqués) facturées ;
- les prestations de services ;
- les cessions des immobilisations ;
- les achats<sup>15</sup>.

#### **A- La TVA collectée sur les livraisons des marchandises et produits fabriqués ;**

<sup>10</sup> L'art. 129 du CGI pose le principe de la territorialité, tout en retenant un critère objectif de rattachement à la juridiction fiscale nationale.

<sup>11</sup> Les articles 220 et 223 actes uniformes relatifs au droit commercial général posent les conditions selon lesquelles le vendeur peut être tenu de livrer les marchandises en un lieu particulier ou à défaut de les remettre à un transporteur qui les livrera à l'acheteur.

<sup>12</sup> Il importe peu que l'opération soit réalisée avec bénéfice, à prix coûtant ou à perte ; La TVA frappe non un résultat bénéficiaire, mais un Chiffre d'Affaires.

<sup>13</sup> La notion de lien direct a été dégagée pour la première fois à propos des comités d'intervention et de promotion économique, qui sont financés par des subventions publiques des taxes parafiscales, voire par des cotisations des entreprises. Le problème s'est posé de savoir si ces ressources doivent ou non être soumises à la TVA.

L'arrêt de principe a été rendu par la Cour de Justice du Conseil d'Etat le 08 mars 1988 dans l'affaire britannique Appel and Pear development Council, RJF, 1988, page 570.

<sup>14</sup> Par toutes les catégories d'entreprises.

<sup>15</sup> Exclusivement par les entreprises publiques et parapubliques.

## 1- Principes généraux

### a- L'exigibilité (Art. 134 al. 1 du CGI)

Selon l'article 134 du CGI, la TVA est collectée et exigible dès la livraison des marchandises ou produits fabriqués, lors de la réalisation du fait générateur.

### b- L'assiette (Art. 135, 136 et 137 du CGI)

La base d'imposition varie selon que la livraison est faite à des tiers ou à soi-même.

Pour les livraisons à des tiers, la base d'imposition est le prix de vente net<sup>16</sup> majoré des frais accessoires<sup>17</sup>.

Pour les livraisons à soi-même, la base d'imposition est en principe constituée :

- pour les marchandises achetées et utilisées en l'état, par le prix d'achat net<sup>18</sup> majorée des frais accessoires<sup>19</sup>. Ce prix d'achat est Hors Taxe.
- pour les produits finis, par le coût de production.

## 2- Evaluation et comptabilisation de la TVA collectée sur les livraisons des marchandises, des produits fabriqués.

### a- L'entreprise livre des marchandises ou des produits fabriqués à des tiers

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4181 – Clients, facture à établir
- 4435 – Etat, TVA sur facture à établir

Pour une opération de livraison dont on connaît : le montant HT, la TVA et le montant TTC concernant les marchandises et les produits.

L'écriture est la suivante :

D	4181 - Clients, facture à établir	C	D	4435 - Etat, TVA sur facture à établir	C
	TVA			TVA	

<sup>16</sup> Hors rabais, remise sur facture et hors escompte de règlement. (Art. 137 al. 1 du CGI)

<sup>17</sup> Transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur. (Art. 1136 al. 1 du CGI)

<sup>18</sup> Hors rabais, remise sur facture et hors escompte de règlement. (Art. 137 al. 1 du CGI)

<sup>19</sup> Transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur. (Art. 136 al. 1 du CGI)

La TVA inscrite dans le compte 4435 « Etat, TVA sur factures à établir » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les opérations de livraison ont été réalisées.

Lorsque la facture est établie,

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 4181 – Clients, facture à établir
- 701 – Ventes de marchandises
- 702 – Ventes de produits finis
- 703 – Ventes de produits intermédiaires
- 704 – Ventes de produits résiduels

L'écriture à passer est la suivante :

		701 - Ventes de marchandises ou 702 - Ventes de produits finis ou 703 - Ventes de produits intermédiaires ou 704 - Ventes de produits résiduels	
D	411 - Clients	D	C
Montant TTC		Montant HT	
		4181 - Clients, facture à établir	
		D	C
		TVA	

#### Exemple d'application :

Au cours des mois de février et de mars 2005, la société CUB S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 28/02/2005 : L'entreprise CUB S.A. livre au client MILTON HOTEL des produits finis pour un montant HT de 20 000 000 F. Ces produits sont imposables à la TVA au taux de 19,25 %.

- le 02/03/2005 : L'entreprise CUB S.A. établit et transmet au client MILTON HOTEL, la facture N° 0350 relative à la livraison (des produits finis) du 28/02/05.

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée générée par les opérations effectuées par la société CUB S.A. au cours du mois de février 2003.

**Solution :**

Le 28/02/2005

TVA = montant HT x 19,25 %

TVA = 20 000 000 x 19,25 % = 3 850 000

Montant TTC = Montant TH + TVA

Montant TTC = 20 000 000 + 3 850 000 = 23 850 000

D	4181 - Clients, facture à établir	C
	3 850 000	

D	4435 - Etat, TVA sur facture à établir	C
		3 850 000

La TVA collectée de 3 850 000 F au cours de mois de février, générée par cette opération de livraison doit être reversée à l'administration fiscale au plus tard le 15 mars 2005.

Le 02/03/2005

D	411 - Clients	C
	23 850 000	

D	702 - Ventes de produits finis	C
		20 000 000

D	4181 - Clients, facture à établir	C
		3 850 000

**b- L'entreprise fait des livraisons des marchandises et produits fabriqués à elle-même**

**b-1 Lorsque l'autoconsommation concerne des immobilisations**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 21 – Immobilisations incorporelles
- 23 – Bâtiments
- 24 – Matériels
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4451 – Etat, TVA récupérable sur immobilisations
- 722 – Production immobilisée

Pour une opération de livraison dont on connaît:

- le coût de production ;
- la TVA sur coût de production ;

L'écriture est la suivante :

21 - Immobilisations incorporelles ou 23 - Bâtiments ou 24 - Matériels		721 - Immobilisations incorporelles ou 722 - Immobilisations corporelles ou 726 - Immobilisations financières	
D	C	D	C
Coût de production			Coût de production
4451 - TVA récup. sur immob.		4434 - TVA coll. sur prod. Immob.	
D	C	D	C
TVA			TVA

La TVA inscrite dans le compte 4434 « Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les opérations de livraison ont été réalisées.

La TVA récupérable dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » n'est pas déduite dans le mois au cours duquel les opérations de livraison ont été réalisées. La règle de décalage que nous analyserons à la section 2 doit être respectée.

#### Exemple d'application :

La Société Camerounaise de Mobilier ( SCM S.A.) est située à Douala, et est spécialisée dans la fabrication et la vente des mobiliers de bureau :

- Le 10/12/05 : L'entreprise a fabriqué pour son utilisation propre, des mobiliers de bureau dont le coût de production s'élève à de 5 200 000 F. Le taux de la TVA est 19,25 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée générée par cette opération effectuée par la société SCM S.A. au cours du mois de décembre 2005.

### **Solution :**

Le 10/12/05

D	2444 - Mobilier de bureau	C
	5 200 000	

D	722 - Immobilisations corporelles	C
		5 200 000

D	4451 - TVA récup. sur immob.	C
	1 001 000	

D	4434 - TVA coll. sur prod. Immob.	C
		1 001 000

La TVA collectée sur production livrée à soi-même, qui s'élève à 1 001 000 F doit être déclarée au plus tard le 15 janvier 2006.

La TVA récupérable sur immobilisations qui s'élève à 1 001 000 F n'est pas déductible de la TVA collectée au cours du mois de décembre 2005, mais le sera pour le mois de janvier 2006.

### **b-2 Lorsque l'autoconsommation concerne des marchandises et produits fabriqués<sup>20</sup>**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 604 – Achats stockés de matières et fournitures consommables
- 605 – Autres achats
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4452 – Etat, TVA récupérable sur achats
- 7078 – Autres produits<sup>21</sup>

Pour une opération de livraison dont on connaît:

<sup>20</sup> A l'exception des immobilisations

<sup>21</sup> Ce compte est utilisé par défaut, le Système Comptable OHADA n'est pas très explicite sur ce point

- le coût de production des produits fabriqués
- La TVA sur coût de production
- le prix d'achat H.T. des marchandises ;
- la TVA sur prix d'achat ;

L'écriture est la suivante :

604 - Achats stocké de mat. & fourn. Cons.		7078 - Autres produits		
D	ou 605 - Autres achats	C	D	C
Coût de production ou Prix d'achat H.T.			Coût de production ou Prix d'achat H.T.	
4452 - TVA récup. sur achats			4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	
D		C	D	C
TVA/coût de produc. ou TVA/prix d'achat			TVA/coût de produc. ou TVA/prix d'achat	

La TVA inscrite dans le compte 4434 « Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les opérations de livraison ont été réalisées.

La TVA récupérable dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » n'est pas déductible dans le mois au cours duquel les opérations de livraison ont été réalisées. La règle de décalage que nous analyserons à la section 2 doit être respectée.

### Exemple d'application :

La Société AIR LIQUIDE S.A. située à Douala, est spécialisée dans la production du gaz.

- Le 15/04/05 : L'entreprise a consommé du gaz (pour des besoins d'exploitation) dont le coût de production s'élève à de 6 600 000 F. Le taux de la TVA est 19,25 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée générée par cette opération effectuée par la société AIR LIQUIDE S.A. au cours du mois d'avril 2005.



**Solution :**

Le 15/04/05

D	6053 - Fournitures non stokables - gaz	C
	6 600 000	

D	7078 - Autres produits	C
	6 600 000	

D	4452 - TVA récup. sur achats	C
	1 270 500	

D	4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	C
	1 270 500	

La TVA collectée sur production livrée à soi-même, qui s'élève à 1 270 500 F doit être déclarée au plus tard le 15 mai 2005.

La TVA récupérable sur achats qui s'élève à 1 270 500 F n'est pas déductible de la TVA collectée au cours du mois d'avril 2005.

**B- La TVA collectée sur les ventes (des marchandises ou des produits fabriqués) facturées****1- Principes généraux****a- L'exigibilité (Art. 134 al. 1 du CGI)**

La TVA sur factures de ventes est exigible.

Les factures de ventes doivent mentionner distinctement le prix H.T., le montant de la TVA et le prix T.T.C.

**b- L'assiette (Art. 135, 136 et 139 al. 1 et 3 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée, par le prix de vente net<sup>22</sup> majorée des frais accessoires<sup>23</sup>.

Selon l'article 139 al. 1, les emballages, récupérables et réutilisables identifiables, consignés par le fournisseur ne sont pas soumis à la TVA. En cas de non retour des emballages, la consignation se transforme en vente qui sera alors soumise à la TVA. Par contre les emballages, récupérables et réutilisables non identifiables, consignés par le fournisseur sont soumis à la TVA (Art. 139 al. 3).

<sup>22</sup> Hors rabais, remise sur facture et hors escompte de règlement. (Art. 137 al. 1 du CGI)

<sup>23</sup> Transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur. (Art. 136 al. 1 du CGI)

## 2- Evaluation et comptabilisation de la TVA collectée sur ventes (de marchandises ou de produits fabriqués) facturées

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 4431 – Etat, TVA facturée sur ventes
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 701 – Ventes de marchandises
- 702 – Ventes de produits finis
- 703 – Ventes de produits intermédiaires
- 704 – Ventes de produits résiduels
- 707 – Ventes de produits accessoires

Pour une facture de vente qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

<div> <div>411 - Clients</div> <div>ou 412 - Clients, effets à recevoir</div> <div>ou 52 - Banque</div> <div>ou 57 - Caisse</div> </div>		<div> <div>701 - Ventes de marchandises</div> <div>ou 702 - Ventes de produits finis</div> <div>ou 703 - Ventes de produits inter.</div> <div>ou 704 - Ventes de produits résiduels</div> <div>ou 707 - Ventes de produits accessoires</div> </div>	
D	C	D	C
Montant TTC		Montant HT	
		D	C
		4431 - TVA facturée sur ventes	
		TVA	

La TVA inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA facturée sur ventes » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les ventes ont été réalisées.

**Exemple d'application :**

Au cours du mois de Mars 2005, la société CAMI-TOYOTA a effectué les opérations suivantes :

- le 14/03/2005 : Vente au comptant espèces au client SOCATAM S.A. des marchandises pour un montant TTC de 5 935 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 19,25 %.

- le 28/03/2005 : Ventes au comptant par traite au client CAFEX S.A. des marchandises pour un montant HT de 8 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 19,25 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur ventes générée par ces opérations effectuées par la société CAMI -TOYOTA au cours du mois de Mars 2005.

**Solution :**

Le 14/03/2005

Montant HT = montant TTC / 1,1925

Montant HT = 5 962 500 / 1,1925 = 5 000 000

TVA = 5 962 500 - 5 000 000 = 962 500

D	57 - Caisse	C
	5 962 500	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		5 000 000

D	4431 - TVA facturée sur ventes	C
		962 500

Le 28/03/2005

TVA = montant HT x 19,25 %

TVA = 8 000 000 x 19,25 % = 1 540 000

Montant TTC = Montant TH + TVA

Montant TTC = 8 000 000 + 1 540 000 = 9 540 000

D	412 - Clients, Effet à recevoir	C
	9 540 000	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		8 000 000

D	4431 - TVA facturée sur ventes	C
		1 540 000

TVA collectée par la société CAMI-TOYOTA au mois mars

D	443 - Etat, TVA facturée	C
		962 500
SC	2 502 500	1 540 000
	2 502 500	2 502 500

**La TVA collectée sur ventes = 2 502 500**

La TVA collectée sur ventes, qui s'élève à 2 431 000 F doit être déclarée au plus tard le 15 avril 2005.

## **C- La TVA générée par les prestations de services ou travaux immobiliers**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité (Art. 134 al. 1 du CGI)**

Selon l'article 134 du CGI, la TVA générée par les prestations de services et les travaux immobiliers est exigible dès l'encaissement du prix, des acomptes ou avances.

### **b- L'assiette (Art. 135, 136 et 137 du CGI)**

La base d'imposition varie selon que les prestations de services sont faites à des tiers ou à soi-même.

Pour les prestations de services ou les travaux immobiliers à des tiers, la base d'imposition est le prix de vente net<sup>24</sup>.

Pour les prestations de services ou les travaux immobiliers à soi-même, la base d'imposition est le coût de revient.

## **2- Evaluation et comptabilisation de la TVA générée par les prestations de services ou des travaux immobiliers.**

### **a- L'entreprise fait des prestations de services ou des travaux immobiliers à des tiers**

#### **a-1 Lorsque les prestations de services ou les travaux immobiliers facturés, sont réglés comptant**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 4432 – Etat, TVA facturée sur prestations de services
- 4433 – Etat, TVA facturée sur travaux
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 705 – Travaux facturés
- 706 – Services vendus

Pour une facture de vente qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

---

<sup>24</sup> Hors rabais, remise sur facture et hors escompte de règlement. (Art. 137 al. 1 du CGI)

412 - Clients, effets à recevoir		705 - Travaux facturés	
ou 52 - Banque		ou 706 - Services vendus	
D	C	D	C
ou 57 - Caisse			
Montant TTC		Montant HT	
		4432 - TVA fact. sur prest. de serv.	
		D ou 4433 - TVA facturée sur travaux C	
		TVA	

La TVA inscrite dans le compte 4432 « Etat, TVA facturée sur prestations de services » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les factures des prestations ont été réglées.

La TVA inscrite dans le compte 4433 « Etat, TVA facturée travaux » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les factures des travaux ont été réglées.

### Exemple d'application :

La Société FROICAM S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans l'entretien et la réparation des systèmes de climatisation.

Au cours du mois de Mars 2001, la société FROICAM a :

- le 15/03/2005 : Adressé au client SOCATAM S.A. la facture N° 0233, d'un montant H.T. de 3 500 000 FCFA pour réparation de la centrale de climatisation. La facture a été réglée au comptant par chèque. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 19,25 %.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur ventes générée par l'opération effectuée par la société FROICAM au cours du mois de Mars 2005.

### Solution :

Le 15/03/05

D	52 - Banque	C
	4 173 750	

D	706 - Services vendus	C
		3 500 000

D	4432 - TVA fact. sur prest. de serv.	C
		673 750

La TVA collectée sur prestations de services, qui s'élève à 673 750 F doit être déclarée au plus tard le 15 avril 2005.

**a-2 Lorsqu'on n'a reçu ni le prix, ni les acomptes ou avances sur les prestations de services ou les travaux immobiliers facturés**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 4437 – Etat, TVA sur ventes à régulariser
- 705 – Travaux facturés
- 706 – Services vendus

Pour une facture de vente qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

D	411 - Clients	C
	Montant TTC	

D	705 - Travaux facturés ou 706 - Services vendus	C
		Montant HT

D	4437 - TVA sur ventes à régulariser	C
		TVA

La TVA inscrite dans le compte 4437 « Etat, TVA facturée sur ventes à régulariser » n'est pas exigible.

Lorsque le règlement intervient, cette TVA devient exigible, alors il faut solder le compte 4437 « Etat, TVA facturée sur ventes à régulariser » (en le débitant) pour créditer :

- le compte 4432 « Etat, TVA facturée sur prestations de services » ou
- le compte 4433 « Etat, TVA facturée travaux »

L'écriture est la suivante :

52 - Banque				411 - Clients	
D	ou 57 - Caisse	C		D	C
montant TTC				montant TTC	
4437 - TVA sur ventes à régulariser			C	4432 - TVA fact. sur prest. de serv.	
D				D	ou 4433 - TVA facturée sur travaux
TVA				TVA	

#### Exemple d'application :

La Société FROICAM S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans l'entretien et la réparation des systèmes de climatisation.

Au cours des mois de mars et avril 2005, la société FROICAM a :

- le 14/03/2005 : Adressé au client SOCATAM S.A. la facture N° 0233 ( à régler dans 30 jours), d'un montant TTC. de 5 962 500 F pour réparation de la centrale de climatisation. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 19,25 %.
- le 16/04/2005 : reçu du client SOCATAM S.A., le chèque BICEC N° 20663 d'un montant de 5 962 500 F en règlement de la facture N° 0233.

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur ventes générée par les opérations effectuées par la société FROICAM au cours des mois de mars et avril 2005.



**Solution :**

Le 14/03/05

D	411 - Clients	C
	5 962 500	

D	706 - Services vendus	C
		5 000 000

D	4437 - TVA sur ventes à régulariser	C
		962 500

**La TVA inscrit dans le compte 4437 « TVA sur ventes à régulariser », qui s'élève à 962 500 F n'est pas exigible.**

Le 16/04/05

D	52 - Banques	C
	5 962 500	

D	411 - Clients	C
		5 962 500

D	4437 - TVA sur ventes à régulariser	C
	962 500	

D	4432 - TVA fact. sur prest. de serv.	C
		962 500

La TVA collectée sur prestations de services inscrit dans le compte 4432 « Etat, TVA facturée sur prestations de services », qui s'élève à 962 500 F est exigible et doit être déclarée au plus tard le 15 mai 2005.

**b- L'entreprise fait des prestations de services ou des travaux immobiliers pour son propre**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

➤ 61 – Transports

- 625 – Primes d'assurance
- 626 – Etudes, recherches et documentation
- 627 – Publicité, publications, relations publiques
- 628 – Frais de télécommunications
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4453 – Etat, TVA récupérable sur transport
- 4454 – Etat, TVA récupérable sur services extérieurs et autres charges
- 7078 – Autres produits accessoires

Pour une opération de livraison dont on connaît:

- le coût de production des prestations de services ou des travaux
- La TVA sur coût de production des prestations de services ou des travaux

L'écriture est la suivante :

61 - Transports ou 625 - Primes d'assurance ou 626 - Etudes, recherches et documentation ou 627 - Publicité, publications relat. publi. D      ou 628 - Frais de télécommunications      C		D      7078 - Autres produits accessoires      C	
Coût de production		Coût de production	
4453 - TVA récupérable sur transports D      ou 4454 - TVA récup. sur serv.      C		D      4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même      C	
TVA/coût de produc.		TVA/coût de produc.	

La TVA inscrite dans le compte 4434 « Etat, TVA facturée sur production livrée à soi même » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les factures des prestations ont été réglées.

#### Exemple d'application :

La Société ORANGE CAMEROUN S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans la production et la commercialisation des prestations de services en matière de télécommunications. Au cours du mois de Mars 2005, la société ORANGE CAMEROUN S.A. a :

- le 14/03/2005 : produit et consommé pour ses propres besoins d'exploitation des moyens de télécommunications dont le coût de production s'élève à 10 000 000 FCFA. Le taux de la TVA est 19,25 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur livraison à soi-même générée par l'opération effectuée par la société ORANGE CAMEROUN S.A. au cours du mois de Mars 2005.

### **Solution :**

D	628 - Frais de télécommunications	C	D	7078 - Autres produits accessoires	C
	10 000 000				10 000 000
D	4454 - TVA récupérable sur services	C	D	4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	C
	1 925 000				1 925 000

La TVA collectée sur production livrée à soi-même, qui s'élève à 1 925 000 F doit être déclarée au plus tard le 15 avril 2005.

La TVA récupérable sur services qui s'élève à 1 925 000 F n'est pas déductible de la TVA collectée au cours du mois de mars 2005.

## **D- La TVA collectée sur cession d'immobilisations**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité (Art. 127 du CGI)**

Selon l'article 127 du CGI, la TVA générée par les cessions d'immobilisations corporelles (non comprises dans la liste des exonérés visés à l'article 241 du Code des Douanes) est exigible.

Quelque soit l'objet social de l'entreprise, elle doit établir une facture, pour la cession, sur laquelle apparaît distinctement la TVA. Cependant, si l'établissement du nouveau titre de propriété nécessite un contrat de vente, la facture n'est plus établie et la TVA n'est plus exigible car le contrat de vente génère des droits d'enregistrement.

### **b- L'assiette**

La base d'imposition est le prix de cession.

## **2- Evaluation et comptabilisation de la TVA générée par les cessions d'immobilisations**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 4431 – Etat, TVA facturée sur cessions d'immobilisations
- 4451 – Etat, TVA à reverser sur immobilisations
- 411 – Clients
- 412 – Clients, Effets à recevoir en portefeuille
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 812 – Valeurs Comptables des Cessions d'Immobilisations Corporelles (VCCIC)
- 822 – Produits de cessions d'immobilisations

Les éléments de comptabilisation sont : le Prix de Cession HT, la TVA sur PC<sup>25</sup>, le Prix de Cession TTC, la Valeur Nette Comptable (VNC), la TVA à reverser, la VNC + à reverser

L'écriture est la suivante :

---

<sup>25</sup> Prix de Cession

411 - Clients			
412 - Clients , effets à recevoir			
52 - Banque			
D	57 - Caisse	C	
Prix de Cession TTC			

  

D	822 - Produits de Cession d'immob.	C	
		Prix de Cession HT	

  

D	4431 - TVA facturée sur cessions d'immob.	C	
		TVA sur Prix de cession	

La TVA inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA facturée sur ventes » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les cessions d'immobilisations ont été effectuées.

D	812 - VCCIC	C	
VNC+ TVA à reverser			

  

D	22 à 24 - Immobil. corporelles	C	
		VNC	

  

D	4451 - TVA à reverser sur immob.	C	
		TVA à reverser	

Nous analyserons la TVA à reverser sur immobilisations à reverser la section 3.

#### Exemple d'application :

Entre le 03/01/1996 et le 02/07/2002, la société SPNP S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 03/01/1996 : Achat au comptant par chèque chez le fournisseur SOTRABOIS S.A. du mobilier de bureau pour un montant HT de 20 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 02/07/2002 : La société SPNP S.A. cède ce mobilier de bureau, à la société COMARANE S.A. au prix de cession HT de 10 000 000 F. La COMARANE règle au comptant par chèque.

A cette date, la Valeur Nette Comptable est de 7 000 000 F. Le taux d'amortissement fiscal du mobilier de bureau est 10 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA à reverser sur cessions d'immobilisations générée par les opérations effectuées par la SPNP S.A. au cours du mois de juillet 2002.

**Solution :**

Le 03/01/1996

TVA = montant HT \* 18,7 %

TVA = 20 000 000 \* 18,7 % = 3 740 000

Montant TTC = montant HT + TVA

Montant TTC = 20 000 000 + 3 740 000 = 23 740 000

D	2444 - Mobilier de bureau	C
	20 000 000	

D	52 - Banque	C
		23 740 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	3 740 000	

**La TVA récupérable sur immobilisations = 3 740 000**

Le 02/07/2002

D	52 - Banque	C	D	822 - Produits de Cession d'immob.	C
	11 870 000				10 000 000
			D	4431 - TVA facturée sur cessions d'immob.	C
					1 870 000

La TVA, d'un montant de 1 870 000 F, inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA facturée sur cessions d'immobilisations » est exigible et doit être déclarée avant le 15 août 2002.

Selon l'article 145 du CGI, il n'y a pas de TVA à reverser, nous entrerons en profondeur dans les explications à la section 3.

D	812 - VCCIC	C	D	22 à 24 - Immobil. corporelles	C
	7 000 000				7 000 000

## E- La TVA collectée sur achats

### 1- Principes généraux

Depuis la loi N° 2002/003 du 19 avril 2002 portant Code Général des Impôts, seules les entreprises et établissements publics et parapublics, les collectivités publiques locales sont tenues d'opérer la retenue à la source de la TVA lors du règlement de leurs factures d'achats.

La TVA collectée sur les factures d'achat n'existe que lorsqu'une entreprise publique ou parapublique est cliente d'une entreprise privée car la première retient la taxe lors du règlement.

Cette TVA collectée sur achats est d'office due et ne peut subir l'influence de la TVA déductible.

### 2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA collectée sur achats

La TVA collectée sur achats (TVA récupérable retenue à la source) est générée par les opérations d'achats.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 20 – Charges immobilisées
- 21 – Immobilisations incorporelles
- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 31 – Marchandises
- 32 – Matières premières et fournitures liées
- 33 – Autres approvisionnements
- 401 – Fournisseurs
- 402 – Fournisseurs, effets à payer
- 4459 – Etat, TVA récupérable retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 60 – Achats et variations de stocks
- 61 – Transports
- 62 et 63 – Service extérieure

Pour une facture d'achat qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

20 - Charges immobilisées ou 21 - Immobil. incorporelles ou 22 à 24 - Immobil. corporelles ou 31 - Marchandises ou 32 - Matières et fournitures liées ou 33 - Autres approvisionnements ou 60 - Achats t variation de stocks ou 61 - Transports ou 62 à 63 - Services extérieurs		401 - Fournisseurs ou 402 - F'sseurs, effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	C	D	C
Montant HT		Montant HT	



D	445 - Etat, TVA récupérable	C	D	4459 - Etat, TVA collectée sur achats	C
	TVA			TVA	

Exemple d'application :

Au cours des mois de janvier et février 2003, la société CAMTEL S.A. (entreprise parapublique) a effectué les opérations suivantes :

- le 08/01/2003 : Achat au comptant par chèque au fournisseur SOCATAM S.A. des mobiliers de bureau pour un montant HT de 7 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

- le 13/01/2003 : Achat à crédit au fournisseur CAFEX S.A. des fournitures de bureau pour un montant HT de 8 500 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture 024/01, a été déterminée au taux de 18,7 %.

- le 27/02/2003 : Règlement en espèces de la facture 024/01 du fournisseur CAFEX S.A., d'un montant HT de 8 500 000.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur achats par la société CAMTEL au cours du mois de janvier 2003 et au cours du mois de février 2003.

**Solution :**

Le 08/01/2003

$TVA = \text{montant HT} * 18,7 \%$

$TVA = 7\,000\,000 * 18,7 \% = 1\,309\,000$

$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + TVA$

$\text{Montant TTC} = 7\,000\,000 + 1\,309\,000 = 8\,309\,000$

D	2444 - Mobiliers de bureau	C
	7 000 000	

D	52 - Banque	C
		7 000 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	1 309 000	

D	4459 - TVA collectée sur achats	C
		1 309 000

Le 13/01/2003

D	6055 - Fournitures de bureau	C
	8 500 000	

D	401 - Fournisseurs	C
		10 089 500

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
	1 589 500	

La TVA collectée sur achats par la société CAMTEL pour le mois de Janvier

D	4459 - TVA collectée sur achats	C
		1 309 000
S C	1 309 000	
	1 309 000	1 309 000

**La TVA collectée sur achats au titre du mois de janvier 2 003 = 1 309 000**

Le 27/02/2003

D	401 - Fournisseurs	C
	10 089 500	

D	52 - Banque	C
		8 500 000

D	4459 - TVA collectée sur achats	C
		1 589 500

La TVA collectée sur achats par la société CAMTEL au cours du mois de février

D	4459 - TVA collectée sur achats	C
		1 589 500
S C	1 589 500	
	1 589 500	1 589 500

**La TVA collectée sur achats au titre du mois de février 2 003= 1 589 500**

## **Section 2 : La TVA récupérable (Art. 143 du CGI)**

La TVA repose sur le principe de déduction, en vertu du quel chaque assujetti calcule la taxe sur le prix des biens vendus ou des services rendus et déduit la taxe qui a grevé le coût des éléments constitutifs de ce prix.

La déduction concerne la TVA ayant grevé :

- les matières premières et fournitures nécessaires liées à l'exploitation, qui s'intègrent dans le processus de production des biens et services ;
- les services qui ont effectivement concouru à cette production, à condition que les prestataires de services soient eux-mêmes des assujettis immatriculés relevant du régime du réel ; (Art. 143 al. 3.b)
- les achats de biens et marchandises nécessaires liés à l'exploitation ; (Art. 143 al. 3.c)
- des biens d'équipement nécessaires liés à l'exploitation, à l'exclusion des véhicules de tourisme, ainsi que leurs pièces de rechange et les frais de réparation y afférents. (Art. 143 al. 3.d)
- les exportations des produits ouvrant droit à déduction et éventuellement à un crédit de TVA, si ces produits ont subi la TVA en amont. Les déductions ne sont définitivement acquises que lorsque la preuve de l'effectivité de l'exportation est apportée (présentation de D6 ou D16), ainsi que celle du reversement de la TVA en amont. (Art. 143 al. 4)

- les revenus des commissionnaires transparents.

Un commissionnaire transparent est un assujetti qui importe des biens au nom et pour le compte d'un tiers installé à l'étranger. Dans ce cas, la TVA n'est pas grevée sur le prix des biens, mais sur les commissions d'achats.

Pour être déductible, la TVA doit figurer : (Art. 143 al. 1.b du CGI)

- de façon distincte, sur une facture dûment délivrée par un fournisseur immatriculé et soumis au régime du réel et mentionnant son Numéro d'Identification Unique ;
- en cas d'importation, sur la déclaration de mise à la consommation : D3, D43 ou T6 bis ;
- en cas de livraison à soi-même, sur une déclaration spéciale souscrite par le redevable lui-même.

Le droit à déduction prend naissance dès lors que l'exigibilité est intervenue chez le fournisseur.

Le droit à déduction est exercé, jusqu'à la fin du deuxième exercice fiscal qui suit celui au cours duquel la Taxe sur la Valeur Ajoutée est devenue exigible.

N'ouvre pas droit à déduction (Art. 144 du CGI), la TVA ayant grevé :

- les dépenses de logement, d'hébergement, de restauration, de réception, de spectacles et de location de véhicule de tourisme et de transport des personnes.

L'exclusion ci-dessus ne concerne pas les dépenses supportées au titre de leur activité imposable, par les professionnels du tourisme, de la restauration, du spectacle et des concessionnaires automobiles ;

- les importations des biens liés à l'exploitation, non utilisés et réexportés en l'état ; (Art. 144 al. 2)
- les biens et services acquis par l'entreprise mais utilisés par des tiers, les dirigeants ou le personnel de l'entreprise ; (Art. 144 al 3)
- des services afférents à des biens exclus du droit à déduction. (Art. 144 al. 4)
- les revenus des commissionnaires opaques.

Un commissionnaire opaque est un assujetti qui importe des biens en son nom et pour le compte d'un tiers installé à l'étranger. Dans ce cas, la TVA grevée sur le prix des biens n'est pas déductible, les biens n'étant pas nécessaires à l'exploitation dès l'origine.

Pour les assujettis qui ne réalisent pas exclusivement des opérations soumises à la TVA, la déduction s'opère par application d'un prorata. (Art. 147 du CGI)  
Cette fraction est le rapport :

Chiffre d'Affaires Hors Taxe afférent à des opérations taxables  
(y compris les exportations )

---

Chiffre d'Affaires Hors Taxe Total réalisé par l'assujetti

Si ce prorata est inférieur à 10 %, aucune déduction n'est admise.

Ainsi la TVA peut être récupérée sur :

- les factures d'achats, parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou produits fabriqués ;
- les factures d'achats, non parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou produits fabriqués ;
- les déclarations spéciales de livraison à soi-même ;
- les déclarations de mise à la consommation ;
- les factures d'achats de prestations de services ;
- les factures de ventes demeurées impayées ;
- les factures d'avoir – client.

## **A- La TVA récupérable sur factures d'achats parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou des produits fabriqués**

### **1- Principes généraux**

#### **a- Droit à déduction**

Selon l'article 143 du CGI, la TVA qui figure sur les factures d'achats des marchandises ou produits fabriqués est déductible, le mois suivant pour les assujettis<sup>26</sup> au régime du réel, de la TVA collectée. Le mode de règlement n'a aucune influence sur le droit à déduction. Que le règlement soit comptant ou à terme, le droit à déduction est effectif pour les factures d'achats des marchandises ou produits fabriqués.

#### **b- L'assiette**

L'assiette ou base de détermination de la TVA sur factures d'achats des marchandises ou produits fabriqués est en principe constituée, par le prix d'achat net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement (Art. 137 al. 1) majoré des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris ) (Art. 136 al. 1).

## **2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou des produits fabriqués.**

### **a- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats parvenues, d'immobilisations corporelles**

---

<sup>26</sup> La loi de finance 1994/1995 institue la carte de contribuable obligatoire pour essayer de lutter contre la fraude fiscale, douanière et le secteur informel.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4812 – Fournisseurs d'investissements, immobilisations corporelles
- 482 – Fournisseurs d'investissements, effets à payer
- 4451 – Etat, TVA récupérable sur immobilisations
- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Pour une facture d'achat qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

22 - Terrains ou 23 - Bâtiments, install. et agenc. ou 24 - Matériels		4812 - F'sseurs d'invest., immob. corp. ou 482 - F'sseurs d'inv., effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	C	D	C
Montant HT			Montant TTC
4451 - TVA récupérable sur immob.			
D	C		
TVA			

La TVA inscrite dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'achats ont été réalisées.

#### Exemple d'application :

Au cours des mois de janvier 2002, la société STTN S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 07/01/2002 : Achat au comptant par chèque au fournisseur SOCAP S.A. du matériel de bureau pour un montant HT de 4 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture parvenue à l'entreprise, a été déterminée au taux de 18,7 %.

- le 22/01/2002 : Achat à crédit au fournisseur MITCAM S.A. un camion de marque MERCEDES pour un montant TTC de 83 090 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture parvenue à l'entreprise, a été déterminée au taux de 18,7 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur immobilisations générée les opérations effectuées par la société STTN S.A. au cours du mois de janvier 2002.

**Solution :**

Le 07/01/2002

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 4\,000\,000 * 18,7 \% = 748\,000$$

$$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + \text{TVA}$$

$$\text{Montant TTC} = 4\,000\,000 + 748\,000 = 4\,748\,000$$

D	2441 - Matériel de bureau	C
	4 000 000	

D	52 - Banque	C
		4 748 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	748 000	

Le 22/01/2002

$$\text{Montant HT} = \text{montant TTC} / 1,187$$

$$\text{Montant HT} = 83\,090\,000 / 1,187 = 70\,000\,000$$

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 70\,000\,000 * 18,7 \% = 13\,090\,000$$

D	2451 - Matériel automobile	C
	70 000 000	

D	401 - Fournisseurs	C
		83 090 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	13 090 000	

La TVA récupérable par la société STTN S.A. pour le mois de Janvier

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	748 000	
	13 090 000	SD : 13 838 000
	13 838 000	13 838 000

**La TVA récupérable sur immobilisations à déduire de la TVA collectée au du mois de février 2002 s'élève à 13 838 000**

**b- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats parvenues, de marchandises , de matières et fournitures liées ou de produits fabriqués<sup>27</sup>**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs
- 402 – Fournisseurs, effets à payer
- 4452 – Etat, TVA récupérable sur achats
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 60 – Achats et variations de stocks

Pour une facture d'achat qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

<sup>27</sup> A l'exception des immobilisations corporelles



		401 - Fournisseurs ou 402 - F'sseurs, effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse					
D	60 - Achats et variation de stocks	C	D		C		
	Montant HT			Montant TTC			
D	4452 - TVA récupérable sur achats	C					
	TVA						

La TVA inscrite dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'achats ont été réalisées.

Exemple d'application :

Au cours des mois de janvier 2002, la société GUINNESS S.A. a effectué l'opération suivante :

- le 07/01/2002 : Achat au comptant par chèque au fournisseur SOCAP S.A. des matières premières pour un montant HT de 40 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture parvenue à l'entreprise, a été déterminée au taux de 18,7 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur achats par la société GUINNESS S.A. au cours du mois de janvier 2002.

**Solution :**

Le 07/01/2002

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 40\,000\,000 * 18,7 \% = 7\,480\,000$$

$$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + \text{TVA}$$

$$\text{Montant TTC} = 40\,000\,000 + 7\,480\,000 = 47\,480\,000$$

D	602 - Achats de matières premières	C
	40 000 000	

D	52 - Banque	C
		47 480 000

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
	7 480 000	

**La TVA récupérable sur achats à déduire de la TVA collectée au du mois de février 2002 s'élève à 7 480 000**

**B- La TVA récupérable sur factures d'achats non parvenues, de marchandises, de matières et fournitures liées ou de produits fabriqués ;**

### **1- Principes généraux**

#### **a- Droit à déduction**

La TVA récupérable qui figure sur les factures d'achats des marchandises ou produits fabriqués non encore parvenues chez le client n'est pas déductible. Le droit à déduction est effectif lorsque le client reçoit les factures.

#### **b- L'assiette**

L'assiette ou base de détermination de la TVA sur factures d'achats des marchandises ou produits fabriqués, non parvenues, est en principe constituée, par le prix d'achat.

**2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats non parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou des produits fabriqués.**

**a- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats non parvenues, d'immobilisations corporelles**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4818 – Fournisseurs d'investissements, factures non parvenues
- 4455 – Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues
- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements

➤ 24 – Matériels

Pour une livraison dont on connaît : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

22 - Terrains ou 23 - Bâtiments, install. et agenc. ou 24 - Matériels		4818 - F'sseurs d'inv., fact. non par.	
D	C	D	C
Montant HT			Montant TTC
4455 - TVA récupérable sur fact. non parv.			
D	C		
	TVA		

La TVA inscrite dans le compte 4455 « Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues » n'est pas déductible.

Exemple d'application :

La STTN S.A. est une entreprise située à Douala.

- Le 30/12/02 : Lors de l'inventaire extra-comptable de fin d'exercice, le comptable de la société STTN S.A., constate que du matériel de bureau d'une valeur de 15 600 000 FCFA H.T. reçu le 29/12/01 du fournisseur SOCICAM n'a pas encore été comptabilisé parce que l'entreprise STTN S.A. n'est pas encore en possession de la facture d'achat. Le taux de la TVA est de 18,7 %.
- Le 08/01/03 : L'entreprise STTN S.A. reçoit du fournisseur SOCICAM, la facture d'achat du matériel de bureau d'un montant TTC de 18 517 200. La TVA qui apparaît sur la facture parvenue à l'entreprise, a été déterminée au taux de 18,7 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser :

- 1- le montant de la TVA récupérable sur factures non parvenues générée par l'opération d'inventaire.
- 2- le montant de la TVA récupérable sur immobilisations générée par la réception de la facture.

**Solution :**

1- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures non parvenues.

Le 30/12/2002

TVA = montant HT \* 18,7 %

TVA = 15 600 000 \* 18,7 % = 2 917 200

Montant TTC = montant HT + TVA

Montant TTC = 15 600 000 + 2 917 200 = 18 517 200

D	2441 - Matériel de bureau	C
	15 600 000	

D	4818 - F'sseurs, fact. non parv.	C
		18 517 200

D	4455 - TVA récup. sur fact. non parv.	C
	2 917 200	

Le montant de la TVA qui s'élève à 2 917 200 F inscrit dans le compte 4455 « Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues » n'est pas encore déductible.

2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur immobilisations.

Le 08/01/2003 : Lorsque l'entreprise reçoit la facture

D	4818 - F'sseurs, fact. non parv.	C
	18 517 200	

D	4812 - F'sseurs, immob. Corp.	C
		18 517 200

D	4451 - TVA récup. sur immob.	C
	2 917 200	

D	4455 - TVA récup. sur fact. non parv.	C
		2 917 200

Le montant de la TVA qui s'élève à 2 917 200 F inscrit dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » est déductible de la TVA collectée au cours du mois de février 2003 .

**b- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats non parvenues, de marchandises, de matières et fournitures liées ou des produits fabriqués<sup>28</sup>**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 408 – Fournisseurs, factures non parvenues
- 4455 – Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues
- 60 – Achats et variations de stocks

Pour une livraison dont on connaît : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

D	60 - Achats et variations de stocks	C
<hr/>		
	Montant HT	

La TVA inscrite dans le compte 4455 « Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues » n'est pas déductible.

Exemple d'application :

La STTN S.A. est une entreprise industrielle dans située à Douala, spécialisée dans la fabrication des chaussures.

- Le 30/12/02 : Lors de l'inventaire extra-comptable de fin d'exercice, le comptable de la société STTN S.A., constate que des matières premières d'une valeur de 30 000 000 FCFA H.T. reçu le 29/12/01 du fournisseur CICAM n'ont pas encore été comptabilisées parce que l'entreprise STTN S.A. n'est pas encore en possession de la facture d'achat.

Le taux de la TVA est de 18,7 %.

- Le 08/01/03 : L'entreprise STTN S.A. reçoit du fournisseur CICAM, la facture d'achat des matières premières d'un montant TTC de 35 610 000 FCFA. La TVA qui apparaît sur la facture parvenue à l'entreprise, a été déterminée au taux de 18,7 %.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser :

<sup>28</sup> A l'exception des immobilisations corporelles

- 1- le montant de la TVA récupérable sur factures non parvenues générée par l'opération d'inventaire.
- 2- le montant de la TVA récupérable sur achats générée par la réception de la facture.

**Solution :**

- 1- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures non parvenues.

Le 30/12/2002

$TVA = \text{montant HT} * 18,7 \%$

$TVA = 30\,000\,000 * 18,7 \% = 5\,610\,000$

$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + TVA$

$\text{Montant TTC} = 30\,000\,000 + 5\,610\,000 = 35\,610\,000$

D	6021 - Achats des matières premières	C
	30 000 000	

D	408 - F'sseurs, fact. non parv.	C
		35 610 000

D	4455 - TVA récup. sur fact. non parv.	C
	5 610 000	

Le montant de la TVA qui s'élève à 5 610 000 F inscrit dans le compte 4455 « Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues » n'est pas encore déductible.

- 2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur immobilisations.

Le 08/01/2003 : Lorsque l'entreprise reçoit la facture

D	408 - F'sseurs, fact. non parv.	C	D	401 - F'sseurs, dettes en comptes	C
	35 610 000				35 610 000
D	4452 - TVA récup. sur achats	C	D	4455 - TVA récup. sur fact. non parv.	C
	5 610 000				5 610 000

Le montant de la TVA qui s'élève à 5 610 000 F inscrit dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée au cours du mois de février 2003 .

## C- La TVA récupérable sur les déclarations spéciales de livraison à soi-même

### 1- Principes généraux

#### a- Droit à déduction

Selon l'article 143 du CGI, la TVA qui figure sur les déclarations spéciales de livraison à soi-même est déductible, le mois suivant pour les assujettis<sup>29</sup> au régime du réel, de la TVA collectée.

#### b- L'assiette

L'assiette ou base de détermination de la TVA sur déclarations spéciales de livraison à soi-même est en principe constituée :

- pour les marchandises achetées et utilisées en l'état, par le prix d'achat net<sup>30</sup> majoré des frais accessoires<sup>31</sup>. Ce prix d'achat est Hors Taxe ;
- pour les produits finis, par le coût de production ;
- pour les prestations de services et travaux immobiliers, par le coût de production.

### 2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur déclarations spéciales de livraison à soi-même

<sup>29</sup> La loi de finance 1994/1995 institue la carte de contribuable obligatoire pour essayer de lutter contre la fraude fiscale, douanière et le secteur informel.

<sup>30</sup> Hors rabais, remise sur facture et hors escompte de règlement. (Art. 137 al. 1 du CGI)

<sup>31</sup> Transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur. (Art. 136 al. 1 du CGI)

### a- Lorsque l'autoconsommation concerne des immobilisations

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 21 – Immobilisations incorporelles
- 23 – Bâtiments
- 24 – Matériels
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4451 – Etat, TVA récupérable sur immobilisations
- 722 – Production immobilisée

Pour une opération de livraison dont on connaît :

- le coût de production ;
- la TVA sur coût de production ;

L'écriture est la suivante :

21 - Immobilisations incorporelles ou 23 - Bâtiments ou 24 - Matériels		721 - Immobilisations incorporelles ou 722 - Immobilisations corporelles ou 726 - Immobilisations financières	
D	C	D	C
Coût de production			Coût de production
D 4451 - TVA récup. sur immob. C		D 4434 - TVA coll. sur prod. Immob. C	
TVA			TVA

La TVA récupérable dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'autoconsommation ont été réalisées.

#### Exemple d'application :

La GLOBE AUTO S.A. est une entreprise située à Douala, et est spécialisée dans le montage et la vente du matériel de transport.

- Le 10/12/02 : L'entreprise a monté pour son utilisation propre, un camion dont le coût de production s'élève à de 50 000 000 F. Le taux de la TVA est 18,7 %.



**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur déclarations spéciales de livraison à soi-même générée par l'opération effectuée par la société GLOBE AUTO S.A..

**Solution :**

Le 10/12/02

D	2451 - Matériel de transport	C
	50 000 000	

D	722 - Immobilisations corporelles	C
		50 000 000

D	4451 - TVA récup. sur immob.	C
	9 350 000	

D	4434 - TVA coll. sur prod. Immob.	C
		9 350 000

Le montant de la TVA qui s'élève à 9 350 000 F inscrit dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » est déductible de la TVA collectée au cours du mois de janvier 2003 .

**b- Lorsque l'autoconsommation concerne des marchandises et produits fabriqués<sup>32</sup>**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 604 – Achats stockés de matières et fournitures consommables
- 605 – Autres achats
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4452 – Etat, TVA récupérable sur achats
- 7078 – Autres produits

Pour une opération de livraison dont on connaît:

- le coût de production des produits fabriqués
- La TVA sur coût de production
- le prix d'achat H.T. des marchandises ;
- la TVA sur prix d'achat ;

---

<sup>32</sup> A l'exception des immobilisations

L'écriture est la suivante :

604 - Achats stocké de mat. & fourn. Cons.			
D	ou 605 - Autres achats	C	
Coût de production ou Prix d'achat H.T.			
		D	7078 - Autres produits
		C	
		Coût de production ou Prix d'achat H.T.	
D	4452 - TVA récup. sur achats	C	
TVA/coût de produc. ou TVA/prix d'achat			
		D	4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même
		C	
		TVA/coût de produc. ou TVA/prix d'achat	

La TVA récupérable dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'autoconsommation ont été réalisées.

### Exemple d'application :

La Société AIR LIQUIDE S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans la production du gaz.

- Le 15/04/02 : L'entreprise a consommé du gaz (pour des besoins d'exploitation) dont le coût de production s'élève à de 6 600 000 F. Le taux de la TVA est 18,7 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur déclarations spéciales de livraison à soi-même générée par l'opération effectuée par la société AIR LIQUIDE S.A..

**Solution :**

Le 15/04/02

D	6053 - Fournitures non stokables - gaz	C
	6 600 000	

D	7078 - Autres produits accessoires	C
		6 600 000

D	4452 - TVA récup. sur achats	C
	1 234 200	

D	4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	C
		1 234 200

Le montant de la TVA qui s'élève à 1 234 000 F inscrit dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée au cours du mois de mai 2002 .

**c- Lorsque l'autoconsommation concerne les prestations de services ou les travaux immobiliers**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 61 – Transports
- 625 – Primes d'assurance
- 626 – Etudes, recherches et documentation
- 627 – Publicité, publications, relations publiques
- 628 – Frais de télécommunications
- 4434 – Etat, TVA facturée sur production livrée à soi-même
- 4453 – Etat, TVA récupérable sur transport
- 4454 – Etat, TVA récupérable sur services extérieurs et autres charges
- 7078 – Autres produits accessoires

Pour une opération de livraison dont on connaît:

- le coût de production des prestations de services ou des travaux
- La TVA sur coût de production des prestations de services ou des travaux

L'écriture est la suivante :

61 - Transports ou 625 - Primes d'assurance ou 626 - Etudes, recherches et documentation ou 627 - Publicité, publications relat. publi. ou 628 - Frais de télécommunications		7078 - Autres produits accessoires	
D	C	D	C
Coût de production			Coût de production
4453 - TVA récupérable sur transports ou 4454 - TVA récup. sur serv.		4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	
D	C	D	C
TVA/coût de produc.			TVA/coût de produc.

La TVA récupérable dans le compte 4453 « Etat, TVA récupérable sur transports » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'autoconsommation ont été réalisées.

La TVA récupérable dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services extérieurs et autres charges » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'autoconsommation ont été réalisées.

#### Exemple d'application :

La Société ORANGE CAMEROUN S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans la production et la commercialisation des prestations de services en matière de télécommunications. Au cours du mois de Mars 2001, la société ORANGE CAMEROUN S.A. a :

- le 15/03/2001 : produit et consommé pour ses propres besoins d'exploitation des moyens de télécommunications dont le coût de production s'élève à 10 000 000 FCFA. Le taux de la TVA est 18,7 %.

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur déclarations spéciales de livraison à soi-même générée par l'opération effectuée par la société ORANGE CAMEROUN S.A. au cours du mois de Mars 2001.

**Solution :**

Le 15/03/2001

D	628 - Frais de télécommunications	C	D	7078 - Autres produits accessoires	C
	10 000 000			10 000 000	
D	4454 - TVA récupérable sur services	C	D	4434 - TVA coll. sur livr. à soi-même	C
	1 870 000			1 870 000	

Le montant de la TVA qui s'élève à 1 870 000 F inscrit dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services et autres charges » est déductible de la TVA collectée au cours du mois d'avril 2001 .

**D- La TVA récupérable sur déclarations de mise à la consommation ( D3, D43 ou T6bis)****1- Principes généraux****a- Droit à déduction**

Selon l'article 143 du CGI, la TVA qui figure sur les déclarations de mise à la consommation est déductible, le mois suivant pour les assujettis au régime du réel, de la TVA collectée.

**b- L'assiette**

L'assiette ou base de détermination de la TVA sur déclarations de mise à la consommation est en principe constituée de la valeur imposable (qui est égale à la valeur Coût Assurance et Fret des biens augmentée des droits de douane).

**2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur déclarations de mise à la consommation**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 24 – Matériels
- 401 – Fournisseurs

- 4812 – Fournisseurs, d'immobilisations corporelles
- 4426 – Etat, Droit de douanes
- 4451 – Etat, TVA récupérable sur immobilisations
- 4452 – Etat, TVA récupérable sur achats
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 601 – Achats de marchandises

Pour une déclaration de mise à la consommation qui fait ressortir : le montant CAF des marchandises, les Droits de Douanes (D.D.) , la TVA .

L'écriture est la suivante :

24 - Matériels		401 - Fournisseurs	
ou 601 - Achats de marchandises		ou 402 - F'sseurs, effet à payer	
D	C	D	C
Valeur imposable(1)			Montant CAF
4451 - TVA récupérable sur immob.		4426 - Etat, Droits de douane	
ou 4452 - TVA récupérable sur achats		ou 52 - Banque	
D	C	D	C
TVA			Droits de douane + TVA

$$\text{TVA} = \text{valeur imposable} \times 18,7 \%$$

(1)Valeur imposable = montant CAF + Droits de Douanes

La TVA récupérable dans le compte 4451 « Etat, TVA récupérable sur immobilisations » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'importation ont été réalisées.

La TVA récupérable dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'importation ont été réalisées.

Exemple d'application :

Au cours du mois de Mars 2002, la société DACAM S.A. a effectué l'opération suivante :

- le 14/03/2000 : Réception des marchandises importées d'Allemagne. La Déclaration de mise à la consommation (D3) fait ressortir :

- la valeur CAF (Coût Assurance et Fret) des marchandises : 304 500 000 F
- Droits de douanes : 30 450 000 F

La TVA qui apparaît sur la D3, a été déterminée au taux de 18,7 %.

Les Droits de Douanes, la TVA ont été acquittés par chèque.

Le fournisseur qui réside en Allemagne n'a pas encore été réglé.

Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur déclaration de mise à la consommation générée par l'opération effectuée par la société DACAM S.A..

Solution :

Le 14/03/2002

Valeur imposable = Valeur CAF + Droits de douanes

Valeur imposable = 304 500 000 + 30 450 000 = 334 950 000

TVA = valeur imposable \* 18,7 % = 62 635 650

D	601 - Achats de marchandises	C
	334 950 000	

D	401 - Fournisseurs	C
		304 500 000

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
	62 635 650	

D	52 - Banque	C
		93 085 650

Le montant de la TVA qui s'élève à 62 635 650 F inscrit dans le compte 4452 « Etat, TVA récupérable sur achats » est déductible de la TVA collectée au cours du mois d'avril 2002 .

## **E- La TVA récupérable sur factures d'achats de prestations de services ou des travaux immobiliers**

### **1- Principes généraux**

#### **a- Droit à déduction**

Selon l'article 143 du CGI, la TVA qui figure sur les factures d'achats des prestations de services n'est déductible que si la facture a été réglée. Cette TVA est déductible selon la règle de décalage.

La TVA qui figure sur les factures non encore réglées n'est pas déductible.

#### **b- L'assiette**

L'assiette ou base de détermination de la TVA sur factures d'achats des prestations de services ou des travaux immobiliers est en principe constituée, par le prix d'achat net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) (Art. 137 al. 1).

### **2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats de prestations ou des travaux**

#### **a- Lorsque les factures d'achats de prestations de services ou les travaux immobiliers facturés, sont réglés au comptant**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 402 – Fournisseurs, Effets à payer
- 4453 – Etat, TVA récupérable sur transport
- 4454 – Etat, TVA récupérable sur services extérieurs et autres charges
- 61 – Transport
- 62 ou 63 – Services extérieurs
- 52 – Banques
- 57 – Caisse

Pour une facture d'achats qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :



61 - Transports ou 62 - Services extérieurs A ou 63 - Services extérieurs B		402 - F'sseurs, effets à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	C	D	C
Montant HT		Montant TTC	
4453 - TVA récupérable sur transports ou 4454 - TVA récup. sur serv.			
D	C		
TVA			

La TVA récupérable dans le compte 4453 « Etat, TVA récupérable sur transports » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'achats ont été réalisées.

La TVA récupérable dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services extérieurs et autres charges » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'achats ont été réalisées.

#### Exemple d'application :

La Société AIR LIQUIDE S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans la production du gaz.

- Le 15/04/02 : L'entreprise a reçu du fournisseur CAMTEL, la facture (N° 351) des frais de téléphone, du mois de février 2002, qui s'élève à 6 647 200 F TTC. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

Cette facture N° 351 a été réglé par AIR LIQUIDE S.A. ce même jour par chèque BICEC .

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur factures d'achats de prestations de services générée par l'opération effectuée par la société AIR LIQUIDE S.A. au cours du mois d'avril 2002.

#### **Solution :**

Le 15/04/02

D	6281 - Frais de téléphone	C
	5 600 000	

D	52 - Banque	C
		6 647 200

D	4454 - TVA récup. sur serv.	C
	1 047 200	

Le montant de la TVA qui s'élève à 1 047 200 F inscrit dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services et autres charges » est déductible de la TVA collectée au cours du mois mai 2002 .

**b- Lorsque les factures d'achats de prestations de services ou les travaux immobiliers facturés, ne sont pas réglées au comptant**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs, Dettes en comptes
- 4457 – Etat, TVA sur achats à régulariser
- 61 – Transport
- 62 ou 63 – Services extérieurs

Pour une facture d'achats qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

D	61 - Transports ou 62 - Services extérieurs A ou 63 - Services extérieurs B	C
	Montant HT	
D	4457 - TVA sur achats à régulariser	C
	TVA	

D	401 - F'sseurs, Dettes en comptes	C
		Montant TTC

Le montant de la TVA inscrit dans le compte 4457 « Etat, TVA sur achats à régulariser » n'est pas déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les opérations d'achats ont été réalisées.

Lorsque le règlement intervient, cette TVA devient déductible, alors il faut solder le compte 4457 « Etat, TVA sur achats à régulariser » (en le créditant) pour débiter :

- le compte 4453 « Etat, TVA récupérable sur transport » ou
- le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services extérieures et autres charges »

L'écriture est la suivante :

D	401 - F'sseurs, Dettes en comptes	C
	Montant TTC	
	4453 - TVA récupérable sur transport	
D	4454 - TVA récupérable sur services	C
	TVA	

D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	Montant TTC	
	4457 - TVA sur achats à régulariser	
D	4457 - TVA sur achats à régulariser	C
	TVA	

### Exemple d'application :

La Société AIR LIQUIDE S.A. située à Douala, est spécialisée dans la production du gaz. Au cours des mois d'avril et mai 2002, la société AIR LIQUIDE S.A. a :

- Le 15/04/02 : a reçu du fournisseur CAMTEL, la facture (N° 351) des frais de téléphone, du mois de février 2002, qui s'élève à 6 647 200 F TTC. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

- Le 16/05/02 : a réglé par chèque BICEC N° 304211 la facture N° 351, du fournisseur CAMTEL, d'un montant de 6 647 200 F .

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur factures d'achats de prestations de services générée par l'opération effectuée par la société AIR LIQUIDE S.A. au cours des mois d'avril et mai 2002.

**Solution :**

Le 15/04/02

D	6281 - Frais de téléphone	C
	5 600 000	

D	401 - F'sseurs, Dettes en comptes	C
		6 647 200

D	4457 - TVA sur achats à régulariser	C
	1 047 200	

La TVA inscrit dans le compte 4457 « TVA sur achats à régulariser » qui s'élève à 1 047 200 F n'est pas déductible.

Le 16/05/02

D	401 - F'sseurs, Dettes en comptes	C
	6 647 200	

D	52 - Banque	C
		6 647 200

D	4454 - TVA récupérable sur services	C
	1 047 200	

D	4457 - TVA sur achats à régulariser	C
		1 047 200

Le montant de la TVA qui s'élève à 1 047 200 F inscrit dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services et autres charges » est déductible de la TVA collectée au cours du mois juin 2002 .

## **F- La TVA récupérable sur factures ventes demeurrées impayées**

### **1- Principes généraux**

#### **a- Droit de récupération**

Selon l'article 146 du CGI, la TVA acquittée à l'occasion des ventes ou des services qui restent impayés, peut être récupérée par voie d'imputation sur la TVA collectée sur les opérations faites ultérieurement.

Pour les opérations impayées, lorsque la créance est réellement et définitivement irrécouvrable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec les indications réglementaires surchargées de la mention « facture demeurée impayée pour un montant H.T. de..., et pour un montant de TVA de ..., correspondante qui ne peut faire l'objet d'une déduction »<sup>33</sup>.

N.B. : la règle du décalage n'a pas cours pour la récupération de la TVA sur factures demeurrées impayées.

#### **b- L'assiette**

La base d'imposition est en principe constituée, par le prix de vente net majorée des frais accessoires.

### **2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures de ventes demeurrées impayées**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4162 – Clients, Créances douteuses
- 4431 – Etat, TVA facturée sur ventes
- 6511 – Pertes sur créances clients

L'écriture est la suivante :

---

<sup>33</sup> Cette mention au client insolvable qu'il doit reverser la TVA qu'il avait antérieurement déduite.

D	6511 - Pertes sur créances	C	D	4162 - Créances douteuses	C
	Montant HT			Montant TTC	
D	4431 - TVA sur factures impayées	C			
	TVA				

La TVA récupérable sur factures de ventes demeurrées impayées inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA récupérable sur ventes » est déductible de la TVA collectée sans l'application de la règle de décalage.

#### Exemple d'application :

La STTN S.A. est une entreprise industrielle dans située à Douala, spécialisée dans la fabrication des chaussures.

- Le 10/01/03 : Lors de l'audit des comptes clients, le commissaire aux comptes a constaté que le créance douteuse du client AGIP S.A. d'un montant TTC de 14 244 000 F, s'avère totalement irrécouvrable à l'inventaire. Cette créance issue d'une facture de ventes de produits finis, et qui dure depuis 3 ans, se décompose comme suit :

- Montant H.T. : 12 000 000 F
- TVA (18,7 %) : 2 244 000 F
- Montant TTC : 14 244 000 F

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA récupérable sur factures de ventes demeurrées impayées générée par l'opération effectuée par la société STTN S.A. au cours du mois janvier 2002.

#### **Solution :**

D	6511 - Pertes sur créances	C	D	4162 - Créances douteuses	C
	12 000 000				14 244 000
D	4431 - TVA sur factures impayées	C			
	2 244 000				

La TVA récupérable sur factures de ventes demeurrées impayées inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA récupérable sur transports », et qui s'élève à 2 244 000 F, est déductible de la TVA collectée au cours du mois de janvier 2002.

## **G- La TVA récupérable sur facture d'Avoir - client**

### **1- Principes généraux**

#### **a- Droit de récupération**

Selon l'article 146 du CGI, la TVA acquittée à l'occasion des ventes ou des services qui sont par la suite résiliés ou annulés, peut être récupérée par voie d'imputation sur la TVA collectée sur les opérations faites ultérieurement. Cette TVA doit être inscrite sur une facture d'Avoir – client.

Une facture d'Avoir – client matérialise la dette de l'entreprise à l'égard du client. Elle est établie généralement en cas de réduction commerciale accordée hors facture ordinaire (essentiellement en ce qui concerne les rabais et les ristournes), mais aussi en cas de retour de marchandises.

Qu'est ce qui explique la déductibilité de la TVA sur facture d'Avoir – client ?

En effet, le montant Hors Taxe de la facture d'Avoir – client vient en diminution du Chiffre d'Affaires Hors Taxe. L'assiette de détermination de la TVA collectée et reversée étant le Chiffre d'Affaire Hors Taxe, la TVA sur facture d'Avoir – client ne peut que venir en diminution de la TVA collectée. Donc c'est une TVA déductible.

N.B. : la règle du décalage n'a pas cours pour la récupération de la TVA sur facture d'Avoir - client.

#### **b- L'assiette**

La base d'imposition est en principe constituée :

- par le prix de vente net, des marchandises retournées, majorée des frais accessoires,
- le montant de la réduction commerciale accordée hors facture ordinaire.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA déductible sur facture d'avoir - client

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 443 – Etat, TVA facturée sur facture d'avoir - client
- 70 – Ventes

Pour une facture d'avoir qui fait ressortir : l'avoir HT, la TVA sur avoir et l'avoir TTC

L'écriture est la suivante :

D	70 - Vente	C	D	411 - Clients	C
	Avoir HT				Avoir TTC
D	443 - TVA sur facture d'avoir	C			
	TVA sur avoir				

### Exemple d'application :

Entre le 01/01/2000 et le 30/03/2000, la société MAISCAM S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 10/01/2000 : Vente au comptant par chèque au client CAMRAIL de marchandises pour un montant TTC de 9 496 000 F. La TVA a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 25/02/2000 : Le client CAMRAIL retourne une partie des marchandises non conformes pour un montant HT de 3 000 000 F. La société MAISCAM lui établit une facture d'avoir sur laquelle apparaît la valeur HT et TVA.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA déductible sur facture d'avoir au cours du mois de février, dont bénéficie la société MAISCAM.



**Solution :**

Le 10/01/2000

Montant HT = montant TTC / 1,187

Montant HT = 9 496 000 / 1,187 = 8 000 000

TVA = 9 496 000 - 8 000 000 = 1 496 000

D	52 - Banque	C
	9 496 000	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		8 000 000

D	443 - TVA collectée sur ventes	C
		1 496 000

Le 25/02/2000

TVA sur avoir = avoir x 18,7 %

TVA sur avoir = 3 000 000 x 18,7 % = 561 000

Avoir TTC = Avoir HT + TVA sur avoir

Avoir TTC = 3 000 000 + 561 000 = 3 561 000

D	701 - Ventes de marchandises	C
	3 000 000	

D	411 - Clients	C
		3 561 000

D	443 - TVA sur avoir client	C
	561 000	

TVA déductible sur facture d'avoir client

D	443 - TVA sur facture d'avoir	C
	561 000	
		SD 561 000
	561 000	561 000

**La TVA déductible sur facture d'avoir client = 561 000**

## **H- La TVA retenue à la source**

### **1- Principes généraux**

Par l'arrêté N° 02631/MINEFI/DI du 28 juin 2001 modifiant et complétant les arrêtés N° 0140 du 16 juillet et N° 00282 du 30 octobre 1998, 00333 du 22 septembre 1999, 00110 du 06 mars 2000 et 00437 du 18 octobre 2000, les entreprises et établissements publics, parapublics, et certaines entreprises privées étaient tenues d'opérer la retenue à la source de la TVA.

Pour limiter les crédits de TVA engendrées par ce mécanisme de recouvrement, la loi N° 2002/003 du 19 avril 2002 a supprimé le droit de la retenue à la source aux entreprises privées. Cette nouvelle loi stipule que la retenue à la source de la TVA n'est effectuée que par les entreprises et établissements publics et parapublics.

La TVA n'est retenue que lors du règlement.

Toutefois, la TVA retenue à la source vient en diminution de la TVA collectée sur vente.

N.B. : la règle du décalage n'a pas cours pour la déduction de la retenue à la source.

### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA retenue à la source**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 443 – Etat, TVA facturée
- 4439 – Etat, TVA facturée retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 70 – Ventes
- 72 – Production immobilisée

Pour une facture de vente qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

411 - Clients ou 412 - Clients, effets à recevoir ou 52 - Banque ou 57 - Caisse		70 - Ventes ou 72 - Production immobilisée	
D	C	D	C
Montant HT			Montant HT
4439 - TVA retenue à la source		443 - TVA facturée	
D	C	D	C
TVA			TVA

#### Exemple d'application :

Au cours des mois de janvier, février et mars 2003, la société SOCATAM S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 10/01/2003 : Vente au comptant par chèque au client CAMAIR (entreprise parapublique) des marchandises pour un montant HT de 12 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 25/02/2003 : Ventes à crédit au client CAMTEL (entreprise parapublique) de marchandises pour un montant TTC de 35 610 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture N° 035/02, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 03/03/2003 : Règlement par chèque de la facture 035/02 par le client CAMTEL, d'un montant de 30 000 000 F.

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA retenue à la source générée par les opérations effectuées par la société SOCATAM S.A. au cours des mois de janvier, février et mars 2003.

**Solution :**

Le 10/02/2003

TVA = montant HT x 18,7 %

TVA = 12 000 000 x 18,7 % = 2 244 000

Montant TTC = Montant HT + TVA

Montant TTC = 12 000 000 + 2 244 000 = 14244000

D	52 - Banque	C
	12 000 000	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		12 000 000

D	4439 - TVA retenue à la source	C
	2 244 000	

D	443 - TVA collectée sur ventes	C
		2 244 000

Le 25/02/2003

Montant HT = montant TTC / 1,187

Montant HT = 35 610 000 / 1,187 = 30 000 000

TVA = 35 610 000 - 30 000 000 = 5 610 000

D	411 - Clients	C
	35 610 000	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		30 000 000

D	443 - Etat, TVA facturée	C
		5 610 000

TVA retenue à la source au cours du mois de février

D	4439 - TVA retenue à la source	C
	2 244 000	
		SD 2 244 000
	2 244 000	2 244 000

**La TVA retenue à la source = 2 244 000**

Le 03/03/2003

D	52 - Banque	C
	30 000 000	

D	411 - Clients	C
		35 610 000

D	4439 - TVA retenue à la source	C
	5 610 000	

TVA retenue à la source au cours du mois de mars

D	4439 - TVA retenue à la source	C
	5 610 000	
		SD 5 610 000
	5 610 000	5 610 000

**La TVA retenue à la source = 5 610 000**

### **Section 3 : La Taxe sur la Valeur Ajoutée à reverser**

On distingue :

- la TVA à reverser sur immobilisations mises au rébus ;
- la TVA à reverser sur cession des immobilisations ;
- la TVA à reverser sur facture d'Avoir – fournisseur ;
- la TVA à reverser sur les rémunérations versées à l'étranger ;

#### **A- TVA à reverser sur immobilisations mises au rébus**

##### **1- Principes généraux**

###### **a- L'exigibilité**

De l'analyse de l'article 143 al. d du CGI, il ressort que la TVA sur factures d'achats des immobilisations corporelles est entièrement déductible parce que l'Administration fiscale suppose que les immobilisations vont concourir directement à la formation du coût de revient des biens et services jusqu'à ce que leur Valeur Nette Comptable soit nulle.

Si les immobilisations sont mises au rébus lorsque leur Valeur nette Comptable n'est pas encore nulle, l'assujetti est redevable d'une fraction de la TVA antérieurement déduite.

La fraction ainsi déterminée est la TVA à reverser sur immobilisations mises au rebuts.

###### **b- L'assiette**

L'assiette de cette fraction est la valeur nette comptable de l'immobilisation (au jour de la mise au rebus).

##### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur immobilisations mises au rébus.**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 4451– Etat, TVA à reverser sur immobilisations mises en rébus
- 812 – Valeurs Comptables des Cessions d'Immobilisations Corporelles (VCCIC)

Les éléments de comptabilisation sont : la Valeur Nette Comptable (VNC), la TVA sur la VNC, la VNC + TVA sur VNC

L'écriture est la suivante :

D	812 - VCCIC	C	D	22 à 24 - Immobil. corporelles	C
	VNC+ TVA sur VNC				VNC
			D	4451 - TVA à reverser sur immob.	C
					TVA sur VNC

La TVA inscrite dans le compte 4451 « Etat, TVA à reverser sur immobilisations mises au rébus » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel la mise au rébus a été réalisée.

#### Exemple d'application :

Entre le 03/01/2000 et le 02/01/2002, la société SPNP S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 03/01/2000 : Achat au comptant par chèque chez le fournisseur ALUCAM d'un matériel industriel pour un montant HT de 40 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 02/01/2002 : Suite à une grave panne, la société SPNP S.A. met au rébus ce matériel industriel. A cette date, la Valeur Nette Comptable est de 24 000 000 F.

#### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA à reverser sur immobilisations mises en rébus générée par l'opération effectuée par la SPNP S.A. au cours du mois de janvier 2002.

#### Solution :

Le 03/01/2000

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 40\,000\,000 * 18,7 \% = 7\,480\,000$$

$$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + \text{TVA}$$

$$\text{Montant TTC} = 40\,000\,000 + 7\,480\,000 = 47\,480\,000$$

D	2411 - Matériel industriel	C
	40 000 000	

D	52 - Banque	C
		47 480 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	7 480 000	

**La TVA récupérable sur immobilisations= 7 480 000**

Cette TVA de 7 480 000 est totalement admise en déduction à partir du mois de février 2000 parce que l'Administration fiscale suppose que le matériel industriel va concourir au processus de production jusqu'à ce que sa Valeur Nette Comptable soit égale nulle.

Mais puisque le matériel n'a concouru au processus de production que pour deux années. La partie de la TVA correspondant à la Valeur Nette Comptable doit être reversée.

Le 02/01/2002

VNC = 24 000 000

TVA sur VNC = 4 488 000

VNC + TVA sur VNC = 24 000 000 + 4 488 000 = 28 488 000

D	812 - VCCIC	C
	28 488 000	

D	2411 - Matériel industriel	C
		24 000 000

D	4451 - TVA à reverser sur immob.	C
		4 488 000

La TVA, qui s'élève à 4 488 000 F, inscrite dans le compte 4451 « Etat, TVA à reverser sur immobilisations mises au rébus » est exigible et doit être déclarée avant le 15 février 2002.



## **B- TVA à reverser sur cessions d'immobilisations (Art. 145 du CGI)**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité (Art. 145 du CGI)**

Selon l'article 145<sup>34</sup> du CGI, lorsqu'un bien ayant fait l'objet d'une déduction de TVA au titre des immobilisations ne fait plus partie des actifs de l'entreprise, par voie de cession avant la fin de la quatrième année à compter de son acquisition, l'assujetti est redevable d'une fraction de la TVA antérieurement déduite.

#### **b- La liquidation (Art. 145 du CGI)**

La fraction de la TVA à reverser est égale au montant de la TVA déduite, diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La formule de détermination de cette fraction est la suivante :

Notons :

n : le nombre d'années depuis l'acquisition de l'immobilisation

$$\text{TVA à reverser} = \text{TVA déduite} - \text{TVA déduite} \times (1/5) \times n$$

### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur cessions d'immobilisations .**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 4431 – Etat, TVA facturée sur cessions d'immobilisations
- 4451 – Etat, TVA à reverser sur cessions d'immobilisations
- 411 – Clients
- 412 – Clients, Effets à recevoir en portefeuille
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 812 – Valeurs Comptables des Cessions d'Immobilisations Corporelles (VCCIC)
- 822 – Produits de cessions d'immobilisations

---

<sup>34</sup> Cette règle ne peut pas s'appliquer aux immeubles (construction, terrains à bâtir), jusqu'à notre avis le droit fiscal camerounais ne prévoit rien pour cette catégorie d'immobilisation.

Les éléments de comptabilisation sont : le Prix de Cession HT, la TVA sur PC<sup>35</sup>, le Prix de Cession TTC, la Valeur Nette Comptable (VNC), la TVA à reverser, la VNC + TVA à reverser

L'écriture est la suivante :

411 - Clients			
412 - Clients , effets à recevoir			
52 - Banque			
D	57 - Caisse	C	
Prix de Cession TTC			
D	822 - Produits de Cession d'immob.	C	
		Prix de Cession HT	
		D 4431 - TVA facturée sur cessions d'immob.	C
		TVA sur Prix de cession	
D	812 - VCCIC	C	
VNC+ TVA à reverser			
D	22 à 24 - Immobil. corporelles	C	
		VNC	
		D 4451 - TVA à reverser sur immob.	C
		TVA à reverser	

La TVA inscrite dans le compte 4451 « Etat, TVA à reverser sur cessions d'immobilisations » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les cessions d'immobilisations ont été effectuées.

<sup>35</sup> Prix de Cession

Exemple d'application 1 :

Entre le 03/01/2000 et le 02/04/2003, la société SPNP S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 03/01/2000 : Achat au comptant par chèque chez le fournisseur SOTRABOIS S.A. du mobilier de bureau pour un montant HT de 20 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 02/04/2003 : La société SPNP S.A. cède ce mobilier de bureau, à la société COMARANE S.A. au prix de cession HT de 16 000 000 F. La COMARANE règle au comptant par chèque. A cette date, la Valeur Nette Comptable est de 13 500 000 F. Le taux d'amortissement fiscal du mobilier de bureau est 10 %.

Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA à reverser sur cessions d'immobilisations générée par l'opération effectuée par la SPNP S.A. au cours du mois d'avril 2003.

Solution :

Le 03/01/2000

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 20\,000\,000 * 18,7 \% = 3\,740\,000$$

$$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + \text{TVA}$$

$$\text{Montant TTC} = 20\,000\,000 + 3\,740\,000 = 23\,740\,000$$

D	2444 - Mobilier de bureau	C
	20 000 000	

D	52 - Banque	C
		23 740 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	3 740 000	

**La TVA récupérable sur immobilisations = 3 740 000**

Cette TVA de 3 740 000 est totalement admise en déduction à partir du mois de février 2000 parce que l'Administration fiscale suppose que ce mobilier va concourir au processus de production au moins jusqu'à la fin de la quatrième année à compter de son acquisition.

Mais puisque le mobilier n'a concouru au processus de production que pour 3 ans et 3 mois, une fraction de la TVA doit être reversée.

Cette fraction est égale à :

$\text{TVA à reverser} = \text{TVA déduite} - \text{TVA déduite} \times (1/5) \times n$

$\text{TVA à reverser} = 3\,740\,000 - 3\,740\,000 \times (1/5) \times 4$

$\text{TVA à reverser} = 748\,000$

Le 02/04/2003

D	812 - VCCIC	C	D	2444 - Mobilier de bureau	C
	14 248 000			13 500 000	
			D	4451 - TVA à rever sur ces. immob.	C
				748 000	

La TVA, qui s'élève à 748 000 F, inscrite dans le compte 4451 « Etat, TVA à reverser sur cessions d'immobilisations » est exigible et doit être déclarée avant le 15 mai 2003.

D	52 - Banque	C	D	822 - Produits de Cession d'immob.	C
	18 992 000			16 000 000	
			D	4431 - TVA facturée sur cessions d'immob.	C
				2 992 000	

La TVA, d'un montant de 2 992 000 F, inscrite dans le compte 4431 « Etat, TVA facturée sur cessions d'immobilisations » est exigible et doit être déclarée avant le 15 mai 2003.

Exemple d'application 2 :

Entre le 03/01/2001 et le 02/04/2003, la société PERFECT S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 03/01/2001 : Achat au comptant par chèque chez le fournisseur ALUCAM S.A. une machine de fabrication des emballages un montant HT de 80 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 02/04/2003 : La société PERFECT S.A. cède ce mobilier de bureau, à la société SOCATAM S.A. au prix de cession HT de 55 000 000 F. La SOCATAM règle au comptant par chèque. A cette date, la Valeur Nette Comptable est de 44 000 000 F. Le taux d'amortissement fiscal du mobilier de bureau est 20 %.

Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA à reverser sur cessions d'immobilisations générée par l'opération effectuée par la PERFECT S.A. au cours du mois d'avril 2003.

Solution :

Le 03/01/2001

$$\text{TVA} = \text{montant HT} * 18,7 \%$$

$$\text{TVA} = 80\,000\,000 * 18,7 \% = 14\,960\,000$$

$$\text{Montant TTC} = \text{montant HT} + \text{TVA}$$

$$\text{Montant TTC} = 80\,000\,000 + 14\,960\,000 = 94\,960\,000$$

D	2444 - Mobilier de bureau	C
	80 000 000	

D	52 - Banque	C
		94 960 000

D	4451 - TVA récupérable sur immob.	C
	14 960 000	

**La TVA récupérable sur immobilisations = 14 960 000**

## **C- TVA à reverser sur facture d'Avoir – fournisseur (Art. 134 al. 2)**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité**

Une facture d'Avoir – fournisseur matérialise la créance de l'entreprise à l'égard du fournisseur. Elle est établie généralement en cas de réduction commerciale reçue hors facture ordinaire (essentiellement en ce qui concerne les rabais et les ristournes) mais aussi en cas de restitution de marchandises.

Qu'est ce qui explique le reversement de la TVA sur facture d'Avoir – fournisseur ? En effet, le montant Hors Taxe de la facture d'Avoir – fournisseur vient en diminution du montant des achats Hors Taxe. Or la TVA qui a grevé le montant des achats a été déduite. Puisque ces achats diminuent, la TVA sur facture d'Avoir – fournisseur doit être reversée.

#### **b- L'assiette**

La base d'imposition est en principe constituée :

- par le prix d'achat net, des marchandises restituées, majorée des frais accessoires,
- le montant de la réduction commerciale reçue hors facture ordinaire.

### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur facture d'avoir - fournisseur**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs, Dettes en comptes
- 445 – Etat, TVA récupérable
- 60 (sauf 603) – Achats

Pour une facture d'avoir qui fait ressortir : l'avoir HT, la TVA sur avoir et l'avoir TTC

L'écriture est la suivante :

D	401 - Fsseurs, dettes en cpte	C
	Avoir TTC	

D	60 - Achats	C
		Avoir HT

D	445 - TVA sur avoir fournisseurs	C
		TVA sur avoir

### Exemple d'application :

Entre le 01/01/2000 et le 30/03/2000, la société CAMRAIL S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 10/01/2000 : Achats au comptant par chèque au client MAISCAM des marchandises pour un montant TTC de 9 496 000 F. La TVA a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 25/02/2000 : La société CAMRAIL retourne, au fournisseur MAISCAM, une partie des marchandises non conformes pour un montant HT de 2 000 000 F. La société MAISCAM lui établit une facture d'avoir sur laquelle apparaît la valeur HT et TVA.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA à reverser sur facture d'avoir – fournisseur générée par les opérations effectuées par la société CAMRAIL S.A. entre le 01/01/2000 et le 30/03/2000.

### **Solution :**

Le 10/01/2000

D	601 - Achats de marchandises	C
	8 000 000	

D	52 - Banque	C
		9 496 000

D	4451 - TVA récupérable sur achats	C
	1 496 000	

Le 25/02/2000

TVA sur avoir = avoir x 18,7 %

TVA sur avoir = 2 000 000 x 18,7 % = 374 000

Avoir TTC = Avoir HT + TVA sur avoir

Avoir TTC = 2 000 000 + 374 000 = 2 374 000

D	401 - Fournisseurs	C
	2 374 000	

D	601 - Achats de marchandises	C
		2 000 000

D	445 - TVA sur avoir fournisseur	C
		374 000

TVA à reverser sur facture d'avoir fournisseur

D	443 - TVA sur avoir fournisseur	C
		374 000
S C	374 000	
	374 000	374 000

**La TVA à reverser sur facture d'avoir fournisseur = 374 000**

## **D- TVA à reverser sur les rémunérations versées à l'étranger**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité**

Selon l'article 127 du CGI, il est institué une TVA sur les revenus servis aux personnes morales ou physiques domiciliées hors du Cameroun, par des entreprises ou établissements situés au Cameroun au titre :

- des droits d'auteurs ;



- de la vente ou de la location de licence d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés et formules secrets ;
- de la location ou du droit d'utilisation des films cinématographiques, des émissions ou des films de télévision ;
- des rémunérations pour fournitures d'informations concernant les expériences d'ordre industriel commercial ou scientifique ainsi que pour la location d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques ;
- des rémunérations pour études, assistance technique, financière ou comptable ;
- des rémunérations versées aux entreprises effectuant des travaux de forage, de recherche ou d'assistance pour le compte des compagnies pétrolières, lorsque ces entreprises renoncent à l'imposition d'après la déclaration conformément aux dispositions de l'article 18 du Code Général des impôts. Le prélèvement spécial est exigible tant qu'une déclaration n'aura pas été acceptée par l'Administration fiscale.

#### **b- L'assiette**

La base d'imposition est la fraction déductible des rémunérations avant retenue de la Taxe Spéciale sur le Revenu.

#### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur les rémunérations versés à l'étranger**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs, Dettes en comptes
- 402 – Fournisseurs, Effets à payer
- 4454 – TVA récupérable sur services extérieures
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 62 ou 63 – Services Extérieurs

Notons :

- RVE : le montant des Rémunérations Versées à l'Etranger

L'écriture est la suivante :

		401 - Fsseurs, dettes en cpte			
		402 - Fsseurs, effets à payer			
		52 - Banque			
D	62 ou 63 - Services Extérieurs	C	D	ou 57 - Caisse	C
	RVE			RVE	
D	4454 - TVA récup. sur serv. ext.	C	D	4428 - TVA à revers. sur RVE	C
	RVE x 18,7 %			RVE x 18,7 %	

La TVA inscrite dans le compte 4428 « Etat, TVA à reverser sur rémunérations versées à l'étranger » est exigible et doit être déclarée dans les 15 jours du mois suivant celui au cours duquel les rémunérations ont été versées.

La TVA inscrite dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services extérieurs » est déductible de la TVA collectée du mois suivant celui au cours duquel les versements ont été effectués.

#### Exemple d'application :

Au cours du mois de janvier 2000, la société SOCATAM S.A., située à Douala et spécialisée dans la fabrication des bouteilles, a :

- Le 10/01/00 : versé, par virement bancaire, des frais d'assistance technique, à une entreprise résidant en Espagne (la société MARTINEZ HERMANOS) , pour un montant brut de 72 000 000 F .

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser la TVA à reverser sur rémunérations versées à l'étranger générée cette opération effectuée par la SOCATAM au cours du mois de janvier 2000.

Solution :

TVA à reverser sur rémunérations versées à l'étranger

$$\text{TVA} = 72\,000\,000 \times 18,7\% = 13\,464\,000$$

D	6324 - Honoraires	C
	72 000 000	

D	52 - Banque	C
		72 000 000

D	4454 - TVA récup. sur serv. ext.	C
	13 464 000	

D	4428 - TVA à revers. sur RVE	C
		13 464 000

La TVA, d'un montant de 13 464 000 F, inscrite dans le compte 4428 « Etat, TVA à reverser sur rémunérations versées à l'étranger » est exigible et doit être déclarée avant le 15 février 2000.

La TVA, d'un montant de 13 464 000 F, inscrite dans le compte 4454 « Etat, TVA récupérable sur services extérieurs » est déductible de la TVA collectée du mois de février 2000.

**Section 4 : Le Droit D'accises****A- Principes généraux**

Selon l'article 131 du CGI, il est institué un droit d'accises ad valorem, applicable aux produits retenus à l'annexe 2 du titre 2 du CGI.

C'est une taxe sur le Chiffre d'affaires qui frappe : les produits de luxe, les produits nocifs ou jugés non indispensables (bières, vins, tabacs, bijoux, métaux précieux).

Le Droit d'accises est calculé sur la valeur marchande<sup>36</sup>.

Sont d'office assujettis au droit d'accises, les entreprises relevant du régime de base, du régime du réel simplifié et du régime du réel normal.

Le droit d'accises est liquidé au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale.

**1- La déclaration**

Les redevables soumis au régime de base doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours du mois qui suit le trimestre au cours duquel les opérations imposables ont été réalisées.

<sup>36</sup> Les emballages sont exclus de cette valeur marchande.

Les redevables soumis au régime du réel simplifié et du réel normal doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours de chaque mois suivant celui au cours duquel les opérations imposables ont été réalisées.

## **2- Du taux (Art. 142 al. 1.b du CGI)**

Le taux du droit d'accises fixé par le parlement est de 25 %.

## **3- De l'exigibilité**

Le droit d'accises est exigible :

- dès la livraison des biens et marchandises faite par le producteur ou son distributeur ou par le grossiste, s'agissant des ventes et des échanges.
- dès la mise à la consommation s'agissant des importations.

## **4- L'assiette**

La base d'imposition au Droit d'Accises est établie selon qu'il s'agit d'une importation ou d'une production locale :

- En ce qui concerne les importations hors CEMAC, la base taxable du Droit d'Accises est obtenue en ajoutant le droit de douane à la valeur CAF (Coût, Assurance et Fret).
- Pour les productions CEMAC, la base taxable est la valeur sortie usine.

Toutefois, s'agissant des boissons alcoolisées et des tabacs, la base ainsi déterminée bénéficie d'un abattement à hauteur de 35 % pour les boissons et 42,5 % pour les tabacs.

Le droit d'accises est imposable à la TVA. C'est en cela qu'il est une surtaxe sur le Chiffre d'Affaires.

Le droit d'accises frappe une seule fois, soit au niveau de l'importation, soit au niveau de la fabrication.

Le droit d'accises n'est pas récupérable (il est un élément du coût), il n'est pas refacturable.

## **B- L'évaluation et la comptabilisation du Droit d'accises**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 443 – Etat, TVA facturée
- 446 – Etat, Autres taxes sur Chiffres d'Affaires
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 702 – Ventes de produits finis

Les éléments de comptabilisation sont : le montant HT, le Droit D'Accises (DA), la TVA

Le Net à Payer.

L'écriture est la suivante :

411 - Clients	
ou 412 - Clients, effets à recevoir	
ou 52 - Banque	
ou 57 - Caisse	
D	C
<hr/>	
Net à payer	

702 - Ventes de produits finis	
D	C
<hr/>	
	Montant HT

Net à Payer = Montant HT + TVA + DA

443 - Etat, TVA facturée	
D	C
<hr/>	
	TVA

446 - Droit d'Accises	
D	C
<hr/>	
	DA

### Exemple d'application :

Au cours du mois de février 2000, la société FERMANCAM a effectué l'opération suivante :

- le 10/02/2000 : Vente au comptant par chèque au client SUPER-MARCHE SCORE, 2 000 bouteilles de whisky (destinées à la revente) pour un montant HT de 70 000 000 F. Sur la facture, la TVA a été déterminée au taux de 18,7 %, le Droit d'Accises a été déterminé au taux de 25%.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser : le montant de la TVA facturée sur ventes, le montant du Droit d'Accises, le montant du précompte sur ventes, collectés par la société FERMANCAM au cours du mois de février 2000.

**Solution :**

Le 10/02/2000

Détermination du Droit d'Accises (DA)

Puisque les boissons bénéficie d'un abattement de 35 %

La base imposable au Droit d'Accises est =  $70\,000\,000 \times 0,65 = 45\,500\,000$

Le Droit d'Accises =  $45\,500\,000 \times 25\% = 11\,375\,000$

Valeur imposable à la TVA =  $70\,000\,000 + 11\,375\,000 = 81\,375\,000$

TVA =  $81\,375\,000 \times 18,7\% = 15\,217\,125$

Précompte sur ventes =  $70\,000\,000 \times 1\% = 700\,000$

D	52 - Banque	C
	97 292 125	

D	702 - Ventes de produits finis	C
		70 000 000

D	443 - TVA collectée sur ventes	C
		15 217 125

D	446 - Droit d'Accises	C
		11 375 000

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		700 000

**La TVA collectée sur ventes = 15 217 125**

**Le Droit d'Accises collecté sur ventes = 11 375 000**

**Le Précompte collecté sur ventes = 700 000**

## **CHAPITRE II**

### **LA PATENTE ET LA LICENCE**

Elles existent depuis toujours et constituent l'autorisation donnée aux personnes physiques ou morales d'exercer une profession ou une activité à but lucratif.

Si l'exigence de la licence se limite à l'exercice d'un type d'activité comme la vente en gros, au détail ou la fabrication des boissons alcooliques, des vins ou des boissons dites « hygiéniques », celle de la patente est relative à toutes les activités lorsque leur Chiffre d'Affaires est supérieur ou égal à 15 millions<sup>37</sup>. C'est donc une taxe professionnelle.

#### **Section 1 : La patente**

La contribution des patentes, impôts recouvrés annuellement sur les personnes physiques ou morales exerçant une profession ou une activité à but lucratif<sup>38</sup> et dont la base de calcul est liée au Chiffre d'Affaires présumé de l'activité ou de la profession. C'est l'impôt direct local le plus productif.

La contribution des patentes est prévue par les articles 159 à 178 du Code Général des Impôts.

#### **A- Principes généraux**

Le champ d'application de la contribution des patentes est constitué d'un principe qui admet des atténuations.

##### **1- Dispositions générales (Art. 159 CGI)**

La contribution des patentes s'applique à toute personne physique ou morale de nationalité camerounaise ou étrangère, qui exerce au Cameroun un commerce, une industrie, une profession non comprise dans les exemptions déterminées par le législateur.

##### **2- Exemptions (Art. 162 CGI)**

Ne sont pas assujettis à la contribution des patentes :

- Les salariés, exclusivement pour ce qui concerne leur activité salariale ;
- Certaines activités non commerciales (peinture, auteurs compositeur, etc.) ;

---

<sup>37</sup> Les professions libérales sont soumises à la patente quelque soit leur Chiffres d'Affaires.

<sup>38</sup> Art. 162 CGI relatifs aux exemptions.

- L'Etat, les collectivités à caractère culturel, éducatif, sanitaire, social, sportif ou touristique quel que soit leur situation à l'égard de l'impôt sur le Chiffre d'Affaires ;
- Certaines collectivités agricoles (cultivateurs, éleveurs, planteurs, etc.) ;
- Les diverses exonérations (explorateurs, pilotes, chasseurs, etc.).

### 3- Tarifs des patentes (Art. 163 CGI)

La contribution des patentes due résulte de l'application d'un taux sur le Chiffre d'affaires annuel réalisé par le contribuable. Ce taux est arrêté par les collectivités publiques locales bénéficiaires du produit de la patente, à l'intérieur d'une fourchette légalement fixée selon le Chiffre d'Affaires. Cette fourchette est définie dans le tableau suivant :

**Tableau de classes de patente et fourchette des taux correspondants.**

Tranche de Chiffre d'Affaires	Classe	Fourchette des taux
Chiffre d'Affaires annuel égal ou supérieur à 2 milliards de francs	1 <sup>ère</sup>	0,075 % à 0,0875%
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 1 milliard et inférieur à 2 milliards de francs	2 <sup>ème</sup>	0,0875 % à 0,100 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 500 millions et inférieur à 1 milliards de francs	3 <sup>ème</sup>	0,100 % à 0,108 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 300 millions et inférieur à 500 millions de francs	4 <sup>ème</sup>	0,108 % à 0,116%
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 100 millions et inférieur à 300 millions de francs	5 <sup>ème</sup>	0,133 % à 0,150 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 15 millions et inférieur à 100 millions de francs	6 <sup>ème</sup>	0,158 % à 0,160 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 5 millions et inférieur à 15 millions de francs	7 <sup>ème</sup>	0,283 % à 0,400 %

Au delà d'un Chiffre d'Affaires de 2 milliards, un abattement de 5 % est appliqué à chaque tranche entière de 500 millions de francs, sans que la réduction totale dépasse 30 % .

Le taux d'abattement sur l'excédent au-dessus de 2 milliards est le suivant :

Excédent	N	Produit	Taux d'abattement
[ 0 – 500 000 000]	1	1 x 5	5
[ 500 000 000 – 1 000 000 000]	2	2 x 5	10
[ 1 000 000 000 – 1 500 000 000]	3	3 x 5	15
[ 1 500 000 000 – 2 000 000 000]	4	4 x 5	20
[ 2 000 000 000 – 2 500 000 000]	5	5 x 5	25
[ 2 500 000 000 et plus	6	6 x 5	30



#### **4- Particularisme de certaines patentes (Art. 165 CGI)**

Il s'agit essentiellement des patentes importateurs – exportateurs des entreprises de transports, des compagnies d'assurances et de celle relative à l'absence de comptabilité.

##### **a- Importateurs – Exportateurs (Art. 165 al. 2, 3 et 4)**

En aucun cas, les importations et exportations effectuées par une banque, agence de banque ou tout autre organisme agissant en tant que commissionnaire en marchandises ou transitaire, ne pourront dispenser les clients du paiement de la patente d'importation ou d'exportation (Al. 2).

Pour l'application de la patente d'importateur ou d'exportateur, il est tenu compte cumulativement des Chiffres d'Affaires réalisées à l'importation et à l'exportation (Al. 4).

##### **b- Compagnies d'assurance (Art. 165 al. 7)**

Les compagnies d'assurances n'ayant pas d'établissement au Cameroun mais qui y sont représentées ne sont imposables qu'au siège ou au principal établissement de l'agent d'assurance qui les représente.

##### **c- Absence de comptabilité (Art. 165 al. 1<sup>er</sup>)**

Pour toute activité commerciale, lorsqu'aucun élément ne permet de déterminer exactement le Chiffre d'Affaires, celui-ci est comme étant égal à dix fois le stock constaté évalué au prix de vente. Toutefois, l'inspecteur ou le contrôleur a la possibilité d'établir la patente par comparaison à un établissement similaire.

#### **5- Annualité de la patente (Art. 168 CGI)**

Le principe de l'annualité de la patente est passé par l'article 168 alors que l'exception par l'article 169.

##### **a- Dispositions**

La patente est due pour l'année tout entière par toute personne physique ou morale exerçant au premier jour du début de l'exercice une activité imposable. Ce principe souffre toutefois de plusieurs exceptions.

##### **b- Exceptions (Art. 169)**

- Début d'exploitation en cours d'année. La patente est due à partir du premier jour du mois au cours duquel a eu lieu le commencement de l'exploitation ;

- Cession d'établissement : le cédant ne pouvant pas transférer la patente au nouvel acquéreur, parce que la loi ne lui donne pas la possibilité, s'arrange en pratique avec celui-ci pour continuer à utiliser sa patente comme si l'établissement lui appartenait toujours ;
- La fermeture d'établissement : elle motive un dégrèvement de patente au prorata du nombre de mois de l'année restant à courir (Art. 171 CGI).

## **6- Obligations des redevables (Art. 172, 173 et 174 CGI)**

Les redevables de la patente doivent :

- Afficher les titres de patente dans l'établissement ;
- Répondre au questionnement annuel adressé, en principe par l'Administration Fiscale.

## **7- La liquidation**

La liquidation de la patente consiste à calculer les différentes rubriques de la patentes pour les sommer par la suite. Après quoi il ne restera plus qu'à s'acquitter de sa dette d'impôt qui conditionne l'établissement définitif du titre de patente à faire valoir partout où besoin sera.

Les différentes rubriques d'un titre de patente sont :

- Le principal de la patente
- La Redevance Audio Visuelle (RAV)
- La contribution au FEICOM
- Les Centimes Chambre de Commerce(CCAI)
- La Taxe Communale (TC)

Ces éléments peuvent être classés en deux catégories :

- Les impôts définitifs qui regroupent : le principal de la patente, la contribution au FEICOM, les Centimes Chambre de Commerce, la Taxe Communale.
- L'acompte de l'impôt sur le bénéfice : la Redevance Audio Visuelle

La Redevance Audio Visuelle (RAV) est un acompte de l'impôt sur le bénéfice au même titre que l'acompte I.S..

La base de détermination du titre de patente de l'exercice N est le Chiffre d'Affaires prévisionnel (en général le Chiffre d'Affaire de l'exercice N-1).

Sur ce titre de patente de l'exercice N, la Redevance Audio Visuelle (RAV) constitue un acompte de l'impôt sur le bénéfice de l'exercice N, au même titre que l'acompte I.S. versé chaque mois au cours de l'exercice N.

Si à la fin de l'exercice N, le Chiffre d'Affaires réalisé est supérieur au Chiffre d'Affaires prévisionnel, le titre de patente doit subir un redressement qui consiste à réajuster les différentes rubriques.

Lorsque le redressement intervient quand l'entreprise a déjà soldé son impôt sur le bénéfice de l'exercice N, la Redevance Audio Visuelle (RAV) ne devrait en principe plus être réajustée. Car si au cours de l'exercice N l'entreprise n'a pas versé l'acompte I.S. de chaque mois, elle n'a plus d'acompte à reverser, le bénéfice de l'exercice N étant soldé. Mais si la Redevance Audio Visuelle (RAV) est réajustée, elle constitue alors un acompte de l'impôt sur le bénéfice des exercices à venir.

### **8- Pénalités (Art. 178, 179, 180 et 181 CGI)**

Tout contribuable qui ne s'est pas acquitté de sa patente dans les délais est passible de la pénalité de 10 % par mois de retard avec un maximum de 30 %.

Tout contribuable qui exerce une activité soumise à la patente sans avoir acquitté les droits est taxé d'office pour l'année entière et sa cotisation est assortie d'une majoration de 50 % ou de 100 %.

Le défaut d'affichage de la patente est sanctionné par une amende fiscale de 10 000 F par infraction.

### **B- L'évaluation et la comptabilisation de la patente**

Un titre de patente se décompose en plusieurs taxes qui sont :

- Le principal de la patente
- Redevance Audio Visuelle
- Contribution au Feicom (Fons spécial d'Equipeement et Intervention inter-Communal)
- Centimes Chambre de Commerce (CCAI)
- Taxe Communale

La Redevance Audio Visuelle = C.A. x Taux

Le principal patente = RAV – 10 % RAV

Feicom = 10 % RAV

Centimes Chambre de Commerce (CCAI) = 3 % RAV

Taxe Communale (TC) est déterminé selon le barème (de la ville de Douala) ci-dessous :

Redevance Audio Visuelle	Montant Taxe Communale
1 à 30 000	7 500
30 001 à 60 000	9 000
60 001 à 100 000	15 000
100 001 à 150 000	22 500
150 001 à 200 000	30 000
200 001 à 300 000	45 000
300 001 à 400 000	60 000
400 001 à 500 000	75 000
Au delà de 500 001	90 000

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6412 – Patentes licences et taxes annexes
- 447859 – Redevance Audio Visuelle
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

La Redevance Audio Visuelle constitue un acompte de l'impôt sur le revenu.

Les éléments de comptabilisation sont : le montant total du titre de patente P, la Redevance Audio Visuelle (RAV), le principal de la patente et les taxes annexes T

L'écriture à passer est la suivante :

D	6412 - Patentes et taxes annexes	C
	T	
	447859 - Redevance Audio Visuelle	
D	ou 891 - Impôts sur les bénéfices	C
	RAV	

	52 - Banque	
D	ou 57 - Caisse	C
		P

Exemple d'application :

L'entreprise SOCATEX S.A. (située à Douala) vous sollicite , en tant qu'expert fiscal, pour la détermination de son titre de patente pour l'exercice 2000/2001 et met à votre disposition les informations suivantes :

- le Chiffre d'Affaires réalisé par la SOCATEX S.A. au cours de l'exercice 1990/2000 s'élève à 3 207 797 893 FCFA.
- Ce Chiffre d'Affaires est considéré comme prévisionnel pour l'exercice 2000/2001.

Travail A Faire :

- 1- Etablir le titre de patente de l'entreprise SOCATEX S.A. pour l'exercice 2000/2001.
- 2- Comptabiliser le titre de patente ainsi établi.
- 3- En fin d'exercice 2000/2001, le chiffre d'Affaires réalisé par l'entreprise SOCATEX S.A. s'élève à 4 207 797 893 FCFA.

Sachant que le 30 septembre 2001, l'entreprise a soldé son impôt sur le bénéfice de l'exercice 2000/2001, déterminer les redressements à effectuer si la SOCATEX S.A. a subi un contrôle sur pièces le 10 octobre 2001.

Solution :

- 1- Etablissement du titre de patente.

Evaluation du montant du titre de patente

Base de détermination de la RAV

$$\text{Base} = 2\,000\,000\,000 + (1\,207\,797\,893 - 1\,207\,797\,893 \times 15)$$

$$\text{Base} = 3\,026\,628\,209$$

Pour les entreprises installées à Douala les taux les plus élevés sont utilisés

$$\text{RAV} = 3\,026\,628\,209 \times 0,0875 \% = 2\,648\,300$$

$$\text{Principal - patente} = 2\,648\,300 - 10\% \times 2\,648\,300 = 2\,383\,470$$

$$\text{Feicom} = 10 \% \times 2\,648\,300 = 264\,830$$

$$\text{CCAI} = 2\,648\,300 \times 3\% = 79\,449$$

$$\text{Taxe Communale} = 90\,000$$

Patente principale	2 383 470
RAV	2 648 300
Feicom	264 830
CCAI	79 449
Taxe Communale	90 000
<i>Total titre de patente</i>	<b><i>5 466 049</i></b>

## 2- Comptabilisation du titre de patente

D	6412 - Patentes et taxes annexes	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	2 817 749			5 466 049	
D	447859 - Redevance Audio Visuelle	C			
	2 648 300				

## 3- Evaluation de la patente selon le Chiffre d’Affaires réalisé.

Evaluation du montant du titre de patente

Base de détermination de la RAV

Base = 2 000 000 000 + (2 207 797 893 - 2 207 797 893 x 25)

Base = 3 655 848 420

Pour les entreprises installées à Douala les taux les plus élevés sont utilisés

RAV = 3 655 848 420 x 0,0875 % = 3 198 867

Principal patente = 3 198 867 - 10% x 3 198 867 = 2 878 980

Feicom = 10 % x 3 198 867 = 319 887

CCAI = 3 198 867 x 3% = 95 966

Taxe Communale = 90 000

Patente principale	2 878 980
RAV	3 198 867
Feicom	319 887
CCAI	95 966
Taxe Communale	90 000
<i>Total titre de patente</i>	<b><i>6 583 700</i></b>

**\* Redressements à effectuer pour le titre de patente de l'exercice 2000/2001**

<b>Libellé</b>	<b>Montant Prévisionnel</b>	<b>Montant réel</b>	<b>Redressement</b>
Patente principale	2 383 470	2 878 980	495 510
Feicom	264 830	319 887	55 057
CCAI	76 449	95 966	19 517
<b>TOTAL</b>			<b>570 084</b>

## **Section 2 : La Licence**

La contribution des licences est exigée pour la vente ou la production de certains produits notamment les boissons ; elle a en commun avec les patentes beaucoup de dispositions sur lesquelles nous ne reviendrons plus.

### **A- Principes généraux**

Il obéit à un principe qui admet néanmoins des atténuations.

#### **1- Dispositions générales (Art. 182, 286 CGI)**

La contribution des licences est due par les importateurs, producteurs et débitant des boissons alcooliques<sup>39</sup>, des vins ou des boissons dites « hygiéniques »<sup>40</sup>.

#### **2- Exemptions (Art. 184 CGI)**

Ne sont pas soumises à la contribution des licences, la vente des eaux minérales, eaux gazeuses, aromatisées, ou non par extraits non alcooliques et la vente de jus de fruits non fermentés lorsqu'elle est effectuée dans un établissement distinct de celui comportant des imposables.

#### **3- Tarifs des licences (Art. 186 CGI)**

---

<sup>39</sup> Art. 185 CGI

<sup>40</sup> Art. 183 CGI

La contribution des licences est due par établissement selon les mêmes règles que celles applicables à la contribution des patentes. Elle est annuelle et personnelle.

Le paiement de la contribution des licences est indépendant de celui de la contribution des patentes et l'imposition de l'une ne dispense pas du paiement de l'autre.

Le tarif de la contribution des licences est fixé comme suit :

- 2 fois le montant de la contribution des patentes pour les boissons hygiéniques ;
- 4 fois le montant de la contribution des patentes pour les boissons hygiéniques et vins ;
- 6 fois le montant de la contribution des patentes pour les boissons alcooliques et autres.

Il est important de souligner que pour un établissement qui exerce plusieurs activités, la licence est fonction de la contribution des patentes déterminée à partir du Chiffres d'Affaires réalisé uniquement sur les boissons.

Toutefois, pour les débitants de boissons donnant lieu à licence dont le Chiffre d'Affaires est inférieur à 15 millions de FCFA, la contribution des licences est établie ainsi qu'il suit :

- 0,5 fois le montant de l'impôt libératoire pour les boissons hygiéniques ;
- 1 fois le montant de l'impôt libératoire pour les boissons hygiéniques et vins ;
- 1,5 fois le montant de l'impôt libératoire pour les boissons alcooliques et autres ;

## **B- L'évaluation et la comptabilisation de la licence**

La licence (L) est égale à :

- $L = 2 \times \text{principal patente}$ , pour les boissons hygiéniques ;
- $L = 4 \times \text{principal patente}$ , pour les boissons hygiéniques et vins ;
- $L = 6 \times \text{principal patente}$ , pour les boissons alcooliques et autres.

Or,

La Redevance Audio Visuelle = C.A. x Taux

Le principal patente = RAV – 10 % RAV

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6412 – Patentes, licences et taxes annexes
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

L'élément de comptabilisation est le montant de la licence L.

L'écriture à passer est la suivante :



6412 - Licence		52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	C	D	C
L			L

Exemple d'application :

L'hôtel LEWAT S.A. (située à Douala) vous sollicite , en tant qu'expert fiscal, pour la détermination de sa licence pour l'exercice 2000/2001 et met à votre disposition les informations suivantes :

- le Chiffre d'Affaires réalisé par l'hôtel LEWAT S.A. au cours de l'exercice 1990/2000 s'élève à 2 207 797 893 FCFA dont 205 004 600 FCFA constitue le Chiffre d'Affaires réalisé pour le vente des boissons alcooliques et autres.
- Ce Chiffre d'Affaires est considéré comme prévisionnel pour l'exercice 2000/2001.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser la licence de l'hôtel LEWAT S.A. pour l'exercice 2000/2001.

Solution :

1- Etablissement de la licence.

Evaluation du montant de la patente pour la détermination de la licence

Base de détermination de la RAV pour le calcul de la licence

Base = 205 004 600

Pour les entreprises installées à Douala les taux les plus élevés sont utilisés

RAV =  $205\,004\,600 \times 0,15\%$  = 307 507

Principal - patente =  $307\,507 - 10\% \times 307\,507$  = 276 756

Evaluation de la licence

L'entreprise LEWAT S.A. commercialise des boissons alcooliques et autres

donc sa Licence = 6 x principal - patente

Licence =  $276\,756 \times 6$  = 1 660 536

D	6412 - Licence	C
1 660 536		

D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
		1 660 536

## **CHAPITRE III**

### **LES DROITS D'ENREGISTREMENT**

Les droits d'enregistrement portent essentiellement sur des mouvements de patrimoines ; c'est pourquoi il convient de les classer dans la catégorie des impôts sur le capital.

Initialement simple formalité juridique visant à protéger les particuliers des éventuelles fraudes par antedates ou des modifications inattendues, l'enregistrement confèrait une date certaine aux actes sous seing privé.

Aujourd'hui l'enregistrement représente beaucoup dans la part réservée à l'impôt dans le budget de l'Etat.

Les formalités de l'enregistrement occupent une place de choix dans la vie fiscale de l'entreprise et l'analyse de l'acte à laquelle procède l'inspecteur pour calculer le montant des droits à recouvrer<sup>41</sup>. La formalité de l'enregistrement produit accessoirement des effets juridiques purs :

- Elle donne date certaine à l'égard des tiers aux actes sous signatures privées<sup>42</sup> ;
- En règle générale, l'enregistrement n'est pas une condition de validité des actes juridiques. Toutefois, cette règle comporte diverses exceptions<sup>43</sup> ;

Le législateur a réglementé les taux d'enregistrement en taux fixes, proportionnels, progressifs ou dégressifs suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis.

#### **- Les Droits proportionnels vont de 15, 10, 5 et 1 % :**

Sont soumis au taux élevé de 15 % selon l'article 543 du CGI:

- \* les actes et mutations d'immeubles urbains bâtis ;
- \* les ventes d'immeubles, de gré à gré, judiciaires ou par adjudication ;
- \* les licitations d'immeubles ;
- \* les résolutions de ces ventes ;
- \* les concessions des terres domaniales ;
- \* les retraits de rémérés en matière immobilière exercée après le délai ;
- \* les soultes ou retours d'échanges et de partage d'immeubles ;

<sup>41</sup> Exemple droit de mutation « à titre onéreux » calculés sur un acte de vente à raison du prix exprimé aux droits de mutation « à titre gratuit » calculés sur un acte de donation à raison de la valeur des biens donnés.

<sup>42</sup> Ce qui signifie que si un acte sous seing privé en date du 15 janvier 2001 a été enregistré le 07 mai 2001, nul ne pourra contester que la date de l'acte est antérieure au 07 mai 2001.

<sup>43</sup> Le privilège du créancier gagiste est subordonné à l'article 2074 du Code Civil à l'existence d'un « acte public sous seing privé, dûment enregistré ». Les publications légales exigées en cas de vente de fonds de commerce ne peuvent avoir lieu qu'après l'enregistrement de l'acte de cession.

- \* les échanges d'immeubles ;
- \* les jugements rendus en matière réelle immobilière ;
- \* les constitutions de rentes ou de pensions moyennant l'abandon d'immeuble ;
- \* les baux à rente perpétuelle de biens immeubles, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée ;
- \* en général, tous actes portant mutations de biens et droits immobiliers.
- \* les actes et mutations de fonds de commerce prévus à l'article 341 al. 1 du CGI, à l'exclusion des marchandises neuves qui sont soumises au taux réduit de 2 % lorsque les conditions fixées par ledit alinéa sont remplies.

Sont soumis au taux intermédiaire de 10 % selon l'article 543 du CGI:

- \* les actes et mutations d'immeubles urbains non bâtis et ruraux bâtis ;
- \* les baux, sous-baux, cession de baux, leurs prorogations et les locations verbales à durée limitée d'immeubles à usage professionnel, industriel ou commercial, ainsi que les locations consenties aux sociétés et aux entreprises en vue de loger leurs personnels et cadres. Les baux ruraux à usage commercial ;
- \* les mutations de jouissance de fonds de commerce et de clientèle.

Sont soumis au taux moyen de 5 % selon l'article 543 du CGI:

- \* les actes et mutations d'immeubles ruraux non bâtis ;
- \* les baux, les sous-baux, cession de baux, leurs prorogations et les locations verbales d'immeubles et de meubles tels que les navires, gros matériels, engins lourds à durée limitée ;
- \* les ventes de gré à gré ou judiciaires ou par adjudication d'objets mobiliers ;
- \* les licitations des biens meubles ;
- \* les constitutions de rentes ou de pension moyennant l'abandon de biens meubles ;
- \* les transferts, délégations, cessions de droits mobiliers corporels ou incorporels autres que les cessions de créances ;
- \* les échanges de meubles ;
- \* les soultes ou retours d'échanges et de partage de meubles ;
- \* les baux de meubles à durée perpétuelle, à vie ou à durée illimitée ;
- \* les jugements contradictoires et par défaut en matière de police ordinaire, de police correctionnelle, ou en matière criminelle, portant condamnation, collocation ou liquidation ou obligations de sommes et valeurs mobilières et d'intérêts entre particuliers et plus généralement, tous jugements ou ordonnances de référés déclaratifs de droits ou de biens .;
- \* les baux ruraux à usage commercial et non compris les baux ruraux à usage d'habitation.

Sont soumis au taux réduit de 2 % selon l'article 543 du CGI:

- \* les conventions synallagmatiques de prêt sans garantie, lorsque ces dernières ne sont pas appréciées comme actes de commerce de par leur nature ;
- \* les occupations du domaine public ;

- \* les cessions d'actions, de parts et d'obligations de sociétés commerciales ou civiles n'ayant pas leur siège social dans un pays de la CEMAC ou lorsqu'il en est fait usage dans un pays de la CEMAC ;
- \* les cessions d'actions, de parts et d'obligations de sociétés, dont le siège social est dans un pays de la CEMAC ;
- \* les baux ruraux à usage d'habitation ;
- \* les prêts sur nantissement et sur hypothèque, les reconnaissances de dettes, les cessions, délégations, subrogations, transferts de créances, et d'intérêts et leurs prorogations ainsi que les prises d'hypothèques ;
- \* les marchés administratifs payées : soit sur le budget de l'Etat, d'une collectivité territoriale décentralisée ou d'un établissement public administratif tel que défini par la loi, soit sur aide extérieure ;
- \* les arrêts de la cour d'Appel portant condamnation, collocation, liquidation ou obligations de sommes et valeurs mobilières et d'intérêts.

Sont soumis au taux super réduit de 1 % selon l'article 543 du CGI:

- \* les délivrances de legs ;
- \* les prises d'hypothèques sur crédits-habitat ;
- \* les partages purs et simples de biens meubles et immeubles ;
- \* les mainlevées d'hypothèques ;
- \* les quittances et autres actes portant libération de sommes et valeurs ;
- \* les contrats de mariage qui ne contiennent aucun avantage particulier pour l'un des époux et tous actes et écrits constatant la nature, la consistance ou la valeur des biens appartenant aux futurs époux ;
- \* les cautionnements des sommes et objets mobiliers, les garanties mobilières, les indemnités de même nature, les affectations à titre de nantissement, les actes d'aval et les gages mobiliers quelconques.

**- Les Droits dégressifs prévus aux articles 346 et 544 du CGI sont fixes comme suit :**

- \* les actes de constitution de société, prorogation, augmentation de capital par apport pur et simple

Ces actes sont imposés au taux dégressif comme suit :

pour la tranche comprise entre 0 et 750 millions.....	2 %
pour la tranche comprise entre 750 et 1 500 millions.....	1,5 %
pour la tranche comprise entre 1 500 et 3 000 millions.....	1 %
pour la tranche comprise entre 3 000 et 5 000 millions....	0,5 %
pour la tranche supérieure à 5 000 millions.....	0,25 %

- \* les actes de fusions de sociétés  
taux dégressif ci-dessus ;  
droit fixe 50 000

### **- Les Droits progressifs (Art. 347, 348, 349 et 544 du CGI)**

Ils concernent les mutations en vue de la construction – vente ou de la location – vente, les mutations par décès et les mutations entre vifs à titre gratuit. Nous nous attarderons ici sur les premières :

- \* Les mutations en vue de la construction - la vente ou location - vente
  - pour la tranche comprise entre 0 et 5 000 000 .....2 000 FCFA
  - pour la tranche comprise entre 5 000 0001 et 10 000 000 ..... 2 %
  - pour la tranche comprise entre 10 000 001 et 15 000 000 ..... 5 %
  - pour la tranche comprise entre 15 000 001 et 20 000 000 .....10 %
  - pour la tranche supérieure à 20 000 000 .....15 %

### **- Droits fixes donnant ouverture au droit de timbre gradué**

Il s'agit ici des droits fixes de 50 000, 20 000 et 4000 FCFA.

#### **\* Droits fixes de 50 000 FCFA**

Ils concernent :

- La prise en charge du passif dans l'acte de fusion ;
- Les marchés administratifs passés en exécution du plan de développement et à financement extérieur majoritaire.

#### **\* Droits fixes de 20 000 FCFA**

Ils concernent :

- Les conventions de compte courant ;
- Les affectations hypothécaires pour garantie du solde débiteur éventuel de compte courant ou pour garantie d'engagement de caution, de cautionnement, etc.
- Les affectations à titre de nantissement au gage des sommes dues sur un marché ;
- Les délégations à titre de nantissement ;
- Les actes d'aval ;
- Les conventions de crédit automobile passés avec les organismes agréés de crédit automobile.

#### **\* Droits fixes de 4 000 FCFA**

Ils concernent les ordonnances d'injonction de payer prises conformément à la loi.

### **- Droits fixes ne donnant pas ouverture au droit de timbre gradué**

Il s'agit des droits fixes de 20 000, 12 000, 10 000 et 4 000 FCFA.

#### **\* Droits fixes de 20 000 FCFA**

Ils concernent :

- Les arrêts définitifs de la Cour d'Appel et de la Cour Suprême ;
- Toute immatriculation au registre de tout commerçant ou société commerciale.

#### **\* Droits fixes de 12 000 FCFA**

Ils concernent les actes de dissolution de société.

**\* Droits fixes de 10 000 FCFA**

Ils concernent :

- Les actes notariés ;
- Les résiliations de baux emphytéotiques.

**\* Droits fixes de 4 000 FCFA**

Ils s'appliquent aux actes innomés c'est à dire qui ne sont pas prévus par le CGI ou pour lesquels le montant des droits proportionnels est inférieur à 2 000 FCFA.

L'Administration dispose pour exercer son droit de contrôle d'un délai de cinq (5) ans pour les droits de taxe d'enregistrement<sup>44</sup>. Ce délai est porté à 10 ans pour les successions. Le contrôle peut porter sur tous les aspects des droits d'enregistrement.

Le champ par excellence des droits d'enregistrement est celui des mutations. A cet effet, on distingue des mutations de propriété (vente d'immeuble et de fonds de commerce...) et des mutations de jouissance (locations diverses). Au surplus, les mutations peuvent être à titre onéreux (vente ou échange de biens...) à titre gratuit (donations, successions...).

On peut y ajouter l'enregistrement des différents actes relatifs à la structure des sociétés (constitution des sociétés, augmentation de capital).

## **Section 1 : Les droits d'enregistrement sur les mutations de propriété**

On distingue :

- les droits d'enregistrement générés par la cession des biens meubles ;
- les droits d'enregistrement générés par la cession d'immeubles ;
- les droits d'enregistrement générés par la cession du fonds de commerce.

### **A- Les droits d'enregistrement générés par la cession des biens meubles**

#### **1- Principes généraux**

##### **a- L'exigibilité**

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la cession des biens meubles génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date d'établissement des actes sous seing privée constatant des conventions synallagmatiques.

---

<sup>44</sup> Art. 334 du CGI

**b- L'assiette ( Art. 295 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée par le prix de cession exprimé dans l'acte, augmenté des charges et indemnités au profit du cédant. Mais si la valeur réelle est supérieure au prix exprimé dans l'acte, la base d'imposition peut être estimée par l'Administration fiscale.

Lorsque les sommes ou valeurs devant servir à l'assiette de l'impôt ne sont pas déterminées dans les actes, les parties sont tenues d'y suppléer par une déclaration estimative et détaillée, certifiée et signée.

**c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 342 et 543, les mutations de propriété des biens meubles sont enregistrées au taux moyen de 5 %.

**d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de mutations des biens meubles non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

**2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession des biens meubles**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D				D



Exemple d'application :

Le 15 mars 2002, la société SPNP S.A. a acheté, à l'entreprise SOCATAM S.A., un camion d'occasion de marque MERCEDES. Sur le contrat de vente établi ce même jour, le prix de cession s'élève à 14 750 000 F. L'entreprise SOCATAM S.A. soumet le contrat à enregistrement le 22 mars 2002.

Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SPNP S.A. au cours du mois de mars 2002. La SPNP règle ces droits par chèque le 22 mars 2002.

Solution :

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 14\,750\,000 * 5\% = 737\,500$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	737 500			737 500	

**B- Les droits d'enregistrement générés par la cession d'immeubles****1- Principes généraux****a- L'exigibilité**

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la cession d'immeubles génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'établissement des actes.

**b- L'assiette ( Art. 295 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée par le prix de cession exprimé dans l'acte, augmenté des charges et indemnités au profit du cédant. Mais si la valeur réelle est supérieure au prix exprimé dans l'acte, la base d'imposition peut être estimée par l'Administration fiscale.

Lorsque les sommes ou valeurs devant servir à l'assiette de l'impôt ne sont pas déterminées dans les actes, les parties sont tenues d'y suppléer par une déclaration estimative et détaillée, certifiée et signée.

### c- Taux d'enregistrement

Selon les articles 340 et 543, les mutations de propriété des immeubles sont enregistrées au taux élevé de 15 %.

Des droits fixes de 4 000 F doivent être payés pour chaque annexe de l'acte de mutation.

### d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)

Tout acte de mutations de propriété des immeubles non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession d'immeubles

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D				D

### Exemple d'application 1 :

Le 15 mars 2001, la société PERFECT S.A. a acheté, à Mr JIAUSSERAND un immeuble bâti situé à Bonandjo – Douala au prix déclaré de 100 000 000 F. Cette vente a été contractée chez maître NJIDJOCK, notaire à Douala. Maître NJIDJOCK a joint, cinq (5) annexes, à l'acte soumis à l'enregistrement cinq le 22 mars 2002.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la PERFECT S.A. au cours du mois de mars 2001. La PERFECT S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 100\,000\,000 \times 15\% + 4\,000 \times 5 = 15\,020\,000$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
15 020 000					15 020 000

**Exemple d'application 2 :**

Le 10 janvier 2002, la société SOCATAM S.A. a acheté, à Mme LARADE un immeuble non bâti situé à Bonapriso – Douala au prix déclaré de 25 000 000 F. Cette vente a été contractée chez maître NJIDJOCK, notaire à Douala. Maître NJIDJOCK a joint, quatre (4) annexes, à l'acte soumis à l'enregistrement 17 janvier 2002. A travers d'éléments de preuve, l'Administration fiscale apporte la preuve que la valeur réelle de cet immeuble non bâti est de 55 000 000 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SOCATAM S.A. au cours du mois de janvier 2002. La SOCATAM S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) et les amendes (A) s'élèvent à :

$$D = 55\,000\,000 \times 15\% + 4\,000 \times 4 = 8\,266\,000$$

$$A = (55\,000\,000 - 25\,000\,000) / 2 = 15\,000\,000$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	8 266 000			23 266 000	
D	6471 - Pénalités, impôts directs	C			
	15 000 000				

## C- Les droits d'enregistrement générés par la cession du fonds de commerce

### 1- Principes généraux

#### a- L'exigibilité

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la cession du fonds de commerce génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'établissement des actes.

#### b- L'assiette ( Art. 296 du CGI)

La base d'imposition est en principe constituée par le prix de vente de la clientèle ou des divers éléments composant le fonds de commerce, augmenté des charges et indemnités au profit du cédant.

Les marchandises neuves cédées dans le même acte que le fonds de commerce dont elles dépendent bénéficient du tarif qui leur est propre à condition qu'elles soient détaillées et estimées article par article.

#### c- Taux d'enregistrement

Selon les articles 341 et 543, les mutations de propriété de fonds de commerce sont enregistrées au taux élevé de 15 %.

Des droits fixes de 4 000 F doivent être payés pour chaque annexe de l'acte de mutation.

#### d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)

Tout acte de mutations de propriété de fonds de commerce non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession du fonds de commerce

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D				D

### Exemple d'application 1 :

Le 10 janvier 2002, la société SOCATAM S.A. a acheté le fonds de commerce de l'entreprise SOCCEM S.A.

Ce fonds de commerce comprend :

- Des immobilisations incorporelles	4 500 000 F
- Des bâtiments administratifs et commerciaux	35 000 000 F
- Du matériel et mobilier de bureau	18 600 000 F
- Des stocks de marchandises	56 000 000 F

Les stocks de marchandises sont des aliments humains ( riz, farine, sucre et lait) dont les parties n'ont pas pris la peine de les estimer article par article.

Cette vente a été contractée chez maître NJIDJOCK , notaire à Douala. Maître NJIDJOCK a joint, deux (2) annexes à l'acte soumis à l'enregistrement le 31 janvier 2002.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SOCATAM S.A. au cours du mois de janvier 2002. La SOCATAM S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 114\,100\,000 \times 15\% + 4\,000 \times 2 = 17\,123\,000$$

Les stocks de marchandises sont enregistrés au taux de 15 % parce que les parties n'ont pas pris la peine de les estimer article par article.

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	17 123 000			17 123 000	

**Exemple d'application 2 :**

Le 17 janvier 2002, la société PERFECT S.A. a acheté le fonds de commerce de l'entreprise PROMO S.A.

Ce fonds de commerce comprend :

- Des immobilisations incorporelles	2 000 000 F
- Du matériel et mobilier de bureau	6 000 000 F
- Du matériel de transport	24 000 000 F
- Des stocks de produits finis	15 000 000 F

Les stocks de produits finis sont constitués de savons et d'huile de table ( fabriqués par la société PROMO S.A.) dont les parties ont pris la peine de les estimer article par article.

Cette vente a été contractée chez maître NJIDJOCK , notaire à Douala. Maître NJIDJOCK n'a pas joint d'annexe à l'acte soumis à l'enregistrement le 22 janvier 2002.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la PERFECT S.A. au cours du mois de janvier 2002. La PERFECT S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 32\,000\,000 \times 15\% + 15\,000\,000 \times 2\% = 5\,100\,000$$

Les stocks de marchandises sont enregistrés au taux de 2 % parce que les parties ont pris la peine de les estimer article par article.

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	5 100 000			5 100 000	

**Section 2 : Les droits d'enregistrement sur les mutations de jouissance**

On distingue :

- les droits d'enregistrement générés par la location des biens meubles ;
- les droits d'enregistrement générés par la location d'immeubles ;
- les droits d'enregistrement générés par la location du fonds de commerce.

**A- Les droits d'enregistrement générés par la location des biens meubles****1- Principes généraux****a- L'exigibilité**

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la location des biens meubles génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date d'établissement des actes sous seing privée constatant des conventions synallagmatiques.

**b- L'assiette ( Art. 281 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée :

- pour les baux, les sous-baux, prorogations de baux, par le prix annuel exprimé dans l'acte, augmenté des charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à durée limitée, par le montant cumulé des annuités stipulées en y ajoutant les charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.

Si le prix du bail est stipulé payable en nature ou sur la base de cours de certains produits, le droit est liquidé d'après la valeur des produits au jour du contrat ou au début de chaque période déterminée par une estimation des parties.

**c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 342 et 543, les mutations de jouissance des biens meubles sont enregistrées au taux moyen de 5 %.

**d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de mutations de jouissance des biens meubles non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

**2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la location des biens meubles**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D			D	



Exemple d'application :

Le 15 mars 2002, Mr JIAUSSENRAND propriétaire d'un camion MERCEDES, signe un contrat (sous seing privé) de location, avec l'entreprise SOCATAM S.A., pour une durée de 6 mois.

Le loyer mensuel est de 3 000 000 F par mois et le coût des travaux de remise en état du camion 2 750 000 F. Le 30 mars 2002, l'entreprise soumet le contrat à l'enregistrement.

Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SOCATAM S.A. au cours du mois de mars 2002. La SOCATAM règle ces droits par chèque le 30 mars 2002.

Solution :

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = (3\,000\,000 \times 6 + 2\,750\,000) \times 5\% = 1\,037\,500$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	1 037 500			1 037 500	

**B- Les droits d'enregistrement générés par la location d'immeubles****1- Principes généraux****a- L'exigibilité**

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la location d'immeubles génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés :

- pour les contrats de location sous seing privée, dans un délai de 3 mois à compter de la date d'établissement des actes.
- pour les contrats de location notariés, dans un délai de 1 mois à compter de la date d'établissement des actes.

### **b- L'assiette ( Art. 281 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée :

- pour les baux, les sous-baux, prorogations de baux d'immeubles, par le prix annuel exprimé, en y ajoutant les charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à durée limitée, par le montant cumulé des annuités stipulées en y ajoutant les charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à rentes perpétuelles et ceux dont la durée est illimitée, par un capital formé de vingt (20) fois la rente ou le prix annuel augmenté des charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à vie, par le capital formé de 10 fois le prix annuel augmenté des charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.

Si le prix du bail est stipulé payable en nature ou sur la base de cours de certains produits, le droit est liquidé d'après la valeur des produits au jour du contrat ou au début de chaque période déterminée par une estimation des parties.

### **c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 342 et 543, les mutations de jouissance d'immeubles sont enregistrées :

- au taux intermédiaire de 10 % pour les immeubles urbains à usage professionnel, industriel ou commercial ;
- au taux moyen de 5 % pour les immeubles ruraux à usage professionnel, industriel ou commercial ;
- au taux moyen de 5 % pour les immeubles urbains à usage d'habitation<sup>45</sup> ;
- au taux réduit de 2 % pour les immeubles ruraux à usage d'habitation.

Selon les articles 420 à 447 :

- trois exemplaires des contrats de location sous seing privé doivent être timbrés à 500 F la feuille ;
- la minute des contrats de location notariés doit être timbré à 500 F.

### **d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de mutations de jouissance d'immeubles non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## **2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la location d'immeubles**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

---

<sup>45</sup> Les contrats de location d'immeubles urbains à usage d'habitation consentis aux sociétés et entreprises en vue de loger leurs personnels et cadres sont enregistrés au taux intermédiaire de 10 %.

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D			D	

Exemple d'application :

Le 15 mars 2002, Mme OSWALDE propriétaire d'un immeuble, signe un contrat (sous seing privé) de location à usage commercial , avec l'entreprise SOCATAM S.A., pour une durée de 2 ans.

Le loyer mensuel est de 1 000 000 F par mois. Le 30 mars 2002, l'entreprise soumet cinq exemplaires du contrat à l'enregistrement. Chaque exemplaire est composé de 3 feuilles.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SOCATAM S.A. au cours du mois de mars 2002. La SOCATAM règle ces droits par chèque le 30 mars 2002.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 1\,000\,000 \times 12 \times 2 \times 10\% + 500 \times 3 \times 3 = 2\,404\,500$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	2 404 500			2 404 500	

## **C- Les droits d'enregistrement générés par la location du fonds de commerce**

### **1- Principes généraux**

#### **a- L'exigibilité**

Selon les articles 268 à 276 du CGI, la location du fonds de commerce génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés :

- pour les contrats de location sous seing privée, dans un délai de 3 mois à compter de la date d'établissement des actes.
- pour les contrats de location notariés, dans un délai de 1 mois à compter de la date d'établissement des actes.

#### **b- L'assiette ( Art. 281 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée :

- pour les baux, les sous-baux, prorogations de baux de fonds de commerce et immeubles, par le prix annuel exprimé, en y ajoutant les charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à durée limitée, par le montant cumulé des annuités stipulées en y ajoutant les charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à rentes perpétuelles et ceux dont la durée est illimitée, par un capital formé de vingt (20) fois la rente ou le prix annuel augmenté des charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.
- pour les baux à vie, par le capital formé de 10 fois le prix annuel augmenté des charges imposées au preneur et incombant normalement au bailleur.

Si le prix du bail est stipulé payable en nature ou sur la base de cours de certains produits, le droit est liquidé d'après la valeur des produits au jour du contrat ou au début de chaque période déterminée par une estimation des parties.

#### **c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 341 et 543, les mutations de jouissance de fonds de commerce sont enregistrées au taux intermédiaire de 10 %.

Selon les articles 420 à 447 :

- trois exemplaires des contrats de location sous seing privé doivent être timbrés à 500 F la feuille ;
- la minute des contrats de location notariés doit être timbré à 500 F.

#### **d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de mutations de jouissance de fonds de commerce non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la location du fonds de commerce

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6461 – Droits de mutation
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D				D

### Exemple d'application 1 :

Le 15 mars 2002, la société CCO S.A. propriétaire d'un fonds de commerce, signe un contrat sous seing privé, avec l'entreprise PROMO S.A., pour une durée de 2 ans.

Le loyer mensuel est de 10 000 000 F par mois.

Ce fonds de commerce comprend :

- Des immobilisations incorporelles	4 500 000 F
- Des bâtiments administratifs et commerciaux	35 000 000 F
- Du matériel et mobilier de bureau	18 600 000 F

Le 30 mars 2002, l'entreprise soumet cinq exemplaires du contrat à l'enregistrement. Chaque exemplaire est composé de 4 feuilles.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la PROMO S.A. au cours du mois de mars 2002. La PROMO S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$D = 58\,100\,000 \times 10\% + 500 \times 3 \times 4 = 5\,816\,000$$

D	6461 - Droits de mutation	C	D	52 - Banque	C
	5 816 000			5 816 000	

**Section 3 : Les droits d'enregistrement sur la constitution des sociétés et l'augmentation de capital****A- Les droits d'enregistrement générés par la constitution des sociétés****1- Principes généraux****a- L'exigibilité**

Selon les articles 294 à 314 du CGI, la constitution des sociétés génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai de un (1) mois à compter de la date d'établissement des actes.

**b- L'assiette ( Art. 294 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée par le montant du capital souscrit et entièrement libéré.

**c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 346 et 544, la constitution des sociétés est enregistrée aux taux dégressifs suivants :

- 2 % avec un maximum de 750 000 francs pour la tranche comprise entre 0 et 750 000 000 de francs de capital ;

- 1,5 % avec un maximum de 1 500 000 de francs pour la tranche comprise entre 750 000 001 et 1 500 000 000 francs de capital ;
- 1 % avec un maximum de 3 000 000 de francs pour la tranche comprise entre 1 500 000 001 et 3 000 000 000 de francs de capital
- 0,5 % avec un maximum de 5 000 000 de francs pour la tranche comprise entre 3 000 000 001 et 5 000 000 000 de francs de capital ;
- 0,25 % avec un maximum de 2 500 000 francs pour la tranche supérieure à 5 000 000 000 de francs de capital.

#### **d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de constitution des sociétés non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## **2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la constitution des sociétés**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6468 – Autres Droits d'enregistrement
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D	6468 - Autres Droits d'enreg.	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	D				D

#### Exemple d'application :

La société SOCCEM S.A.a été constitué le 17 janvier 2002, chez maître NJIDJOCK , notaire à Douala. Au moment de la souscription, le capital d'un montant de 1 000 000 000 F a été entièrement libéré. Maître NJIDJOCK a soumis l'acte à l'enregistrement le 22 janvier 2002.

#### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par cette opération effectuée par la SOCCEM S.A. au cours du mois de janvier 2002. La SOCCEM S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$2 \% \times 750\,000\,000 = 15\,000\,000 \text{ ramenés à } 750\,000$$

$$1,5 \% \times (1\,000\,000\,000 - 750\,000\,000) = 3\,750\,000 \text{ ramenés à } 1\,500\,000$$

$$D = 750\,000 + 1\,500\,000 = 2\,250\,000$$

D		C	
	6468 - Autres Droits d'enreg.		52 - Banque ou 57 - Caisse
	2 250 000		2 250 000

**B- Les droits d'enregistrement générés par l'augmentation de capital**

**1- Principes généraux**

**a- L'exigibilité**

Selon les articles 294 à 314 du CGI, l'augmentation de capital génère des droits d'enregistrement. Ces droits d'enregistrement doivent être reversés dans un délai de un (1) mois à compter de la date d'établissement des actes.

**b- L'assiette ( Art. 294 du CGI)**

La base d'imposition est en principe constituée par le montant de l'augmentation du capital.

**c- Taux d'enregistrement**

Selon les articles 346 et 544, la constitution des sociétés est enregistrée aux taux dégressifs suivants :

- 2 % avec un maximum de 750 000 francs pour la tranche comprise entre 0 et 750 000 000 de francs de capital ;



- 1,5 % avec un maximum de 1 500 000 de francs pour la tranche comprise entre 750 000 001 et 1 500 000 000 francs de capital ;
- 1 % avec un maximum de 3 000 000 de francs pour la tranche comprise entre 1 500 000 001 et 3 000 000 000 de francs de capital
- 0,5 % avec un maximum de 5 000 000 de francs pour la tranche comprise entre 3 000 000 001 et 5 000 000 000 de francs de capital ;
- 0,25 % avec un maximum de 2 500 000 francs pour la tranche supérieure à 5 000 000 000 de francs de capital.

#### **d- Pénalités ( Art. 316 du CGI)**

Tout acte de constitution des sociétés non enregistré, dans les délais, entraîne une amende égale au montant des droits simples.

## **2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par l'augmentation de capital**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6468 – Autres Droits d'enregistrement
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons D le montant des droits d'enregistrement

L'écriture à passer est la suivante :

D      6468 - Autres Droits d'enreg.      C		D      52 - Banque ou 57 - Caisse      C	
D		D	

#### Exemple d'application :

La société SOCCEM S.A.a été constitué le 17 janvier 2002, chez maître NJIDJOCK , notaire à Douala. Au moment de la souscription, le capital d'un montant de 1 000 000 000 F a été entièrement libéré. Maître NJIDJOCK a soumis l'acte à l'enregistrement le 22 janvier 2002.

Le 07 janvier 2003, la SOCCEM procède à une augmentation de capital par incorporation de réserves. A ce titre, son capital passe de 1 000 000 000 F à 5 000 000 000 F. Maître NJIDJOCK a soumis l'acte d'augmentation de capital à l'enregistrement le 29 janvier 2003.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les droits d'enregistrement générés par l'augmentation de capital effectuée par la SOCCEM S.A. au cours du mois de janvier 2003. La SOCCEM S.A. règle ces droits par chèque.

**Solution :**

Les droits d'enregistrement (D) s'élèvent à :

$$1,5 \% \times (1\,500\,000\,000 - 1\,000\,000\,000) = 7\,500\,000 \text{ ramenés à } 1\,500\,000$$

$$1\% \times (3\,000\,000\,000 - 1\,500\,000\,000) = 15\,000\,000 \text{ ramenés à } 3\,000\,000$$

$$0,5 \% \times (5\,000\,000\,000 - 3\,000\,000\,000) = 10\,000\,000 \text{ ramenés à } 5\,000\,000$$

$$D = 1\,500\,000 + 3\,000\,000 + 5\,000\,000 = 9\,500\,000$$

D	6468 - Autres Droits d'enreg.	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	9 500 000			9 500 000	

## **CHAPITRE IV**

### **LES IMPOTS SUR SALAIRES**

On entend par traitements et salaires : « les rémunérations versées aux personnes qui sont placées dans état de subordination juridique vis-à-vis de leur employeur. Qu'il s'agisse d'ouvriers ou d'agents de maîtrise, d'employés, « de cadre » ou de « cadres supérieurs »<sup>46</sup> autrement dit les impôts sur salaires sont des prélèvements à la source opérés sur les revenus et ayant leur source dans un contrat de travail écrit ou verbal.

Ce qui matérialise le contrat de travail, c'est le lien de subordination entre employé et employeur.

Ainsi nous pouvons distinguer deux catégories d'impôts sur salaires :

- Ceux collectés par l'entreprise auprès des employés et reversés à l'Administration Fiscale ;
- Ceux supportés par l'entreprise.

Avant de développer les impôts sur salaires, il est nécessaire d'analyser les éléments du salaire.

#### **Section 1 : Les éléments du salaire**

Le salaire versé est la somme des éléments suivants :

##### **1 - Le salaire de base mensuel**

Il est déterminé à partir de la grille des salaires en vigueur au Cameroun.

##### **2 - Le salaire horaire mensuel**

Certains employés, surtout dans le secteur industriel, ont des salaires négociés sur des taux horaires, dont les montants se trouvent sur la grille des salaires en vigueur au Cameroun.

Le nombre d'heures normales est de 173,33 heures. Ce nombre n'est qu'une référence car certains mois, le nombre d'heures travaillées peut avoisiner les 184 heures.

##### **3 - La prime d'ancienneté**

C'est la prime qui récompense la stabilité et l'expérience. Son assiette de calcul est le salaire minimum catégoriel du secteur d'activité du salarié. Le taux légal de détermination de la prime d'ancienneté est fixé comme suit :

---

<sup>46</sup> Francis LEFEBVRE, les impôts en France, traité pratique, 1972, 4<sup>ème</sup> Edition, P139.

- 4 % après 2 ans d'ancienneté ( pour les employés qui bénéficient de la prime pour la première fois).
- 2 % par année supplémentaire.

#### **4- Les heures supplémentaires (Art. 80 du Code de Travail )**

Le salaire perçu en heures supplémentaires résulte du travail effectué après 8 heures de travail journalier. Ce sont des heures décomptées tous les jours.

A la fin de chaque semaine , après 40 heures ( pour le cas général)\*:

- les 8 premières heures sont rémunérées au taux horaire négocié par l'employé majoré de 20%.
- Ces heures sont appelées heures supplémentaires à 20%.
- les 8 heures suivantes sont des heures supplémentaires à 30%.
- les 4 heures suivantes sont des heures supplémentaires à 40%.

Les heures accomplies le dimanche sont des heures à 40%.

Les heures supplémentaires de nuit et les heures accomplies les jours fériés sont des heures à 50%.

Le nombre d'heures supplémentaires ne doit pas excéder 20 heures par semaine.

\* Dans certains secteurs le nombre d'heures légal est supérieur à 40 heures par semaine. Les heures d'équivalence sont :

- Pour l'agriculture : 48 heures par semaine ;
- Pour les emplois de maison : 54 heures par semaine ;
- Pour les cliniques, hôpitaux, ventes de détail des denrées alimentaires, stations services, aéroports, buanderies : 45 heures par semaine ;
- Pour le personnel hôtelier : 50 heures par semaine ;
- Pour les services de gardiennage et de surveillance : 56 heures par semaine.

#### **5- Les indemnités**

Les indemnités à complément de salaire sont :

- Indemnité d'assiduité ;
- Indemnité de technicité ;
- Indemnité de rendement ;
- Indemnité de suggestion, etc.

Le montant de ces indemnités dépend de l'employeur.

#### **6- Le salaire exceptionnel**

Les éléments qui rentrent sous cette rubrique sont :

- les allocations congés ;

- les gratifications ;
- les rappels salaires ;
- le 13<sup>ème</sup> mois, etc.

Parmi ces éléments de salaire exceptionnel, seuls les allocations congés ont un principe de calcul bien défini. Le montant des autres éléments est fixé par l'employeur.

### **Principe de détermination des allocations congés.**

Le congé est un repos que prend le travailleur après douze mois de services effectifs chez le même employeur.

La durée totale de congé est constituée de :

- la durée principale de congé : Selon l'article 89 du Code du Travail camerounais la durée principale de congé est de 1,5 jours par mois de travail, soit 18 jours ouvrables ;
- la majoration de la durée de congé. Selon l'article 90 du Code du Travail camerounais, la durée principale de congé est majorée pour :
  - Les mères salariées qui ont droit à deux jours ouvrables par enfant mineur de 6 ans ;
  - Les anciens dans le service qui ont droit à deux jours ouvrables par période continue de 5 ans ;

Les allocations congés sont les sommes perçues correspondant à la période de congés.

La base de détermination des allocations est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;

Selon l'article 65 du Code du Travail, les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi, les indemnités et primes de fin de carrière (indemnité de licenciement, indemnité de fin de carrière, indemnité de rupture du contrat de travail, indemnité de décès, indemnité départ en retraite, prime de bonne séparation, prime de reconversion), les indemnités de préavis, les primes irrégulières et les allocations congés de la période précédente n'entrent pas dans la base de détermination des allocations congés.

Les allocations congés se décomposent en allocations congés principales et en allocations congés supplémentaires.

- les allocations congés principales : ce sont les allocations correspondant à la durée principale de congé. Elles sont égales au  $\frac{1}{16}^{\text{ème}}$  de la rémunération totale (salaire versé) pendant les douze derniers mois.

- les allocations congés supplémentaires :

$$\text{Allocations congés supplémentaires} = \frac{\text{allocations congés principales} \times \text{durée supplémentaire}}{18}$$

Pour plus de précision sur le mode de calcul des allocations congés se référer au Décret N° 75/28 du 10 janvier 1975 fixant les modalités de calcul des allocations congés.

### Exemple d'application :

Mme OSWALDE est employée de la société SOCATAM S.A.. Rentrée des congés le 01/06/2000, elle souhaite repartir le 31/07/2001. Déterminer les allocations congés de Mme OSWALDE sachant que :

- Mme OSWALDE est mère de trois enfants de moins de 6 ans ;
- Elle a 6 ans d'ancienneté ;
- son salaire mensuel a été le suivant depuis son retour de derniers congés :
  - 180 000 du 01/06/00 au 30/08/00
  - 190 000 du 01/09/00 au 31/12/00
  - 210 000 du 01/01/01 au 31/05/01
  - 200 000 du 01/06/01 au 31/07/01

### Solution :

1- Durée totale de congé :

Depuis son retour de derniers congés, Mme OSWALDE a travaillé pendant 14 mois.

Durée principale de congé pour 14 mois =  $1,5 \times 14 =$  21 jours

Durée supplémentaire 9 jours

\* au titre d'ancienneté 2 jours

(1 seule tranche de 5 ans)

\* au titre de mère de 3 enfants 6 jours

(2 jrs x 3)

Mais la durée supplémentaire doit être proportionnelle à la durée principale de congé. donc

$$(\frac{8}{18}) \times 21 = 9$$

Durée totale de congé = 21 jours + 9 jours = 30 jours

#### 1- Allocations congés

\* Allocations congés principales (la base est la rémunération des douze derniers mois)

$$\frac{(180\,000 \times 1) + (190\,000 \times 4) + (210\,000 \times 5) + (200\,000 \times 2)}{12} \times \frac{14}{16} = 174\,271$$

$$\text{* Allocations congés supplémentaires} = \frac{174\,271 \times 9}{21} = 74\,688$$

Les allocations totales de congés = 174 271 + 74 688 = 248 959

### 7– Les allocations à caractère familial

Les éléments qui rentrent dans cette rubrique sont :

- Les indemnités de maternité
- Les indemnités de maladie
- Les indemnités d'accident.

Les montants sont fixés par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

### 8– Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi.

Les éléments qui rentrent dans cette rubrique sont :

- Les indemnités de déplacement ( ne sont versées en général , de manière exceptionnelle, que pendant une courte période)
- Les indemnités de représentation;
- Les indemnités de panier;
- Les indemnités de salissure;
- les indemnités d'outillage;
- les indemnités d'entretien de véhicule;
- Les indemnités de lait;
- Les indemnités de sécurité ou de risque;
- Les indemnités d'habillement;

- La prime de transport<sup>47</sup> (remboursement partiel ou total des frais de transport entre le domicile et lieu de travail) ;

## **9– Les avantages en nature**

Les avantages en nature proprement parlant sont des concessions gratuites aux employés d'un bien dont l'employeur est propriétaire ou locataire (logement, véhicule, eau, électricité, domestique, nourriture, téléphone, etc.)

Les entreprises versent souvent à leurs employés une indemnité en espèces représentative d'avantage en nature.

Les avantages en nature sont imposables et cotisables pour leurs montants réels exceptés : le logement, l'électricité, l'eau, les domestiques, les véhicules, la nourriture.

\*Selon l'Administration Fiscale :

La base d'évaluation des avantages en nature, et des indemnités représentatives d'avantages en nature, qui ne sont pas imposés pour leur montant réel est composée :

- du salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- du salaire des heures supplémentaires ;
- des indemnités à caractère de complément de salaire ;
- du salaire exceptionnel ;
- de la prime de transport ;
- l'indemnité de préavis ;
- les indemnités et primes de fin de carrière.

Selon l'article 33 de la Loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, les taux d'évaluation sont fixés comme suit :

- Pour le logement : 15% de la base d'évaluation ;
- Pour l'eau : 2% de la base d'évaluation ;
- Pour l'électricité : 4% de la base d'évaluation ;
- Pour le domestique : 5% de la base d'évaluation ;
- Pour la voiture : 10% de la base d'évaluation ;
- Pour la nourriture : 10% de la base d'évaluation.

\*Selon la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

- les avantages en nature sont retenus pour leur montant réel excepté :

---

<sup>47</sup> Depuis la circulaire N° 09/MINFI du 24 septembre 1990, la prime de transport entre dans la base taxable.



- la nourriture : le montant qui rentre dans la base cotisable est égal à deux fois et demi le taux horaire du salaire de l'échelon A de la 1<sup>ère</sup> catégorie de la zone du secteur d'activité considéré pour chaque jour de travail.
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature sont retenues pour leur montant total.

## 10– L'indemnité de préavis

La durée de préavis est la durée pendant laquelle le salarié devra continuer à travailler malgré sa lettre de démission ou la notification de licenciement établie par l'employeur.

La durée de préavis est fonction de la catégorie et de l'ancienneté.

### DUREE DE PREAVIS PAR CATEGORIE

CATEGORIE	ANCIENNETE		
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
De 1 à 5	15 jours	1 mois	2 mois
De 6 à 9	1 mois	2 mois	3 mois
De 10 à 12	1 mois	3 mois	4 mois

Lorsque le salarié travaille pendant la durée de son préavis, il perçoit son salaire normal. Si le salarié ne travaille pas pendant la durée de son préavis, soit de son propre fait, soit du fait de son employeur, la partie ayant refusé le préavis devra verser à l'autre une indemnité égale au salaire total de la durée de préavis. Pour ce calcul, tous les éléments du salaire seront retenus y compris les avantages en nature et les heures supplémentaires. Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et les allocations familiales n'entrent pas dans la base. On peut retenir comme base de calcul le dernier salaire si cela avantage le salarié.

## 11– L'indemnité de licenciement

L'indemnité de licenciement est due en cas de licenciement dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée. Elle est due même en cas de faute légère du salarié. L'indemnité de licenciement n'est pas due en cas de faute lourde, de démission du salarié, d'arrivée à terme d'un contrat à durée déterminée.

Selon l'arrêté N° 016/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993, l'indemnité de licenciement est égale pour chaque année de présence dans l'entreprise à un pourcentage du salaire mensuel moyen des 12 derniers mois précédant le licenciement. Les taux applicables sont fixés ainsi qu'il suit:

- de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> année                      20 %
- de la 6<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année                      25 %
- de la 11<sup>ème</sup> à la 15<sup>ème</sup> année                      30 %



## Détermination du salaire taxable de Mme LARADE

### Évaluation des avantages en nature

Base d'évaluation des avantages en nature

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
<b>Base d'évaluation</b>	<b>600 387</b>

Logement =  $600\,387 \times 15\% = 90\,058$

Cette valeur étant inférieure à 160 000, le montant à taxer est : 90 058

Véhicule =  $600\,387 \times 10\% = 60\,039$

Cette valeur étant inférieure à 100 000, le montant à taxer est : 60 039

Le salaire taxable est égale à:

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Logement	90 058
Véhicule	60 039
<b>SALAIRE TAXABLE</b>	<b>750 484</b>

## Section 2 : Les retenues sociales : les cotisations Pension Vieillesse, Maladie, Décès

### A- Principes généraux

Elles sont essentiellement constituées des cotisations Pension Vieillesse, Maladie, Décès.

Le taux est de 2,8 %.

La base de détermination des cotisations est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;

- les avantages en nature.
- l'indemnité de préavis.

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et les indemnités et primes de fin de carrière (indemnité de licenciement, indemnité de fin de carrière, indemnité de rupture du contrat de travail, indemnité de décès, indemnité départ en retraite, prime de bonne séparation, prime de reconversion) n'entrent pas dans la base de détermination des cotisations ;

Le plancher de la base de détermination des cotisations est de 336 000 F par an soit 28 000 F par mois.

Le plafond de la base de détermination des cotisations est de 3 600 000 FCFA par an soit 300 000 F par mois.

Il est important de noter que si un employé perçoit exceptionnellement au cours d'une année un salaire supérieur à 300 000 F, alors que son salaire annuel est inférieur à 3 600 000 F, la règle du plafond ne sera pas appliquée.

## **B- La liquidation**

La cotisation Pension Vieillesse due par le salarié est retenue à la source par l'employeur lors de chaque paiement des sommes imposables, mention en est faite sur la fiche de paie remise au salarié.

La base de calcul de la cotisation Pension Vieillesse est le Salaire cotisable dont les éléments ont été énumérés au chapitre 1.

Notons :

SCP : le Salaire Cotisable Plafonné

PV : Pension Vieillesse

$$PV = SCP \times 2,8 \%$$

### Exemple d'application :

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme LARADE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous .:

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont en Frs CFA):

	Mme LARADE
- Salaire de base	500 000
- Indemnité de logement	160 000
- Indemnité de représentation	156 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

- a) Mme LARADE a effectué 29 heures supplémentaires à 20 %.
- b) Mme LARADE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.
- c) Le salaire annuel de Mme LARADE est supérieure à 3 600 000 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer le salaire cotisable de Mme LARADE et déterminer la Pension Vieillesse.

**Solution :**

Evaluation du salaire cotisable de Mme LARADE

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Indemnité de logement	160 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE COTISABLE</b>	<b>860 387</b>

Salaire cotisable non plafonné = 860 387

Salaire cotisable plafonné = 300 000

La cotisation Pension Vieillesse =  $300\,000 \times 2,8\% = 8\,400$

**Section 3 : Les différentes retenues fiscales.**

Ce sont : l'Impôt sur les Revenus Salariaux, la contribution salariale au Crédit Foncier du Cameroun, la Redevance Audio Visuelle, la Taxe Communale.

Ces retenues doivent être reversées dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel les salaires ont été réglés ou inscrits en charges déductibles.

## **A- L'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS)**

### **1- Principes généraux**

La loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002 institue l'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS)<sup>48</sup> en remplacement de la Taxe Proportionnelle sur Salaires et de la Surtaxe Progressive.

Selon les articles 29 et 34 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, le salaire taxable est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- la prime de transport ;
- les avantages en nature ;
- l'indemnité de préavis ;
- les indemnités et primes de fin de carrière<sup>49</sup>.

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi n'entrent pas dans la base taxable.

L'assiette de l'Impôt sur les Revenus Salariaux est constituée du salaire taxable annuel après déduction des frais professionnels calculés forfaitairement au taux de 20 %, des cotisations versées à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, d'un montant forfaitaire de 500 000 FCFA.

Selon l'article 81 de La loi de finance 2002/014 du 30 décembre 2002, les salaires inférieurs à 52 000 FCFA ne sont pas taxables l'Impôt sur les Revenus Salariaux.

### **2- La liquidation**

Le barème que nous avons constitué et qui se trouve à l'annexe 1 de cet ouvrage donne pour le salaire taxable, le montant principal correspondant, auquel il faut ajouter les centimes additionnels communaux.

---

<sup>48</sup> Cet impôt entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004

<sup>49</sup> Les indemnités et primes de fin de carrière sont : l'indemnité de licenciement, l'indemnité de fin de carrière, l'indemnité de rupture du contrat de travail, l'indemnité de décès, l'indemnité de départ en retraite, la prime de bonne séparation, la prime de conversion.

L'indemnité de licenciement n'est pas taxable lorsque l'employé a été licencié pour des raisons économiques.

L'Impôt sur les Revenus Salariaux peut être aussi déterminé par calcul selon le processus suivant :

Notons :

ST<sub>m</sub> : le Salaire Taxable mensuel.

ST<sub>a</sub> : le Salaire Taxable annuel = ST<sub>m</sub> x 12

PV<sub>m</sub> : Cotisation Caisse Nationale de Prévoyance Sociale mensuelle

PV<sub>a</sub> : Cotisation Caisse Nationale de Prévoyance Sociale annuelle : PV<sub>a</sub> = PV<sub>m</sub> x 12

SNC : le Salaire Net Catégoriel

$$SNC = ST_a - 20 \% ST_a - PV_a$$

Ba : la base de calcul annuel Ba = SNC – 500 000

Selon l'article 69 du CGI, l'impôt sur les Revenus Salariaux est calculé par application du barème ci-après sur la base de calcul annuel :

- De 0 à 2 000 000	10 %
- De 2 000 001 à 3 000 000	15 %
- De 3 000 001 à 5 000 000	25 %
- Plus de 5 000 000	35 %

Soit Ba<sub>1</sub>, Ba<sub>2</sub>, ....., Ba<sub>N</sub>, les tranches de Ba et t<sub>1</sub>, t<sub>2</sub>, ....., t<sub>N</sub>, les taux du barème annuel de la base correspondant à Ba<sub>1</sub>, Ba<sub>2</sub>, ....., ba<sub>N</sub>.

Diviser Ba suivant les tranches du barème annuel : Ba<sub>1</sub>, Ba<sub>2</sub>, ....., Ba<sub>N</sub>,

Multiplier chaque tranche de la base annuel par le taux correspondant figurant au barème pour l'impôt suivant :

$$Ba_1 \times t_1 + Ba_2 \times t_2 + \dots + Ba_N \times t_N = I_a \text{ pour un an}$$

Selon l'article 5 de l'ordonnance N° 89/004 du 12 décembre 1989, la Redevance Audio-Visuelle est déductible de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques après calcul dudit impôt.

$$IRS \text{ (l'impôt mensuel)} = (I_a - RAV \text{ mensuelle})/12$$

$$IRS \text{ (global)} = IRS + 10 \% IRS$$

#### Exemple d'application 1:

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme LARADE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous :.

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont en Frs CFA):

	Mme LARADE
- Salaire de base	500 000
- Indemnité de logement	160 000
- Indemnité de représentation	156 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

- a) Mme LARADE a effectué 29 heures supplémentaires à 20 %.
- b) Mme LARADE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.
- c) Le salaire annuel de Mme LARADE est supérieur à 3 600 000 F.

**Travail A Faire :**

Déterminer l'Impôt sur les Revenus Salariaux à retenir sur le salaire de Mme LARADE.

**Solution :**

Nous avons montré à la section 1 de ce chapitre que le salaire taxable mensuel de Mme LARADE s'élève à 750 484

Selon le barème l'IRS = 107 797      IRS (avec CAC) = 118 578

Par calcul :

Nous avons montré à la section 2 de ce chapitre que la cotisation CNPS de Mme LARADE s'élève à 8 400

Le Salaire Taxable annuel ( Sta) =  $750\,484 \times 12 = 9\,005\,808$

SNC =  $9\,005\,808 - 9\,005\,808 \times 20\% - 8\,400 \times 12 = 7\,103\,846$

Ba =  $7\,103\,846 - 500\,000 = 6\,603\,846$



Les calculs donnent :

$(2\,000\,000 - 0) \times 10\%$	=	200 000
$(3\,000\,000 - 2\,000\,000) \times 15\%$	=	150 000
$(5\,000\,000 - 3\,000\,000) \times 25\%$	=	500 000
$(6\,603\,846 - 5\,000\,000) \times 35\%$	=	561 346
Impôt Ia pour un an		<u>1 411 346</u>

IRS en principal =  $(Ia - RAV \text{ annuelle}) / 12$

Selon le barème relatif à la RAV, RAV mensuelle = 9 750

IRS en principal =  $(1\,411\,346 - 9\,750 \times 12) / 12 = 107\,862$

**IRS (avec CAC) = 118 648**

### Exemple d'application 2:

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour le calcul de la rémunération de Mme OSWALDE au titre du mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous :.

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont en Frs CFA):

	Mme OSWALDE
- Salaire de base mensuel	103 000
- Prime de transport mensuel	20 000

### **Travail A Faire :**

- 1- Déterminer le montant de la cotisation CNPS à retenir sur le salaire de Mme OSWALDE.
- 2- Déterminer l'Impôt sur les Revenus Salariaux à retenir sur le salaire de Mme OSWALDE.

### Solution :

1- Cotisation Pension Vieillesse de Mme OSWALDE

Puisque la prime de transport n'entre pas dans la base de calcul de la cotisation CNPS,

La PV =  $103\,000 \times 2,8\% = 2\,884$

2- Impôt sur les Revenus Salariaux à retenir sur le salaire de Mme OSWALDE

Le salaire taxable de Mme LARADE s'élève à 123 000

Selon le barème l'IRS = 3 379      IRS (avec CAC) = 3 718

Par calcul :

Le Salaire Taxable annuel (Sta) = 123 000 x 12 = 1 476 000

SNC = 1 476 000 - 1 476 000 x 20 % - 2 884 x 12 = 1 146 192

Ba = 1 146 192 - 500 000 = 646 192

Les calculs donnent :

$$\begin{array}{rcl} (646\,192 - 0) \times 10 \% & = & \frac{64\,619}{64\,619} \\ \text{Impôt Ia pour un an} & & \end{array}$$

IRS en principal = (Ia - RAV annuelle) / 12

Selon le barème relatif à la RAV, RAV mensuelle = 1 950

IRS en principal = (64 619 - 1 950 x 12) / 12 = 3 435

**IRS (avec CAC) = 3 779**

## **B- La contribution salariale au Crédit Foncier du Cameroun.**

### **1- Principes généraux**

La contribution Crédit Foncier du Cameroun due par le salarié est retenue à la source par l'employeur lors de chaque paiement des sommes imposables, mention en est faite sur la fiche de paie remise au salarié.

Le taux de la contribution salariale au Crédit Foncier du Cameroun est de 1 %.

La base d'imposition est constituée l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- la prime de transport ;
- les avantages en nature ;
- l'indemnité de préavis ;

- les indemnités et primes de fin de carrière .

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi n'entrent pas dans la base taxable.

Selon l'article 81 de La loi de finance 2002/014 du 30 décembre 2002, les salaires inférieurs à 52 000 FCFA ne sont pas soumis à la contribution salariale au Crédit Foncier du Cameroun.

## **2- La liquidation**

Notons :

CFC : la contribution Crédit Foncier du Cameroun

$$\text{CFC} = \text{Salaire Taxable} \times 1 \%$$

### Exemple d'application :

En considérant le salaire taxable de Mme LARADE évalué à la section 1 de ce chapitre, déterminer la contribution Crédit Foncier du Cameroun.

### Solution :

Le salaire taxable de Mme LARADE est : 750 484

$$\text{La contribution CFC} = 750\,484 \times 1 \% = 7\,505$$

## **C- La Redevance Audio Visuelle**

### **1- Principes généraux**

La Redevance Audio Visuelle est prélevée par l'employeur et reversée à l'Administration Fiscale pour le compte de la Cameroun Radio Télévision. Un barème publié par l'Administration Fiscale indique pour chaque tranche de salaire, le montant à prélever.

La base d'imposition est constituée l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;

- la prime de transport;
- les avantages en nature ;
- l'indemnité de préavis ;
- les indemnités et primes de fin de carrière.

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi n'entrent pas dans la base taxable.

**Remarques :** - Les salaires inférieurs à 50 000 FCFA ne sont pas soumis à la Redevance Audio Visuelle.

- La Redevance Audio Visuelle est imputable sur de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques.

## **2- La liquidation**

La Redevance Audio Visuelle due par le salarié est retenue à la source par l'employeur lors de chaque paiement des sommes imposables, mention en est faite sur la fiche de paie remise au salarié.

La lecture du barème administratif donne pour le salaire taxable, le montant de la retenue.

### **Exemple d'application :**

En considérant le salaire taxable de Mme LARADE évalué à la section 1 de ce chapitre, déterminer la Redevance Audio Visuelle à retenir.

### **Solution :**

La salaire taxable de Mme LARADE est : 750 484

Selon le barème, la Redevance Audio Visuelle est : 9 750

## **D- La Taxe Communale**

La Taxe Communale est prélevée par l'employeur et reversée à l'Administration Fiscale pour le compte des communes. Un barème publié par la commune (ce barème pouvant être différent d'une commune à l'autre) indique pour chaque tranche de salaire, le montant à prélever.

Seul le chef de famille paie la taxe communale. (la femme mariée dont le mari est salarié ne paie pas).

La base d'imposition est constituée l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- la prime de transport ;
- les avantages en nature ;
- l'indemnité de préavis ;
- les indemnités et primes de fin de carrière .

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi n'entrent pas dans la base taxable.

#### Exemple d'application :

En considérant le salaire taxable de Mme LARADE évalué à la section 1 de ce chapitre, déterminer la Taxe Communale à retenir.

#### Solution :

Le salaire taxable de Mme LARADE est : 750 484

Selon le barème la Taxe Communale est : 2 520

### **Section 4 : Les impôts sur salaires supportés par l'entreprise.**

Ils sont pour l'essentiel constitués de taxes parafiscales versées à certains organismes publics ou semi-publics à vocation économique pour les approvisionner en ressources financières.

Ce sont les charges patronales fiscales et les charges patronales sociales.

#### **A- Les charges patronales fiscales.**

Ce sont les taxes versées au Crédit Foncier du Cameroun<sup>50</sup> et au Fonds National de L'emploi<sup>51</sup>.

Ces taxes doivent être liquidées dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel les salaires ont été réglés ou inscrits en charges déductibles, au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale.

<sup>50</sup> Loi N° 77/10 du 13 juillet 1977 portant institution d'une contribution au Crédit Foncier.

<sup>51</sup> Loi N° 90/05 du 19 décembre 1990 modifiant la loi N° 77/10 du 13 juillet 1977 sus visée, fixant la part de cette contribution destinée au FNE.

## **1- La contribution patronale au Crédit Foncier du Cameroun.**

### **a- Principes généraux**

Instituée par la loi N° 77/10 du 13 juillet 1977, qui sera modifiée par la loi N° 90/050 du 19 décembre 1990, la contribution patronale au Crédit Foncier est la cote par que l'employeur paie chaque mois pour alimenter la cagnotte destinée à soutenir financièrement la réalisation des projets de promotion de l'habitat<sup>52</sup>.

La contribution patronale au Crédit Foncier concerne les employeurs des secteurs publics et privés.

Toutefois certains sont exonérés de la contribution. Il s'agit de :

- L'Etat ;
- Les communes ;
- Les Chambres consulaires ;
- Les missions diplomatiques ;
- Les syndicats professionnels ;
- Les associations et organismes à but non lucratif ;
- Les particuliers utilisant des domestiques pour leur service privé ;
- Les exploitants agricoles et éleveurs industriels (personnes physiques seulement) auxquels sont assimilés les pêcheurs industriels ;
- Les établissements d'enseignement privé lorsqu'ils pratiquent les tarifs homologués ;
- Les établissements hospitaliers confessionnels lorsqu'ils ne poursuivent pas un but lucratif ;
- Les établissements sociaux confessionnels et laïcs à but non lucratif et poursuivant un but lucratif ou humanitaire.

La base d'imposition est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi ;
- les avantages en nature ;
- Les indemnités de préavis ;

---

<sup>52</sup> L'art. 2 de la loi N° 77/10 du 13 juillet énonce : « la contribution au Crédit Foncier est destinée à alimenter le Crédit Foncier du Cameroun dont l'objet est d'apporter un concours financier à la réalisation des projets de promotion de l'habitat ».

- Les primes de fin de carrière<sup>53</sup>.

**Remarque :** Les avantages en nature devront être retenus pour leur montant réel. Si le logement appartient à l'employeur, l'avantage en nature est égal au montant de l'amortissement est entièrement réalisé, aucun avantage n'est pris en compte pour le calcul de cette contribution.

Le taux applicable s'élève à 1,5 % aux termes des dispositions de l'art. 6 (nouveau) du décret N° 90/0850 du 19 décembre qui répartit le taux entre le CFC et la FNE.

## **b- La liquidation**

Notons :

SIP : le Salaire Imposable Patronal ;

CFCP : la contribution au Crédit Foncier au Cameroun Patronale

$$\text{CFCP} = \text{SIP} \times 1,5 \%$$

### Exemple d'application : CAS LARADE

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme LARADE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous :

Le 30 juin 2000, on vous communique les informations suivantes (les montants sont Frs CFA):

	Mme LARADE
- Salaire de base	500 000
- Indemnité de logement	160 000
- Indemnité de représentation	156 000

### RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

a) Mme LARADE a effectué 29 heures supplémentaires à 20 %.

b) Mme LARADE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.

c) Le salaire annuel de Mme LARADE est supérieure à 3 600 000 F.

### Travail A Faire :

<sup>53</sup> Les indemnités et primes de fin de carrière sont : l'indemnité de licenciement, l'indemnité de fin de carrière, l'indemnité de rupture du contrat de travail, l'indemnité de décès, l'indemnité de départ en retraite, la prime de bonne séparation, la prime de conversion.

L'indemnité de licenciement n'est pas taxable lorsque l'employé a été licencié pour des raisons économiques.

Evaluer le salaire imposable patronal de Mme LARADE et déterminer la contribution au Crédit Foncier du Cameroun Patronale à verser par l'entreprise.

Solution :

Détermination du salaire imposable patronale

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Indemnité de logement	160 000
indemnité de représentation	156 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE IMPOSABLE PATRONALE</b>	<b>1 016 387</b>

$$\text{CFCP} = 1\,016\,387 \times 1,5 \% = 15\,246$$

La contribution patronale au Crédit Foncier du Cameroun à verser par l'entreprise est : 15 246

## 2- La contribution au Fonds National de l'Emploi.

### a- Principes généraux

La contribution patronale au Fonds National de l'Emploi concerne les employeurs des secteurs publics, parapublics et privés.

Toutefois certains sont exonérés de la contribution. Il s'agit de :

- L'Etat ;
- Les communes ;
- Les missions diplomatiques ;
- Les associations et organismes à but non lucratif ;

La base d'imposition est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;



- les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi ;
- les avantages en nature.
- les indemnités de préavis ;
- les indemnités et primes de fin de carrière.

**Remarque** : Les avantages en nature devront être retenus pour leur montant réel. Si le logement appartient à l'employeur, l'avantage en nature est égal au montant de l'amortissement. Lorsque l'amortissement est entièrement réalisé, aucun avantage n'est pris en compte pour le calcul de cette contribution.

Le taux applicable s'élève à 1 % aux termes des dispositions de l'art. 6 (nouveau) du décret N° 90/0850 du 19 décembre qui répartit le taux entre le CFC et la FNE.

### **b- La liquidation**

Notons :

SIP : le Salaire Imposable Patronal ;

FNE : la contribution au Fonds National de l'Emploi

$$\text{FNE} = \text{SIP} \times 1 \%$$

### **Exemple d'application : CAS LARADE**

Evaluer le salaire imposable patronal de Mme LARADE et déterminer la contribution au Fonds National de l'Emploi à verser par l'entreprise.

**Solution** :

## Détermination du salaire imposable patronale

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Indemnité de logement	160 000
indemnité de représentation	156 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE IMPOSABLE PATRONALE</b>	<b>1 016 387</b>

$$\text{FNE} = 1\,016\,387 \times 1\% = 10\,164$$

La contribution patronale au Fonds National de l'Emploi à verser par l'entreprise est : 10 164

**B- Les charges patronales sociales.**

Les charges patronales sociales sont constituées par des sommes versées par les employeurs à la Caisse National de Prévoyance Sociale en vue de se prémunir contre les événements heureux ou malheureux qui gouvernent la vie d'un individu.

Ainsi nous pouvons distinguer trois catégories :

- les cotisations pour allocations familiales ;
- les cotisations pour assurance vieillesse, maladie, décès ;
- les cotisations pour accident et maladie professionnels.

Ces cotisations doivent être liquidées dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel les salaires ont été réglés ou inscrits en charges déductibles, au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par la Caisse National de Prévoyance Sociale.

**1- les cotisations pour allocations familiales.****a- Principes généraux**

Le taux est de 7 % pour le régime général, 5,65 % dans l'agriculture et 3,7 % dans l'enseignement.

La base de détermination des cotisations est constituée l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;

- le salaire exceptionnel ;
- les avantages en nature ;
- Les indemnités de préavis .

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et les indemnités et primes de fin de carrière (indemnité de licenciement, indemnité de fin de carrière, indemnité de rupture du contrat de travail, indemnité de décès, indemnité départ en retraite, prime de bonne séparation, prime de reconversion) n'entrent pas dans la base de détermination des cotisations ;

Le plafond de la base de détermination des cotisations est de 3 600 000 FCFA par an soit 300 000 F par mois.

Il est important de noter que si un employé perçoit exceptionnellement au cours d'une année un salaire supérieur à 300 000 F, alors que son salaire annuel est inférieur à 3 600 000 F, la règle du plafond ne sera pas appliquée.

### **b- La liquidation**

Notons :

SCP : le Salaire Cotisable Plafonné

AF : les cotisations pour allocations familiales

$$AF = SCP \times 7 \%$$

#### Exemple d'application : CAS LARADE

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme LARADE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous .:

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont en Frs CFA):

	Mme LARADE
- Salaire de base	500 000
- Indemnité de logement	160 000
- Indemnité de représentation	156 000

#### RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

a) Mme LARADE a effectué 29 heures supplémentaires à 20 %.

b) Mme LARADE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.

c) Le salaire annuel de Mme LARADE est supérieure à 3 600 000 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer le salaire cotisable de Mme LARADE et déterminer les cotisations pour Allocations Familiales.

**Solution :**

Evaluation du salaire cotisable à Mme LARADE

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Indemnité de logement	160 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE COTISABLE</b>	<b>860 387</b>

Salaire cotisable non plafonné = 860 387

Salaire cotisable plafonné = 300 000

AF = 300 000 x 7 % = 21 000

Les cotisations pour les allocations familiales s'élèvent à : 21 000

**2- les cotisations pour assurance vieillesse, maladie et décès.****a- Principes généraux**

Le taux est de 4,2 % ,

La base de détermination des cotisations est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- les avantages en nature ;
- Les indemnités de préavis .

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et les indemnités et primes de fin de carrière (indemnité de licenciement, indemnité de fin de carrière, indemnité de rupture du contrat de travail, indemnité de décès, indemnité départ en retraite, prime de bonne séparation, prime de reconversion) n'entrent pas dans la base de détermination des cotisations ;

Le plafond de la base de détermination des cotisations est de 3 600 000 FCFA par an soit 300 000 F par mois.

Il est important de noter que si un employé perçoit exceptionnellement au cours d'une année un salaire supérieur à 300 000 F, alors que son salaire annuel est inférieur à 3 600 000 F, la règle du plafond ne sera pas appliquée.

### **b- La liquidation**

Notons :

SCP : le Salaire Cotisable Plafonné

ASVMD : les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès

$$\text{ASVMD} = \text{SCP} \times 4,2 \%$$

Exemple d'application : CAS LARADE

Evaluer le salaire cotisable de Mme LARADE et déterminer les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès.

Solution :

Le salaire cotisable non plafonné est : 860 387

Le salaire cotisable plafonné est : 300 000

$$\text{ASVMD} = 300\,000 \times 4,2 \% = 12\,600$$

les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès s'élèvent à : 12 600

## **3- les cotisations pour accident et maladie professionnels**

### **a- Principes généraux**

Le taux est de :

- 1,75 % , pour les entreprises du groupe A, à risque faible :
  - \* l'agriculture et les entreprises agro-industrielles, l'horticulture, la sylviculture ;
  - \* l'élevage sans abattoir ni conserveries annexes, la pisciculture ;
  - \* les cabinets d'architectes, les promoteurs immobiliers ;
  - \* les entreprises de distribution ;
  - \* les banques et autres établissements financiers ;
  - \* les entreprises de transport ferroviaires ;
  - \* les professions libérales, etc.

- 2,5 %, pour les entreprises du groupe B, à risque moyen :
  - \* les entreprises industrielles ;
  - \* les entreprises de transformation ;
  - \* les entreprises de transports urbains et de transports fluviaux
  - \* les entreprises de raffinage de pétrole ;
  - \* les entreprises d'installation électrique, d'installation sanitaire ;
  - \* les entreprises de transit, etc.
- 5 %, pour les entreprises du groupe C, à risque élevé :
  - \* les entreprises forestières, scieries ;
  - \* les entreprises de travaux publics ;
  - \* les entreprises de génie civil ;
  - \* les entreprises de transport d'énergie ;
  - \* les entreprises de construction et d'entretien d'ouvrage d'art (ponts, digues, barrages) ;

La base de détermination des cotisations est constituée de l'ensemble des éléments suivants :

- le salaire de base mensuel ou le salaire mensuel des heures normales ;
- le salaire des heures supplémentaires ;
- les indemnités à caractère de complément de salaire ;
- les indemnités en espèces représentatives d'avantages en nature ;
- le salaire exceptionnel ;
- les avantages en nature.
- Les indemnités de préavis .

Les indemnités et primes spéciales destinées à couvrir des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et les indemnités et primes de fin de carrière (indemnité de licenciement, indemnité de fin de carrière, indemnité de rupture du contrat de travail, indemnité de décès, indemnité départ en retraite, prime de bonne séparation, prime de reconversion) n'entrent pas dans la base de détermination des cotisations ;

Cette base est constituée de salaires non plafonnés .

## **b- La liquidation**

Notons :

SCNP : le Salaire Cotisable Non Plafonné

ACMP : les cotisations pour accident et maladie professionnels

$$ACMDP = SCNP \times 2,5 \%$$

Exemple d'application : CAS LARADE

Evaluer le salaire cotisable de Mme LARADE et déterminer les cotisations pour accidents et maladie professionnels.

Solution :

Le salaire cotisable non plafonné est : 860 387

$$\text{ACMDP} = 860\,387 \times 2,5 \% = 21\,510$$

Les cotisations pour accidents et maladie professionnels s'élèvent à : 21 510

**Section 4 : La comptabilisation des impôts sur salaires****A – Enregistrement de la rémunération due et les retenues**

La rémunération due est le montant total des salaires nets à verser aux employés. Les retenues sont constituées de l'ensemble des retenues effectuées sur le salaire de chaque employé. L'écriture a lieu à la fin de chaque mois.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

le compte 422 – personnel, qui enregistre les créances des employés à l'égard de l'entreprise .

le compte 661 - frais de personnel, qui enregistre les charges salariales de l'entreprise.

le compte 4472 – Etat, impôts sur salaires qui enregistre, les impôts sur salaires.

Le compte 4313 – Caisse de retraite obligatoire, qui enregistre les retenues sociales sur salaire.

Notons :

SV : le montant total des salaires

SN : la rémunération nette due après retenue des acomptes

$I_1$  : la somme : IRS et TC

$I_2$  : la contribution au CFC retenue sur salaire

$I_3$  : la redevance CRTV retenue sur les salaires

$C_1$  : la cotisation CNPS

$$\text{Avec } SV = SN + I_1 + I_2 + I_3 + C_1$$

L'écriture sera la suivante :

D 661 - Frais de personnel C
SV

D 422 - Personnel, rémunérations dues C
SN

D 44721 - Impôts sur salaires- IRS, TC C
I1

D 44722 - Impôts sur salaires- CFC C
I2

D 44723 - Impôts sur salaires- CRTV C
I3

D 431 - Caisse de retraite obligatoire C
C1

Le jour du règlement des salaires, l'écriture suivante sera passée :

D 422 - Personnel, rémunérations dues C	D 52 - Banque ou 57 - Caisse C
SN	SN

Le jour du règlement des retenues sur salaires



D	44721 - Impôts sur salaires- IRS, TC	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	I1			I1+I2 + I3+ C1	
D	44722 - Impôts sur salaires- CFC	C			
	I2				
D	44723 - Impôts sur salaires- CRTV	C			
	I3				
D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C			
	C1				

### Exemple d'application : CAS LARADE

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme LARADE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous .:

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont en Frs CFA):

	Mme LARADE
- Salaire de base	500 000
- Indemnité de logement	160 000
- Indemnité de représentation	156 000

### RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

- Mme LARADE a effectué 29 heures supplémentaires à 20 %.
- Mme LARADE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.

c) Le salaire annuel de Mme LARADE est supérieure à 3 600 000 F.

**Travail A Faire :**

Après avoir déterminé le salaire net de Mme LARADE, comptabiliser les retenues sur salaire sachant que:

- le 30 Juin 2000 : la rémunération due a été réglée par chèque ;
- le 10 Juillet 2000 : les retenues sur salaires ont été par chèque.

**Solution :**

Détermination du salaire net de Mme LARADE

Salaire de base	500 000
heures supplémentaires à 20 %	100 387
Indemnité de logement	160 000
indemnité de représentation	156 000
<b>SALAIRE VERSE</b>	<b>916 387</b>

Impôt sur les Revenus Salariaux		132 195	750 484 BASE
C A C/IRS	10%	13 220	132 195 BASE
Cont. Crédit Foncier du Cameroun	1,0%	7 505	750 484 BASE
Redevance Audio Visuelle		9 750	750 484 BASE
Taxe communale		2 520	750 484 BASE
Pension Vieillesse		8 400	300 000 BASE
<b>RETIENUES TOTALES</b>		<b>173 589</b>	

<b>NET A PAYER A Mme LARADE</b>	<b>742 798</b>
---------------------------------	----------------

Le 30 Juin 2000 : comptabilisation des salaires

D	661 - Frais de personnel	C
	916 388	

D	422 - Personnel, rémunérations dues	C
		742 798

D	44721 - Impôts sur salaires- IRS,TC	C
		147 935

D	44722 - Impôts sur salaires- CFC	C
		7 505

D	44723 - Impôts sur salaires- CRTV	C
		9 750

D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C
		8 400

Le 30 Juin 2000 : comptabilisation du règlement de la rémunération due

D	422 - Personnel, rémunérations dues	C
	742 798	

D	52 - Banque	C
		742 798

Le 10 Juillet 2000 : comptabilisation du règlement des retenues sur salaires

D	44721 - Impôts sur salaires- IRS, TC	C	D	52 - Banque	C
	147 935			173 590	
D	44722 - Impôts sur salaires- CFC	C			
	7 505				
D	44723 - Impôts sur salaires- CRTV	C			
	9 750				
D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C			
	8 400				

### **B- L'enregistrement des charges patronales**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

le compte 6413 – Taxes sur appointements et salaires, qui enregistre les impôts sur salaires supportés par l'entreprise ;

le compte 661 - Frais de personnel , qui enregistre les charges salariales;

le compte 44212 – Etat, impôts sur salaires, qui enregistre les charges sur salaires payés par l'employeur;

le compte 4311 – Prestations familiales, qui enregistre les cotisations pour allocations familiales ;

le compte 4312 – Accidents de travail, qui enregistre les cotisations pour accidents et maladies professionnels;

le compte 4313 – Caisse de retraite obligatoire, qui enregistre les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès.

Notons :

$I_4$  : la contribution patronale au Crédit Foncier du Cameroun

$I_5$  : la contribution au Fonds National de l'Emploi

$C_2$  : les cotisations pour allocations familiales

$C_3$  : les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès

$C_4$  : les cotisations pour accidents et maladies professionnels

L'écriture à passer est la suivante :

D	661 - Frais de personnel	C
	$C_2 + C_3 + C_4$	

D	4311 - Prestations familiales	C
	$C_2$	

D	4312 - Accidents de travail	C
	$C_4$	

D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C
	$C_3$	

D	6413 - Taxes sur salaires	C
	$I_4 + I_5$	

D	44212 - Impôts sur salaires- CFC, FNE	C
	$I_4 + I_5$	

Lorsque le règlement a lieu, l'écriture est la suivante :

<div>D      4311 - Prestations familiales      C</div> <hr/> <div>C2</div>	<div>52 - Banque ou 57 - Caisse      C</div> <hr/> <div>C2 + C3 + C4</div>
<div>D      4312 - Accidents de travail      C</div> <hr/> <div>C4</div>	
<div>D    4313 - Caisse de retraite obligatoire    C</div> <hr/> <div>C3</div>	
<div>D    44212 - Impôts sur salaires- CFC, FNE    C</div> <hr/> <div>I4 + I5</div>	<div>52 - Banque ou 57 - Caisse      C</div> <hr/> <div>I4 + I5</div>

Exemple d'application : CAS LARADE

Comptabiliser les charges patronales supportées par l'entreprise SOCATAM, sachant qu'elles ont été réglées par chèque le 10 Juillet 2000.

Solution :

Le 30 Juin 2000

<div>D      6413 - Taxes sur salaires      C</div> <hr/> <div>25 428</div>	<div>D    44212 - Impôts sur salaires- CFC, FNE    C</div> <hr/> <div>25 428</div>
--	--

D	661 - Frais de personnel	C
	55 110	

D	4311 - Prestations familiales	C
		21 000

D	4312 - Accidents de travail	C
		21 510

D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C
		12 600

Le 10 Juillet 2000

D	4311 - Prestations familiales	C
	21 000	

D	52 - Banque	C
		55 110

D	4312 - Accidents de travail	C
	21 510	

D	4313 - Caisse de retraite obligatoire	C
	12 600	

D	44212 - Impôts sur salaires- CFC, FNE	C
	25 428	

D	52 - Banque	C
		25 428

## **CHAPITRE V**

### **L'IMPOT SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS (IRCM)**

Les dispositions du chapitre 2 de la Loi de finances 2002/014 du 30 décembre 2002 institue l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM) en remplacement de la TPRCM. C'est pourquoi il est utile que nous nous penchions d'abord sur les généralités qui nous aiderons à mieux appréhender ce qui va suivre.

#### **Section 1 : Caractéristiques de l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers**

##### **A- Principe**

Selon l'article 35 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, par revenus de capitaux mobiliers on entend les différents revenus suivants:

- Les distributions occultes des revenus (dont on peut identifier les bénéficiaires) ;
- Les produits des actions et des parts sociales et revenus assimilés;
- Les revenus des obligations négociables ;
- Les revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants;
- Les gains réalisés à l'occasion de la cession d'actions, d'obligations et autres parts de capital.

##### **B- Taux**

Selon l'article 70 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, le taux de l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers versés à des personnes physiques ou morales est de 15 % auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux ce qui porte le taux à 16,5 %.

Ce taux est fixé à 10 % pour les plus-values sur cessions de titres d'un montant net global supérieur à 500 000 FCFA.

##### **C- Recouvrement de la taxe**

Selon l'article 85 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers due au titre des distributions des dividendes, tantièmes et jetons de présence doit être réglée dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel les opérations ont été réalisées.

L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers, versés à des personnes physiques ou morales, due au titre de certaines charges non admises en déduction fiscale doit être réglée dans les 15 jours suivant le dépôt de la Déclaration Statistique et Fiscale. Elle est supportée par



l'entreprise au taux de 19,76 % (16,5/83,5). Puisque les montants des revenus versés sont considérés comme des montants nets.

On distingue :

- L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers collecté ;
- L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers retenu à la source.

## **Section 2 : - L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers collecté**

L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers collecté résulte :

- des revenus occultes versés par l'entreprise ;
- des produits des actions et revenus assimilés versés par l'entreprise ;
- des revenus des obligations versés par l'entreprise ;
- des revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants versés par l'entreprise.

### **A- L'IRCM collecté sur les revenus occultes<sup>54</sup>**

#### **1- Principes généraux**

L'IRCM sur les revenus occultes est un impôt sur le revenu. Il est déterminé en fin d'exercice et supportée par l'entreprise.

De la lecture des dispositions de l'article 7 du CGI, il ressort que, l'assiette des distributions occultes de revenus est constituée par :

- la fraction excédentaire des commissions versées à des bureaux d'achats situés à l'étranger. En effet, les commissions et courtages versés à des bureaux d'achats situés à l'étranger sont déductibles à concurrence d'un montant à 5 % du montant des achats FOB.
- la fraction excédentaire des frais de location versés à l'étranger. Les frais de location versés à l'étranger ne sont déductibles qu'à concurrence de 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause.
- la fraction excédentaire des sommes versées à des services ou à des organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, sportif, scientifique, social et familial. Les dons et subventions qui respectent les conditions imposées par le Code Général des Impôts ne sont déductibles qu'à concurrence de 0,5 % du Chiffre d'Affaires.
- les dons et subventions qui ne respectent pas les conditions imposées par le Code Général des Impôts.
- la fraction excédentaire des rémunérations de certains services effectifs (études, assistance technique, financier ou comptable) rendus aux entreprises camerounaises par des personnes physiques ou morales étrangères. En effet, les frais de siège et d'assistance technique versés à

---

<sup>54</sup> Dont on peut identifier les bénéficiaires

l'étranger ne sont déductibles qu'à concurrence d'un montant égal à 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause. Si l'exercice concerné est déficitaire, on retient pour le calcul la limite de 10 % du bénéfice du dernier exercice non prescrit fiscalement parlant. Lorsqu'il s'agit des entreprises de travaux publics, la limitation est de 5 % du Chiffre d'Affaires, et 15 % du Chiffre d'Affaires pour les bureaux d'études fonctionnant conformément à la réglementation relative aux bureaux d'études et d'ingénieurs conseils.

- les sommes versées pour utilisation des brevets, marques, dessins et modèle en cours de validité, dans l'hypothèse où l'entreprise concédante serait sise hors de la CEMAC et participerait directement ou indirectement, soit au capital, soit à la gestion de l'entreprise bénéficiaire.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de l'IRCM collecté sur les revenus occultes.

Notons :

- R.O. : les revenus occultes
- IRCM/RO : l'IRCM sur revenus occultes

$$\text{IRCM/RO} = (16,5 / 83,5) \times \text{R.O.}$$

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 131 – Résultat net : Bénéfice
- 139 – Résultat net : Perte
- 441 – Etat, Impôts sur les bénéfices
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

131 - Résultat net : bénéfices		891 - Impôts sur les bénéfices	
D	C	D	C
ou 139 - Résultat net : perte			
IRCM/RO			IRCM/RO

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	IRCM/RO	

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
		IRCM/RO

Lors du règlement on passe l'écriture

D	441 - Etat, Impôts sur le bénéfice	C
	IRCM/RO	

D	ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	C
		IRCM/RO

Exemple d'application :

A la fin de l'exercice 2002, l'analyse des charges de la société SOCATEX S.A. fait ressortir des dons non fiscalement déductibles d'un montant de 15 311 000 F.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser l'impôt sur le revenu qui résulte de cette distribution occulte de revenus.

Solution :

Détermination de l'IRCM sur les dons non déductibles

$$\text{IRCM/RO} = 15\,311\,000 \times 16,5 / 83,5 = 3\,025\,527$$

D	131 - Résultat net : bénéfices ou 139 - Résultat net : perte	C
	3 025 527	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		3 025 527

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	3 025 527	

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
		3 025 527

## **B- L'IRCM collecté sur les produits des actions et revenus assimilés versés par l'entreprise**

### **1- Principes généraux**

Selon les articles 36 à 39 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, l'assiette des produits des actions et revenus assimilés est constituée par :

- tous les produits ou bénéfices qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital. Les bénéfices et réserves capitalisés étant eux-mêmes imposables lorsqu'ils sont remboursés aux associés, par voie de réduction du capital ;
- sauf preuve contraire, les sommes mises à la disposition des associés directement ou par personnes ou sociétés interposées à titre d'avances, de prêts ou d'acomptes ; lorsque ces sommes sont remboursées à la personne morale, elles viennent en déduction des revenus imposables pour la période d'imposition au cours de laquelle le remboursement est effectivement intervenu.
- les sommes ou valeurs attribuées aux porteurs de parts bénéficiaires ou de fondateur au titre de rachat de ces parts, pour la partie excédant leur valeur initiale ;
- les rémunérations et avantages occultes alloués aux des associés actionnaires ou porteurs de parts ;
- les rémunérations et avantages divers alloués aux associés des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée , et réintégrés dans le bénéfice imposable.
- les rémunérations allouées aux membres des Conseils d'Administration des sociétés anonymes, à quelque titre que ce soit, à l'exclusion des salaires et des redevances de propriété industrielle.
- la fraction excédentaire des rémunérations versées aux dirigeants associés. En effet, les rémunérations à caractère salarial attribuées aux dirigeants associés ne sont déductibles qu'à concurrence d'un montant égal à 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause. Si l'exercice concerné est déficitaire, on retient pour le calcul la limite de 10 % du bénéfice du dernier exercice non prescrit fiscalement parlant. Lorsqu'il s'agit des entreprises de travaux publics, la limitation est de 5 % du Chiffre d'Affaires, pour les sociétés à responsabilité limitée, la limite est de  $\frac{1}{4}$  du bénéfice déclaré par l'entreprise.
- les frais de location des biens meubles consentis par des associés ou actionnaires dirigeants détenant directement ou indirectement plus de 10 % du capital de la société.
- la fraction excédentaire des intérêts servis aux associés à raison des sommes qu'ils laissent ou mettent à la disposition de la société en sus de leurs parts de capital. En effet, les comptes courants associés sont rémunérés à la limite du taux des avances de la Banque Centrale majorée de deux points.

### **2- L'évaluation et la comptabilisation de l'IRCM collecté sur les produits des actions et revenus assimilés versés par l'entreprise**

Notons :

- RV : le montant des Revenus Versés ;
- IRCM/RV : l'IRCM sur ces Revenus Versés.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 447831 – IRCM collecté
- 465 – Associés, dividendes à payer
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 6581 – Jetons de présence

L'écriture est la suivante :

465 - Associés, dividendes à payer		52 - Banque	
D	ou 6581 - Jetons de présence	C	
RV		RV - IRCM/RV	

  

D	447831 - IRCM collecté	C
		IRCM/RV

### Exemple d'application :

Au cours du mois de janvier 2003, la société SOCATAM S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 02/04/2003 : le conseil d'administration décide d'affecter 70 % du résultat net de l'entreprise aux dividendes à distribuer. Ce résultat s'élève à 100 000 000 F.
- le 10/04/2003 : La SOCATAM verse par cheque à l'actionnaire Mr MABIAMA, qui détient 50 % du capital des dividendes.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser l'IRCM collecté qui résulte de cette opération, et qui sera reversé au plus tard le 15 février 2003.

.

Solution :

Montant des dividendes à distribuer =  $100\,000\,000 \times 70\% = 70\,000\,000$

Dividendes de Mr MABIAMA =  $70\,000\,000 \times 50\% = 35\,000\,000$

IRCM collecté sur dividendes

IRCM =  $35\,000\,000 \times 16,5\% = 5\,775\,000$

D	465 - Dividendes à distribuer	C	D	52 - Banque	C
	35 000 000				29 225 000
			D	447831 - IRCM collecté	C
					5 775 000

La TPRCM collectée, et qui sera reversée au plus le 15 février 2000, est égale à 1 980 000 F.

**C- L'IRCM collecté sur les revenus des obligations**

Selon l'article 40 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, l'assiette des revenus des obligations est constituée par :

- les intérêts, arrérages et tous autres produits des obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt négociables émis par les communes et les établissements publics camerounais, les associations de toutes natures et les sociétés, compagnies et entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles camerounaises;
- les produits et primes de remboursement payés aux porteurs d'obligations émises au Cameroun.

**D- L'IRCM collecté sur les revenus des créances, dépôts, cautionnements**

Selon l'article 41 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, l'assiette des revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants est constituée par :

- les intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants ;
- les intérêts, arrérages et tous autres produits des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe ;
- les intérêts, arrérages et tous autres produits des créances hypothécaires, privilégiées ou chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations, effets publics et autres titres d'emprunt négociables entrant dans les dispositions de l'article 40 du CGI.

- les intérêts, arrérages et tous autres produits des cautionnements en numéraire.

### **Section 3 : - L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers retenu à la source**

L'Impôt le sur les Revenus des Capitaux Mobiliers retenu à la source résulte :

- des produits des actions et revenus assimilés reçus par l'entreprise ;
- des revenus des obligations reçus par l'entreprise ;
- des revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants reçus par l'entreprise.

Puisque les principes généraux des Revenus des Capitaux Mobiliers ont été analysés à la section 2 de ce chapitre, nous analyserons uniquement dans cette section l'évaluation et la comptabilisation de l'IRCM retenu à la source.

Notons :

- RNR : le montant des Revenus Nets Reçus ;
- RBR ; le montant des Revenus Bruts Reçus ;
- IRCM/RBR : l'IRCM sur ces Revenus Bruts Reçus.

En général l'entreprise reçoit le montant net des revenus. Il est alors nécessaire de retrouver le montant brut avant la comptabilisation.

$$\text{IRCM/RBR} = 16,5 \% \times \text{RBR}$$

$$\begin{aligned} \text{RNR} &= \text{RBR} - \text{IRCM/RBR} \\ &= \text{RBR} - 16,5 \% \times \text{RBR} \\ &= \text{RBR} (1 - 0,165) \\ &= 0,835 \times \text{RBR} \end{aligned}$$

D'où

$$\text{Montant Brut des revenus (RBR)} = \frac{\text{montant net des revenus (RNR)}}{0,835}$$

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 447839 – IRCM retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 758 – Produits divers
- 77 – Revenus financiers

L'écriture est la suivante :

52 - Banque		758 - Produits divers			
D	ou 57 - Caisse	C	D	ou 77 - Revenus financiers	C
RNR			RBR		

  

D	447839 - IRCM retenu à la source	C
IRCM/RBR		

Exemple d'application :

Le 31/01/2003, la société SOCATAM S.A. constate sur son relevé bancaire qu'elle a reçu, le 06/01/2003 de la BICEC, des intérêts créditeurs d'un montant 7 932 500 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser l'IRCM retenu à la source qui résulte de cette opération.

Solution :

Détermination du montant brut intérêts

RNR = 7 932 500

RBR =  $RNR / 0,835 = 7\,932\,500 / 0,835 = 9\,500\,000$

IRCM/RBR =  $9\,500\,000 \times 16,5 \% = 1\,567\,500$

D		52 - Banque		C	
		7 932 500			

D		7782 - Gains sur .opérations financières		C	
				9 500 000	

D		447839 - IRCM retenue à la source		C	
		1 567 500			



## **CHAPITRE VI**

### **LA TAXE SPECIALE SUR LE REVENU (TSR)**

Les dispositions des articles 225 à 228 du CGI instituent un prélèvement sur rémunérations versées à l'étranger: la TSR.

#### **Section 1 : Principes généraux**

##### **A- Champ d'application**

Sont soumis à la TSR, les revenus servis aux personnes morales ou physiques domiciliées hors du Cameroun, par des entreprises ou établissements situés au Cameroun, l'Etat ou les collectivités territoriales décentralisées publiques au titre:

- les droits d'auteurs ;
- de la vente ou de la location de licence d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés et formules secrets ;
- de la location ou du droit d'utilisation des films cinématographiques, des émissions ou des films de télévision ;
- des rémunérations pour fournitures d'informations concernant les expériences d'ordre industriel commercial ou scientifique ainsi que pour la location d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques ;
- des rémunérations pour études, assistance technique, financière ou comptable ;
- des rémunérations versées aux entreprises effectuant des travaux de forage, de recherche ou d'assistance pour le compte des compagnies pétrolières, lorsque ces entreprises renoncent à l'imposition d'après la déclaration conformément aux dispositions de l'article 18 du présent Code. Le prélèvement spécial est exigible tant qu'une déclaration n'aura pas été acceptée par l'Administration fiscale.

Pour être imposables, les produits ci-dessus doivent avoir été soit payés par les entreprises ou établissements situés au Cameroun, par l'Etat ou des collectivités territoriales décentralisées publiques à des personnes n'ayant ni établissement stable ni une base fixe au Cameroun.

##### **B- Taux applicable de la TSR**

Le taux de la Taxe Spéciale sur le Revenu est de

- 7,5 % à la charge du créancier étranger, s'il est domicilié en France ;
- 15 % à la charge du créancier étranger, s'il est domicilié dans un pays autre que la France ;

Lorsque la Taxe Spéciale sur le Revenu est supportée par l'entreprise camerounaise, le taux est de :

- 8,11 % (  $7,5/92,5$ ) si le bénéficiaire est domicilié en France ;
  - 17,65 % (  $15/85$ ) si le bénéficiaire est domicilié dans un pays autre que la France ;
- Les montants des rémunérations versées étant considérés comme des montants nets.

### **C- Recouvrement de la Taxe**

Le règlement de cette taxe se fait par voie de prélèvement à la source, opéré par le débiteur de ces redevances qui doit payer la Taxe Spéciale sur le Revenu dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel elle a été réglée ou inscrite en compte du bénéficiaire.

### **D- La base d'imposition**

La taxe s'applique sur le montant brut, de la fraction déductible, des redevances et autres rémunérations.

## **Section 2 : L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe Spéciale sur le Revenu**

La Taxe Spéciale sur le Revenu est collectée sur la fraction déductible des rémunérations versées à des personnes morales ou physiques non domiciliées au Cameroun.

Notons :

- RVE : le montant des Rémunérations Versées à l'Etranger
- TSR : la Taxe Spéciale sur le Revenu.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 447861 – TSR collectée
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 62 ou 63 – Services Extérieurs

L'écriture est la suivante :

D	62 ou 63 - Services Extérieurs	C
	RVE	

D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	RVE - TSR/RVE	

D	447861 - TSR collectée	C
	TSR/RVE	

Exemple d'application 1 :

Au cours du mois de janvier 2003, la société PERFECT S.A. filiale camerounaise d'une société espagnole , a versé par virement bancaire, à sa société mère, des frais d'assistance technique pour un montant brut de 9 000 000 F .

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser la TSR collectée qui résulte de cette opération, et qui sera reversée au plus tard le 15 février 2003.

Solution :

TSR collectée sur rémunérations versées à l'étranger

$$\text{TSR} = 9\,000\,000 \times 15\% = 1\,350\,000$$

D	6324 - Honoraires	C
	9 000 000	

D	57 - Caisse	C
	7 650 000	

D	447861 - TSR collectée	C
	1 350 000	

La TSR collectée, et qui sera reversée au plus le 15 février 2000, est égale à 1 350 000 F.

Exemple d'application 2 :

La SOCAFER S.A., est une entreprise industrielle spécialisée dans la fabrication des emballages en polystyrène. Le 31 décembre 2002, la SOCAFER vous sollicite pour les régularisations fiscales de fin d'exercice. En tant qu'expert fiscal, vous constatez qu'au cours de l'exercice 2002 :

- La SOCAFER a versé des frais d'assistance technique, à une entreprise résidant en Belgique (La société APAVE), pour un montant de brut 12 680 000 F. Pour cette opération :
- la TSR qui a été retenue à la source et reversée à l'Administration Fiscale, dans les délais, s'élève à 1 902 000 F.
  - la TVA qui a été reversée à l'Administration Fiscale, dans les délais, s'élève à 2 371 160 F

La SOCAFER a versé des loyers de 6 400 000 F, pour la location d'un immeuble, à son directeur technique qui détient 20 % du capital social de l'entreprise.

La SOCAFER a versé des dons de 17 450 000 F à des organismes d'intérêt général à caractère philanthropique.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

- La SOCAFER a réalisé, pour l'exercice 2002, un résultat bénéficiaire de 11 650 000 F.
- Le Chiffre d'Affaires de la SOCAFER de l'exercice 2002 s'élève à 2 698 300 000 F.

Travail A Faire :

Déterminer le montant des régularisations de la TSR, la TVA et l'IRCM relatif aux frais d'assistance technique versés à l'étranger par la SOCAFER.

Solution :

Redressements fiscaux relatifs aux opérations réalisées par la SOCAFER S.A. au titre de l'exercice 2002.

I- Frais d'assistance technique.

\* La Taxe sur la Valeur Ajoutée

Selon l'instruction N° 134/MINEFI/DI/L/LC du 10 mars 1999 portant application de l'article huitième de la loi N° 98/009 du 1<sup>er</sup> juillet 1998, relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les rémunérations, versées à l'étranger, pour assistance technique sont imposables à la TVA.

La base d'imposition est la fraction déductible des rémunérations avant retenue de la TSR

\* Détermination de la fraction déductible des rémunérations

Les rémunérations versées à l'étranger, pour assistance technique sont déductible à concurrence de 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction de tous les frais, de l'entreprise, en cause.

Dans le cas de la SOCAFER S.A., tous les frais en cause sont :

- Les frais d'assistance technique de 12 680 000 F.
- Les dons de 17 450 000 F.

N.B. : les loyers de 6 400 000 F ne sont pas remis en cause parce qu'ils concernent les biens immeubles.

Détermination du bénéfice imposable avant déduction des frais en cause.

<b>Résultat comptable</b>	<b>11 650 000</b>
<u>Réintégrations</u>	
Frais d'assistance technique	12 680 000
Dons non déductibles	17 450 000
<b>Bénéfice imposable</b>	<b>41 780 000</b>

Fraction déductible des frais d'assistance technique =  $41\,780\,000 \times 10\% = 4\,178\,000$

La TVA à reverser sur la fraction déductible est égale à :

$$\text{TVA} = 4\,178\,000 \times 18,7\% = 781\,286$$

Puisque l'entreprise avait reversé une TVA de 2 371 160 F, elle peut récupérer excédent.

**Le montant de la TVA à récupérer s'élève à = 2 371 160 – 781 286 = 1 589 874**

\* La Taxe Spéciale sur le Revenu

La base d'imposition de la TSR est la fraction déductible des rémunérations versées à l'étranger.

La fraction déductible des frais d'assistance technique =  $41\,780\,000 \times 10\% = 4\,178\,000$

La TSR à reverser sur la fraction déductible est égale à :

$$\text{TSR} = 4\,178\,000 \times 15\% = 626\,700$$

Puisque l'entreprise avait reversé une TSR de 1 902 000 F, elle peut récupérer excédent.

**Le montant de la TSR à récupérer s'élève à = 1 902 000 – 626 700 = 1 275 300**

La fraction excédentaire des rémunérations versées à l'étranger est considérée comme une distribution occulte de revenus. Par conséquent, elle sera soumise à l'IRCM.

\* L'Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers

La base d'imposition est la fraction excédentaire des rémunérations versées à l'étranger.

$$\begin{aligned}\text{Fraction excédentaire de frais d'assistance technique} &= 12\,680\,000 - 4\,178\,000 \\ &= 8\,502\,000\end{aligned}$$

$$\text{IRCM} = 8\,502\,000 \times 19,76 \% = 1\,679\,995$$

**L'IRCM à reverser s'élève à = 1 679 995**

## **CHAPITRE VII**

### **LES IMPOTS CONTEMPORAINS SUR LE REVENU**

Le groupe de mots « impôts contemporains sur le revenu » s'entend comme : « une pratique d'établissement et de perception par anticipation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou morales par le biais des acomptes et précomptes au moment même de la formation de celui-ci »<sup>55</sup>.

Cette pratique qui à ce jour tend à se généraliser à tous les impôts, est venue enrichir le système déclaratif qui manifestait les signes d'essoufflement en raison du contexte socio-économique et de la fâcheuse tendance des contribuables virtuels à évoluer en marge de la réglementation.

Nous allons dans le cadre de ce travail examiner :

- l'acompte IS ;
- l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC ;
- les précomptes.

#### **Section 1 : L'acompte de l'Impôt sur les Sociétés (I.S.)**

##### **A- Principes généraux**

##### **1- Champ d'application**

Aux termes des dispositions du Code Général des Impôts, en son l'article 21 les entreprises relevant du régime de base, du régime du réel simplifié et du régime du réel normal doivent s'acquitter spontanément au cours de l'exercice d'un acompte IS.

Cet acompte est liquidé au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale.

##### **2- Obligations des redevables de l'acompte IS**

Les redevables soumis au régime de base doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque trimestre de l'exercice fiscal.

---

<sup>55</sup> MEKONGO (Jean Marie), Les enjeux de l'imposition contemporaine du revenu au Cameroun, Mémoire de D.E.S.S., nov., 2001

Les redevables soumis au régime du réel simplifié et du réel normal doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours de chaque mois suivant celui au cours duquel les opérations soumises à l'acompte ont été réalisées.

### **3- Taux applicables aux acomptes**

Les taux de l'acompte IS sont fixés par l'Administration Fiscale comme suit :

- 1 %, pour toutes les entreprises autre que les exploitants des stations services et les entreprises forestières, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux, ce qui porte le taux à 1,1 % ;
- 0,5 %, pour les exploitants de stations services, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux, ce qui porte le taux à 0,55 % (Art. 21 al. 3 CGI) ;
- 5 %, pour les entreprises forestières, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux ce qui porte le taux à 5,5 % (Art. 21 al. 2 CGI).

### **4- Différents types d'acompte IS**

Selon les dispositions relatives à l'acompte IS, on peut distinguer :

- l'acompte IS à régler sur ventes ;
- l'acompte IS collecté sur achats ;
- l'acompte IS retenu à la source .

### **B- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS à régler sur ventes**

L'acompte IS sur ventes est générée par les opérations de ventes.

L'assiette de détermination de l'acompte IS est le prix de vente net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) majoré des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur). Donc le Chiffre d'Affaires Hors Taxe.

Il est exigible dès l'établissement de la facture qu'elle soit réglée ou non<sup>56</sup>.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 441 – Etat, Impôts sur le bénéfice
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

---

<sup>56</sup> Il est important de souligner que l'acompte IS n'est pas toujours exigible au même moment que la TVA. Par exemple, lorsqu'une facture de prestation de services n'est pas encore réglée, l'acompte IS est déjà exigible, mais par contre la TVA ne l'est pas encore.



L'écriture est la suivante :

L'acompte IS =  $1,1\% \times \text{CA HT}$

Lors de sa liquidation, l'écriture à passer est la suivante:

D		C		D		C	
441 - Etat, Impôts sur le bénéfice				ou 52 - Banque ou 57 - Caisse			
1,1% x CA HT						1,1% x CA HT	

### Exemple d'application 1:

Au cours du mois de février 2003, la société ALUCAM a effectué les opérations suivantes :

- le 17/02/2003 : Vente au comptant par chèque au client CAMRAIL des produits finis pour un montant HT de 10 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 25/02/2003 : Vente à crédit au client UCB des produits finis pour un montant TTC de 17 805 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de l'acompte IS sur ventes, réglé par chèque par la société ALUCAM, au titre du mois de février 2003.

### Solution :

Chiffre d'Affaires du mois de février 2003

Vente HT du 17/02/03 = 10 000 000

Vente HT du 25/02/03 =  $17\,805\,000 / 1,187 = 15\,000\,000$

C.A. HT du mois de février 2003 = 25 000 000

L'acompte IS = 1,1 % C.A. HT

L'acompte IS = 25 000 000 x 1,1 % = 275 000

D	441 - Etat, Impôts sur le bénéfice	C	D	52 - Banque	C
	275 000			275 000	

### Exemple d'application 2 :

La Société FROICAM S.A. est située à Douala, et est spécialisée dans l'entretien et la réparation des systèmes de climatisation.

Au cours des mois de mars et avril 2003, la société FROICAM a :

- le 14/03/2003 : Adressé au client SOCATAM S.A. la facture N° 0233 ( à régler dans 30 jours), d'un montant TTC. de 11 870 000 F pour réparation de la centrale de climatisation. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 16/04/2003 : reçu du client SOCATAM S.A., le chèque BICEC N° 20663 d'un montant de 11 870 000 F en règlement de la facture N° 0233.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA collectée sur ventes et le montant de l'acompte IS générés par les opérations effectuées par la société FROICAM au cours des mois de mars et avril 2003. L'acompte IS a été réglé par chèque.

### Solution :

Le 14/03/03

D	411 - Clients	C	D	706 - Services vendus	C
	11 870 000			10 000 000	

  

D	4437 - TVA sur ventes à régulariser	C
		1 870 000

**La TVA inscrit dans le compte 4437 « TVA sur ventes à régulariser », qui s'élève à 1 870 000 F n'est pas exigible.**

L'acompte IS = 1,1 % C.A. HT

L'acompte IS = 10 000 000 x 1,1 % = 110 000

D	441 - Etat, Impôts sur le bénéfice	C
	110 000	

D	52 - Banque	C
		110 000

L'acompte IS sur prestations de services inscrit dans le compte 441 « Etat, Impôt sur les bénéfices », qui s'élève à 110 000 F est exigible et doit être déclaré au plus tard le 15 avril 2003.

Le 16/04/03

D	52 - Banques	C
	11 870 000	

D	411 - Clients	C
		11 870 000

D	4437 - TVA sur ventes à régulariser	C
	1 870 000	

D	4432 - TVA fact. sur prest. de serv.	C
		1 870 000

La TVA collectée sur prestations de services inscrit dans le compte 4432 « Etat, TVA facturée sur prestations de services », qui s'élève à 1 870 000 F est exigible et doit être déclarée au plus tard le 15 mai 2003.

### **C- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS collecté sur achats**

L'acompte IS collecté sur achats n'existe que lorsqu'une entreprise publique ou parapublique est cliente d'une entreprise privée car la première retient l'acompte lors du règlement.

L'acompte IS collecté sur achats est d'office dû et ne peut subir l'influence de l'acompte IS retenu à la source (que nous développerons par la suite)

La base d'imposition est constituée, par le prix d'achat net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) majoré des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris ).

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 402 – Fournisseurs, effets à payer
- 44711 – Etat, Acompte IS collectée sur achats
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 20 – Charges immobilisées
- 21 – Immobilisations incorporelles
- 22 – Terrains
- 23 – Bâtiments, installations et agencements
- 24 – Matériels
- 31 – Marchandises
- 32 – Matières premières et fournitures liées
- 33 – Autres approvisionnements
- 60 – Achats et variations de stocks
- 61 – Transports
- 62 et 63 – Service extérieure

L'écriture est la suivante :

20 - Charges immobilisées ou 21 - Immobil. incorporelles ou 22 à 24 - Immobil. corporelles ou 31 - Marchandises ou 32 - Matières et fournitures liées ou 33 - Autres approvisionnements ou 60 - Achats et variations des stocks ou 61 - Transports ou 62 à 63 - Services extérieurs		402 - F'sseurs, effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	C	D	C
Montant HT			Montant HTx0,989
		44711 - Acpte collectée sur achats	
		D	C
			1,1 %xmontant HT

**Exemple d'application :**

Au cours des mois de janvier et février 2003, la société CAMTEL S.A. (entreprise parapublique) a effectué les opérations suivantes :

- le 08/01/2003 : Achat au comptant par chèque au fournisseur SOCATAM S.A. (entreprise privée) des mobiliers de bureau pour un montant HT de 7 000 000 F.
- le 13/01/2003 : Achat à crédit au fournisseur CAFEX S.A. (entreprise privée) des fournitures de bureau pour un montant HT de 8 500 000 F.
- le 27/02/2003 : Règlement en espèces de la facture 024/01 du fournisseur CAFEX S.A., d'un montant HT de 8 500 000.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de l'acompte IS collecté sur achats par la société CAMTEL au cours du mois de janvier 2003 et au cours du mois de février 2003.

**Solution :**

Le 08/01/2003

D	2444 - Mobiliers de bureau	C
	7 000 000	

D	52 - Banque	C
		6 923 000

D	44711 - Acpte collectée sur achats	C
		77 000

Le 13/01/2003, puisqu'il n'y a pas eu de règlement, l'acompte IS sur achats n'a pas été collecté.

L'acompte IS collecté sur achats au cours du mois de janvier 2003 s'élève à 77 000.

Le 27/02/2003

D	401 - Fournisseurs	C
	8 500 000	

D	52 - Banque	C
		8 406 500

D	44711 - Acpte IS collectée sur achats	C
		93 500

**L'acompte IS collectée sur achats au cours du mois de février 2 003 = 93 500**

#### **D- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS retenu à la source**

L'acompte IS retenu à la source sur les factures de ventes n'existe que lorsqu'une entreprise privée est fournisseur d'une entreprise publique ou parapublique.

L'acompte IS retenu à la source vient en diminution de l'acompte IS à régler sur ventes.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 44719 – Etat, Acompte IS retenu à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 70 – Ventes

L'écriture est la suivante :

D	412 - Clients, effets à recevoir ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	0,989 x Montant HT	

D	70 - Ventes	C
		Montant HT

D	44179 - Acpte IS retenue à la source	C
	1,1% x montant HT	

Exemple d'application :

Au cours des mois de janvier et février 2003, la société SOCATAM S.A. a effectué les opérations suivantes :

- le 10/01/2003 : Vente au comptant par chèque au client CAMAIR (entreprise parapublique) des marchandises pour un montant HT de 12 000 000 F.
- le 25/01/2003 : Ventes à crédit au client CAMTEL (entreprise parapublique) de marchandises pour un montant HT de 30 000 000 F.
- le 03/02/2003 : Règlement par chèque de la facture 035/02 par le client CAMTEL, d'un montant de 30 000 000 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de l'acompte IS retenu à la source généré par les opérations effectuées par la société SOCATAM S.A. au cours des mois de janvier et février 2003.

**Solution :**

Le 10/01/2003

D	52 - Banque	C
	11 868 000	

D	701- Ventes de marchandises	C
		12 000 000

D	44719 - Acpte IS retenue à la source	C
	132 000	

Le 25/01/2003, puisqu'il n'y a pas eu de règlement, l'acompte IS n'a pas été retenu à la source.

L'acompte IS retenu à la source au cours du mois de janvier 2003 s'élève à 132 000.

Le 03/02/2003

D	52 - Banque	C
	29 670 000	

D	411 - Clients	C
		30 000 000

D	44719 - Acpte IS retenu à la source	C
	330 000	

L'acompte IS retenu à la source au cours du mois de février 2003 s'élève à 330 000.

## **Section 2 : L'acompte de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ( BIC) et sur les Bénéfices non commerciaux (BNC)**

### **A- Principes généraux**

#### **1- Champ d'application**

Selon l'article 91 de la loi de Finances 2002/014 du 30 décembre 2002, les entreprises relevant du régime de base, du régime du réel simplifié et du régime du réel normal doivent s'acquitter spontanément au cours de l'exercice d'un acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC.

Cet acompte est liquidé au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale.

#### **2- Obligations des redevables de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC**

Les redevables soumis au régime de base doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours qui suivent la fin de chaque trimestre de l'exercice fiscal.

Les redevables soumis au régime du réel simplifié et du réel normal doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours de chaque mois suivant celui au cours duquel les opérations soumises à l'acompte ont été réalisées.



### 3- Taux applicables aux acomptes

Les taux de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC sont fixés par l'Administration Fiscale comme suit :

- 1 %, pour toutes les entreprises autre que les exploitants des stations services et les entreprises forestières, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux, ce qui porte le taux à 1,1 % ;
- 0,5 %, pour les exploitants de stations services, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux, ce qui porte le taux à 0,55 % (Art. 21 al. 3 CGI) ;
- 5 %, pour les entreprises forestières, auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux ce qui porte le taux à 5,5 % (Art. 21 al. 2 CGI).

### 4- Différents types d'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC

Selon les dispositions relatives à l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC, on peut distinguer :

- l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC à régler sur ventes ;
- l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC retenu à la source .

### B- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC à régler sur ventes

L'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC sur ventes est générée par les opérations de ventes.

L'assiette de détermination de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC est le prix de vente net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) majoré des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur). Donc le Chiffre d'Affaires Hors Taxe.

Il est exigible dès l'établissement de la facture qu'elle soit réglée ou non<sup>57</sup>.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 44712 – Etat, Impôts sur les BIC/BNC
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

---

<sup>57</sup> Il est important de souligner que l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC n'est pas toujours exigible au même moment que la TVA. Par exemple, lorsqu'une facture de prestation de services n'est pas encore réglée, l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC est déjà exigible, mais par contre la TVA ne l'est pas encore.

L'écriture est la suivante :

L'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC =  $1,1\% \times \text{CA HT}$

Lors de sa liquidation, l'écriture à passer est la suivante:

D      44712 - Etat, Impôts sur les BIC/BNC      C		D      ou 52 - Banque ou 57 - Caisse      C	
1,1% x CA HT		1,1% x CA HT	

### Exemple d'application :

Au cours du mois de février 2003, l'Etablissement JIAUSSERAND & Cie (société de personnes) a effectué les opérations suivantes :

- le 17/02/2003 : Vente au comptant par chèque au client SOCATAM S.A. des fournitures de bureau pour un montant HT de 10 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.
- le 25/02/2003 : Vente à crédit au client PERFECT SARL du mobilier de bureau pour un montant HT de 15 000 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC sur ventes, réglé par chèque par l'Etablissement JIAUSSERAND & Cie, au titre du mois de février 2003.

### Solution :

Chiffre d'Affaires du mois de février 2003

Vente HT du 17/02/03 = 10 000 000

Vente HT du 25/02/03 = 15 000 000

C.A. HT du mois de février 2003 = 25 000 000

L'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC = 1,1 % C.A. HT

L'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC = 25 000 000 x 1,1 % = 275 000

D	44712 - Etat, Impôts sur les BIC/BNC	C	D	52 - Banque	C
	275 000			275 000	

### **Section 3 : Le précompte**

#### **A- Principes généraux**

##### **1- Champ d'application**

Selon l'article 21 du Code Général des Impôts, les opérations d'achat ou d'importation en vue de la revente en l'état, donnent lieu à la perception d'un précompte de 1 % (Art. 21 al. 3).

Ne donnent pas lieu à exécution du précompte, les opérations d'achat ou d'importation effectuées par les entreprises immatriculées et soumises au régime du réel simplifié ou du réel normal pour les besoins de leur exploitation.

Le précompte est de 0,5 % pour les exploitants des stations services à l'occasion de leurs opérations d'achat de produits pétroliers, ainsi que pour les exportateurs des produits de base (Art. 21 al. 3).

Il est porté à 5 % pour les opérations réalisées par les entreprises non détentrices de la carte de contribuable (Art. 21 al. 3).

**Remarque 1** : Le précompte n'est pas répercutable sur le prix. Il est calculé sans majoration des Centimes Additionnels Communaux.

**Remarque 2** : Le précompte constitue un acompte à valoir sur l'impôt sur le revenu.

Selon les dispositions relatives au précompte, on peut distinguer :

- le précompte sur ventes ;
- le précompte sur achats ;

#### **B- Le précompte sur ventes**

##### **1- Généralités**

Le précompte sur ventes est celui qui figure sur les factures de ventes ; Il est exigible dès la facturation.

L'assiette ou base d'imposition est en principe constituée par le prix de vente net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) majorée des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris par le fournisseur).

Ce précompte est liquidé au vu de la déclaration dont le modèle est fourni par l'Administration Fiscale.

Les redevables doivent déposer leur déclaration dans les 15 jours du mois qui suit le trimestre au cours duquel les opérations de ventes ont été réalisées.

**Remarque :** Le précompte sur ventes ne vient pas en diminution de l'acompte IS ou de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC à régler sur ventes.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation du précompte sur ventes

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 411 – Clients
- 412 – Clients, effets à recevoir en portefeuille
- 443 (sauf 4439) – Etat, TVA facturée
- 447811 – Etat, Précompte sur ventes
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 70 – Ventes

Pour une facture de vente qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :

411 - Clients			
ou 412 - Clients, effets à recevoir			
ou 52 - Banque			
D	ou 57 - Caisse	C	
Net à payer*			

70 - Ventes			
D		C	
		Montant HT	

\* Net à payer = Montant TTC + 1% x montant HT

ou \* Net à payer = Montant TTC + 5% x montant HT

D	443 - Etat, TVA facturée	C
		TVA

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		1% x montant HT ou 5% x montant HT

### Exemple d'application 1:

Au cours du mois de mars 2003, la société UCB a effectué l'opération suivante :  
 - le 12/03/2003 : Vente au comptant par chèque au client SOCATAM S.A. (entreprise détentrice d'une carte de contribuable) des produits destinés en la revente en l'état pour un montant TTC de 5 935 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant du précompte sur ventes collecté par la société UCB au cours du mois de mars 2003.

### **Solution :**

Le 12/03/2003

Montant HT = montant TTC / 1,187

Montant HT = 5 935 000 / 1,187 = 5 000 000

TVA = 5 935 000 - 5 000 000 = 935 000

D	57 - Caisse	C
	5 985 000	

D	702 - Ventes de produits finis	C
		5 000 000

D	443 - Etat, TVA facturée	C
		935 000

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		50 000

Précompte sur ventes collecté par la société UCB au cours du mois mars

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		50 000
SC	50 000	
	50 000	50 000

**Précompte collecté sur ventes = 50 000**

### Exemple d'application 2:

Au cours du mois de janvier 2003, la société SOCATEX S.A. a effectué l'opération suivante :

- le 10/01/2003 : Vente au comptant par chèque au client SOCAP S.A. (entreprise non détentrice d'une carte de contribuable) des marchandises destinées en la revente en l'état pour un montant TTC de 9 496 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le précompte sur ventes collecté par la société SOCATEX S.A. au cours du mois de janvier 2003.

**Solution :**

Le 10/01/2003

Montant HT = montant TTC / 1,187

Montant HT = 9 496 000 / 1,187 = 8 000 000

TVA = 9 496 000 - 8 000 000 = 1 496 000

D	57 - Caisse	C
	9 896 000	

D	701 - Ventes de marchandises	C
		8 000 000

D	443 - Etat, TVA facturée	C
		1 496 000

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		400 000

Ici le précompte = 8 000 000 x 5%

Précompte sur ventes collecté par la société SOCATEX S.A. au cours du mois mars

D	447811 - Précompte sur ventes	C
		400 000
SC	400 000	
	400 000	400 000

**Précompte collecté sur ventes = 400 000**

**C- Le précompte sur achats****1- Généralités**

Selon l'article 21 al. 3 du CGI, les opérations qui donnent lieu à la perception du précompte sur achats sont :

- les importations effectuées par les entreprises de distribution ;

- les achats effectués par les entreprises de distribution auprès des industriels, agriculteurs, importateurs, grossistes, demi-grossistes et exploitants forestiers.

Ne supportent pas le précompte de 1 % :

- les industriels c'est – à – dire ceux qui importent les intrants pour la transformation ;
- les particuliers qui importent le matériel à titre personnel.

L'assiette ou base de détermination du précompte sur achats est en principe constituée :

- En ce qui concerne les achats de biens et les prestations de services, par le prix d'achat net (hors rabais, remise, ristourne sur facture et hors escompte de règlement) majoré des frais accessoires (transport, assurance sur transport, emballages non repris ).
- En ce qui concerne les importations, par la valeur des biens et marchandises (Coût Assurance et Fret) majorée du montant du droit de douane et du droit d'accises (taxe que nous développerons par la suite )

**Remarque** : Le précompte sur achat vient en diminution de l'acompte IS ou de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC à régler sur ventes.

## **2- L'évaluation et la comptabilisation du précompte sur achats**

**a- Cas où une entreprise achète, sur le territoire national camerounais, des produits ou des marchandises destinées à la revente en l'état.**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs
- 402 – Fournisseurs, effets à payer
- 4452– Etat, TVA récupérable sur achats
- 447819 – Etat, Précompte sur achats
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 31 – Marchandises
- 601 – Achats de marchandises

Pour une facture d'achat qui fait ressortir : le montant HT, la TVA et le montant TTC

L'écriture est la suivante :



		401 - Fournisseurs ou 402 - F'sseurs, effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse			
D	601 - Achats de marchandises	C	D		C
	Montant HT			Net à payer*	
D	4452 - TVA récupérable sur achats	C			
	TVA				
D	447819 - Précompte sur achats	C			
	1% x montant HT				

\*Net à payer = Montant TTC + précompte

### Exemple d'application :

Au cours du mois de mars 2003, la société SOCATAM S.A. (entreprise détentrice d'une carte de contribuable) a effectué l'opération suivante :

- le 12/03/2003 : Achat au comptant par chèque au fournisseurs MAISCAM S.A. des marchandises destinées en la revente en l'état pour un montant TTC de 21 366 000 F. La TVA qui apparaît sur la facture, a été déterminée au taux de 18,7 %.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant du précompte sur achats supporté par la société SOCATAM S.A. au cours du mois de mars 2003.

**Solution :**

Le 12/03/2003

Montant HT = montant TTC / 1,187

Montant HT = 21 366 000 / 1,187 = 18 000 000

TVA = 21 366 000 - 18 000 000 = 3 366 000

D	601 - Achats de marchandises	C
	18 000 000	

D	52 - Banque	C
		21 546 000

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
	3 366 000	

D	447819 - Précompte sur achats	C
	180 000	

Précompte sur achats supporté par la société SOCATAM S.A. au cours du mois mars

D	447819 - Précompte sur achats	C
	180 000	
		SD 180 000
	180 000	180 000

**Précompte sur achats supporté = 180 000**

**b- Cas une entreprise (quelque soit sa catégorie) importe des marchandises en vue de la revente en l'état.**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 401 – Fournisseurs
- 402 – Fournisseurs, effets à payer
- 4426 – Etat, Droit de douanes

- 4452– Etat, TVA récupérable sur achats
- 447819 – Etat, Précompte sur achats
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 31 – Marchandises
- 601 – Achats de marchandises

Pour un Bordereau Douanière de Taxation qui fait ressortir : le montant CAF des marchandises, les Droits de Douanes (D.D.) , la TVA et le précompte sur achats.

L'écriture est la suivante :

		401 - Fournisseurs ou 402 - F'sseurs, effet à payer ou 52 - Banque ou 57 - Caisse	
D	601 - Achats de marchandises	C	
Valeur imposable*		Net à payer*	

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
TVA		

TVA = valeur imposable x 18,7 %

D	447819 - Précompte sur achats	C
1% x valeur imposable		

(1)Valeur imposable = montant CAF + Droits de Douanes

(2)Net à payer = valeur imposable + TVA + précompte

#### Exemple d'application :

Au cours du mois de mars 2003, la société DACAM S.A. a effectué l'opération suivante :  
- le 11/03/2003 : Réception des marchandises (en vue de la revente en l'état) importées d'Allemagne. Le Bordereau Douanière de Taxation ( liquidé par la Déclaration de mise à la consommation D3) fait ressortir :

- la valeur CAF (Coût Assurance et Fret) des marchandises : 304 500 000 F
- Droits de douanes : 30 450 000 F

La TVA qui apparaît sur le BDT, a été déterminée au taux de 18,7 %.

Les Droits de Douanes, la TVA et le précompte ont été acquitté par chèque.

Le fournisseur qui réside en Allemagne n'a pas encore été réglé.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la TVA déductibles sur achats et le montant du précompte sur achats supporté par la société DACAM S.A. au cours du mois de mars 2003.

### **Solution :**

Le 11/03/2003

Valeur imposable = Valeur CAF + Droits de douanes

Valeur imposable = 304 500 000 + 30 450 000 = 334 950 000

TVA = valeur imposable \* 18,7 % = 62 635 650

D	601 - Achats de marchandises	C
	334 950 000	

D	401 - Fournisseurs	C
		304 500 000

D	4452 - TVA récupérable sur achats	C
	62 635 650	

D	52 - Banque	C
		96 435 150

D	447819 - Précompte sur achats	C
	3 349 500	

**La TVA déductible sur achats s'élève à 62 635 650**

**Précompte sur achats supporté par la société DACAM s'élève à = 3 349 500**

## **CHAPITRE VIII**

### **LES IMPOTS SUR LES REVENUS FONCIERS**

Notre étude se limite aux obligations fiscales de l'entreprise sur les revenus fonciers. Nous analyserons :

- la Taxe Foncière ;
- la retenue sur les loyers .

#### **Section 1 : La Taxe Foncière**

##### **A- Principes généraux**

Selon l'article 577 du Code Général des Impôts, la Taxe Foncière est un impôt établi annuellement sur les propriétés immobilières bâties ou non, situées sur le territoire camerounais.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par :

- la propriété ou la possession d'un immeuble,
- la détention :
  - d'un titre foncier ;
  - d'un acte administratif ou communal portant attribution d'une dépendance domaniale ;
  - d'une autorisation ou d'un permis de bâtir ;
  - d'un jugement prononcé en matière réelle immobilière ;
  - d'un acte d'adjudication en cas de vente aux enchères d'immeubles.

Sont redevables de la taxe foncière, toutes les personnes physiques ou morales propriétaires d'immeubles bâtis ou non, y compris les propriétaires de fait

Sont exonérés de la taxe foncière les propriétés appartenant :

- à l'Etat, aux communes et aux établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial ;
- aux organismes confessionnels et associations culturelles ou de bienfaisance déclarés d'utilité publique en ce qui concerne leurs propriétés affectées à un usage non lucratif ;
- aux organismes internationaux ayant signé un Accord de Siège avec le Cameroun ainsi qu'aux représentations diplomatiques sous réserve de réciprocité.
- aux autres personnes physiques ou morales en ce qui concerne leurs immeubles situés hors des Chefs-lieux d'unités administratives.

La base d'imposition de la taxe foncière est constituée :

- pour les immeubles non bâtis, par la superficie du sol ;
- pour les immeubles bâtis, par la superficie développée qui est égale à la superficie du sol augmentée de la superficie de chaque niveau ;

Selon l'article 581 du CGI, le taux de la taxe sur la propriété foncière est fixé à 0,1 %. auquel il faut ajouter les Centimes Additionnels Communaux (C.A.C.) de 10 % ce qui porte le taux à 0,11% ;

La déclaration de la taxe foncière est obligatoirement souscrite et la taxe payée au service des impôts du lieu de situation de l'immeuble.

Selon l'article 582 du CGI, la taxe foncière est exigible le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. Elle doit être acquittée spontanément au plus tard le 31 mars, sur la déclaration du redevable ou de son représentant.

Tout contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais fait l'objet d'une mise en demeure. A défaut de réponse dans les vingt (20) jours, il est taxé d'office. L'Inspecteur évalue la base d'imposition et la notifie au contribuable qui dispose d'un délai de vingt (20) jours pour présenter ses observations. Ce délai expiré, la notification devient définitive.

Le retard dans la déclaration de taxe foncière est sanctionné par une pénalité égale à un droit en sus .

L'absence de déclaration constatée par procès-verbal est sanctionnée par une amende de 10 000 francs par an et une astreinte de 500 francs par jour jusqu'à production de ladite déclaration. Ces amendes et astreintes sont cumulatives de la pénalité de retard .

En cas d'insuffisance d'évaluation de la base d'imposition ou de taxation d'office, une pénalité de 100 % est appliquée aux droits éludés .

Le retard dans le paiement de l'impôt est sanctionné par un intérêt de 10 % par mois ou fraction de mois de retard, sans pouvoir excéder 100 % du principal de l'impôt.

## **B- L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe Foncière**

Notons , TF : le montant de la Taxe Foncière.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 6411 – Impôts fonciers et taxes annexes

L'écriture est la suivante :

D	6411 - Impôts fonciers et Taxes annexes	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	TF			TF	

Exemple d'application :

Le siège social de la société SOCATAM S.A. est immeuble d'une valeur de FCFA 102 000 000 .

**Travail A Faire :**

Sachant la SOCATAM S.A. est propriétaire de l'immeuble, évaluer et comptabiliser la Taxe Foncière qu'elle a réglée au comptant par chèque.

Solution :

$$\text{La Taxe foncière} = 102\,000\,000 \times 0,11 \% = 112\,200$$

D	6411 - Impôts fonciers et Taxes annexes	C	D	52 - Banque	C
	112 200			112 200	

**Section 2 : La retenue de 5 % sur les loyers**

**A- Principes généraux**

Les dispositions de l'article 87 de la Loi de Finances N° 2002/014 du 30 décembre 2002 soumettent à un prélèvement de 5 %<sup>58</sup> les loyers d'immeubles de toute nature quel qu'en soit le bénéfice à l'exclusion des loyers dus à l'Etat et aux communes.

La retenue de 5 % n'est opérée que sur les loyers payés.

Les loyers de crédit bail ne subissent pas la retenue de 5 % sur les loyers.

La retenue de 5 % est effectuée par la personne qui paie les loyers, et qui a la charge de la reverser, à l'Administration Fiscale, dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel les loyers ont été réglés.

L'assiette de détermination est le montant brut du loyer.

La retenue à la source de 5% sur les loyers constitue pour le bailleur, un acompte de l'impôt sur le revenu.

## **B- L'évaluation et la comptabilisation de la Retenue de 5 % sur les loyers.**

Nous évaluerons la Retenue de 5 % collectée et la Retenue de 5 % retenue à la source.

### **1- L'évaluation et la comptabilisation de la Retenue de 5 % collectée sur les loyers.**

L'entreprise est tenue de collecter en cours de l'exercice, 5 % du montant brut des loyers des immeubles versés aux tiers.

Notons :

- LBV : le montant brut du loyer versé ;
- RSL : la retenue de 5 % sur le loyer ;
- LNV : le montant net du loyer versé.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 447841 – Retenue de 5 % collectée
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 622 – Locations et Charges locatives diverses

L'écriture est la suivante :

---

<sup>58</sup> Ce taux entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2004.



D	622 - Locations et Charges locatives	C
	LBV	

D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	LNV	

D	447841 - Retenue de 5 % sur loyers	C
	RSL	

Exemple d'application :

Au cours du mois de janvier 2004, la société DACAM S.A. a effectué les opérations suivantes :

- Le 02/01/2004 : la société DACAM S.A a signé avec Mr JIAUSSERAND, un contrat de location, de deux ans, d'un immeuble à usage commercial.

Le loyer mensuel brut s'élève à 2 500 000 F.

- Le 03/01/2004 : la société DACAM S.A. règle par chèque à Mr JIAUSSERAND les loyers pour la période du 01/01/2004 au 31/03/2004.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser la retenue de 5 % collectée qui résulte de cette opération, et qui sera reversée au plus tard le 15 février 2004.

Solution :

Montant des loyers réglés = 7 500 000

Retenue sur loyers = 7 500 000 x 5 % = 375 000

D	6222 - Locations de bâtiments	C
	7 500 000	

D	52 - Banque	C
		7 125 000

D	447841 - Retenue de 5 % sur loyers	C
		375 000

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de la Retenue de 5 % sur loyers retenue à la source.

La Retenue de 5 % sur loyers retenue à la source résulte des loyers des immeubles reçus par l'entreprise.

Notons :

- LBR : le montant Brut des Loyers Reçus ;
- LNR ; le montant net des Loyers Reçus ;
- RSL: la Retenue de 5% sur les loyers reçus.

En général l'entreprise reçoit le montant net des loyers. Il est alors nécessaire de retrouver le montant brut avant la comptabilisation.

$$RSL = 5 \% \times LBR$$

$$\begin{aligned} LNR &= LBR - RSL \\ &= LBR - 5 \% \times LBR \\ &= LBR (1 - 0,05) \\ &= 0,95 \times LBR \end{aligned}$$

D'où

$$\text{Montant Brut des loyers (LBR)} = \frac{\text{montant net des loyers (LNR)}}{0,95}$$

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 447849 – Retenue de 5% retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 7073 – Locations

L'écriture est la suivante :

52 - Banque ou 57 - Caisse		7073 - Locations	
D	C	D	C
LNR			LBR

  

447849 - Retenue de 5 % retenue à la source	
D	C
RSL	

Exemple d'application :

Le 31/01/2004, la société SOCATAM S.A. a reçu de la CAFEX un chèque de 17 100 000 F, en règlement des loyers de 6 mois, pour la location d'un immeuble à usage commercial.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser la Retenue de 5 % retenue à la source qui résulte de cette opération.

Solution :

$$\text{LNR} = 17\,100\,000$$

$$\text{LBR} = 17\,100\,000 / 0,95 = 18\,000\,000$$

$$\text{Retenue de 5 \%} = 900\,000$$

D	52 - Banque	C
	17 100 000	

D	7073 - Locations	C
		18 000 000

D	447849 - Retenue de 5 % etenue à la source	C
	900 000	

## **CHAPITRE IX**

### **L'IMPOT SUR LE BENEFICE ET L'IMPOT SUR LES REMUNERATIONS OCCULTES**

Lorsqu'une structure est mise sur pied, elle a pour but principal la réalisation des profits et l'extension de l'unité de production, de livraison ou de service. Seulement, ces bénéfices représentent les revenus possibles d'impôts.

Le calcul de l'impôt est fait sur la base du résultat fiscal qui est déterminé selon les règles spécifiques du droit fiscal, à partir du résultat comptable.

Le résultat final peut être imposé au titre de l'Impôt sur les Sociétés ou de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques.

Le résultat comptable encore appelé bénéfice professionnel est obtenu par la différence entre les produits d'un exercice et les charges du même exercice.

Une fois ce bénéfice professionnel obtenu, des corrections doivent être faites conformément aux règles du droit fiscal, autorisant la déduction de certaines charges et imposant la réintégration d'autres.

La fiscalité des entreprises repose sur la comptabilité des engagements. Même si les produits n'ont pas été encaissés ou les charges décaissées.

Selon la personnalité juridique de l'entreprise, son bénéfice peut être imposé :

- soit au régime de l'Impôt sur les Sociétés ;
- soit au régime de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques;

Avant de développer l'impôt sur le bénéfice, nous allons analyser l'Impôt sur les Rémunérations Occultes.

#### **Section 1 : L'Impôt sur les Rémunérations Occultes**

##### **A- Principes généraux**

Selon les dispositions de l'article 45 de la Loi de finances 2002/014 du 30 décembre 2002, les sociétés et autres personnes morales passibles de l'Impôt sur les Sociétés sont assujetties à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques à raison du montant global des sommes que, directement ou par l'entremise d'un tiers, ces sociétés ou personnes morales ont

versées au cours de la période retenue pour l'établissement de l'Impôt sur les Sociétés à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité.

Ces revenus sont taxés à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques au taux le plus élevé donc 35 % auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux ce qui porte le taux à 38,5 %..

L'Impôt sur les Rémunérations Occultes doit être réglé dans les 15 jours suivant le dépôt de la Déclaration Statistique et Fiscale.

La base d'imposition est constituée par la somme des rémunérations occultes après abattement d'un montant forfaitaire de 500 000 FCFA.

### **B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Rémunérations Occultes**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 131 – Résultat net : Bénéfice
- 139 – Résultat net : Perte
- 441 – Etat, Impôts sur les bénéfices
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

131 - Résultat net : bénéfices ou 139 - Résultat net : perte		
D		C
	IRO	

891 - Impôts sur les bénéfices		
D		C
	IRO	

891 - Impôts sur les bénéfices		
D		C
	IRO	

441 - Etat, Impôts sur les bénéfices		
D		C
	IRO	

Lors du règlement on passe l'écriture

D 441 - Etat, Impôts sur le bénéfice C		D ou 52 - Banque ou 57 - Caisse C	
IRO		IRO	

Exemple d'application :

A la fin de l'exercice 2003, l'analyse des charges de la société SOCATEX S.A. fait ressortir des dons non fiscalement déductibles ( dont l'identité des personnes bénéficiaires n'a pas été révélée à l'Administration Fiscale) d'un montant de 22 500 000 F.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser les impôts sur le revenu qui résulte de cette distribution occulte de revenus .

Solution :

Détermination de l'IRO sur les dons non déductibles

$$\text{IRO} = ( 22\,500\,000 - 500\,000 ) \times 38,5 \% = 8\,470\,000$$

Les impôts sur revenu qui résulte de cette opération = 8 470 000

D 131 - Résultat net : bénéfices ou 139 - Résultat net : perte C		D 891 - Impôts sur les bénéfices C	
8 470 000		8 470 000	

  

D 891 - Impôts sur les bénéfices C		D 441 - Etat, Impôts sur les bénéfices C	
8 470 000		8 470 000	

## **Section 2- L'Impôt sur les Sociétés**

### **A- Principes généraux**

Selon les articles 2 et 3 du Code Général des Impôts, il est établi un impôt sur le bénéfice (obtenu sur une période de 12 mois) des entreprises de capitaux. Cet impôt est désigné sous le nom d'Impôt sur les Sociétés.

Le taux de l'Impôt sur les Sociétés est de 35 % auquel il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux ce qui porte le taux à 38,5 %.

L'Impôt sur les Sociétés s'applique de plein droit :

- Aux sociétés anonymes ;
- Aux sociétés à responsabilité limitée ;
- Aux sociétés en commandite par actions ;
- Aux sociétés coopératives et leurs unions;
- Aux organismes d'Etat jouissant de l'autonomie financière;
- A certaines sociétés civiles<sup>59</sup>.

L'Impôt sur les Sociétés s'applique sur option irrévocable aux sociétés de personnes et aux sociétés civiles. L'option est irrévocable et doit être signée par tous les associés et notifié à l'inspecteur du lieu d'imposition dans les trois mois du début de l'exercice.

Les sociétés soumises à l'Impôt sur les Sociétés ont une personnalité fiscale distincte de celle des associés du fait de l'existence d'un patrimoine distinct; Elles sont donc imposées sur leur résultat et ont la qualité de contribuable.

Les sociétés exonérées du paiement de l'IS sont énumérées à l'Art. 4 al. 1 à 12 du CGI.

Sous réserves des conventions internationales, l'IS est un impôt territorial qui ne s'applique qu'au bénéfice tiré des opérations réalisées au Cameroun ou des entreprises exploitées sur le sol national.

De la lecture de l'Art. 6 du CGI, le bénéfice imposable est le bénéfice comptable corrigé déterminé d'après le résultat global des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise au cours de la période.

---

<sup>59</sup> Sont passibles de l'IS.:

- les sociétés civiles qui se livrent à une exploitation ou à des opérations de nature commerciale, industrielle, artisanale ou agricole;
- les sociétés civiles qui comprennent parmi leurs membres une ou plusieurs sociétés de capitaux.



En effet, la détermination du résultat comptable respecte beaucoup plus les règles comptables que fiscales. A ce propos l'al. 2 de l'Art. 6 précise que: "le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt diminué des suppléments d'apport et augmenté des prélèvements effectués au cours de la période par les associés ..."

Or selon les règles fiscales :

- certaines charges ne sont pas totalement déductibles ;
- certains produits ne sont pas imposables.

De fait, le résultat fiscal s'obtient en apportant au résultat comptable les corrections nécessaires dans la Déclaration Statistique et Fiscale (travail extra comptable) adressée à l'Administration Fiscale.

Le principe de détermination du résultat fiscal est donné dans le tableau de passage du résultat comptable avant impôt au résultat fiscal de la Déclaration Statistique et Fiscale :

Résultat comptable avant impôt

- + réintégration des charges non fiscalement déductibles
  - déduction des charges non comptabilisés et reconnues par l'Administration Fiscale
  - déduction des produits non imposables.
- 

= Résultat fiscal

L'impôt sur les Sociétés calculé sur le bénéfice fiscal est diminué du montant des acomptes payés au cours de l'exercice. Le solde est acquitté spontanément en un versement unique au plus tard le 31 mars.

## **1- Les charges non fiscalement déductibles (Art. 7 CGI)**

Sont considérées comme charges non fiscalement déductibles :

- la fraction excédentaire des rémunérations versées aux dirigeants associés.

En effet, les rémunérations de caractère salarial attribuées aux dirigeants associés ne sont déductibles qu'à concurrence d'un montant égal à 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause. Si l'exercice concerné est déficitaire, on retient pour le calcul la limite de 10 % du bénéfice du dernier exercice non prescrit fiscalement parlant. Lorsqu'il s'agit des entreprises de travaux publics, la limitation est de 5 % du Chiffre d'Affaires, pour les sociétés à responsabilité limitée, la limite est de ¼ du bénéfice déclaré par l'entreprise ;

- la fraction excédentaire des commissions versées à des bureaux d'achats situés à l'étranger.

Il s'agit des commissions et courtage versées à des bureaux d'achats situés à l'étranger à concurrence d'un montant à 5 % du montant des achats FOB (Art. 7 al. 1 d2) ;

- les frais de location des biens meubles consentis par des associés ou actionnaires dirigeants détenant directement ou indirectement plus de 10 % du capital de la société( Art. 7 al. 2).

- la fraction excédentaire des frais de location versés à l'étranger.

En effet, les frais de location versés à l'étranger ne sont déductibles qu'à concurrence de 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause ;

- la fraction excédentaire des sommes versées, sous forme de dons ou subventions, à des services ou à des organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, sportif, scientifique, social et familial. Ces dons et subventions respectant les conditions imposées par le Code Général des Impôts ne sont déductibles qu'à concurrence de 0,5 % du Chiffre d'Affaires ( (Art. 7 al. A , 5 du CGI);

- les dons et subventions ne respectant pas les conditions imposées par le Code Général des Impôts ;

- la fraction excédentaire des rémunérations de certains services effectifs (études, assistance technique, financier ou comptable) rendus aux entreprises camerounaises par des personnes physiques ou morales étrangères. Les frais de siège et d'assistance technique ainsi versés à l'étranger ne sont déductibles qu'à concurrence d'un montant égal à 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction des frais en cause. Si l'exercice concerné est déficitaire, on retient pour le calcul la limite de 10 % du bénéfice du dernier exercice non prescrit fiscalement parlant. Lorsqu'il s'agit des entreprises de travaux publics, la limitation est de 5 % du Chiffre d'Affaires, et 15 % du Chiffre d'Affaires pour les bureaux d'études fonctionnant conformément à la réglementation relative aux bureaux d'études et d'ingénieurs conseils (Art. 7 al. A, 1 d1);

- les sommes versées pour utilisation des brevets, marques, dessins et modèle en cours de validité, dans l'hypothèse où l'entreprise concédante serait sise hors de la CEMAC et participerait directement ou indirectement, soit au capital, soit à la gestion de l'entreprise bénéficiaire (Art. 7 al. A, 1 d3);

- la fraction excédentaire des intérêts servis aux associés à raison des sommes qu'ils laissent ou mettent à la disposition de la société en sus de leurs parts de capital. Les comptes courants associés sont rémunérés à la limite du taux des avances de la Banque Centrale majorée de deux points ( Art. 7 al. B);

- les cotisations patronales d'assurances chômage versées au Cameroun ou à l'étranger pour du personnel expatrié. En revanche, sont déductibles, les cotisations patronales d'assurance chômage :

- versées au Cameroun pour le personnel français ;
- versées en France pour le personnel français ;

- les primes d'assurance maladie versés à l'étranger au profit du personnel camerounais et expatrié. Toutefois, les primes versées en France sont déductibles.

- la fraction excédentaire des amortissements. En effet, l'article 7 al. D du CGI, les taux d'amortissement maximum pour les immobilisations sont fixés comme suit :

### Constructions

Bâtiments commerciaux, industriels, garages, ateliers, hangars .....	5%
Cabines de transformations : .....	5%
Installations de chute d'eau, barrage : .....	5%
Usines: .....	5%
Maisons d'habitation .....	5%
Fours à chaux, plâtre .....	10%
Fours électriques : .....	10%
Bâtiments démontables ou provisoires: .....	20%

### Matériel et outillage fixe

Chaudières à vapeur: .....	10%
Cuve en ciment: .....	5%
Lignes de transport d'énergie électrique	
• en matériaux définitifs: .....	15%
• en matériaux provisoires: .....	20%
Machines à papier et à coton : .....	10%
Matériel de raffinage de pétrole (reforming, visbreaking,	
Matériel de distillation): .....	10%
Presses hydrauliques: .....	10%
Presses compresseurs: .....	10%
Moteurs à huile lourde: .....	10%
Réservoirs à pétrole : .....	10%
Transformateurs lourds de forte puissance : .....	10%
Turbines et machines à vapeur: .....	10%

### Matériel mobile

Pétrins mécaniques, malaxeurs: .....	15%
Excavateurs: .....	15%
Foudres, cuves de brasserie, de distillation ou de vérification: .....	10%
Appareil à découper le bois : .....	20%
Appareil d'épuration, de tirage : .....	10%
Appareil de laminage, d'essorage: .....	10%
Machines outils légers, tours, mortaiseuses, raboteuses, perceuses: ....	20%

Matériel d'usines y compris machines outils .....	20%
Marteaux pneumatiques: .....	20%
Perforatrices : .....	20%
Outils à main dit petit outillage : .....	100%

### Matériel de Transport

Charrettes : .....	25%
Matériel naval et aérien : .....	20%
Fûts de transport (bière, vin) : .....	20%
Fûts de transport métalliques : .....	20%
Containers : .....	25%
Matériel automobile :	
• Léger utilisé en ville : .....	25%
• Léger de location ou auto-école : .....	33,33%
• Lourd ou utilisé en brousse : .....	33,33%
Tracteurs.....	20%
Tracteurs utilisés par les forestiers.....	33,33%
Matériel de manutention portuaire :	
• Véhicules élévateurs: .....	20%
• Grosses grues: .....	10%
• Grues automotrices: .....	10%
Voies de chemin de fer .....	5%
Wagons de transport .....	5%

### Mobiliers, agencements et installations

Agencements, aménagements, installations, .....	10%
Mobilier de bureau ou autre: .....	10%
Matériel informatique .....	25%
Matériel reprographique: .....	33,33%

### Amortissements spéciaux

#### Armement de pêche

Navires de pêche . .....	15%
--------------------------	-----

### Hôtels, cafés, restaurants

Verrerie, vaisselle, ustensiles de cuisine.....	50%
Lingerie: .....	33,33%
Argenterie : .....	20%

Aménagements décoratifs:.....	20%
Tapis, rideaux, tentures.....	25%
Réfrigérateurs, climatiseurs : .....	25 %
Fourneaux de cuisine : .....	20%

#### Matières plastiques (moulage)

Moules: .....	33,33%
Préchauffeurs ou étuves : .....	20%
Pastilleuses : .....	20%
Presses à injection : .....	20%
Machines à former par le vide : machines à métalliser : .....	20%
Machines à souder et à découper: .....	20%
Presses à compression : .....	10%
Machines à gélifier, à boudiner .....	20%
Presses à transfert: .....	10%

#### Matériels soumis à l'action des produits chimiques

Lessiveuses, diffuseurs: .....	20%
Appareils de récupération des produits : .....	20%
Appareils de blanchissement: .....	20%
Appareils de cuisson : .....	20%

- les amortissements comptabilisés mais réputés différés en période déficitaire. Les entreprises doivent pratiquer obligatoirement l'amortissement linéaire de leurs immobilisations, et ce même en cas de perte fiscale. Toutefois, elles peuvent sur le plan fiscal, différer ces amortissements et les reporter sans limitation de durée contrairement aux déficits fiscaux qui sont perdus, à défaut d'imputation, au bout de quatre exercices (Loi de finances 1994-1995) ;

- les provisions non déductibles. Pour qu'une provision soit déductible, elle doit respecter les conditions suivantes :

- Elle doit correspondre à une dépréciation ou à une charge qui, si elle était intervenue au cours de l'exercice eût été déductibles ;
- Cette perte ou cette charge doit être nettement précisée ;
- Cette perte ou cette charge doit être probable et non simplement éventuelle ;
- Cette perte ou cette charge doit trouver sa source ou son origine dans des faits survenus au cours de l'exercice ;

Les provisions non déductibles les plus courantes sont :

- les provisions pour impôt sur les sociétés ;
- les provisions pour amendes et pénalités
- les provisions pour congés payés et voyages y relatifs ;
- les provisions de propre assureur ;

- les provisions pour reconstitution d'immobilisation ;
- les provisions pour entretien et réparation (exception faite des provisions faites pour de grosses réparations de matériel naval ou de chaînes industrielles ;
- les provisions pour dépréciation du fonds de commerce ;
- les provisions pour perte de change ;

Concernant les provisions pour créances douteuses, constituées lorsqu'un client connaît une situation financière difficile, voir compromise, il est à noter que l'Administration Fiscale exige qu'une action en contentieux ait été intentée, pour admettre la déductibilité de telles provisions ;

- les amendes et pénalités non déductibles (Art. 7 al. A, 3 du CGI).
- les cotisations patronales d'assurances chômage versées au Cameroun ou à l'étranger pour du personnel expatrié. En revanche, sont déductibles, les cotisations patronales d'assurance chômage :
  - \*versées au Cameroun pour le personnel français,
  - \* versées en France pour le personnel français.

## **2- Les charges non comptabilisées et reconnues par l'Administration Fiscale**

Font partie de cette catégorie :

- les amortissements antérieurement différés et imputés sur l'exercice ;
- les provisions antérieurement taxées ou définitivement exonérées et réintégrées dans le résultat de l'exercice ;
- les rémunérations déductibles des associés de sociétés de capitaux ;
- les frais de siège déductibles.

## **3- Les produits non imposables**

Sont considérés comme produits non imposables :

- la fraction non imposable des plus values réalisées en fin d'exploitation (Art. 8 CGI).
- les produits nets des filiales .

Selon l'article 13 du CGI, les dividendes des filiales dont la société mère possède moins de 25 % du capital, sont imposées à concurrence de 90 % du net perçu (les sociétés mères et leurs filiales doivent avoir leur siège dans la zone CEMAC).

- les autres revenus mobiliers déductibles.
- la fraction non imposable des exportations des produits industriels fabriqués au Cameroun. Selon, l'article 10 de la loi de finances N° 95/010 du 01 juillet 1995, toute entreprise régulièrement établie qui exporte une partie ou la totalité de sa production industrielle bénéficie d'une incitation à l'exportation qui lui est octroyée sous forme d'une déduction de son revenu imposable d'un montant non reportable égal à 0,5 % de la valeur FOB des exportations de ses produits finis ou semi-finis transformé.

## B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Sociétés

L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Sociétés varient selon que le résultat de l'entreprise est un bénéfice ou une perte.

### 1- Cas où l'entreprise réalise un bénéfice

Le bénéfice net avant impôt qui résulte de la différence entre les produits et les charges est inscrit au crédit du compte 131 – Résultat net : Bénéfice.

Après avoir effectué les redressements dans le tableau de passage du résultat comptable avant impôt au résultat fiscal, on détermine le montant de l'impôt dans le tableau de détermination de l'impôt sur le résultat.

Les éléments à utiliser pour la comptabilisation sont : IS (montant de l'Impôt sur les Sociétés déterminé à partir du bénéfice fiscal), l'acompte IS, l'IRCM retenue à la source, la Retenue de 5 % retenue à la source sur les loyers (RSL).

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 131 – Résultat net : Bénéfice
- 441 – Etat, Impôts sur les bénéfices
- 447839 – IRCM retenue à la source
- 447849 – Retenue de 5 % retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

D	131 - Résultat net : bénéfices	C
	IS	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		IS

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	IS	

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
		IS

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
	Avce/impôt	

D	447839 - IRCM retenue à la source	C
		IRCM

\* Avce/impôt = IRCM + RSL + acpte IS

D	447849 - Retenue 5 % sur loyers	C
		RSL

D	441 - Etat, acompte IS	C
		acpte IS

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
	Avce/impôt	IS
	SC : IS - Avce/impôt	
	IS	IS

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = IS - Avce/impôt**

## 2- Cas où l'entreprise réalise une perte

La perte net avant impôt qui résulte de la différence entre les produits et les charges est inscrit au crédit du compte 139 – Résultat net : Perte.

Après avoir effectué les redressements dans le tableau de passage du résultat comptable avant impôt au résultat fiscal, on détermine le montant de l'impôt dans le tableau de détermination de l'impôt sur le résultat.

Les éléments à utiliser pour la comptabilisation sont : 1,1 % C.A. , l'acompte IS, l'IRCM retenue à la source, la Retenue de 5 % retenue à la source sur les loyers (RSL).



Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 139 – Résultat net : Perte
- 441 – Etat, Impôts sur les bénéfices
- 447839 – IRCM retenue à la source
- 447849 – Retenue de 5 % retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

D	139 - Résultat net : Perte	C
	1,1 % C.A.	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		1,1 % C.A.

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	1,1 % C.A.	

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
		1,1 % C.A.

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
	Avce/impôt	

D	447839 - IRCM retenue à la source	C
		IRCM

\* Avce/impôt = IRCM + RSL + acpte IS

D	447849 - Retenue 5 % sur loyers	C
		RSL

D	441 - Etat, acompte IS	C
		acpte IS

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
	Avce/impôt	1,1% C.A.
SC : 1,1%CA - Avce/impôt		
	1,1 % C.A.	1,1 % C.A.

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = 1,1 % C.A. - Avce/impôt**

Exemple d'application :

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite, en tant qu'expert fiscal, pour la détermination de son Impôt sur les Sociétés pour l'exercice 2002 et met à votre disposition les informations suivantes :

- le bénéfice fiscal de l'exercice 2002 s'élève à 305 875 325 FCFA ;
- l'acompte IS versé au cours de l'exercice 2002 qui s'élève à 35 285 777 FCFA a été enregistré dans le compte 441 « Etat, Impôts sur les bénéfices ».

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser l'Impôt sur les Sociétés de l'entreprise SOCATAM pour l'exercice 2002.

Solution :

$$IS = 305\,875\,000 \times 38,5\% = 117\,761\,875$$

D	131 - Résultat net : bénéfices	C
	117 761 875	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		117 761 875

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	117 761 875	

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
		117 761 875

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	441 - Etat, Impôts sur les bénéfices	C
	35 285 777	117 761 875
SC :	82 476 098	
	117 761 875	117 761 875

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = 82 476 098**

### **Section 3 : L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux**

#### **A- Principes généraux**

Les dispositions du chapitre 2 de la Loi de finances 2002/014 du 30 décembre 2002 institue l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux en remplacement de la Taxe Proportionnelle sur les Bénéfices.

Les entreprises qui n'ont pas une personnalité juridique différente de celles de leurs propriétaires relèvent de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques et sont imposées à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux.

Les entreprises industrielles n'ayant pas de personnalité fiscale distincte de celle de leur propriétaire du fait même de l'absence de personnalité juridique n'ont pas la qualité de contribuable au regard des BIC/BNC, les redevables seront évidemment les propriétaires mêmes de ces entreprises.

Il s'agit :

- des entreprises individuelles ;
- des sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés :
  - \* sociétés en nom collectif ;
  - \* sociétés en commandite simple ;
  - \* sociétés en participation et syndicats financiers ;
- des sociétés civiles.

Selon l'article 69 de la Loi de finances 2002/014 du 30 décembre 2002, l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux est calculé par application du barème ci-après sur la base de calcul annuel (Ba) :

- De 0 à 2 000 000	10 %
- De 2 000 001 à 3 000 000	15 %
- De 3 000 001 à 5 000 000	25 %
- Plus de 5 000 000	35 %

Notons :

IBIC : l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ;

IBNC : l'Impôt sur les Bénéfices Non Commerciaux

BI : le Bénéfice Imposable ;

Ba : la base de calcul annuel  $Ba = BI - 500\,000$ .

Soit  $Ba_1, Ba_2, \dots, Ba_N$ , les tranches de Ba et  $t_1, t_2, \dots, t_N$ , les taux du barème annuel de la base correspondant à  $Ba_1, Ba_2, \dots, Ba_N$ .

Diviser Ba suivant les tranches du barème annuel :  $Ba_1, Ba_2, \dots, Ba_N$ ,

Multiplier chaque tranche de la base annuel par le taux correspondant figurant au barème pour l'impôt suivant :

$$Ba_1 \times t_1 + Ba_2 \times t_2 + \dots + Ba_N \times t_N = IBIC \text{ ou } IBNC$$

$$IBIC \text{ ou } IBNC (\text{global}) = IBIC/IBNC + 10 \% IBIC/IBNC$$

L'assiette d'imposition varie :

- Pour les contribuables soumis au régime du réel normal.

Le bénéfice imposable est le bénéfice fiscal déterminé comme en matière d'Impôt sur les Sociétés. Toutefois, en ce qui concerne les charges, la rémunération de l'exploitant individuel est déductible à condition qu'elle corresponde à un travail effectif et ne soit pas excessive par rapport au service rendu ;

- Pour les contribuables soumis au régime du réel simplifié, le bénéfice imposable est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession.

- Pour les contribuables soumis au régime de base, le bénéfice imposable est déterminé par application au chiffre d'affaires réalisé par le contribuable du taux de bénéfice fixé par décret.

L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux est diminué du montant des acomptes payés au cours de l'exercice. Le solde est acquitté spontanément en un versement unique au plus tard le 31 mars.

## **B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux**

L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux varient selon que le résultat de l'entreprise est un bénéfice ou une perte.

### **1- Cas où l'entreprise réalise un bénéfice**

Les éléments à utiliser pour la comptabilisation sont : IBIC/IBNC (montant de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux), l'acompte l'Impôt sur les BIC/BNC , l'IRCM retenue à la source, la Retenue de 5 % retenue à la source sur les loyers (RSL).

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 131 – Résultat net : Bénéfice
- 44712 – Etat, Impôts général sur le revenu
- 447839 – IRCM retenue à la source
- 447849 – Retenue de 5 % retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

D	131 - Résultat net : bénéfices	C
	IBIC/IBNC	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		IBIC/IBNC

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	IBIC/IBNC	

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
		IBIC/IBNC

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
	Avce/impôt	

D	447839 - IRCM retenue à la source	C
		IRCM

\* Avce/impôt = IRCM + RSL + acpte de l'IBIC/IBNC

D	447849 - Retenue 5 % sur loyers	C
		RSL

D	44712 - Etat, acompte de l'impôt/BIC-BNC	C
		acpte de l'IBIC/IBNC

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
	Avce/impôt	IBIC/IBNC
SC : IBIC/IBNC - Avce/impôt		
	IBIC/IBNC	IBIC/IBNC

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = IBIC/BNC - Avce/impôt**

## 2- Cas où l'entreprise réalise une perte

Les éléments à utiliser pour la comptabilisation sont : 1,1 % C.A. , l'acompte l'Impôt sur les BIC/BNC , l'IRCM retenue à la source, la Retenue de 5 % retenue à la source sur les loyers (RSL).

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 139 – Résultat net : Perte
- 44712 – Etat, Impôts général sur le revenu
- 447839 – IRCM retenue à la source

- 447849 – Retenue de 5 % retenue à la source
- 52 – Banque
- 57 – Caisse
- 891 – Impôts sur les bénéfices de l'exercice

L'écriture est la suivante :

D	139 - Résultat net : Perte	C
	1,1 % C.A.	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	1,1 % C.A.	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	1,1 % C.A.	

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
	1,1 % C.A.	

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
	Avce/impôt	

D	447839 - IRCMretenue à la source	C
	IRCM	

\* Avce/impôt = IRCM + RSL + acpte de l'IBIC/IBNC

D	447849 - Retenue 5 % sur loyers	C
	RSL	

D	44712 - Etat, acpte de l'Impôt/BIC-BNC	C
	acpte de l'IBIC/IBNC	

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	44712 - Etat, Impôts sur le revenu	C
	Avce/impôt	1,1% C.A.
SC: 1,1%CA - Avce/impôt		
	1,1 % C.A.	1,1 % C.A.

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = 1,1 %C.A. - Avce/impôt**

Exemple d'application :

L'établissement JIAUSSERAND (entreprise individuelle soumis au régime du réel normal, situé à Douala) vous sollicite, en tant qu'expert fiscal, pour la détermination de son Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux pour l'exercice 2002 et met à votre disposition les informations suivantes :

- le bénéfice fiscal de l'exercice 2002 s'élève à 75 875 325 FCFA ;
- l'acompte IS versé au cours de l'exercice 2002 qui s'élève à 8 821 241 FCFA a été enregistré dans le compte 44712 « Etat, Impôts sur le Revenu ».

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux de l'établissement JIAUSSERAND pour l'exercice 2002.

Solution :

Le Bénéfice Imposable = 75 875 000

Ba = 75 875 000 - 500 000 = 75 375 000



Les calculs donnent :

$(2\,000\,000 - 0) \times 10\%$	=	200 000
$(3\,000\,000 - 2\,000\,000) \times 15\%$	=	150 000
$(5\,000\,000 - 3\,000\,000) \times 25\%$	=	500 000
$(75\,375\,000 - 5\,000\,000) \times 35\%$	=	24 631 250
Impôt sur le BIC		<u>25 481 250</u>

IBIC en principal = 25 481 250

**IBIC (avec CAC) = 28 029 375**

D	131 - Résultat net : bénéfices	C
	28 029 375	

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
		28 029 375

D	891 - Impôts sur les bénéfices	C
	28 029 375	

D	44712 - Etat, Impôts sur le Revenu	C
		28 029 375

Le solde de l'impôt sur le revenu à payer en fin d'exercice est:

D	44712 - Etat, Impôts sur le Revenu	C
	8 821 241	28 029 375
SC :	19 208 134	
	<u>28 029 375</u>	<u>28 029 375</u>

**Le solde de l'impôt sur le revenu à payer est = 19 208 134**

## **CHAPITRE X**

### **LES FISCALITES SPECIFIQUES**

Ce chapitre concerne les impôts et taxes propres aux activités forestières et aux activités pétrolières.

#### **Section 1 : La Fiscalité forestière**

Nous allons développer dans cette section :

- la Taxe d'Abattage ;
- le cautionnement ;
- la redevance forestière annuelle ;
- la surtaxe à l'exportation ;
- la taxe d'entrée usine ;

#### **A- La Taxe d'Abattage ( TA)**

##### **1- Principes généraux**

Selon l'article 242 du CGI, l'abattage des grumes, réalisé par les entreprises détentrices des assiettes de coupe, génère la Taxe d'Abattage. Cette taxe doit être liquidée et réglée dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel l'abattage a été effectué.

Le taux de la Taxe d'Abattage est de 2,5 %.

La base d'imposition est la valeur FOB des grumes provenant des titres d'exploitation forestière de toute nature. La valeur FOB est fixée tous les semestres par l'Administration. L'arrêté précise ; la nature de l'essence, la valeur FOB de l'essence selon zone, le pourcentage de la décote, l'assiette, le taux et la taxe par mètre cube.

Le défaut d'acquittement de la taxe d'abattage due entraîne la suspension des exportations de l'exploitant en cause.

##### **2- L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe d'Abattage**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4428 – Etat, Autres impôts et taxes
- 6418 – Autres impôts et taxes directs
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons :

V : le volume (en m<sup>3</sup>) des essences abattus ;

ta/m<sup>3</sup> : la Taxe d'Abattage (par m<sup>3</sup>) inscrit dans l'arrêté publié par l'Administration ;

$$TA = V \times ta/m^3$$

L'écriture est la suivante :

D 6418 - Autres impôts et taxes directs C		4428 - Etat, Autres impôts et taxes ou 52 - Banque ou 57 - Caisse C	
TA		TA	

### Exemple d'application :

Au cours du mois de février 2002, la Compagnie Forestière de l'Est a abattu 10 000 m<sup>3</sup> de sapelli en zone 1. L'arrêté publié par l'Administration indique que, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2002, la Taxe d'Abattage par m<sup>3</sup> s'élève à 3 229 FCFA.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la Taxe d'Abattage générée par cette opération effectuée par la Compagnie Forestière de l'Est au cours du mois de février 2002. La Compagnie Forestière de l'Est réglera cette taxe avant le 15 mars 2002.

### Solution :

$$TA = 10\,000 \times 3\,229 = 32\,290\,000$$

D 6418 - Autres impôts et taxes directs C		D 4428 - Etat, Autres impôts et taxes C	
32 290 000		32 290 000	

## **B- Le cautionnement**

Selon l'article 245 du CGI, les entreprises forestières doivent constituer un cautionnement auprès d'une banque de premier ordre agréée par l'Autorité Monétaire. Ce cautionnement bancaire est destiné à la couverture des obligations fiscales, des obligations environnementales et des obligations prévues dans les cahiers de charges et les plans d'aménagement.

Le cautionnement doit être constitué dans un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la date de notification de la sélection, de l'entreprise, pour la vente de coupe, ou de l'accord de l'Administration pour les concessions, ou à compter du premier jour de l'exercice fiscal pour les anciens titres.

Le défaut de production de la caution bancaire dans le délai imparti entraîne l'annulation d'office du titre d'exploitation forestière attribué.

Son montant est égal à une fois celui de la redevance forestière annuelle pour le titre concerné.

Toutefois, si en cours de l'exercice la caution est partiellement ou entièrement réalisée, l'exploitant est tenu de la reconstituer dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la réalisation de la caution sous peine de suspension du titre d'exploitation en cause. Si la caution n'est pas reconstituée dans un délai de trente (30) jours après la suspension du titre, celui-ci est alors annulé d'office.

## **C- La Redevance Forestière Annuelle ( RFA)**

### **1- Principes généraux**

Selon l'article 243 du CGI, l'attribution ou le renouvellement du titre d'exploitation, aux entreprises forestières pour la vente de coupe ou pour les concessions, génère la Redevance Forestière Annuelle.

Pour la vente de coupe, la Redevance Forestière Annuelle est payée dans un délai de quarante cinq (45) jours suivant la date de notification de l'attribution ou de renouvellement du titre d'exploitation.

Pour les concessions, la Redevance Forestière Annuelle est payée dès la première année de la convention provisoire. Elle est payable en trois (3) tranches d'égale montant au plus tard le 15 mars, le 15 juin et le 15 septembre de chaque année.

La Redevance Forestière Annuelle est assise sur la superficie du titre d'exploitation.

La Redevance Forestière Annuelle est constituée du prix plancher et de l'offre financière.

Le prix plancher est fixé comme suit :

- Ventes de coupe 2 500 francs par hectare ;
- Concessions 1 000 francs par hectare ;

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de la Redevance Forestière Annuelle

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 6412 – Patentes, licences et taxes annexes
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons RFA : la Redevance Forestière Annuelle

L'écriture est la suivante :

D	6412 - Patentes, licences et taxes annexes	C	D	52 - Banque ou 57 - Caisse	C
	RFA			RFA	

### Exemple d'application :

Le 02 janvier 2003, la Société Africaine de Bois a reçu la notification de renouvellement du titre d'exploitation forestière, d'une assiette de coupe de 10 000 ha, pour la vente de coupe. Dans son offre financière, elle propose en plus du plancher, 2 000 FCFA/ha.

### **Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la Redevance Forestière Annuelle que la Société Africaine de Bois a réglé par chèque le 05 janvier 2003.

**Solution :**

La Redevance Forestière Annuelle (RFA) pour la vente de coupe s'élève à :

$$\text{RFA} = 10\,000 \times 4\,500 = 45\,000\,000$$

D	6412 - Patentes, licences et taxes annexes	C	D	52 - Banque	C
	45 000 000				45 000 000

**D- La Surtaxe à l'Exportation ( SE)****1- Principes généraux**

Selon l'article 244 du CGI, l'exportation de certaines essences en grumes génère la Surtaxe à l'Exportation ( SE).

La Surtaxe à l'Exportation doit être liquidé et réglé dans les 15 jours suivant le semestre au cours duquel l'exportation a été effectué.

Les taux de la Surtaxe à l'Exportation sont fixés comme suit :

- Ayous	4 000 FCFA/m <sup>3</sup>
- Essences de promotion de première catégorie autres que l'Ayous	3 000 FCFA/m <sup>3</sup>
- Essences de promotion de deuxième catégorie	500 FCFA/m <sup>3</sup>

**2- L'évaluation et la comptabilisation de la Surtaxe à l'Exportation**

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4428 – Etat, Autres impôts et taxes
- 6418 – Autres impôts et taxes directs
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons SE: la Surtaxe à l'Exportation

L'écriture est la suivante :

		4428 - Etat, Autres impôts et taxes	
		ou 52 - Banque	
D	6418 - Autres impôts et taxes directs	C	
SE		D	ou 57 - Caisse
		C	SE

**Exemple d'application :**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2003, la Compagnie Forestière de l'Est a exporté vers la France 100 000 m<sup>3</sup> d'ayous.

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la Surtaxe à l'Exportation générée par cette opération effectuée par la Compagnie Forestière de l'Est au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2003. La Compagnie Forestière de l'Est a réglé par chèque cette Surtaxe à l'Exportation.

**Solution :**

$$SE = 100\,000 \times 4\,000 = 400\,000\,000$$

6418 - Surtaxe à l'Exportation		C	52 - Banque		C
400 000 000			400 000 000		

**E- La Taxe d'Entrée Usine ( TEU)****1- Principes généraux**

Selon l'article 244 du CGI, l'entrée des grumes, dans les unités de transformation soumises au régime de droit commun, génère la Taxe d'Entrée Usine. Cette taxe doit être liquidée et réglée dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel l'entrée a été effectuée.

Le taux de la Taxe d'Entrée Usine est de 2,25 %.

La base d'imposition est la valeur FOB des grumes provenant des titres d'exploitation forestière de toute nature. La valeur FOB est fixée tous les semestres par l'Administration.

L'arrêté précise ; la nature de l'essence, la valeur FOB de l'essence, le pourcentage de la décote, l'assiette, le taux et la taxe par mètre cube.

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe d'Entrée Usine

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 4428 – Etat, Autres impôts et taxes
- 6418 – Autres impôts et taxes directs
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons :

V : le volume (en m<sup>3</sup>) des essences entrés à l'usine ;

teu/m<sup>3</sup> : la Taxe d'Entrée Usine (par m<sup>3</sup>) inscrit dans l'arrêté publié par l'Administration ;

$$\text{TEU} = V \times \text{teu/m}^3$$

L'écriture est la suivante :

D    6418 - Autres impôts et taxes directs    C		4428 - Etat, Autres impôts et taxes ou 52 - Banque ou 57 - Caisse    C	
TEU		TEU	

### Exemple d'application :

Au cours du mois de février 2002, la société EGTFRC CORON a introduit dans son unité de transformation 5 000 m<sup>3</sup> d'okoumé. L'arrêté publié par l'Administration indique que, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2002, la Taxe d'Entrée Usine par m<sup>3</sup> s'élève à 1 125 FCFA.

### Travail A Faire :

Evaluer et comptabiliser le montant de la Taxe d'Entrée Usine générée par cette opération effectuée par la société EGTFRC CORON au cours du mois de février 2002. La EGTFRC CORON réglera cette taxe avant le 15 mars 2002.



**Solution :**

$$\text{TEU} = 5\,000 \times 1\,125 = 5\,625\,000$$

D	6418 - Autres impôts et taxes directs	C	D	4428 - Etat, Autres impôts et taxes	C
	5 625 000				5 625 000

**Section 2 : La Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP)****A- Principes généraux**

Selon l'article 229 du CGI, la vente ou la livraison à soi-même de certains produits pétroliers qui sont : l'essence super, le gas-oil génère la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers. Cette taxe doit être liquidée et réglée dans les 15 jours suivant le mois au cours duquel la vente ou la livraison a été effectuée.

Selon l'article 232 du CGI, le fait générateur de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est constitué par :

- la livraison des produits taxables par la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) aux compagnies distributrices ;
- la livraison des produits taxables par la Société Nationale de Raffinage (SONARA) aux personnes morales ou physiques autres que les compagnies distributrices.
- la livraison par la Société Nationale de Raffinage (SONARA) des produits taxables ne transitant pas par les entrepôts de la SCDP ;
- la première utilisation de produits pétroliers lorsqu'il s'agit des livraisons à soi-même.

Toutefois, les produits pétroliers taxables destinés à l'avitaillement des bateaux de pêche sont exonérés de la TSPP dans la limite des quotas trimestriels de consommation autorisés par l'Administration fiscale.

La Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est due par les compagnies pétrolières distributrices des produits taxables.

Selon l'article 233 du CGI, la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est retenue à la source par la SCDP pour ses livraisons aux compagnies distributrices et par la SONARA pour ses livraisons aux personnes morales ou physiques autres que les compagnies distributrices.

## B- L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP)

Nous évaluerons la TSPP collectée et le TSPP retenue à la source.

### 1- L'évaluation et la comptabilisation de la TSPP collectée

La TSPP collectée résulte de la vente ou de la livraison à soi-même de l'essence super ou du gas-oil.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 41 – Clients et comptes rattachés
- 4461 – TSPP collectée
- 70 – Ventes
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons :

PV : le Prix de Vente du litre

CP : le Coût de Production du litre

L'écriture est la suivante :

41 - Clients et comptes rattachés			
ou 52 - Banque			
D	ou 57 - Caisse	C	
	PV		
	ou		
	CP		

  

70 - Ventes			
D		C	
		PV - TSPP	
		ou	
		CP - TSPP	

  

4461 - TSPP collectée			
D		C	
		TSPP	

## 2- L'évaluation et la comptabilisation de la TSPP retenue à la source

La TSPP retenue à la source résulte de l'achat l'essence super ou du gas-oil.

Les comptes qui peuvent être utilisés pour la comptabilisation sont :

- 40 – Fournisseurs et comptes rattachés
- 4469 – TSPP retenue à la source
- 60 – Achats et variations de stocks
- 52 – Banque
- 57 – Caisse

Notons :

PA : le Prix d'Achat du litre

L'écriture est la suivante :

		41 - Fsseurs et comptes rattachés	
		ou 52 - Banque	
		ou 57 - Caisse	
D	60 - Achats et variations de stocks	C	D
	PA - TSPP		PA
D	44619- TSPP retenue à la source	C	
	TSPP		

### Exemple d'application :

Au cours du mois d'avril 2003, la société SHELL CAMEROUN a acheté chez le fournisseur SONARA 1 000 litres de super et 3 000 litres de gas-oil.

La structure des prix en FCFA se présentent comme suit :

Eléments	Super	Gas-oil
Prix du produit	231,53	272,30
TSPP	120	65
Prix SONARA	351,53	337,30

**Travail A Faire :**

Evaluer et comptabiliser le montant de la Taxe Spéciale sur Produits Pétroliers générée par cette opération effectuée par la société SHELL CAMEROUN au cours du mois d'avril 2003.

**Solution :**

La facture d'achat se présente comme suit

Eléments	QTES	P.U	Montants
<b>Produits</b>			
- Super	1 000	231,53	231 530
- Gas-oil	3 000	272,30	816 900
			-----
Net commercial			1 048 430
<b>Taxes</b>			
- Précompte 1%			10 484
- TSPP			
Super	1 000	120	120 000
Gas-oil	3 000	65	195 000
<b>Net à payer</b>			1 373 914

D      60 - Achats et variations de stocks      C

1 048 430

D      41 - F'sseurs et comptes rattachés      C

1 373 914

D      44619- TSPP retenue à la source      C

315 000

D      447819- Précompte sur achats      C

10 484

## **ETUDES DE CAS**

### **ETUDE DE CAS N° 1**

Au 30/06/2000 les immobilisations de l'entreprise SOCATEX S.A. se présentent comme suit :

<b>Date d'acquisition</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'origine</b>	<b>Amortissement au 30/06/00</b>
01/04/98	Machine de production	28 000 000	9 450 000
01/01/98	Matériel de bureau	7 000 000	1 750 000
01/07/98	Matériel de transport (voitures)	190 000 000	72 000 000
	<b>TOTAL</b>	<b>225 000 000</b>	<b>83 200 000</b>

Le matériel de transport se compose comme suit :

- La voiture TOYOTA immatriculée LT 3490 M a été acquise le 01/01/99 à une valeur de 40 000 000 FCFA H.T.
- Toutes les autres voitures ont été acquises le 01/07/98.

Au cours de l'exercice 2000/2001, les immobilisations de la SOCATEX ont subi les modifications suivantes :

- Le 31 Janvier 2001 : La machine de production est cédée à l'entreprise ALUCAM pour un montant H.T. de 14 400 000 FCFA. Sur la facture de vente établie, la TVA a été facturée au taux de 18,7 %.

Lors de l'acquisition, la TVA (au taux de 18.7%) a été facturée par le fournisseur COMARANE (entreprise non habilitée à retenir à la source la TVA et l'acompte I.S.).

La TVA déductible/achat de 5 236 000 FCFA a déjà fait l'objet d'une déduction au cours de l'exercice 1997/1998.

Le client ALUCAM règle l'achat au comptant par chèque .

- Le 31 Mars 2001 : Le matériel de bureau est mis en rébus.

Lors de l'acquisition, la TVA (au taux de 18.7%) a été facturée par le fournisseur XEROX COMPANY.

La TVA déductible/achat de 1 309 000 FCFA a déjà fait l'objet d'une déduction au cours de l'exercice 1997/1998.

- Le 30 Avril 2001 : La voiture de tourisme TOYOTA AE80 immatriculée LT 4410 N acquise à 30 000 000 FCFA H.T. le 01/07/98, a été cédée au prix de 16 000 000 FCFA H.T, à la CAFEX. La CAFEX souscrit un billet à ordre. Un contrat de vente a été établi.

La TVA facturée à l'achat par le fournisseur n'a pas été déduite de la TVA due, mais intégrée au prix d'acquisition parce que, selon la législation fiscale camerounaise en vigueur, les voitures de tourisme ne concourent pas à la production.

**TRAVAIL A FAIRE. :**

Pour chacune des immobilisations :

- a) Déterminer le taux d'amortissement ;
- b) Déterminer l'amortissement total au jour de la cession ou de la mise en rébus ;
- c) Déterminer la valeur nette comptable au jour de la cession ;
- d) Déterminer le montant des différentes TVA générée par chacune de ces opérations ;
- e) Etablir le journal des opérations de cession ou de mise en rébus ;
- f) Déterminer le résultat sur cession.

## CORRECTION DE L' ETUDE DE CAS N° 1

### **CAS DE LA MACHINE DE PRODUCTION**

a) DETERMINATION DU TAUX D'AMORTISSEMENT :

\* Taux d'amortissement de la machine de production

$$28\,000\,000 \times X \times 27/12 = 9\,450\,000$$

$$31\,500X = 4\,725 \Rightarrow X = 15 \%$$

**Taux d'amortissement de la machine de production : 15 %**

b) DETERMINATION DE L'AMORTISSEMENT TOTAL AU JOUR DE LA CESSION

- Dotation aux amortissements pour la période allant du 01/07/00 au 31/01/01

$$28\,000\,000 \times 15\% \times 7/12 = 2\,450\,000$$

- Amortissements total au jour de la cession :

Amortissement période du 01/04/98 au 30/06/00 + amortissement période 01/07/00 au 31/01/01

$$9\,450\,000 + 2\,450\,000 = 11\,900\,000$$

**Amortissement total au jour de la cession : 11 900 000**

c) DETERMINATION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE AU JOUR DE LA CESSION

V.N.C = Valeur d'origine – amortissement total au jour de la cession

$$V.N.C. = 28\,000\,000 - 11\,900\,000 = 16\,100\,000$$

**Valeur Nette Comptable au jour de la cession : 16 100 000**

d) DETERMINATION DE LA TVA GENeree PAR LA CESSION DE LA MACHINE DE PRODUCTION

**\* La TVA à reverser**

Puisque la machine de production ne fait plus partie des actifs de l'entreprise et a été vendue avant la fin de la quatrième année à compter de son acquisition, une fraction de la TVA doit être reversée.

$$\text{TVA à reverser} = \text{TVA déduite} - \text{TVA déduite} \times (1/5) \times n$$

$$\text{TVA à reverser} = 5\,236\,000 - 5\,236\,000 \times (1/5) \times 4$$

$$\text{TVA à reverser} = 1\,047\,200$$



Puisque l'entreprise doit reverser une fraction de la TVA antérieurement déduite, la valeur d'acquisition de l'immobilisation ne sera plus : 28 000 000, mais  
 $28\,000\,000 + 1\,047\,200 = 29\,047\,200$

**Valeur de l'immobilisation au jour de la cession = 16 100 000 + 1 047 200**  
**= 17 147 200**

**\* La TVA facturée sur cession d'immobilisation**

La TVA facturée sur la cession s'élève à :

**TVA facturée = 14 400 000 x 18,7 %**  
**TVA facturée = 2 692 800**

**e) JOURNAL DES OPERATIONS DE CESSION**

**JOURNAL DES OPERATIONS DE CESSION**

N° CPIE		Libellé	Débit	Crédit
6813	2841	Le 30/04/01 Dotations aux amortissements Matériel de production	2 450 000	2 450 000
		<i>Enregistrement des amortissements du 01/07/00 au 31/01/01</i>		
2841	2411	Matériel de production Valeur comptable des cessions d'immob.	11 900 000	11 900 000
		<i>Annulation des amortissements antérieures</i>		
2411	4451	TVA antérieurement déduite TVA à reverser	1 047 000	1 047 000
812	2411	Valeur comptable des cessions d'immob. Matériel de production	17 147 200	17 147 200
52	4431 822	Banque TVA facturée sur cession d'immob. Produits de cessions d'immobilisations <i>Cession immobilisation</i>	17 092 800	2 692 800 14 400 000
			49 637 000	49 637 000

**f) DETERMINATION DU RESULTAT SUR CESSION**

Résultat sur cession = Prix de vente – Valeur nette comptable  
 Résultat sur cession = 14 400 000 – 16 100 000 = - 1 700 000

## **RESULTAT SUR CESSION = -1 700 000**

### **CAS DU MATERIEL DE BUREAU**

#### **a) DETERMINATION DU TAUX D'AMORTISSEMENT :**

\* Taux d'amortissement du matériel de bureau

$$7\,000\,000 \times X \times 30/12 = 1\,750\,000$$

$$8\,750X = 875 \quad \Rightarrow \quad X = 10 \%$$

**Taux d'amortissement du matériel de bureau : 10 %**

#### **b) DETERMINATION DE L'AMORTISSEMENT TOTAL AU JOUR DE LA MISE AU REBUS**

- Dotation aux amortissements pour la période allant du 01/07/00 au 31/03/01

$$7\,000\,000 \times 10\% \times 9/12 = 525\,000$$

- Amortissement total au jour de la mise en rebus :

Amortissement période du 01/04/98 au 30/06/00 + amortissement période 01/07/00 au 31/01/01

$$1\,750\,000 + 525\,000 = 2\,275\,000$$

**Amortissement total au jour de la mise en rebus : 2 275 000**

#### **c) DETERMINATION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE AU JOUR DE LA MISE AU REBUS**

V.N.C = Valeur d'origine – amortissement total au jour de la mise en rebus

$$V.N.C. = 7\,000\,000 - 2\,275\,000 = 4\,725\,000$$

**Valeur Nette Comptable au jour de la mise en rebus : 4 725 000**

#### **d) DETERMINATION DE LA TVA GENeree PAR LA MISE EN REBUS DU MATERIEL DE BUREAU**

$$\begin{aligned} \text{TVA à reverser sur la Valeur nette Comptable} &= 4\,725\,000 \times 18,7 \% \\ &= 883\,575 \end{aligned}$$

Puisque l'entreprise doit reverser la TVA sur la Valeur Nette Comptable, la valeur d'acquisition de l'immobilisation ne sera plus : 7 000 000, mais

$$7\,000\,000 + 883\,575 = 7\,883\,575$$

$$\begin{aligned} \text{Valeur de l'immobilisation au jour de la mise au rebus} &= 4\,725\,000 + 883\,575 \\ &= 5\,608\,575 \end{aligned}$$

#### **e) JOURNAL DES OPERATIONS DE LA MISE AU REBUS**

## JOURNAL DES OPERATIONS DE MISE EN REBUS

N° CPTE		Libellé	Débit	Crédit
		Le 30/04/01		
6813	2844	Dotations aux amortissements	525 000	
		Amortissements de la période		525 000
		<i>Enregistrement des amortissements du</i>		
		<i>01/07/98 au 31/03/99</i>		
852	2844	Dotations aux amortissements HAO	5 608 575	
		Matériel de bureau		5 608 575
		<i>Enregist. des amortissements complémentaires</i>		
2441	4451	TVA sur Valeur Nette Comptable	883 575	
		TVA à reverser		883 575
2844	2441	Amortissements de la période	7 883 575	
		Valeur Comptable des cessions d'immob.		7 883 575
		<i>Annulation des amortissements antérieures</i>		
		<i>et Mise en rebus immobilisation</i>		
			14 900 725	14 900 725

**CAS DE LA VOITURE TOYOTA PICK UP immatriculée LT 4410 N****a) DETERMINATION DU TAUX D'AMORTISSEMENT :**

\* Taux d'amortissement de la voiture TOYOTA PICK UP immatriculée LT 4410 N.

$$150\,000\,000 \times X \times 2 + 40\,000\,000 \times X \times 18/12 = 72\,000\,000$$

$$150\,000X + 30\,000X = 36\,000 \Rightarrow 180\,000X = 36\,000 \Rightarrow X = 20\%$$

**Taux d'amortissement de la voiture TOYOTA PICK UP immatriculée LT 4410 N. : 20 %**

**b) DETERMINATION DE L'AMORTISSEMENT TOTAL AU JOUR DE LA CESSION**

- Dotation aux amortissements pour la période allant du 01/07/00 au 30/04/01

$$35\,610\,000 \times 20\% \times 10/12 = 5\,935\,000$$

- Amortissement total au jour de la cession :

Amortissement période du 01/07/98 au 30/06/00 + amortissement période 01/07/00 au 30/04/01

$$35\,610\,000 \times 20\% \times 2 + 5\,935\,000 = 20\,179\,000$$

**Amortissement total au jour de la cession : 20 179 000**

**c) DETERMINATION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE AU JOUR DE LA CESSION**

V.N.C = Valeur d'origine – amortissement total au jour de la cession

$$V.N.C. = 35\,610\,000 - 20\,179\,000 = 15\,431\,000$$

**Valeur Nette Comptable au jour de la cession : 15 431 000**

d) Le contrat de vente qui a été établi va générer des droits d'enregistrement, donc il n'y aura plus de TVA à reverser.

## e) JOURNAL DES OPERATIONS DE CESSION

## JOURNAL DES OPERATIONS DE CESSION

N° CPTE		Libellé	Débit	Crédit
6813	2845	Le 30/04/01	5 935 000	5 935 000
		Dotations aux amortissements		
		Amortissement de la période		
<i>Enregistrement des amortissements du</i>				
<i>01/07/00 au 30/04/01</i>				
812	2451	Détermination résultat sur cession	15 431 000	15 431 000
		Amortissement du matériel de transport		
4142	822	Effets à recevoir	16 000 000	16 000 000
		Détermination résultat sur cession		
2845	2451	Amortissements antérieurs	20 179 000	20 179 000
		Détermination résultat sur cession		
<i>Cession immobilisation</i>				
			57 545 000	57 545 000

## d) DETERMINATION DU RESULTAT SUR CESSION

Résultat sur cession = Prix de vente – Valeur nette comptable

$$\begin{aligned} \text{Résultat sur cession} &= 16\,000\,000 - (35\,610\,000 - 20\,179\,000) = \\ &= 16\,000\,000 - 15\,431\,000 = 1\,569\,000 \end{aligned}$$

**RÉSULTAT SUR CESSION = 569 000**

## **ETUDE DE CAS N° 2**

L'entreprise industrielle SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour le calcul de la paie du mois de juin 1999 et met à votre disposition les informations ci-dessous :

Le 30 juin 1999 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont Frs CFA):

	Mr MABIAMA	Mr KEVIN
- Salaire de base	396 700	
- Indemnité d'assiduité		25 000
- Indemnité de fonction	40 000	
- Indemnité de logement	160 000	
- Prime de transport	60 000	30 500
- Prime de bilan	150 000	

### **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

1- a) Mr MABIAMA est employé de 12<sup>ème</sup> catégorie, échelon E. Dans ce secteur d'activité, le salaire de 12<sup>ème</sup> catégorie, échelon A est 346 405 Frs.

Il a 5 ans d'ancienneté.

b) Mr MABIAMA bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 1999.

c) Le salaire annuel de Mr MABIAMA est supérieur à 3 600 000 F.

2- a) Mr KEVIN est payé sur la base d'un salaire horaire dont le taux est : 714,75 Frs/heure

Il a effectué au cours du mois de juin 1999 les heures suivantes :

1<sup>ère</sup> semaine : 60 heures de travail

2<sup>ème</sup> semaine : 57 heures de travail

3<sup>ème</sup> semaine : 50 heures de travail

4<sup>ème</sup> semaine : 53 heures de travail

b) Mr KEVIN a effectué 12 mois de travail et doit bénéficier , compte tenu de son ancienneté de 15 ans, 24 jours de congés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999.

Sa base de calcul des allocations congés est : 2 323 860 Frs (cumul des salaires des 12 derniers mois).

c) Mr KEVIN est employé de 6<sup>ème</sup> catégorie, échelon F. Dans ce secteur d'activité, le salaire mensuel de 6<sup>ème</sup> catégorie, échelon A est 91 530 Frs.

d) Mr KEVIN est marié avec 6 enfants.

Pour le mois de juin 1999, il bénéficiera d'une allocation familiale de 1 800 Frs par enfant.

e) Le salaire annuel de Mr KEVIN est inférieur à 3 600 000 F.

### **TRAVAIL A FAIRE. :**

1- Déterminer le montant de la prime d'ancienneté de Mr MABIAMA et Mr KEVIN.

2- Déterminer le montant des allocations congés de Mr KEVIN.

- 3- Déterminer la rémunération nette et les retenues sur salaire de chaque employé.
- 4- Etablir le livre de paie.
- 5- Déterminer les charges patronales à payer par l'entreprise SOCATAM S.A..
- 6- Etablissez le journal de paie au 30 juin 1999.

**N.B.** :Le 30 juin 1999, l'entreprise n'a réglé , par banque, que la rémunération nette due aux employés.

**N.B.** : - Vous trouverez en annexe 1, tous les tableaux nécessaires à la détermination des retenues sur salaire.

- Vous déterminerez le montant de l'Impôt sur les Revenus Salariaux par calcul.

### **ANNEXE 1 :**

#### **Barème annuel du calcul de l'Impot sur les Revenus Salariaux**

Tranches de salaires annuels				Taux
De	0	à	2 000 000	10%
De	2 000 001	à	3 000 000	15%
De	3 000 001	à	5 000 000	25%
Plus de			7 501 000	35%

#### **Barème de redevance audio visuelle**

Tranches de salaires mensuels				RAV
De	0	à	50 000	0
De	50 001	à	100 000	750
De	100 001	à	200 000	1 950
De	200 001	à	300 000	3 250
De	300 001	à	400 000	4 550
De	400 001	à	500 000	5 850
De	500 001	à	600 000	7 150
De	600 001	à	700 000	8 450
De	700 001	à	800 000	9 750
De	800 001	à	900 000	11 050
De	900 001	à	1 000 000	12 350
Plus de			1 000 000	13 000

**Barème des taxes communales mensuelles**

Tranches de salaires mensuels					TC
De	1	à	15 000		58
De	15 001	à	25 000		83
De	25 001	à	50 000		170
De	50 001	à	75 000		270
De	75 001	à	100 000		520
De	100 001	à	125 000		770
De	125 001	à	150 000		1 020
De	150 001	à	200 000		1 270
De	200 001	à	350 000		1 520
De	350 001	à	400 000		2 020
De	400 001	à	500 000		2 270
Plus de			500 000		2 520

## CORRECTION DE L' ETUDE DE CAS N° 2 :

### 1- PRIME D'ANCIENNETE :

**Prime d'ancienneté de Mr MABIAMA**

Prime d'ancienneté =  $346\,405 \times 5 \times 2\% =$  **34 641**

**Prime d'ancienneté de Mr KEVIN**

Prime d'ancienneté =  $91\,530 \times 15 \times 2\% =$  **27 459**

### 2- ALLOCATIONS CONGES DE Mr KEVIN

Allocations pour 18 jours =  $2\,323\,860 / 16 =$  145 241

Majorations congés =  $145\,241 \times 6/18 =$  48414

**Allocations congés de Mr KEVIN 193 655**

### 3 DETERMINATION DE LA REMUNERATION NETTE DE CHAQUE EMPLOYE

#### a- DETERMINATION DU SALAIRE NET DE Mr MABIAMA

SALAIRE DE BASE MENSUEL	396 700
PRIME D'ANCIENNETE	34 641
INDEMNITE DE FONCTION	40 000
INDEMNITE DE LOGEMENT	160 000
PRIME DE TRANSPORT	60 000
PRIME DE BILAN	150 000

**SALAIRE BRUT 841 341**

IMPOTS SUR LES REVENUS SALARIAUX*	134 896	851 676 BASE
(base : $681\,341 + 102\,201 + 68\,134$ )		
C A C/IRS	10,0%	13 490 134 896 BASE
CONT. CREDIT FONCIER DU CAM	1,0%	8 517 851 676 BASE
REDEVANCE CRTV		11 050 851 676 BASE
TAXE COMMUNALE		2 520 851 676 BASE
COTISATION CNPS	2,8%	8 400 300 000 BASE
(base non plaf : $841\,341 + 100\,000$ )		

**RETENUES TOTALES 178 872**

<b>NET A PAYER A Mr MABIAMA</b>	<b>662 469</b>
---------------------------------	----------------



\* Evaluation de l'Impôt sur les Revenus Salariaux de Mr MABIAMA

$$\begin{aligned}\text{Le Salaire Taxable Annuel} &= 851\,676 \times 12 = 10\,220\,112 \\ \text{Ba} &= 10\,220\,112 \times 80\% - 8\,400 \times 12 - 500\,000 = 7\,575\,290\end{aligned}$$

Les calculs donnent :

$$\begin{aligned}(2\,000\,000 - 0) \times 10\% &= 200\,000 \\ (3\,000\,000 - 2\,000\,000) \times 15\% &= 150\,000 \\ (5\,000\,000 - 3\,000\,000) \times 25\% &= 500\,000 \\ (7\,575\,290 - 5\,000\,000) \times 35\% &= 901\,352 \\ \hline \text{Impôt Ia pour un an} &= 1\,751\,352\end{aligned}$$

$$\text{IRS en principal} = (\text{Ia} - \text{RAV annuelle}) / 12$$

$$\text{Selon le barème relatif à la RAV, RAV mensuelle} = 11\,050$$

$$\text{IRS en principal} = (1\,751\,352 - 11\,050 \times 12) / 12 = 134\,896$$

$$\text{IRS (avec CAC)} = 148\,386$$

#### DECOMPTE DES HEURES DE Mr KEVIN

Heures N.		20%	30%	40%
60	40	8	8	4
57	40	8	8	1
50	40	8	2	
53	40	8	5	
	160	32	23	5

**b- DETERMINATION DU SALAIRE NET DE Mr. KEVIN**

SALAIRE DE BASE	114 360
(714,75 x 160)	
HEURES SUPP. 20%	27 446
(714,75 x 32 x 1,20)	
HEURES SUPP. 30%	21 371
(714,75 x 23 x 1,30)	
HEURES SUPP. 40%	5 003
(714,75 x 5 x 1,40)	
PRIME D'ANCIENNETE	27 459
INDEMNITE D'ASSIDUITE	25 000
PRIME DE TRANSPORT	30 500
ALLOCATIONS FAMILIALES	10 800
ALLOCATIONS CONGES	193 655

***SALAIRE BRUT*** ***455 595***

IMPOTS SUR LES REVENUS SALARIAUX*	36 459	444 795 BASE
C A C/IRS	10,0%	3 646
		36 459 BASE
CONT. CREDIT FONCIER DU CAM.	1,0%	4 448
		444 795 BASE
REDEVANCE CRTV		5 850
		444 795 BASE
TAXE COMMUNALE		2 270
		444 795 BASE
COTISATION CNPS	2,8%	11 600
		414 295 BASE
(base non plafonnée : 455 595 - 30 500 - 10 800 )		

***RETENUES TOTALES*** ***64 273***

<b><i>NET A PAYER A Mr. KEVIN</i></b>	<b><i>391 322</i></b>
---------------------------------------	-----------------------

\* Evaluation de l'Impôt sur les Revenus Salariaux de Mr KEVIN

$$\begin{aligned} \text{Le Salaire Taxable Annuel} &= 444\,795 \times 12 = 5\,337\,540 \\ \text{Ba} &= 5\,337\,540 \times 80\% - 414\,295 \times 2,8\% \times 12 - 500\,000 = 3\,630\,829 \end{aligned}$$

Les calculs donnent :

$$\begin{array}{rcl}
 (2\,000\,000 - 0) \times 10 \% & = & 200\,000 \\
 (3\,000\,000 - 2\,000\,000) \times 15 \% & = & 150\,000 \\
 (3\,630\,829 - 3\,000\,000) \times 25 \% & = & 157\,707 \\
 \text{Impôt Ia pour un an} & & \underline{507\,707}
 \end{array}$$

IRS en principal = (Ia - RAV annuelle) / 12

Selon le barème relatif à la RAV, RAV mensuelle = 5 850

IRS en principal = (507 707 - 5 850 x 12) / 12 = 36 459

**IRS (avec CAC) = 40 105**

#### 4- LIVRE DE PAIE DU MOIS DE JUIN 1999

Libellé	Mr JIAUSSERAND	Mr KEVIN	TOTAL
SALAIRE DE BASE	396 700	114 360	<b>511 060</b>
HEURES SUPP. 20%		27 446	<b>27 446</b>
HEURES SUPP. 30%		21 371	<b>21 371</b>
HEURES SUPP. 40%		5 003	<b>5 003</b>
PRIME D'ANCIENNETÉ	34 641	27 459	<b>62 100</b>
INDEMNITÉ DE FONCTION	40 000		<b>40 000</b>
INDEMNITÉ DE LOGEMENT	160 000		<b>160 000</b>
INDEMNITÉ D'ASSIDUITÉ		25 000	<b>25 000</b>
ALLOCATIONS FAMILIALES		10 800	<b>10 800</b>
PRIME DE TRANSPORT	60 000	30 500	<b>90 500</b>
PRIME DE BILAN	150 000		<b>150 000</b>
ALLOCATIONS CONGES		193 655	<b>193 655</b>
<b>SALAIRE BRUT</b>	<b>841 341</b>	<b>455 595</b>	<b>1 296 936</b>
IRS - TC	150 906	42 375	<b>193 281</b>
CFC	8 517	4 448	<b>12 965</b>
REDEVANCE CRTV	11 050	5 850	<b>16 900</b>
COTISATIONS CNPS	8 400	11 600	<b>20 000</b>
<b>RETENUES TOTALES</b>	<b>178 872</b>	<b>64 273</b>	<b>243 146</b>
<b>REMUNERATIONS DUES</b>	<b>662 469</b>	<b>391 322</b>	<b>1 053 792</b>

## **5- DETERMINATION DES CHARGES PATRONALES**

### **BASES DE CALCUL DES CHARGES PATRONALES**

Libellé	Salaire taxable	Salaire non plafonné	Salaire plafonné
Mr JIAUSSERAND	941 341	941 341	300 000
Mr KEVIN	444 795	414 295	414 295
<b>TOTAL</b>	<b>1 386 136</b>	<b>1 355 636</b>	<b>714 295</b>

a)- CONTRIBUTION C.F.C :  $1\,386\,136 \times 1,5\% = 20\,792$

b)- CONTRIBUTION F.N.E : 1 386 136 x 1% = 13 861

### c)- COTISATIONS CNPS

* Pension vieillesse :	714 295 x 4,2 %	30 000
------------------------	-----------------	--------

* Allocations familiales :	714 295 x 7 %	50 001
----------------------------	---------------	--------

\* Accidents de travail/maladies prof. : 1 355 636 x 2,5 % : 33 891

<b>TOTAL CNPS</b>	<b>113 892</b>
-------------------	----------------

## 6- JOURNAL DE PAIE AU 30 JUIN 1999

N° CPIE		Libellé	Débit	Crédit
		Le 30/06/99		
614		Transport du personnel	60 000	
661		Frais de personnel	1 236 936	
	422	Rémunération due		1 053 790
	44721	Etat: IRS-TC		193 281
	44722	Etat: CFC		12 965
	44723	Etat: REDEVANCE CRTV		16 900
	4313	Caisse de retraite obligatoire		20 000
		<i>Constatation de la rémunération due et des retenues sur salaires</i>		
		Le 30/06/99		
422		Rémunération due	1 053 790	
	52	Banque		1 053 790
		Règlement de la rémunération due		
		Le 30/06/99		
6413		Impôts et taxes	34 653	
661		Frais de personnel	113 892	
	44722	Etat: CFC		20 792
	44723	Etat: FNE		13 861
	4311	CNPS, Prestations familiales		50 001
	4312	CNPS, Accidents de travail		33 891
	4313	CNPS, Pension vieillesse		30 000
		<i>Constatation des charges patronales</i>		
		<b>TOTAL</b>	<b>2 499 271</b>	<b>2 499 271</b>

### **ETUDE DE CAS N° 3**

L'entreprise SOCATAM S.A. (située à Douala) vous sollicite, en tant qu'expert fiscal, pour la détermination de son titre de patente pour l'exercice 2002 et met à votre disposition les informations suivantes :

- le Chiffre d'Affaires réalisé par la SOCATAM S.A. au cours de l'exercice 2001 s'élève à 3 207 797 893 FCFA.
- Ce Chiffre d'Affaires est considéré comme prévisionnel pour l'exercice 2002.

#### **Travail A Faire :**

Après avoir évalué le montant des différentes taxes du titre de patente, comptabiliser le titre de patente ainsi établi.

N.B. : Vous trouverez en annexe 1, tous les tableaux nécessaires à la détermination du titre de patente.

### **ANNEXE 1 :**

#### **Tableau de classes de patente et fourchette des taux correspondants.**

Tranche de Chiffre d'Affaires	Classe	Fourchette des taux
Chiffre d'Affaires annuel égal ou supérieur à 2 milliards de francs	1 <sup>ère</sup>	0,075 % à 0,0875%
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 1 milliard et inférieur à 2 milliards de francs	2 <sup>ème</sup>	0,0875 % à 0,100 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 500 millions et inférieur à 1 milliards de francs	3 <sup>ème</sup>	0,100 % à 0,108 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 300 millions et inférieur à 500 millions de francs	4 <sup>ème</sup>	0,108 % à 0,116%
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 100 millions et inférieur à 300 millions de francs	5 <sup>ème</sup>	0,133 % à 0,150 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 15 millions et inférieur à 100 millions de francs	6 <sup>ème</sup>	0,158 % à 0,160 %
Chiffre d'Affaires annuel au moins égal 5 millions et inférieur à 15 millions de francs	7 <sup>ème</sup>	0,283 % à 0,400 %

**Tableau d'abattement du Chiffre d'Affaires.**

Excédent	N	Produit	Taux d'abattement
[ 0 – 500 000 000]	1	1 x 5	5
[ 500 000 000 – 1 000 000 000]	2	2 x 5	10
[ 1 000 000 000 – 1 500 000 000]	3	3 x 5	15
[ 1 500 000 000 – 2 000 000 000]	4	4 x 5	20
[ 2 000 000 000 – 2 500 000 000]	5	5 x 5	25
[ 2 500 000 000 et plus	6	6 x 5	30

**Barème de la Taxe Communale - Ville de Douala (pour les patentables)**

Redevance Audio Visuelle	Montant Taxe Communale
1 à 30 000	7 500
30 001 à 60 000	9 000
60 001 à 100 000	15 000
100 001 à 150 000	22 500
150 001 à 200 000	30 000
200 001 à 300 000	45 000
300 001 à 400 000	60 000
400 001 à 500 000	75 000
Au delà de 500 001	90 000

### **CORRECTION DE L'ETUDE DE CAS N° 3**

Evaluation du montant du titre de patente

Base de détermination de la RAV

Base = 2 000 000 000 + (1 207 797 893 - 1 207 797 893 x 15)

Base = 3 026 628 209

Pour les entreprises installées à Douala les taux les plus élevés sont utilisés

RAV = 3 026 628 209 x 0,0875 % = 2 648 300

Principal - patente = 2 648 300 - 10% x 2 648 300 = 2 383 470

Feicom = 10 % x 2 648 300 = 264 830

CCAI = 2 648 300 x 3% = 79 449

Taxe Communale = 90 000

Patente principale	2 383 470
RAV	2 648 300
Feicom	264 830
CCAI	79 449
Taxe Communale	90 000
<i>Total titre de patente</i>	<b><i>5 466 049</i></b>

Comptabilisation du titre de patente

D      6412 - Patentes et taxes annexes      C		52 - Banque	
<hr/>		ou 57 - Caisse      C	
2 817 749		5 466 049	
<hr/>			
447859 - Redevance Audio Visuelle			
D      ou 891 - Impôts sur les bénéfices      C			
<hr/>			
2 648 300			
<hr/>			



### **ETUDE DE CAS N° 4**

L'entreprise industrielle SOCLIM S.A. (située à Douala) vous sollicite pour la détermination du salaire de Mme SAINTINE pour le mois de juin 2000 et met à votre disposition les informations ci-dessous :

Le 30 juin 2000 , on vous communique les informations suivantes (les montants sont Frs CFA):

	Mme SAINTINE
- Salaire de base	450 000
- Indemnité de logement	80 000
- Prime de transport	56 000
- Indemnité de représentation	100 000

#### **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

a) Mme SAINTINE a effectué, au cours du mois de juin :

- 30 heures supplémentaires à 20 %.
- 17 heures supplémentaires à 30 %.

b) Mme SAINTINE bénéficie d'un véhicule appartenant à l'entreprise. Le carburant et l'amortissement de véhicule s'élèvent à 100 000 FCFA pour le mois de juin 2000.

c) Le salaire annuel de Mme SAINTINE est supérieur à 3 600 000 F.

#### **Travail A Faire :**

- 1°) - Déterminer le montant du salaire versé et du salaire taxable de Mme SAINTINE.
- 2°) – Déterminer les différentes retenues sur salaires, ainsi que le salaire net de Mme SAINTINE.
- 3°) – Déterminer les charges patronales supportées par l'entreprise.

**N.B.** : - Vous trouverez en annexe 1, tous les tableaux nécessaires à la détermination du salaire de Mme SAINTINE.

**ANNEXE 1 :****Barème annuel du calcul de l'Impot sur les Revenus Salariaux**

Tranches de salaires annuels				Taux
De	0	à	2 000 000	10%
De	2 000 001	à	3 000 000	15%
De	3 000 001	à	5 000 000	25%
Plus de			5 000 000	35%

**Barème de redevance audio visuelle**

Tranches de salaire				RAV
De	0	à	50 000	0
De	50 001	à	100 000	750
De	100 001	à	200 000	1 950
De	200 001	à	300 000	3 250
De	300 001	à	400 000	4 550
De	400 001	à	500 000	5 850
De	500 001	à	600 000	7 150
De	600 001	à	700 000	8 450
De	700 001	à	800 000	9 750
De	800 001	à	900 000	11 050
De	900 001	à	1 000 000	12 350
Plus de			1 000 000	13 000

**Barème des taxes communales mensuelles**

Tranches de salaires				TC
De	1	à	15 000	58
De	15 001	à	25 000	83
De	25 001	à	50 000	170
De	50 001	à	75 000	270
De	75 001	à	100 000	520
De	100 001	à	125 000	770
De	125 001	à	150 000	1 020
De	150 001	à	200 000	1 270
De	200 001	à	350 000	1 520
De	350 001	à	400 000	2 020
De	400 001	à	500 000	2 270
Plus de			500 000	2 520

### **CORRECTION DE L'ETUDE DE CAS N° 4**

\* Détermination du salaire net de Mme SAINTINE

#### **1- Détermination du salaire versé et des retenues**

Calcul préliminaire

Taux horaire de Mme SAINTINE

Taux horaire = $450\,000/173,33$ =	2 596,20
Montant des heures supplémentaires à 20%	
Heures supplémentaires = $2\,596,20 \times 1,2 \times 30$ =	93 463
Montant des heures supplémentaires à 30%	
Heures supplémentaires = $2\,596,20 \times 1,3 \times 17$ =	57 376

Détermination du salaire versé à Mme SAINTINE

Salaire de base	450 000
Heures supplémentaires à 20 %	93 463
Heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
Indemnité de représentation	100 000
<b>SALAIRE VERSE</b>	<b>836 839</b>

Détermination du salaire taxable de Mme SAINTINE

Evaluation des avantages en nature

Base d'évaluation des avantages en nature

Salaire de base	450 000
heures supplémentaires à 20 %	93 463
heures supplémentaires à 30 %	57 376
Prime de transport*	56 000
<b>Base d'évaluation</b>	<b>656 839</b>

\* La prime de transport entre dans la base d'évaluation des avantages en nature dans le cas d'espèces parce que Mme SAINTINE bénéficie d'une prime de transport et d'un véhicule. Il y a double emploi. La prime de transport n'est plus considérée dans ce cas comme une prime à caractère de remboursement de frais mais comme une indemnité à complément de salaire.

Evaluation du logement

$$\text{Logement} = 656\,839 \times 15\% = 98\,526$$

Cette valeur étant supérieure à l'indemnité versée : 80 000

Le montant à taxer, comme avantage en nature (logement) sera : 80 000

Evaluation du véhicule

$$\text{Véhicule} = 656\,839 \times 10\% = 65\,684$$

Cette valeur étant inférieure à 100 000, le montant à taxer est : 65 684

Détermination du salaire taxable de Mme SAINTINE

Salaire de base	450 000
Heures supplémentaires à 20 %	93 463
Heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
Véhicule	65 684
<b>SALAIRE TAXABLE</b>	<b>802 523</b>

## 2-a Détermination des différentes retenues sur salaire

### ➤ L'Impôt sur les Revenus Salariaux

$$\begin{aligned} \text{Le Salaire Taxable Annuel} &= 802\,523 \times 12 = 9\,630\,276 \\ \text{Ba} &= 9\,630\,276 \times 80\% - 8\,400 \times 12 - 500\,000 = 7\,103\,421 \end{aligned}$$

Les calculs donnent :

$$\begin{aligned} (2\,000\,000 - 0) \times 10\% &= 200\,000 \\ (3\,000\,000 - 2\,000\,000) \times 15\% &= 150\,000 \\ (5\,000\,000 - 3\,000\,000) \times 25\% &= 500\,000 \\ (7\,103\,421 - 5\,000\,000) \times 35\% &= 736\,197 \\ \text{Impôt Ia pour un an} &= 1\,586\,197 \end{aligned}$$

$$\text{IRS en principal} = (\text{Ia} - \text{RAV annuelle}) / 12$$

Selon le barème relatif à la RAV, RAV mensuelle = 11 050

$$\text{IRS en principal} = (1\,586\,197 - 11\,050 \times 12) / 12 = 121\,133$$

$$\text{IRS (avec CAC)} = 133\,246$$

➤ **La contribution au Crédit Foncier du Cameroun**

CFC = Salaire Taxable x 1 %

La contribution CFC = 802 523 x 1 % = 8 025

➤ **La Taxe Communale**

Base imposable : 802 523

Selon le barème la Taxe Communale est : 2 520

➤ **La Redevance Audio Visuelle**

Base imposable : 802 523

Selon le barème, la Redevance Audio Visuelle est : 11 050

➤ **La cotisation Pension Vieillesse CNPS**

Evaluation du salaire cotisable de Mme SAINTINE

Salaire de base	450 000
Heures supplémentaires à 20 %	93 463
Heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE COTISABLE</b>	<b>836 839</b>

Salaire cotisable non plafonné = 836 839

Salaire cotisable plafonné = 300 000

La cotisation Pension Vieillesse = 300 000 x 2,8 % = 8 400

## 2-b Détermination du salaire net de Mme SAINTINE

### Détermination du salaire net de Mr JIAUSSERAND

Salaire de base	450 000
heures supplémentaires à 20 %	93 463
heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
indemnité de représentation	100 000
<b>SALAIRE VERSE</b>	<b>836 839</b>

L'Impôt sur les Revenus Salariaux		121 133	802 523 BASE
C A C/IRS	10%	12 113	121 133 BASE
Cont. Crédit Foncier du Cameroun	1,0%	8 025	802 523 BASE
Redevance Audio Visuelle		11 050	802 523 BASE
Taxe communale		2 520	802 523 BASE
Pension Vieillesse		8 400	300 000 BASE
<b>RETENUES TOTALES</b>		<b>163 242</b>	

<b>NET A PAYER A Mme SAINTINE</b>	<b>673 597</b>
-----------------------------------	----------------

## 3-a Détermination des charges patronales fiscales.

### ➤ La contribution au Crédit Foncier du Cameroun

Notons :

CFCP : la contribution au Crédit Foncier au Cameroun Patronale

CFCP = Salaire Imposable Patronale x 1,5 %

### Détermination du salaire imposable patronale

Salaire de base	450 000
heures supplémentaires à 20 %	93 463
heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
indemnité de représentation	100 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE IMPOSABLE PATRONALE</b>	<b>936 839</b>

$$\text{CFCP} = 936\,839 \times 1,5\% = 14\,053$$

La contribution patronale au Crédit Foncier du Cameroun à verser par l'entreprise est : 14 053

### ➤ La contribution au Fonds de National de l'Emploi

Notons :

FNE : la contribution au Fonds National de l'Emploi

$$\text{FNE} = \text{Salaire Imposable Patronale} \times 1\%$$

$$\text{FNE} = 936\,839 \times 1\% = 9\,368$$

La contribution patronale au Fonds National de l'Emploi à verser par l'entreprise est : 9 368

### 3-b Les charges patronales sociales.

#### 3-b-1 - les cotisations pour allocations familiales

Notons :

SCP : le Salaire Cotisable Plafonné

AF : les cotisations pour allocations familiales

$$\text{AF} = \text{SCP} \times 7\%$$

### Evaluation du salaire cotisable à Mr JIAUSSERAND

Salaire de base	450 000
Heures supplémentaires à 20 %	93 463
Heures supplémentaires à 30 %	57 376
Indemnité de logement	80 000
Prime de transport	56 000
Véhicule	100 000
<b>SALAIRE COTISABLE</b>	<b>836 839</b>

Salaire cotisable non plafonné = 836 839

Salaire cotisable plafonné = 300 000

Les cotisations pour les allocations familiales s'élèvent à : 21 000

### 3-b- 2 - les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès

Notons :

SCP : le Salaire Cotisable Plafonné

ASVMD : les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès

$$\text{ASVMD} = \text{SCP} \times 4,2 \%$$

$$\text{ASVMD} = 300\,000 \times 4,2 \% = 12\,600$$

les cotisations pour assurances vieillesse, maladie, décès s'élèvent à : 12 600

### 3-b- 3 - les cotisations pour accident et maladie professionnels

Notons :

SCNP : le Salaire Cotisable Non Plafonné

ACMP : les cotisations pour accident et maladie professionnels

$$\text{ACMDP} = \text{SCNP} \times 2,5 \%$$

Le salaire cotisable non plafonné est : 836 839

$$\text{ACMDP} = 836\,839 \times 2,5 \% = 20\,921$$

les cotisations pour accidents et maladie professionnels s'élèvent à : 20 921



**ETUDE DE CAS N° 5**

La SOCAFER S.A., entreprise industrielle spécialisée dans la fabrication des emballages en polystyrène. Le 31 décembre 2002, la SOCAFER vous sollicite pour les régularisations fiscales de fin d'exercice. En tant qu'expert fiscal, vous constatez qu'au cours de l'exercice 2002 :

La SOCAFER a versé des frais d'assistance technique, à une entreprise résidant en Belgique (La société APAVE), pour un montant de brut 92 680 000 F. Aucun impôt n'a encore été versé à l'Administration Fiscale concernant ces rémunérations.

La SOCAFER a versé des loyers de 6 400 000 F, pour la location d'un immeuble, à son directeur technique qui détient 20 % du capital social de l'entreprise.

La SOCAFER a versé des dons de 27 850 000 F à des organismes (identifiables) d'intérêt général à caractère philanthropique.

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

- La SOCAFER a réalisé, pour l'exercice 2002, un résultat déficitaire de 21 650 000 F.
- Le Chiffre d'Affaires de la SOCAFER de l'exercice 2002 s'élève à 2 698 300 000 F.

**Travail A Faire :**

Effectuer tous les redressements fiscaux relatifs à ces opérations et déterminer les différents impôts et taxes à verser à l'Administration Fiscale par la SOCAFER.

## **CORRECTION DE L'ETUDE DE CAS N° 5**

Redressements fiscaux relatifs aux opérations réalisées par la SOCAFER S.A. au titre de l'exercice 2002.

I- Frais d'assistance technique.

Puisque aucun impôt n'a encore été versé concernant ces rémunérations, les impôts et taxes susceptibles d'être supportés par la SOCAFER S.A. sont :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée
- La Taxe Spéciale sur le Revenu
- La Taxe Proportionnelle sur les Revenus de Capitaux Mobiliers
- L'Impôt sur les Sociétés.

\* La Taxe sur la Valeur Ajoutée

Selon l'instruction N° 134/MINEFI/DI/L/LC du 10 mars 1999 portant application de l'article huitième de la loi N° 98/009 du 1<sup>er</sup> juillet 1998, relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les rémunérations, versées à l'étranger, pour assistance technique sont imposables à la TVA.

La base d'imposition est la fraction déductible des rémunérations avant retenue de la TSR

### \* Détermination de la fraction déductible des rémunérations

Les rémunérations versées à l'étranger, pour assistance technique sont déductibles à concurrence de 10 % du bénéfice imposable déterminé avant déduction de tous les frais, de l'entreprise, en cause.

Dans le cas de la SOCAFER S.A., tous les frais en cause sont :

- Les frais d'assistance technique de 92 680 000 F.
- Les dons de 27 850 000 F.

N.B. : les loyers de 6 400 000 F ne sont pas remis en cause parce qu'ils concernent les biens immeubles.

Détermination du bénéfice imposable avant déduction des frais en cause.

<b>Résultat comptable</b>	<b>- 21 650 000</b>
<u>Réintégrations</u>	
Frais d'assistance technique	92 680 000
Dons	27 850 000
<b>Bénéfice imposable</b>	<b>98 880 000</b>

Frais d'assistance technique déductible =  $98\,880\,000 \times 10\% = 9\,888\,000$

Le montant versé étant considéré comme le montant net, il convient de déterminer le montant avant retenue de la TSR qui est la base d'imposition de la TVA

$$\text{Montant brut} = \frac{9\,880\,000}{85\%} = 11\,623\,529$$

La TVA à reverser est égale à :

$$\text{TVA} = 11\,623\,529 \times 18,7\% = 2\,173\,600$$

**TVA = 2 173 600**

\* La Taxe Spéciale sur le Revenu

La base d'imposition de la TSR est la fraction déductible des rémunérations versées à l'étranger.

Frais d'assistance technique déductible =  $9\,888\,000$

$$\text{TSR} = 9\,888\,000 \times 17,65\% = 1\,745\,232$$

**TSR = 1 745 232**

\* L'Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers

La base d'imposition est la fraction excédentaire des rémunérations versées à l'étranger.

$$\begin{aligned} \text{Fraction excédentaire de frais d'assistance technique} &= 92\,680\,000 - 9\,888\,000 \\ &= 82\,792\,000 \end{aligned}$$

$$\text{IRCM} = 82\,792\,000 \times 19,76\% = 16\,359\,699$$

**IRCM = 16 359 699**

\* L'Impôt sur les Sociétés à payer sur frais d'assistance technique non déductibles

la base d'imposition est la fraction excédentaire des rémunérations versées à l'étranger.

$$\text{I.S.} = 82\,792\,000 \times 38,5\% = 31\,874\,920$$

**I.S. = 31 874 920**

## II- Les loyers versés à un dirigeant associé ayant plus de 10 % du capital social

Selon l'article 6 du Code Général de Impôts, les frais de locations des biens meubles consentis par des associés ou actionnaires dirigeants détenant directement ou indirectement plus de 10 % du capital de la société, ne sont pas déductibles.

Ici les loyers, de 6 400 000 F, versés concernent la location d'un immeuble et non d'un bien meuble. Donc se sont des charges entièrement déductibles.

## III- Les dons

Selon l'article 6 du Code Général de Impôts, les dons et libéralités versés à des organismes d'intérêts général à caractère philanthropique, éducatif, sportif, scientifique, social et familial ne sont déductibles qu'à concurrence de 0,5 % du Chiffre d'Affaires.

Dans le cas de la SOCAFER S.A. la fraction déductible ne doit excéder :

$$2\,698\,300\,000 \times 0,5 \% = 13\,491\,500$$

$$\begin{aligned} \text{La fraction non déductible} &= 27\,850\,000 - 13\,491\,500 \\ &= 14\,358\,500 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} * \text{ L'IRCM sur les dons non déductibles} &= 14\,358\,500 \times 19,76 \% \\ &= 2\,837\,240 \end{aligned}$$

$$\text{IRCM} = 2\,837\,240$$

$$\begin{aligned} * \text{ L'Impôt sur les Sociétés à payer sur les dons non déductibles} \\ \text{I.S.} &= 14\,358\,500 \times 38,5 \% = 5\,528\,023 \end{aligned}$$

$$\text{I.S.} = 5\,528\,023$$

### ETAT RECAPITULATIF DES IMPOTS ET TAXES DUS PAR LA SOCAFER S.A. SUITE AU REDRESSEMENT

Libellé	Montant
TVA	2 173 600
TSR	1 745 232
IRCM	19 196 939
I.S.	37 402 943
<b>TOTAL</b>	<b>60 518 714</b>

## **ANNEXES**

## BAREME DES IMPOTS SUR SALAIRES

### NOTE EXPLICATIVE SUR L'UTILISATION DU BAREME

Ce barème est destiné à permettre aux employeurs d'effectuer sur les salaires de leur personnel les retenues :

- 1- De la Contribution au Crédit Foncier ( CCF ) ;
- 2- De la Redevance Audio-Visuelle (CRTV) ;
- 3- De l'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS)

Il indique le montant de l'impôt en principal correspondant au salaire taxable mensuelle des contribuables. A ce montant de l'impôt, il faut ajouter 10 % de Centimes Additionnels Communaux.

Le barème comporte quatre colonnes :

- 1- Dans la première colonne figurent le salaire taxable mensuelle de 50 000 à 1 250 000 FCFA, l'accroissement étant de 250 en 250 FCFA. L'arrondi doit se faire à la ligne inférieure du barème.
- 2- La deuxième colonne donne le montant de la Contribution au Crédit Foncier ( CCF ) ;
- 3- La troisième colonne donne le montant de la Redevance Audio-Visuelle (CRTV) ;
- 4- La quatrième colonne donne le montant de l'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS).

Le principe de calcul est le suivant :

Notons Bm: la base taxable mensuelle

- La Contribution au Crédit Foncier :  $CCF = Bm \times 1\%$ 
  - Selon l'article 5 de l'ordonnance N° 89/004 du 12 décembre 1989, la Redevance Audio-Visuelle est déductible de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques après calcul dudit impôt.
- L'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS) est déterminé comme suit :

De 54 000 à 269 750 FCFA

$$IRS = ((Bm \times 12 \times 80 \% - Bm \times 12 \times 2,8 \% - 500\,000) \times 10 \%) / 12 - RAV$$

De 270 000 à 299 750 FCFA

$$\text{IRS} = (200\,000 + (\text{Bm} \times 12 \times 80\% - \text{Bm} \times 12 \times 2,8\% - 500\,000 - 2\,000\,000) \times 15\%) / 12 - \text{RAV}$$

De 300 000 à 375 000 FCA

$$\text{IRS} = (200\,000 + (\text{Bm} \times 12 \times 80\% - 300\,000 \times 12 \times 2,8\% - 500\,000 - 2\,000\,000) \times 15\%) / 12 - \text{RAV}$$

De 375 250 à 583 250 FCFA

$$\text{IRS} = (200\,000 + 150\,000 + (\text{Bm} \times 12 \times 80\% - 300\,000 \times 12 \times 2,8\% - 500\,000 - 3\,000\,000) \times 25\%) / 12 - \text{RAV}$$

De 583 500 à 1 250 000 FCFA

$$\text{IRS} = (200\,000 + 150\,000 + 500\,000 + (\text{Bm} \times 12 \times 80\% - 300\,000 \times 12 \times 2,8\% - 500\,000 - 5\,000\,000) \times 35\%) / 12 - \text{RAV}$$

Dans ce barème, la Contribution au Crédit Foncier ( CCF), la Redevance Audio-Visuelle (CRTV), l'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS) et les cotisations CNPS ont la même base de détermination.

Selon l'article 81 de la Loi de Finances N° 2002/014 du 30 décembre 2002, les salaires mensuels inférieurs à 52 000 FCFA ne donnent pas lieu à retenue de l'Impôt sur les Revenus Salariaux. Mais selon le principe de calcul, les salaires mensuels inférieurs à 63 500 FCFA ne donnent pas lieu à retenue de l'Impôt sur les Revenus Salariaux.

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
50 000	500	0	0	57 750	578	750	0
50 250	503	750	0	58 000	580	750	0
50 500	505	750	0	58 250	583	750	0
50 750	508	750	0	58 500	585	750	0
51 000	510	750	0	58 750	588	750	0
51 250	513	750	0	59 000	590	750	0
51 500	515	750	0	59 250	593	750	0
51 750	518	750	0	59 500	595	750	0
52 000	520	750	0	59 750	598	750	0
52 250	523	750	0	60 000	600	750	0
52 500	525	750	0	60 250	603	750	0
52 750	528	750	0	60 500	605	750	0
53 000	530	750	0	60 750	608	750	0
53 250	533	750	0	61 000	610	750	0
53 500	535	750	0	61 250	613	750	0
53 750	538	750	0	61 500	615	750	0
54 000	540	750	0	61 750	618	750	0
54 250	543	750	0	62 000	620	750	0
54 500	545	750	0	62 250	623	750	0
54 750	548	750	0	62 500	625	750	0
55 000	550	750	0	62 750	628	750	0
55 250	553	750	0	63 000	630	750	0
55 500	555	750	0	63 250	633	750	0
55 750	558	750	0	63 500	635	750	0
56 000	560	750	0	63 750	638	750	5
56 250	563	750	0	64 000	640	750	24
56 500	565	750	0	64 250	643	750	43
56 750	568	750	0	64 500	645	750	63
57 000	570	750	0	64 750	648	750	82
57 250	573	750	0	65 000	650	750	101
57 500	575	750	0	65 250	653	750	121
57 750	578	750	0	65 500	655	750	140



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
65 750	658	750	159	73 750	738	750	777
66 000	660	750	179	74 000	740	750	796
66 250	663	750	198	74 250	743	750	815
66 500	665	750	217	74 500	745	750	835
66 750	668	750	236	74 750	748	750	854
67 000	670	750	256	75 000	750	750	873
67 250	673	750	275	75 250	753	750	893
67 500	675	750	294	75 500	755	750	912
67 750	678	750	314	75 750	758	750	931
68 000	680	750	333	76 000	760	750	951
68 250	683	750	352	76 250	763	750	970
68 500	685	750	372	76 500	765	750	989
68 750	688	750	391	76 750	768	750	1 008
69 000	690	750	410	77 000	770	750	1 028
69 250	693	750	429	77 250	773	750	1 047
69 500	695	750	449	77 500	775	750	1 066
69 750	698	750	468	77 750	778	750	1 086
70 000	700	750	487	78 000	780	750	1 105
70 250	703	750	507	78 250	783	750	1 124
70 500	705	750	526	78 500	785	750	1 144
70 750	708	750	545	78 750	788	750	1 163
71 000	710	750	565	79 000	790	750	1 182
71 250	713	750	584	79 250	793	750	1 201
71 500	715	750	603	79 500	795	750	1 221
71 750	718	750	622	79 750	798	750	1 240
72 000	720	750	642	80 000	800	750	1 259
72 250	723	750	661	80 250	803	750	1 279
72 500	725	750	680	80 500	805	750	1 298
72 750	728	750	700	80 750	808	750	1 317
73 000	730	750	719	81 000	810	750	1 337
73 250	733	750	738	81 250	813	750	1 356
73 500	735	750	758	81 500	815	750	1 375

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
81 750	818	750	1 394	89 750	898	750	2 012
82 000	820	750	1 414	90 000	900	750	2 031
82 250	823	750	1 433	90 250	903	750	2 051
82 500	825	750	1 452	90 500	905	750	2 070
82 750	828	750	1 472	90 750	908	750	2 089
83 000	830	750	1 491	91 000	910	750	2 109
83 250	833	750	1 510	91 250	913	750	2 128
83 500	835	750	1 530	91 500	915	750	2 147
83 750	838	750	1 549	91 750	918	750	2 166
84 000	840	750	1 568	92 000	920	750	2 186
84 250	843	750	1 587	92 250	923	750	2 205
84 500	845	750	1 607	92 500	925	750	2 224
84 750	848	750	1 626	92 750	928	750	2 244
85 000	850	750	1 645	93 000	930	750	2 263
85 250	853	750	1 665	93 250	933	750	2 282
85 500	855	750	1 684	93 500	935	750	2 302
85 750	858	750	1 703	93 750	938	750	2 321
86 000	860	750	1 723	94 000	940	750	2 340
86 250	863	750	1 742	94 250	943	750	2 359
86 500	865	750	1 761	94 500	945	750	2 379
86 750	868	750	1 780	94 750	948	750	2 398
87 000	870	750	1 800	95 000	950	750	2 417
87 250	873	750	1 819	95 250	953	750	2 437
87 500	875	750	1 838	95 500	955	750	2 456
87 750	878	750	1 858	95 750	958	750	2 475
88 000	880	750	1 877	96 000	960	750	2 495
88 250	883	750	1 896	96 250	963	750	2 514
88 500	885	750	1 916	96 500	965	750	2 533
88 750	888	750	1 935	96 750	968	750	2 552
89 000	890	750	1 954	97 000	970	750	2 572
89 250	893	750	1 973	97 250	973	750	2 591
89 500	895	750	1 993	97 500	975	750	2 610

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
97 750	978	750	2 630	105 750	1 058	1 950	2 047
98 000	980	750	2 649	106 000	1 060	1 950	2 067
98 250	983	750	2 668	106 250	1 063	1 950	2 086
98 500	985	750	2 688	106 500	1 065	1 950	2 105
98 750	988	750	2 707	106 750	1 068	1 950	2 124
99 000	990	750	2 726	107 000	1 070	1 950	2 144
99 250	993	750	2 745	107 250	1 073	1 950	2 163
99 500	995	750	2 765	107 500	1 075	1 950	2 182
99 750	998	750	2 784	107 750	1 078	1 950	2 202
100 000	1 000	750	2 803	108 000	1 080	1 950	2 221
100 250	1 003	1 950	1 623	108 250	1 083	1 950	2 240
100 500	1 005	1 950	1 642	108 500	1 085	1 950	2 260
100 750	1 008	1 950	1 661	108 750	1 088	1 950	2 279
101 000	1 010	1 950	1 681	109 000	1 090	1 950	2 298
101 250	1 013	1 950	1 700	109 250	1 093	1 950	2 317
101 500	1 015	1 950	1 719	109 500	1 095	1 950	2 337
101 750	1 018	1 950	1 738	109 750	1 098	1 950	2 356
102 000	1 020	1 950	1 758	110 000	1 100	1 950	2 375
102 250	1 023	1 950	1 777	110 250	1 103	1 950	2 395
102 500	1 025	1 950	1 796	110 500	1 105	1 950	2 414
102 750	1 028	1 950	1 816	110 750	1 108	1 950	2 433
103 000	1 030	1 950	1 835	111 000	1 110	1 950	2 453
103 250	1 033	1 950	1 854	111 250	1 113	1 950	2 472
103 500	1 035	1 950	1 874	111 500	1 115	1 950	2 491
103 750	1 038	1 950	1 893	111 750	1 118	1 950	2 510
104 000	1 040	1 950	1 912	112 000	1 120	1 950	2 530
104 250	1 043	1 950	1 931	112 250	1 123	1 950	2 549
104 500	1 045	1 950	1 951	112 500	1 125	1 950	2 568
104 750	1 048	1 950	1 970	112 750	1 128	1 950	2 588
105 000	1 050	1 950	1 989	113 000	1 130	1 950	2 607
105 250	1 053	1 950	2 009	113 250	1 133	1 950	2 626
105 500	1 055	1 950	2 028	113 500	1 135	1 950	2 646

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
113 750	1 138	1 950	2 665	121 750	1 218	1 950	3 282
114 000	1 140	1 950	2 684	122 000	1 220	1 950	3 302
114 250	1 143	1 950	2 703	122 250	1 223	1 950	3 321
114 500	1 145	1 950	2 723	122 500	1 225	1 950	3 340
114 750	1 148	1 950	2 742	122 750	1 228	1 950	3 360
115 000	1 150	1 950	2 761	123 000	1 230	1 950	3 379
115 250	1 153	1 950	2 781	123 250	1 233	1 950	3 398
115 500	1 155	1 950	2 800	123 500	1 235	1 950	3 418
115 750	1 158	1 950	2 819	123 750	1 238	1 950	3 437
116 000	1 160	1 950	2 839	124 000	1 240	1 950	3 456
116 250	1 163	1 950	2 858	124 250	1 243	1 950	3 475
116 500	1 165	1 950	2 877	124 500	1 245	1 950	3 495
116 750	1 168	1 950	2 896	124 750	1 248	1 950	3 514
117 000	1 170	1 950	2 916	125 000	1 250	1 950	3 533
117 250	1 173	1 950	2 935	125 250	1 253	1 950	3 553
117 500	1 175	1 950	2 954	125 500	1 255	1 950	3 572
117 750	1 178	1 950	2 974	125 750	1 258	1 950	3 591
118 000	1 180	1 950	2 993	126 000	1 260	1 950	3 611
118 250	1 183	1 950	3 012	126 250	1 263	1 950	3 630
118 500	1 185	1 950	3 032	126 500	1 265	1 950	3 649
118 750	1 188	1 950	3 051	126 750	1 268	1 950	3 668
119 000	1 190	1 950	3 070	127 000	1 270	1 950	3 688
119 250	1 193	1 950	3 089	127 250	1 273	1 950	3 707
119 500	1 195	1 950	3 109	127 500	1 275	1 950	3 726
119 750	1 198	1 950	3 128	127 750	1 278	1 950	3 746
120 000	1 200	1 950	3 147	128 000	1 280	1 950	3 765
120 250	1 203	1 950	3 167	128 250	1 283	1 950	3 784
120 500	1 205	1 950	3 186	128 500	1 285	1 950	3 804
120 750	1 208	1 950	3 205	128 750	1 288	1 950	3 823
121 000	1 210	1 950	3 225	129 000	1 290	1 950	3 842
121 250	1 213	1 950	3 244	129 250	1 293	1 950	3 861
121 500	1 215	1 950	3 263	129 500	1 295	1 950	3 881

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
129 750	1 298	1 950	3 900	137 750	1 378	1 950	4 518
130 000	1 300	1 950	3 919	138 000	1 380	1 950	4 537
130 250	1 303	1 950	3 939	138 250	1 383	1 950	4 556
130 500	1 305	1 950	3 958	138 500	1 385	1 950	4 576
130 750	1 308	1 950	3 977	138 750	1 388	1 950	4 595
131 000	1 310	1 950	3 997	139 000	1 390	1 950	4 614
131 250	1 313	1 950	4 016	139 250	1 393	1 950	4 633
131 500	1 315	1 950	4 035	139 500	1 395	1 950	4 653
131 750	1 318	1 950	4 054	139 750	1 398	1 950	4 672
132 000	1 320	1 950	4 074	140 000	1 400	1 950	4 691
132 250	1 323	1 950	4 093	140 250	1 403	1 950	4 711
132 500	1 325	1 950	4 112	140 500	1 405	1 950	4 730
132 750	1 328	1 950	4 132	140 750	1 408	1 950	4 749
133 000	1 330	1 950	4 151	141 000	1 410	1 950	4 769
133 250	1 333	1 950	4 170	141 250	1 413	1 950	4 788
133 500	1 335	1 950	4 190	141 500	1 415	1 950	4 807
133 750	1 338	1 950	4 209	141 750	1 418	1 950	4 826
134 000	1 340	1 950	4 228	142 000	1 420	1 950	4 846
134 250	1 343	1 950	4 247	142 250	1 423	1 950	4 865
134 500	1 345	1 950	4 267	142 500	1 425	1 950	4 884
134 750	1 348	1 950	4 286	142 750	1 428	1 950	4 904
135 000	1 350	1 950	4 305	143 000	1 430	1 950	4 923
135 250	1 353	1 950	4 325	143 250	1 433	1 950	4 942
135 500	1 355	1 950	4 344	143 500	1 435	1 950	4 962
135 750	1 358	1 950	4 363	143 750	1 438	1 950	4 981
136 000	1 360	1 950	4 383	144 000	1 440	1 950	5 000
136 250	1 363	1 950	4 402	144 250	1 443	1 950	5 019
136 500	1 365	1 950	4 421	144 500	1 445	1 950	5 039
136 750	1 368	1 950	4 440	144 750	1 448	1 950	5 058
137 000	1 370	1 950	4 460	145 000	1 450	1 950	5 077
137 250	1 373	1 950	4 479	145 250	1 453	1 950	5 097
137 500	1 375	1 950	4 498	145 500	1 455	1 950	5 116

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
145 750	1 458	1 950	5 135	153 750	1 538	1 950	5 753
146 000	1 460	1 950	5 155	154 000	1 540	1 950	5 772
146 250	1 463	1 950	5 174	154 250	1 543	1 950	5 791
146 500	1 465	1 950	5 193	154 500	1 545	1 950	5 811
146 750	1 468	1 950	5 212	154 750	1 548	1 950	5 830
147 000	1 470	1 950	5 232	155 000	1 550	1 950	5 849
147 250	1 473	1 950	5 251	155 250	1 553	1 950	5 869
147 500	1 475	1 950	5 270	155 500	1 555	1 950	5 888
147 750	1 478	1 950	5 290	155 750	1 558	1 950	5 907
148 000	1 480	1 950	5 309	156 000	1 560	1 950	5 927
148 250	1 483	1 950	5 328	156 250	1 563	1 950	5 946
148 500	1 485	1 950	5 348	156 500	1 565	1 950	5 965
148 750	1 488	1 950	5 367	156 750	1 568	1 950	5 984
149 000	1 490	1 950	5 386	157 000	1 570	1 950	6 004
149 250	1 493	1 950	5 405	157 250	1 573	1 950	6 023
149 500	1 495	1 950	5 425	157 500	1 575	1 950	6 042
149 750	1 498	1 950	5 444	157 750	1 578	1 950	6 062
150 000	1 500	1 950	5 463	158 000	1 580	1 950	6 081
150 250	1 503	1 950	5 483	158 250	1 583	1 950	6 100
150 500	1 505	1 950	5 502	158 500	1 585	1 950	6 120
150 750	1 508	1 950	5 521	158 750	1 588	1 950	6 139
151 000	1 510	1 950	5 541	159 000	1 590	1 950	6 158
151 250	1 513	1 950	5 560	159 250	1 593	1 950	6 177
151 500	1 515	1 950	5 579	159 500	1 595	1 950	6 197
151 750	1 518	1 950	5 598	159 750	1 598	1 950	6 216
152 000	1 520	1 950	5 618	160 000	1 600	1 950	6 235
152 250	1 523	1 950	5 637	160 250	1 603	1 950	6 255
152 500	1 525	1 950	5 656	160 500	1 605	1 950	6 274
152 750	1 528	1 950	5 676	160 750	1 608	1 950	6 293
153 000	1 530	1 950	5 695	161 000	1 610	1 950	6 313
153 250	1 533	1 950	5 714	161 250	1 613	1 950	6 332
153 500	1 535	1 950	5 734	161 500	1 615	1 950	6 351

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
161 750	1 618	1 950	6 370	169 750	1 698	1 950	6 988
162 000	1 620	1 950	6 390	170 000	1 700	1 950	7 007
162 250	1 623	1 950	6 409	170 250	1 703	1 950	7 027
162 500	1 625	1 950	6 428	170 500	1 705	1 950	7 046
162 750	1 628	1 950	6 448	170 750	1 708	1 950	7 065
163 000	1 630	1 950	6 467	171 000	1 710	1 950	7 085
163 250	1 633	1 950	6 486	171 250	1 713	1 950	7 104
163 500	1 635	1 950	6 506	171 500	1 715	1 950	7 123
163 750	1 638	1 950	6 525	171 750	1 718	1 950	7 142
164 000	1 640	1 950	6 544	172 000	1 720	1 950	7 162
164 250	1 643	1 950	6 563	172 250	1 723	1 950	7 181
164 500	1 645	1 950	6 583	172 500	1 725	1 950	7 200
164 750	1 648	1 950	6 602	172 750	1 728	1 950	7 220
165 000	1 650	1 950	6 621	173 000	1 730	1 950	7 239
165 250	1 653	1 950	6 641	173 250	1 733	1 950	7 258
165 500	1 655	1 950	6 660	173 500	1 735	1 950	7 278
165 750	1 658	1 950	6 679	173 750	1 738	1 950	7 297
166 000	1 660	1 950	6 699	174 000	1 740	1 950	7 316
166 250	1 663	1 950	6 718	174 250	1 743	1 950	7 335
166 500	1 665	1 950	6 737	174 500	1 745	1 950	7 355
166 750	1 668	1 950	6 756	174 750	1 748	1 950	7 374
167 000	1 670	1 950	6 776	175 000	1 750	1 950	7 393
167 250	1 673	1 950	6 795	175 250	1 753	1 950	7 413
167 500	1 675	1 950	6 814	175 500	1 755	1 950	7 432
167 750	1 678	1 950	6 834	175 750	1 758	1 950	7 451
168 000	1 680	1 950	6 853	176 000	1 760	1 950	7 471
168 250	1 683	1 950	6 872	176 250	1 763	1 950	7 490
168 500	1 685	1 950	6 892	176 500	1 765	1 950	7 509
168 750	1 688	1 950	6 911	176 750	1 768	1 950	7 528
169 000	1 690	1 950	6 930	177 000	1 770	1 950	7 548
169 250	1 693	1 950	6 949	177 250	1 773	1 950	7 567
169 500	1 695	1 950	6 969	177 500	1 775	1 950	7 586

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
177 750	1 778	1 950	7 606	185 750	1 858	1 950	8 223
178 000	1 780	1 950	7 625	186 000	1 860	1 950	8 243
178 250	1 783	1 950	7 644	186 250	1 863	1 950	8 262
178 500	1 785	1 950	7 664	186 500	1 865	1 950	8 281
178 750	1 788	1 950	7 683	186 750	1 868	1 950	8 300
179 000	1 790	1 950	7 702	187 000	1 870	1 950	8 320
179 250	1 793	1 950	7 721	187 250	1 873	1 950	8 339
179 500	1 795	1 950	7 741	187 500	1 875	1 950	8 358
179 750	1 798	1 950	7 760	187 750	1 878	1 950	8 378
180 000	1 800	1 950	7 779	188 000	1 880	1 950	8 397
180 250	1 803	1 950	7 799	188 250	1 883	1 950	8 416
180 500	1 805	1 950	7 818	188 500	1 885	1 950	8 436
180 750	1 808	1 950	7 837	188 750	1 888	1 950	8 455
181 000	1 810	1 950	7 857	189 000	1 890	1 950	8 474
181 250	1 813	1 950	7 876	189 250	1 893	1 950	8 493
181 500	1 815	1 950	7 895	189 500	1 895	1 950	8 513
181 750	1 818	1 950	7 914	189 750	1 898	1 950	8 532
182 000	1 820	1 950	7 934	190 000	1 900	1 950	8 551
182 250	1 823	1 950	7 953	190 250	1 903	1 950	8 571
182 500	1 825	1 950	7 972	190 500	1 905	1 950	8 590
182 750	1 828	1 950	7 992	190 750	1 908	1 950	8 609
183 000	1 830	1 950	8 011	191 000	1 910	1 950	8 629
183 250	1 833	1 950	8 030	191 250	1 913	1 950	8 648
183 500	1 835	1 950	8 050	191 500	1 915	1 950	8 667
183 750	1 838	1 950	8 069	191 750	1 918	1 950	8 686
184 000	1 840	1 950	8 088	192 000	1 920	1 950	8 706
184 250	1 843	1 950	8 107	192 250	1 923	1 950	8 725
184 500	1 845	1 950	8 127	192 500	1 925	1 950	8 744
184 750	1 848	1 950	8 146	192 750	1 928	1 950	8 764
185 000	1 850	1 950	8 165	193 000	1 930	1 950	8 783
185 250	1 853	1 950	8 185	193 250	1 933	1 950	8 802
185 500	1 855	1 950	8 204	193 500	1 935	1 950	8 822



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
193 750	1 938	1 950	8 841	201 750	2 018	3 250	8 158
194 000	1 940	1 950	8 860	202 000	2 020	3 250	8 178
194 250	1 943	1 950	8 879	202 250	2 023	3 250	8 197
194 500	1 945	1 950	8 899	202 500	2 025	3 250	8 216
194 750	1 948	1 950	8 918	202 750	2 028	3 250	8 236
195 000	1 950	1 950	8 937	203 000	2 030	3 250	8 255
195 250	1 953	1 950	8 957	203 250	2 033	3 250	8 274
195 500	1 955	1 950	8 976	203 500	2 035	3 250	8 294
195 750	1 958	1 950	8 995	203 750	2 038	3 250	8 313
196 000	1 960	1 950	9 015	204 000	2 040	3 250	8 332
196 250	1 963	1 950	9 034	204 250	2 043	3 250	8 351
196 500	1 965	1 950	9 053	204 500	2 045	3 250	8 371
196 750	1 968	1 950	9 072	204 750	2 048	3 250	8 390
197 000	1 970	1 950	9 092	205 000	2 050	3 250	8 409
197 250	1 973	1 950	9 111	205 250	2 053	3 250	8 429
197 500	1 975	1 950	9 130	205 500	2 055	3 250	8 448
197 750	1 978	1 950	9 150	205 750	2 058	3 250	8 467
198 000	1 980	1 950	9 169	206 000	2 060	3 250	8 487
198 250	1 983	1 950	9 188	206 250	2 063	3 250	8 506
198 500	1 985	1 950	9 208	206 500	2 065	3 250	8 525
198 750	1 988	1 950	9 227	206 750	2 068	3 250	8 544
199 000	1 990	1 950	9 246	207 000	2 070	3 250	8 564
199 250	1 993	1 950	9 265	207 250	2 073	3 250	8 583
199 500	1 995	1 950	9 285	207 500	2 075	3 250	8 602
199 750	1 998	1 950	9 304	207 750	2 078	3 250	8 622
200 000	2 000	1 950	9 323	208 000	2 080	3 250	8 641
200 250	2 003	3 250	8 043	208 250	2 083	3 250	8 660
200 500	2 005	3 250	8 062	208 500	2 085	3 250	8 680
200 750	2 008	3 250	8 081	208 750	2 088	3 250	8 699
201 000	2 010	3 250	8 101	209 000	2 090	3 250	8 718
201 250	2 013	3 250	8 120	209 250	2 093	3 250	8 737
201 500	2 015	3 250	8 139	209 500	2 095	3 250	8 757

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
209 750	2 098	3 250	8 776	217 750	2 178	3 250	9 394
210 000	2 100	3 250	8 795	218 000	2 180	3 250	9 413
210 250	2 103	3 250	8 815	218 250	2 183	3 250	9 432
210 500	2 105	3 250	8 834	218 500	2 185	3 250	9 452
210 750	2 108	3 250	8 853	218 750	2 188	3 250	9 471
211 000	2 110	3 250	8 873	219 000	2 190	3 250	9 490
211 250	2 113	3 250	8 892	219 250	2 193	3 250	9 509
211 500	2 115	3 250	8 911	219 500	2 195	3 250	9 529
211 750	2 118	3 250	8 930	219 750	2 198	3 250	9 548
212 000	2 120	3 250	8 950	220 000	2 200	3 250	9 567
212 250	2 123	3 250	8 969	220 250	2 203	3 250	9 587
212 500	2 125	3 250	8 988	220 500	2 205	3 250	9 606
212 750	2 128	3 250	9 008	220 750	2 208	3 250	9 625
213 000	2 130	3 250	9 027	221 000	2 210	3 250	9 645
213 250	2 133	3 250	9 046	221 250	2 213	3 250	9 664
213 500	2 135	3 250	9 066	221 500	2 215	3 250	9 683
213 750	2 138	3 250	9 085	221 750	2 218	3 250	9 702
214 000	2 140	3 250	9 104	222 000	2 220	3 250	9 722
214 250	2 143	3 250	9 123	222 250	2 223	3 250	9 741
214 500	2 145	3 250	9 143	222 500	2 225	3 250	9 760
214 750	2 148	3 250	9 162	222 750	2 228	3 250	9 780
215 000	2 150	3 250	9 181	223 000	2 230	3 250	9 799
215 250	2 153	3 250	9 201	223 250	2 233	3 250	9 818
215 500	2 155	3 250	9 220	223 500	2 235	3 250	9 838
215 750	2 158	3 250	9 239	223 750	2 238	3 250	9 857
216 000	2 160	3 250	9 259	224 000	2 240	3 250	9 876
216 250	2 163	3 250	9 278	224 250	2 243	3 250	9 895
216 500	2 165	3 250	9 297	224 500	2 245	3 250	9 915
216 750	2 168	3 250	9 316	224 750	2 248	3 250	9 934
217 000	2 170	3 250	9 336	225 000	2 250	3 250	9 953
217 250	2 173	3 250	9 355	225 250	2 253	3 250	9 973
217 500	2 175	3 250	9 374	225 500	2 255	3 250	9 992

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
225 750	2 258	3 250	10 011	233 750	2 338	3 250	10 629
226 000	2 260	3 250	10 031	234 000	2 340	3 250	10 648
226 250	2 263	3 250	10 050	234 250	2 343	3 250	10 667
226 500	2 265	3 250	10 069	234 500	2 345	3 250	10 687
226 750	2 268	3 250	10 088	234 750	2 348	3 250	10 706
227 000	2 270	3 250	10 108	235 000	2 350	3 250	10 725
227 250	2 273	3 250	10 127	235 250	2 353	3 250	10 745
227 500	2 275	3 250	10 146	235 500	2 355	3 250	10 764
227 750	2 278	3 250	10 166	235 750	2 358	3 250	10 783
228 000	2 280	3 250	10 185	236 000	2 360	3 250	10 803
228 250	2 283	3 250	10 204	236 250	2 363	3 250	10 822
228 500	2 285	3 250	10 224	236 500	2 365	3 250	10 841
228 750	2 288	3 250	10 243	236 750	2 368	3 250	10 860
229 000	2 290	3 250	10 262	237 000	2 370	3 250	10 880
229 250	2 293	3 250	10 281	237 250	2 373	3 250	10 899
229 500	2 295	3 250	10 301	237 500	2 375	3 250	10 918
229 750	2 298	3 250	10 320	237 750	2 378	3 250	10 938
230 000	2 300	3 250	10 339	238 000	2 380	3 250	10 957
230 250	2 303	3 250	10 359	238 250	2 383	3 250	10 976
230 500	2 305	3 250	10 378	238 500	2 385	3 250	10 996
230 750	2 308	3 250	10 397	238 750	2 388	3 250	11 015
231 000	2 310	3 250	10 417	239 000	2 390	3 250	11 034
231 250	2 313	3 250	10 436	239 250	2 393	3 250	11 053
231 500	2 315	3 250	10 455	239 500	2 395	3 250	11 073
231 750	2 318	3 250	10 474	239 750	2 398	3 250	11 092
232 000	2 320	3 250	10 494	240 000	2 400	3 250	11 111
232 250	2 323	3 250	10 513	240 250	2 403	3 250	11 131
232 500	2 325	3 250	10 532	240 500	2 405	3 250	11 150
232 750	2 328	3 250	10 552	240 750	2 408	3 250	11 169
233 000	2 330	3 250	10 571	241 000	2 410	3 250	11 189
233 250	2 333	3 250	10 590	241 250	2 413	3 250	11 208
233 500	2 335	3 250	10 610	241 500	2 415	3 250	11 227

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
241 750	2 418	3 250	11 246	249 750	2 498	3 250	11 864
242 000	2 420	3 250	11 266	250 000	2 500	3 250	11 883
242 250	2 423	3 250	11 285	250 250	2 503	3 250	11 903
242 500	2 425	3 250	11 304	250 500	2 505	3 250	11 922
242 750	2 428	3 250	11 324	250 750	2 508	3 250	11 941
243 000	2 430	3 250	11 343	251 000	2 510	3 250	11 961
243 250	2 433	3 250	11 362	251 250	2 513	3 250	11 980
243 500	2 435	3 250	11 382	251 500	2 515	3 250	11 999
243 750	2 438	3 250	11 401	251 750	2 518	3 250	12 018
244 000	2 440	3 250	11 420	252 000	2 520	3 250	12 038
244 250	2 443	3 250	11 439	252 250	2 523	3 250	12 057
244 500	2 445	3 250	11 459	252 500	2 525	3 250	12 076
244 750	2 448	3 250	11 478	252 750	2 528	3 250	12 096
245 000	2 450	3 250	11 497	253 000	2 530	3 250	12 115
245 250	2 453	3 250	11 517	253 250	2 533	3 250	12 134
245 500	2 455	3 250	11 536	253 500	2 535	3 250	12 154
245 750	2 458	3 250	11 555	253 750	2 538	3 250	12 173
246 000	2 460	3 250	11 575	254 000	2 540	3 250	12 192
246 250	2 463	3 250	11 594	254 250	2 543	3 250	12 211
246 500	2 465	3 250	11 613	254 500	2 545	3 250	12 231
246 750	2 468	3 250	11 632	254 750	2 548	3 250	12 250
247 000	2 470	3 250	11 652	255 000	2 550	3 250	12 269
247 250	2 473	3 250	11 671	255 250	2 553	3 250	12 289
247 500	2 475	3 250	11 690	255 500	2 555	3 250	12 308
247 750	2 478	3 250	11 710	255 750	2 558	3 250	12 327
248 000	2 480	3 250	11 729	256 000	2 560	3 250	12 347
248 250	2 483	3 250	11 748	256 250	2 563	3 250	12 366
248 500	2 485	3 250	11 768	256 500	2 565	3 250	12 385
248 750	2 488	3 250	11 787	256 750	2 568	3 250	12 404
249 000	2 490	3 250	11 806	257 000	2 570	3 250	12 424
249 250	2 493	3 250	11 825	257 250	2 573	3 250	12 443
249 500	2 495	3 250	11 845	257 500	2 575	3 250	12 462

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
257 750	2 578	3 250	12 482	265 750	2 658	3 250	13 099
258 000	2 580	3 250	12 501	266 000	2 660	3 250	13 119
258 250	2 583	3 250	12 520	266 250	2 663	3 250	13 138
258 500	2 585	3 250	12 540	266 500	2 665	3 250	13 157
258 750	2 588	3 250	12 559	266 750	2 668	3 250	13 176
259 000	2 590	3 250	12 578	267 000	2 670	3 250	13 196
259 250	2 593	3 250	12 597	267 250	2 673	3 250	13 215
259 500	2 595	3 250	12 617	267 500	2 675	3 250	13 234
259 750	2 598	3 250	12 636	267 750	2 678	3 250	13 254
260 000	2 600	3 250	12 655	268 000	2 680	3 250	13 273
260 250	2 603	3 250	12 675	268 250	2 683	3 250	13 292
260 500	2 605	3 250	12 694	268 500	2 685	3 250	13 312
260 750	2 608	3 250	12 713	268 750	2 688	3 250	13 331
261 000	2 610	3 250	12 733	269 000	2 690	3 250	13 350
261 250	2 613	3 250	12 752	269 250	2 693	3 250	13 369
261 500	2 615	3 250	12 771	269 500	2 695	3 250	13 389
261 750	2 618	3 250	12 790	269 750	2 698	3 250	13 408
262 000	2 620	3 250	12 810	270 000	2 700	3 250	13 433
262 250	2 623	3 250	12 829	270 250	2 703	3 250	13 462
262 500	2 625	3 250	12 848	270 500	2 705	3 250	13 491
262 750	2 628	3 250	12 868	270 750	2 708	3 250	13 520
263 000	2 630	3 250	12 887	271 000	2 710	3 250	13 548
263 250	2 633	3 250	12 906	271 250	2 713	3 250	13 577
263 500	2 635	3 250	12 926	271 500	2 715	3 250	13 606
263 750	2 638	3 250	12 945	271 750	2 718	3 250	13 635
264 000	2 640	3 250	12 964	272 000	2 720	3 250	13 664
264 250	2 643	3 250	12 983	272 250	2 723	3 250	13 693
264 500	2 645	3 250	13 003	272 500	2 725	3 250	13 722
264 750	2 648	3 250	13 022	272 750	2 728	3 250	13 751
265 000	2 650	3 250	13 041	273 000	2 730	3 250	13 780
265 250	2 653	3 250	13 061	273 250	2 733	3 250	13 809
265 500	2 655	3 250	13 080	273 500	2 735	3 250	13 838

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
273 750	2 738	3 250	13 867	281 750	2 818	3 250	14 793
274 000	2 740	3 250	13 896	282 000	2 820	3 250	14 822
274 250	2 743	3 250	13 925	282 250	2 823	3 250	14 851
274 500	2 745	3 250	13 954	282 500	2 825	3 250	14 880
274 750	2 748	3 250	13 983	282 750	2 828	3 250	14 909
275 000	2 750	3 250	14 012	283 000	2 830	3 250	14 938
275 250	2 753	3 250	14 041	283 250	2 833	3 250	14 967
275 500	2 755	3 250	14 070	283 500	2 835	3 250	14 996
275 750	2 758	3 250	14 099	283 750	2 838	3 250	15 025
276 000	2 760	3 250	14 127	284 000	2 840	3 250	15 054
276 250	2 763	3 250	14 156	284 250	2 843	3 250	15 083
276 500	2 765	3 250	14 185	284 500	2 845	3 250	15 112
276 750	2 768	3 250	14 214	284 750	2 848	3 250	15 141
277 000	2 770	3 250	14 243	285 000	2 850	3 250	15 170
277 250	2 773	3 250	14 272	285 250	2 853	3 250	15 199
277 500	2 775	3 250	14 301	285 500	2 855	3 250	15 228
277 750	2 778	3 250	14 330	285 750	2 858	3 250	15 257
278 000	2 780	3 250	14 359	286 000	2 860	3 250	15 285
278 250	2 783	3 250	14 388	286 250	2 863	3 250	15 314
278 500	2 785	3 250	14 417	286 500	2 865	3 250	15 343
278 750	2 788	3 250	14 446	286 750	2 868	3 250	15 372
279 000	2 790	3 250	14 475	287 000	2 870	3 250	15 401
279 250	2 793	3 250	14 504	287 250	2 873	3 250	15 430
279 500	2 795	3 250	14 533	287 500	2 875	3 250	15 459
279 750	2 798	3 250	14 562	287 750	2 878	3 250	15 488
280 000	2 800	3 250	14 591	288 000	2 880	3 250	15 517
280 250	2 803	3 250	14 620	288 250	2 883	3 250	15 546
280 500	2 805	3 250	14 649	288 500	2 885	3 250	15 575
280 750	2 808	3 250	14 678	288 750	2 888	3 250	15 604
281 000	2 810	3 250	14 706	289 000	2 890	3 250	15 633
281 250	2 813	3 250	14 735	289 250	2 893	3 250	15 662
281 500	2 815	3 250	14 764	289 500	2 895	3 250	15 691

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
289 750	2 898	3 250	15 720	297 750	2 978	3 250	16 646
290 000	2 900	3 250	15 749	298 000	2 980	3 250	16 675
290 250	2 903	3 250	15 778	298 250	2 983	3 250	16 704
290 500	2 905	3 250	15 807	298 500	2 985	3 250	16 733
290 750	2 908	3 250	15 836	298 750	2 988	3 250	16 762
291 000	2 910	3 250	15 864	299 000	2 990	3 250	16 791
291 250	2 913	3 250	15 893	299 250	2 993	3 250	16 820
291 500	2 915	3 250	15 922	299 500	2 995	3 250	16 849
291 750	2 918	3 250	15 951	299 750	2 998	3 250	16 878
292 000	2 920	3 250	15 980	300 000	3 000	3 250	16 907
292 250	2 923	3 250	16 009	300 250	3 003	4 550	15 637
292 500	2 925	3 250	16 038	300 500	3 005	4 550	15 667
292 750	2 928	3 250	16 067	300 750	3 008	4 550	15 697
293 000	2 930	3 250	16 096	301 000	3 010	4 550	15 727
293 250	2 933	3 250	16 125	301 250	3 013	4 550	15 757
293 500	2 935	3 250	16 154	301 500	3 015	4 550	15 787
293 750	2 938	3 250	16 183	301 750	3 018	4 550	15 817
294 000	2 940	3 250	16 212	302 000	3 020	4 550	15 847
294 250	2 943	3 250	16 241	302 250	3 023	4 550	15 877
294 500	2 945	3 250	16 270	302 500	3 025	4 550	15 907
294 750	2 948	3 250	16 299	302 750	3 028	4 550	15 937
295 000	2 950	3 250	16 328	303 000	3 030	4 550	15 967
295 250	2 953	3 250	16 357	303 250	3 033	4 550	15 997
295 500	2 955	3 250	16 386	303 500	3 035	4 550	16 027
295 750	2 958	3 250	16 415	303 750	3 038	4 550	16 057
296 000	2 960	3 250	16 443	304 000	3 040	4 550	16 087
296 250	2 963	3 250	16 472	304 250	3 043	4 550	16 117
296 500	2 965	3 250	16 501	304 500	3 045	4 550	16 147
296 750	2 968	3 250	16 530	304 750	3 048	4 550	16 177
297 000	2 970	3 250	16 559	305 000	3 050	4 550	16 207
297 250	2 973	3 250	16 588	305 250	3 053	4 550	16 237
297 500	2 975	3 250	16 617	305 500	3 055	4 550	16 267

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
305 750	3 058	4 550	16 297	313 750	3 138	4 550	17 257
306 000	3 060	4 550	16 327	314 000	3 140	4 550	17 287
306 250	3 063	4 550	16 357	314 250	3 143	4 550	17 317
306 500	3 065	4 550	16 387	314 500	3 145	4 550	17 347
306 750	3 068	4 550	16 417	314 750	3 148	4 550	17 377
307 000	3 070	4 550	16 447	315 000	3 150	4 550	17 407
307 250	3 073	4 550	16 477	315 250	3 153	4 550	17 437
307 500	3 075	4 550	16 507	315 500	3 155	4 550	17 467
307 750	3 078	4 550	16 537	315 750	3 158	4 550	17 497
308 000	3 080	4 550	16 567	316 000	3 160	4 550	17 527
308 250	3 083	4 550	16 597	316 250	3 163	4 550	17 557
308 500	3 085	4 550	16 627	316 500	3 165	4 550	17 587
308 750	3 088	4 550	16 657	316 750	3 168	4 550	17 617
309 000	3 090	4 550	16 687	317 000	3 170	4 550	17 647
309 250	3 093	4 550	16 717	317 250	3 173	4 550	17 677
309 500	3 095	4 550	16 747	317 500	3 175	4 550	17 707
309 750	3 098	4 550	16 777	317 750	3 178	4 550	17 737
310 000	3 100	4 550	16 807	318 000	3 180	4 550	17 767
310 250	3 103	4 550	16 837	318 250	3 183	4 550	17 797
310 500	3 105	4 550	16 867	318 500	3 185	4 550	17 827
310 750	3 108	4 550	16 897	318 750	3 188	4 550	17 857
311 000	3 110	4 550	16 927	319 000	3 190	4 550	17 887
311 250	3 113	4 550	16 957	319 250	3 193	4 550	17 917
311 500	3 115	4 550	16 987	319 500	3 195	4 550	17 947
311 750	3 118	4 550	17 017	319 750	3 198	4 550	17 977
312 000	3 120	4 550	17 047	320 000	3 200	4 550	18 007
312 250	3 123	4 550	17 077	320 250	3 203	4 550	18 037
312 500	3 125	4 550	17 107	320 500	3 205	4 550	18 067
312 750	3 128	4 550	17 137	320 750	3 208	4 550	18 097
313 000	3 130	4 550	17 167	321 000	3 210	4 550	18 127
313 250	3 133	4 550	17 197	321 250	3 213	4 550	18 157
313 500	3 135	4 550	17 227	321 500	3 215	4 550	18 187



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
321 750	3 218	4 550	18 217	329 750	3 298	4 550	19 177
322 000	3 220	4 550	18 247	330 000	3 300	4 550	19 207
322 250	3 223	4 550	18 277	330 250	3 303	4 550	19 237
322 500	3 225	4 550	18 307	330 500	3 305	4 550	19 267
322 750	3 228	4 550	18 337	330 750	3 308	4 550	19 297
323 000	3 230	4 550	18 367	331 000	3 310	4 550	19 327
323 250	3 233	4 550	18 397	331 250	3 313	4 550	19 357
323 500	3 235	4 550	18 427	331 500	3 315	4 550	19 387
323 750	3 238	4 550	18 457	331 750	3 318	4 550	19 417
324 000	3 240	4 550	18 487	332 000	3 320	4 550	19 447
324 250	3 243	4 550	18 517	332 250	3 323	4 550	19 477
324 500	3 245	4 550	18 547	332 500	3 325	4 550	19 507
324 750	3 248	4 550	18 577	332 750	3 328	4 550	19 537
325 000	3 250	4 550	18 607	333 000	3 330	4 550	19 567
325 250	3 253	4 550	18 637	333 250	3 333	4 550	19 597
325 500	3 255	4 550	18 667	333 500	3 335	4 550	19 627
325 750	3 258	4 550	18 697	333 750	3 338	4 550	19 657
326 000	3 260	4 550	18 727	334 000	3 340	4 550	19 687
326 250	3 263	4 550	18 757	334 250	3 343	4 550	19 717
326 500	3 265	4 550	18 787	334 500	3 345	4 550	19 747
326 750	3 268	4 550	18 817	334 750	3 348	4 550	19 777
327 000	3 270	4 550	18 847	335 000	3 350	4 550	19 807
327 250	3 273	4 550	18 877	335 250	3 353	4 550	19 837
327 500	3 275	4 550	18 907	335 500	3 355	4 550	19 867
327 750	3 278	4 550	18 937	335 750	3 358	4 550	19 897
328 000	3 280	4 550	18 967	336 000	3 360	4 550	19 927
328 250	3 283	4 550	18 997	336 250	3 363	4 550	19 957
328 500	3 285	4 550	19 027	336 500	3 365	4 550	19 987
328 750	3 288	4 550	19 057	336 750	3 368	4 550	20 017
329 000	3 290	4 550	19 087	337 000	3 370	4 550	20 047
329 250	3 293	4 550	19 117	337 250	3 373	4 550	20 077
329 500	3 295	4 550	19 147	337 500	3 375	4 550	20 107

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
337 750	3 378	4 550	20 137	345 750	3 458	4 550	21 097
338 000	3 380	4 550	20 167	346 000	3 460	4 550	21 127
338 250	3 383	4 550	20 197	346 250	3 463	4 550	21 157
338 500	3 385	4 550	20 227	346 500	3 465	4 550	21 187
338 750	3 388	4 550	20 257	346 750	3 468	4 550	21 217
339 000	3 390	4 550	20 287	347 000	3 470	4 550	21 247
339 250	3 393	4 550	20 317	347 250	3 473	4 550	21 277
339 500	3 395	4 550	20 347	347 500	3 475	4 550	21 307
339 750	3 398	4 550	20 377	347 750	3 478	4 550	21 337
340 000	3 400	4 550	20 407	348 000	3 480	4 550	21 367
340 250	3 403	4 550	20 437	348 250	3 483	4 550	21 397
340 500	3 405	4 550	20 467	348 500	3 485	4 550	21 427
340 750	3 408	4 550	20 497	348 750	3 488	4 550	21 457
341 000	3 410	4 550	20 527	349 000	3 490	4 550	21 487
341 250	3 413	4 550	20 557	349 250	3 493	4 550	21 517
341 500	3 415	4 550	20 587	349 500	3 495	4 550	21 547
341 750	3 418	4 550	20 617	349 750	3 498	4 550	21 577
342 000	3 420	4 550	20 647	350 000	3 500	4 550	21 607
342 250	3 423	4 550	20 677	350 250	3 503	4 550	21 637
342 500	3 425	4 550	20 707	350 500	3 505	4 550	21 667
342 750	3 428	4 550	20 737	350 750	3 508	4 550	21 697
343 000	3 430	4 550	20 767	351 000	3 510	4 550	21 727
343 250	3 433	4 550	20 797	351 250	3 513	4 550	21 757
343 500	3 435	4 550	20 827	351 500	3 515	4 550	21 787
343 750	3 438	4 550	20 857	351 750	3 518	4 550	21 817
344 000	3 440	4 550	20 887	352 000	3 520	4 550	21 847
344 250	3 443	4 550	20 917	352 250	3 523	4 550	21 877
344 500	3 445	4 550	20 947	352 500	3 525	4 550	21 907
344 750	3 448	4 550	20 977	352 750	3 528	4 550	21 937
345 000	3 450	4 550	21 007	353 000	3 530	4 550	21 967
345 250	3 453	4 550	21 037	353 250	3 533	4 550	21 997
345 500	3 455	4 550	21 067	353 500	3 535	4 550	22 027

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
353 750	3 538	4 550	22 057	361 750	3 618	4 550	23 017
354 000	3 540	4 550	22 087	362 000	3 620	4 550	23 047
354 250	3 543	4 550	22 117	362 250	3 623	4 550	23 077
354 500	3 545	4 550	22 147	362 500	3 625	4 550	23 107
354 750	3 548	4 550	22 177	362 750	3 628	4 550	23 137
355 000	3 550	4 550	22 207	363 000	3 630	4 550	23 167
355 250	3 553	4 550	22 237	363 250	3 633	4 550	23 197
355 500	3 555	4 550	22 267	363 500	3 635	4 550	23 227
355 750	3 558	4 550	22 297	363 750	3 638	4 550	23 257
356 000	3 560	4 550	22 327	364 000	3 640	4 550	23 287
356 250	3 563	4 550	22 357	364 250	3 643	4 550	23 317
356 500	3 565	4 550	22 387	364 500	3 645	4 550	23 347
356 750	3 568	4 550	22 417	364 750	3 648	4 550	23 377
357 000	3 570	4 550	22 447	365 000	3 650	4 550	23 407
357 250	3 573	4 550	22 477	365 250	3 653	4 550	23 437
357 500	3 575	4 550	22 507	365 500	3 655	4 550	23 467
357 750	3 578	4 550	22 537	365 750	3 658	4 550	23 497
358 000	3 580	4 550	22 567	366 000	3 660	4 550	23 527
358 250	3 583	4 550	22 597	366 250	3 663	4 550	23 557
358 500	3 585	4 550	22 627	366 500	3 665	4 550	23 587
358 750	3 588	4 550	22 657	366 750	3 668	4 550	23 617
359 000	3 590	4 550	22 687	367 000	3 670	4 550	23 647
359 250	3 593	4 550	22 717	367 250	3 673	4 550	23 677
359 500	3 595	4 550	22 747	367 500	3 675	4 550	23 707
359 750	3 598	4 550	22 777	367 750	3 678	4 550	23 737
360 000	3 600	4 550	22 807	368 000	3 680	4 550	23 767
360 250	3 603	4 550	22 837	368 250	3 683	4 550	23 797
360 500	3 605	4 550	22 867	368 500	3 685	4 550	23 827
360 750	3 608	4 550	22 897	368 750	3 688	4 550	23 857
361 000	3 610	4 550	22 927	369 000	3 690	4 550	23 887
361 250	3 613	4 550	22 957	369 250	3 693	4 550	23 917
361 500	3 615	4 550	22 987	369 500	3 695	4 550	23 947

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
369 750	3 698	4 550	23 977	377 750	3 778	4 550	25 150
370 000	3 700	4 550	24 007	378 000	3 780	4 550	25 200
370 250	3 703	4 550	24 037	378 250	3 783	4 550	25 250
370 500	3 705	4 550	24 067	378 500	3 785	4 550	25 300
370 750	3 708	4 550	24 097	378 750	3 788	4 550	25 350
371 000	3 710	4 550	24 127	379 000	3 790	4 550	25 400
371 250	3 713	4 550	24 157	379 250	3 793	4 550	25 450
371 500	3 715	4 550	24 187	379 500	3 795	4 550	25 500
371 750	3 718	4 550	24 217	379 750	3 798	4 550	25 550
372 000	3 720	4 550	24 247	380 000	3 800	4 550	25 600
372 250	3 723	4 550	24 277	380 250	3 803	4 550	25 650
372 500	3 725	4 550	24 307	380 500	3 805	4 550	25 700
372 750	3 728	4 550	24 337	380 750	3 808	4 550	25 750
373 000	3 730	4 550	24 367	381 000	3 810	4 550	25 800
373 250	3 733	4 550	24 397	381 250	3 813	4 550	25 850
373 500	3 735	4 550	24 427	381 500	3 815	4 550	25 900
373 750	3 738	4 550	24 457	381 750	3 818	4 550	25 950
374 000	3 740	4 550	24 487	382 000	3 820	4 550	26 000
374 250	3 743	4 550	24 517	382 250	3 823	4 550	26 050
374 500	3 745	4 550	24 547	382 500	3 825	4 550	26 100
374 750	3 748	4 550	24 577	382 750	3 828	4 550	26 150
375 000	3 750	4 550	24 607	383 000	3 830	4 550	26 200
375 250	3 753	4 550	24 650	383 250	3 833	4 550	26 250
375 500	3 755	4 550	24 700	383 500	3 835	4 550	26 300
375 750	3 758	4 550	24 750	383 750	3 838	4 550	26 350
376 000	3 760	4 550	24 800	384 000	3 840	4 550	26 400
376 250	3 763	4 550	24 850	384 250	3 843	4 550	26 450
376 500	3 765	4 550	24 900	384 500	3 845	4 550	26 500
376 750	3 768	4 550	24 950	384 750	3 848	4 550	26 550
377 000	3 770	4 550	25 000	385 000	3 850	4 550	26 600
377 250	3 773	4 550	25 050	385 250	3 853	4 550	26 650
377 500	3 775	4 550	25 100	385 500	3 855	4 550	26 700

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
385 750	3 858	4 550	26 750	393 750	3 938	4 550	28 350
386 000	3 860	4 550	26 800	394 000	3 940	4 550	28 400
386 250	3 863	4 550	26 850	394 250	3 943	4 550	28 450
386 500	3 865	4 550	26 900	394 500	3 945	4 550	28 500
386 750	3 868	4 550	26 950	394 750	3 948	4 550	28 550
387 000	3 870	4 550	27 000	395 000	3 950	4 550	28 600
387 250	3 873	4 550	27 050	395 250	3 953	4 550	28 650
387 500	3 875	4 550	27 100	395 500	3 955	4 550	28 700
387 750	3 878	4 550	27 150	395 750	3 958	4 550	28 750
388 000	3 880	4 550	27 200	396 000	3 960	4 550	28 800
388 250	3 883	4 550	27 250	396 250	3 963	4 550	28 850
388 500	3 885	4 550	27 300	396 500	3 965	4 550	28 900
388 750	3 888	4 550	27 350	396 750	3 968	4 550	28 950
389 000	3 890	4 550	27 400	397 000	3 970	4 550	29 000
389 250	3 893	4 550	27 450	397 250	3 973	4 550	29 050
389 500	3 895	4 550	27 500	397 500	3 975	4 550	29 100
389 750	3 898	4 550	27 550	397 750	3 978	4 550	29 150
390 000	3 900	4 550	27 600	398 000	3 980	4 550	29 200
390 250	3 903	4 550	27 650	398 250	3 983	4 550	29 250
390 500	3 905	4 550	27 700	398 500	3 985	4 550	29 300
390 750	3 908	4 550	27 750	398 750	3 988	4 550	29 350
391 000	3 910	4 550	27 800	399 000	3 990	4 550	29 400
391 250	3 913	4 550	27 850	399 250	3 993	4 550	29 450
391 500	3 915	4 550	27 900	399 500	3 995	4 550	29 500
391 750	3 918	4 550	27 950	399 750	3 998	4 550	29 550
392 000	3 920	4 550	28 000	400 000	4 000	4 550	29 600
392 250	3 923	4 550	28 050	400 250	4 003	5 850	28 350
392 500	3 925	4 550	28 100	400 500	4 005	5 850	28 400
392 750	3 928	4 550	28 150	400 750	4 008	5 850	28 450
393 000	3 930	4 550	28 200	401 000	4 010	5 850	28 500
393 250	3 933	4 550	28 250	401 250	4 013	5 850	28 550
393 500	3 935	4 550	28 300	401 500	4 015	5 850	28 600

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
401 750	4 018	5 850	28 650	409 750	4 098	5 850	30 250
402 000	4 020	5 850	28 700	410 000	4 100	5 850	30 300
402 250	4 023	5 850	28 750	410 250	4 103	5 850	30 350
402 500	4 025	5 850	28 800	410 500	4 105	5 850	30 400
402 750	4 028	5 850	28 850	410 750	4 108	5 850	30 450
403 000	4 030	5 850	28 900	411 000	4 110	5 850	30 500
403 250	4 033	5 850	28 950	411 250	4 113	5 850	30 550
403 500	4 035	5 850	29 000	411 500	4 115	5 850	30 600
403 750	4 038	5 850	29 050	411 750	4 118	5 850	30 650
404 000	4 040	5 850	29 100	412 000	4 120	5 850	30 700
404 250	4 043	5 850	29 150	412 250	4 123	5 850	30 750
404 500	4 045	5 850	29 200	412 500	4 125	5 850	30 800
404 750	4 048	5 850	29 250	412 750	4 128	5 850	30 850
405 000	4 050	5 850	29 300	413 000	4 130	5 850	30 900
405 250	4 053	5 850	29 350	413 250	4 133	5 850	30 950
405 500	4 055	5 850	29 400	413 500	4 135	5 850	31 000
405 750	4 058	5 850	29 450	413 750	4 138	5 850	31 050
406 000	4 060	5 850	29 500	414 000	4 140	5 850	31 100
406 250	4 063	5 850	29 550	414 250	4 143	5 850	31 150
406 500	4 065	5 850	29 600	414 500	4 145	5 850	31 200
406 750	4 068	5 850	29 650	414 750	4 148	5 850	31 250
407 000	4 070	5 850	29 700	415 000	4 150	5 850	31 300
407 250	4 073	5 850	29 750	415 250	4 153	5 850	31 350
407 500	4 075	5 850	29 800	415 500	4 155	5 850	31 400
407 750	4 078	5 850	29 850	415 750	4 158	5 850	31 450
408 000	4 080	5 850	29 900	416 000	4 160	5 850	31 500
408 250	4 083	5 850	29 950	416 250	4 163	5 850	31 550
408 500	4 085	5 850	30 000	416 500	4 165	5 850	31 600
408 750	4 088	5 850	30 050	416 750	4 168	5 850	31 650
409 000	4 090	5 850	30 100	417 000	4 170	5 850	31 700
409 250	4 093	5 850	30 150	417 250	4 173	5 850	31 750
409 500	4 095	5 850	30 200	417 500	4 175	5 850	31 800

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
417 750	4 178	5 850	31 850	425 750	4 258	5 850	33 450
418 000	4 180	5 850	31 900	426 000	4 260	5 850	33 500
418 250	4 183	5 850	31 950	426 250	4 263	5 850	33 550
418 500	4 185	5 850	32 000	426 500	4 265	5 850	33 600
418 750	4 188	5 850	32 050	426 750	4 268	5 850	33 650
419 000	4 190	5 850	32 100	427 000	4 270	5 850	33 700
419 250	4 193	5 850	32 150	427 250	4 273	5 850	33 750
419 500	4 195	5 850	32 200	427 500	4 275	5 850	33 800
419 750	4 198	5 850	32 250	427 750	4 278	5 850	33 850
420 000	4 200	5 850	32 300	428 000	4 280	5 850	33 900
420 250	4 203	5 850	32 350	428 250	4 283	5 850	33 950
420 500	4 205	5 850	32 400	428 500	4 285	5 850	34 000
420 750	4 208	5 850	32 450	428 750	4 288	5 850	34 050
421 000	4 210	5 850	32 500	429 000	4 290	5 850	34 100
421 250	4 213	5 850	32 550	429 250	4 293	5 850	34 150
421 500	4 215	5 850	32 600	429 500	4 295	5 850	34 200
421 750	4 218	5 850	32 650	429 750	4 298	5 850	34 250
422 000	4 220	5 850	32 700	430 000	4 300	5 850	34 300
422 250	4 223	5 850	32 750	430 250	4 303	5 850	34 350
422 500	4 225	5 850	32 800	430 500	4 305	5 850	34 400
422 750	4 228	5 850	32 850	430 750	4 308	5 850	34 450
423 000	4 230	5 850	32 900	431 000	4 310	5 850	34 500
423 250	4 233	5 850	32 950	431 250	4 313	5 850	34 550
423 500	4 235	5 850	33 000	431 500	4 315	5 850	34 600
423 750	4 238	5 850	33 050	431 750	4 318	5 850	34 650
424 000	4 240	5 850	33 100	432 000	4 320	5 850	34 700
424 250	4 243	5 850	33 150	432 250	4 323	5 850	34 750
424 500	4 245	5 850	33 200	432 500	4 325	5 850	34 800
424 750	4 248	5 850	33 250	432 750	4 328	5 850	34 850
425 000	4 250	5 850	33 300	433 000	4 330	5 850	34 900
425 250	4 253	5 850	33 350	433 250	4 333	5 850	34 950
425 500	4 255	5 850	33 400	433 500	4 335	5 850	35 000

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
433 750	4 338	5 850	35 050	441 750	4 418	5 850	36 650
434 000	4 340	5 850	35 100	442 000	4 420	5 850	36 700
434 250	4 343	5 850	35 150	442 250	4 423	5 850	36 750
434 500	4 345	5 850	35 200	442 500	4 425	5 850	36 800
434 750	4 348	5 850	35 250	442 750	4 428	5 850	36 850
435 000	4 350	5 850	35 300	443 000	4 430	5 850	36 900
435 250	4 353	5 850	35 350	443 250	4 433	5 850	36 950
435 500	4 355	5 850	35 400	443 500	4 435	5 850	37 000
435 750	4 358	5 850	35 450	443 750	4 438	5 850	37 050
436 000	4 360	5 850	35 500	444 000	4 440	5 850	37 100
436 250	4 363	5 850	35 550	444 250	4 443	5 850	37 150
436 500	4 365	5 850	35 600	444 500	4 445	5 850	37 200
436 750	4 368	5 850	35 650	444 750	4 448	5 850	37 250
437 000	4 370	5 850	35 700	445 000	4 450	5 850	37 300
437 250	4 373	5 850	35 750	445 250	4 453	5 850	37 350
437 500	4 375	5 850	35 800	445 500	4 455	5 850	37 400
437 750	4 378	5 850	35 850	445 750	4 458	5 850	37 450
438 000	4 380	5 850	35 900	446 000	4 460	5 850	37 500
438 250	4 383	5 850	35 950	446 250	4 463	5 850	37 550
438 500	4 385	5 850	36 000	446 500	4 465	5 850	37 600
438 750	4 388	5 850	36 050	446 750	4 468	5 850	37 650
439 000	4 390	5 850	36 100	447 000	4 470	5 850	37 700
439 250	4 393	5 850	36 150	447 250	4 473	5 850	37 750
439 500	4 395	5 850	36 200	447 500	4 475	5 850	37 800
439 750	4 398	5 850	36 250	447 750	4 478	5 850	37 850
440 000	4 400	5 850	36 300	448 000	4 480	5 850	37 900
440 250	4 403	5 850	36 350	448 250	4 483	5 850	37 950
440 500	4 405	5 850	36 400	448 500	4 485	5 850	38 000
440 750	4 408	5 850	36 450	448 750	4 488	5 850	38 050
441 000	4 410	5 850	36 500	449 000	4 490	5 850	38 100
441 250	4 413	5 850	36 550	449 250	4 493	5 850	38 150
441 500	4 415	5 850	36 600	449 500	4 495	5 850	38 200



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
449 750	4 498	5 850	38 250	457 750	4 578	5 850	39 850
450 000	4 500	5 850	38 300	458 000	4 580	5 850	39 900
450 250	4 503	5 850	38 350	458 250	4 583	5 850	39 950
450 500	4 505	5 850	38 400	458 500	4 585	5 850	40 000
450 750	4 508	5 850	38 450	458 750	4 588	5 850	40 050
451 000	4 510	5 850	38 500	459 000	4 590	5 850	40 100
451 250	4 513	5 850	38 550	459 250	4 593	5 850	40 150
451 500	4 515	5 850	38 600	459 500	4 595	5 850	40 200
451 750	4 518	5 850	38 650	459 750	4 598	5 850	40 250
452 000	4 520	5 850	38 700	460 000	4 600	5 850	40 300
452 250	4 523	5 850	38 750	460 250	4 603	5 850	40 350
452 500	4 525	5 850	38 800	460 500	4 605	5 850	40 400
452 750	4 528	5 850	38 850	460 750	4 608	5 850	40 450
453 000	4 530	5 850	38 900	461 000	4 610	5 850	40 500
453 250	4 533	5 850	38 950	461 250	4 613	5 850	40 550
453 500	4 535	5 850	39 000	461 500	4 615	5 850	40 600
453 750	4 538	5 850	39 050	461 750	4 618	5 850	40 650
454 000	4 540	5 850	39 100	462 000	4 620	5 850	40 700
454 250	4 543	5 850	39 150	462 250	4 623	5 850	40 750
454 500	4 545	5 850	39 200	462 500	4 625	5 850	40 800
454 750	4 548	5 850	39 250	462 750	4 628	5 850	40 850
455 000	4 550	5 850	39 300	463 000	4 630	5 850	40 900
455 250	4 553	5 850	39 350	463 250	4 633	5 850	40 950
455 500	4 555	5 850	39 400	463 500	4 635	5 850	41 000
455 750	4 558	5 850	39 450	463 750	4 638	5 850	41 050
456 000	4 560	5 850	39 500	464 000	4 640	5 850	41 100
456 250	4 563	5 850	39 550	464 250	4 643	5 850	41 150
456 500	4 565	5 850	39 600	464 500	4 645	5 850	41 200
456 750	4 568	5 850	39 650	464 750	4 648	5 850	41 250
457 000	4 570	5 850	39 700	465 000	4 650	5 850	41 300
457 250	4 573	5 850	39 750	465 250	4 653	5 850	41 350
457 500	4 575	5 850	39 800	465 500	4 655	5 850	41 400

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
465 750	4 658	5 850	41 450	473 750	4 738	5 850	43 050
466 000	4 660	5 850	41 500	474 000	4 740	5 850	43 100
466 250	4 663	5 850	41 550	474 250	4 743	5 850	43 150
466 500	4 665	5 850	41 600	474 500	4 745	5 850	43 200
466 750	4 668	5 850	41 650	474 750	4 748	5 850	43 250
467 000	4 670	5 850	41 700	475 000	4 750	5 850	43 300
467 250	4 673	5 850	41 750	475 250	4 753	5 850	43 350
467 500	4 675	5 850	41 800	475 500	4 755	5 850	43 400
467 750	4 678	5 850	41 850	475 750	4 758	5 850	43 450
468 000	4 680	5 850	41 900	476 000	4 760	5 850	43 500
468 250	4 683	5 850	41 950	476 250	4 763	5 850	43 550
468 500	4 685	5 850	42 000	476 500	4 765	5 850	43 600
468 750	4 688	5 850	42 050	476 750	4 768	5 850	43 650
469 000	4 690	5 850	42 100	477 000	4 770	5 850	43 700
469 250	4 693	5 850	42 150	477 250	4 773	5 850	43 750
469 500	4 695	5 850	42 200	477 500	4 775	5 850	43 800
469 750	4 698	5 850	42 250	477 750	4 778	5 850	43 850
470 000	4 700	5 850	42 300	478 000	4 780	5 850	43 900
470 250	4 703	5 850	42 350	478 250	4 783	5 850	43 950
470 500	4 705	5 850	42 400	478 500	4 785	5 850	44 000
470 750	4 708	5 850	42 450	478 750	4 788	5 850	44 050
471 000	4 710	5 850	42 500	479 000	4 790	5 850	44 100
471 250	4 713	5 850	42 550	479 250	4 793	5 850	44 150
471 500	4 715	5 850	42 600	479 500	4 795	5 850	44 200
471 750	4 718	5 850	42 650	479 750	4 798	5 850	44 250
472 000	4 720	5 850	42 700	480 000	4 800	5 850	44 300
472 250	4 723	5 850	42 750	480 250	4 803	5 850	44 350
472 500	4 725	5 850	42 800	480 500	4 805	5 850	44 400
472 750	4 728	5 850	42 850	480 750	4 808	5 850	44 450
473 000	4 730	5 850	42 900	481 000	4 810	5 850	44 500
473 250	4 733	5 850	42 950	481 250	4 813	5 850	44 550
473 500	4 735	5 850	43 000	481 500	4 815	5 850	44 600

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
481 750	4 818	5 850	44 650	489 750	4 898	5 850	46 250
482 000	4 820	5 850	44 700	490 000	4 900	5 850	46 300
482 250	4 823	5 850	44 750	490 250	4 903	5 850	46 350
482 500	4 825	5 850	44 800	490 500	4 905	5 850	46 400
482 750	4 828	5 850	44 850	490 750	4 908	5 850	46 450
483 000	4 830	5 850	44 900	491 000	4 910	5 850	46 500
483 250	4 833	5 850	44 950	491 250	4 913	5 850	46 550
483 500	4 835	5 850	45 000	491 500	4 915	5 850	46 600
483 750	4 838	5 850	45 050	491 750	4 918	5 850	46 650
484 000	4 840	5 850	45 100	492 000	4 920	5 850	46 700
484 250	4 843	5 850	45 150	492 250	4 923	5 850	46 750
484 500	4 845	5 850	45 200	492 500	4 925	5 850	46 800
484 750	4 848	5 850	45 250	492 750	4 928	5 850	46 850
485 000	4 850	5 850	45 300	493 000	4 930	5 850	46 900
485 250	4 853	5 850	45 350	493 250	4 933	5 850	46 950
485 500	4 855	5 850	45 400	493 500	4 935	5 850	47 000
485 750	4 858	5 850	45 450	493 750	4 938	5 850	47 050
486 000	4 860	5 850	45 500	494 000	4 940	5 850	47 100
486 250	4 863	5 850	45 550	494 250	4 943	5 850	47 150
486 500	4 865	5 850	45 600	494 500	4 945	5 850	47 200
486 750	4 868	5 850	45 650	494 750	4 948	5 850	47 250
487 000	4 870	5 850	45 700	495 000	4 950	5 850	47 300
487 250	4 873	5 850	45 750	495 250	4 953	5 850	47 350
487 500	4 875	5 850	45 800	495 500	4 955	5 850	47 400
487 750	4 878	5 850	45 850	495 750	4 958	5 850	47 450
488 000	4 880	5 850	45 900	496 000	4 960	5 850	47 500
488 250	4 883	5 850	45 950	496 250	4 963	5 850	47 550
488 500	4 885	5 850	46 000	496 500	4 965	5 850	47 600
488 750	4 888	5 850	46 050	496 750	4 968	5 850	47 650
489 000	4 890	5 850	46 100	497 000	4 970	5 850	47 700
489 250	4 893	5 850	46 150	497 250	4 973	5 850	47 750
489 500	4 895	5 850	46 200	497 500	4 975	5 850	47 800

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
497 750	4 978	5 850	47 850	505 750	5 058	7 150	48 150
498 000	4 980	5 850	47 900	506 000	5 060	7 150	48 200
498 250	4 983	5 850	47 950	506 250	5 063	7 150	48 250
498 500	4 985	5 850	48 000	506 500	5 065	7 150	48 300
498 750	4 988	5 850	48 050	506 750	5 068	7 150	48 350
499 000	4 990	5 850	48 100	507 000	5 070	7 150	48 400
499 250	4 993	5 850	48 150	507 250	5 073	7 150	48 450
499 500	4 995	5 850	48 200	507 500	5 075	7 150	48 500
499 750	4 998	5 850	48 250	507 750	5 078	7 150	48 550
500 000	5 000	5 850	48 300	508 000	5 080	7 150	48 600
500 250	5 003	7 150	47 050	508 250	5 083	7 150	48 650
500 500	5 005	7 150	47 100	508 500	5 085	7 150	48 700
500 750	5 008	7 150	47 150	508 750	5 088	7 150	48 750
501 000	5 010	7 150	47 200	509 000	5 090	7 150	48 800
501 250	5 013	7 150	47 250	509 250	5 093	7 150	48 850
501 500	5 015	7 150	47 300	509 500	5 095	7 150	48 900
501 750	5 018	7 150	47 350	509 750	5 098	7 150	48 950
502 000	5 020	7 150	47 400	510 000	5 100	7 150	49 000
502 250	5 023	7 150	47 450	510 250	5 103	7 150	49 050
502 500	5 025	7 150	47 500	510 500	5 105	7 150	49 100
502 750	5 028	7 150	47 550	510 750	5 108	7 150	49 150
503 000	5 030	7 150	47 600	511 000	5 110	7 150	49 200
503 250	5 033	7 150	47 650	511 250	5 113	7 150	49 250
503 500	5 035	7 150	47 700	511 500	5 115	7 150	49 300
503 750	5 038	7 150	47 750	511 750	5 118	7 150	49 350
504 000	5 040	7 150	47 800	512 000	5 120	7 150	49 400
504 250	5 043	7 150	47 850	512 250	5 123	7 150	49 450
504 500	5 045	7 150	47 900	512 500	5 125	7 150	49 500
504 750	5 048	7 150	47 950	512 750	5 128	7 150	49 550
505 000	5 050	7 150	48 000	513 000	5 130	7 150	49 600
505 250	5 053	7 150	48 050	513 250	5 133	7 150	49 650
505 500	5 055	7 150	48 100	513 500	5 135	7 150	49 700

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
513 750	5 138	7 150	49 750	521 750	5 218	7 150	51 350
514 000	5 140	7 150	49 800	522 000	5 220	7 150	51 400
514 250	5 143	7 150	49 850	522 250	5 223	7 150	51 450
514 500	5 145	7 150	49 900	522 500	5 225	7 150	51 500
514 750	5 148	7 150	49 950	522 750	5 228	7 150	51 550
515 000	5 150	7 150	50 000	523 000	5 230	7 150	51 600
515 250	5 153	7 150	50 050	523 250	5 233	7 150	51 650
515 500	5 155	7 150	50 100	523 500	5 235	7 150	51 700
515 750	5 158	7 150	50 150	523 750	5 238	7 150	51 750
516 000	5 160	7 150	50 200	524 000	5 240	7 150	51 800
516 250	5 163	7 150	50 250	524 250	5 243	7 150	51 850
516 500	5 165	7 150	50 300	524 500	5 245	7 150	51 900
516 750	5 168	7 150	50 350	524 750	5 248	7 150	51 950
517 000	5 170	7 150	50 400	525 000	5 250	7 150	52 000
517 250	5 173	7 150	50 450	525 250	5 253	7 150	52 050
517 500	5 175	7 150	50 500	525 500	5 255	7 150	52 100
517 750	5 178	7 150	50 550	525 750	5 258	7 150	52 150
518 000	5 180	7 150	50 600	526 000	5 260	7 150	52 200
518 250	5 183	7 150	50 650	526 250	5 263	7 150	52 250
518 500	5 185	7 150	50 700	526 500	5 265	7 150	52 300
518 750	5 188	7 150	50 750	526 750	5 268	7 150	52 350
519 000	5 190	7 150	50 800	527 000	5 270	7 150	52 400
519 250	5 193	7 150	50 850	527 250	5 273	7 150	52 450
519 500	5 195	7 150	50 900	527 500	5 275	7 150	52 500
519 750	5 198	7 150	50 950	527 750	5 278	7 150	52 550
520 000	5 200	7 150	51 000	528 000	5 280	7 150	52 600
520 250	5 203	7 150	51 050	528 250	5 283	7 150	52 650
520 500	5 205	7 150	51 100	528 500	5 285	7 150	52 700
520 750	5 208	7 150	51 150	528 750	5 288	7 150	52 750
521 000	5 210	7 150	51 200	529 000	5 290	7 150	52 800
521 250	5 213	7 150	51 250	529 250	5 293	7 150	52 850
521 500	5 215	7 150	51 300	529 500	5 295	7 150	52 900

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
529 750	5 298	7 150	52 950	537 750	5 378	7 150	54 550
530 000	5 300	7 150	53 000	538 000	5 380	7 150	54 600
530 250	5 303	7 150	53 050	538 250	5 383	7 150	54 650
530 500	5 305	7 150	53 100	538 500	5 385	7 150	54 700
530 750	5 308	7 150	53 150	538 750	5 388	7 150	54 750
531 000	5 310	7 150	53 200	539 000	5 390	7 150	54 800
531 250	5 313	7 150	53 250	539 250	5 393	7 150	54 850
531 500	5 315	7 150	53 300	539 500	5 395	7 150	54 900
531 750	5 318	7 150	53 350	539 750	5 398	7 150	54 950
532 000	5 320	7 150	53 400	540 000	5 400	7 150	55 000
532 250	5 323	7 150	53 450	540 250	5 403	7 150	55 050
532 500	5 325	7 150	53 500	540 500	5 405	7 150	55 100
532 750	5 328	7 150	53 550	540 750	5 408	7 150	55 150
533 000	5 330	7 150	53 600	541 000	5 410	7 150	55 200
533 250	5 333	7 150	53 650	541 250	5 413	7 150	55 250
533 500	5 335	7 150	53 700	541 500	5 415	7 150	55 300
533 750	5 338	7 150	53 750	541 750	5 418	7 150	55 350
534 000	5 340	7 150	53 800	542 000	5 420	7 150	55 400
534 250	5 343	7 150	53 850	542 250	5 423	7 150	55 450
534 500	5 345	7 150	53 900	542 500	5 425	7 150	55 500
534 750	5 348	7 150	53 950	542 750	5 428	7 150	55 550
535 000	5 350	7 150	54 000	543 000	5 430	7 150	55 600
535 250	5 353	7 150	54 050	543 250	5 433	7 150	55 650
535 500	5 355	7 150	54 100	543 500	5 435	7 150	55 700
535 750	5 358	7 150	54 150	543 750	5 438	7 150	55 750
536 000	5 360	7 150	54 200	544 000	5 440	7 150	55 800
536 250	5 363	7 150	54 250	544 250	5 443	7 150	55 850
536 500	5 365	7 150	54 300	544 500	5 445	7 150	55 900
536 750	5 368	7 150	54 350	544 750	5 448	7 150	55 950
537 000	5 370	7 150	54 400	545 000	5 450	7 150	56 000
537 250	5 373	7 150	54 450	545 250	5 453	7 150	56 050
537 500	5 375	7 150	54 500	545 500	5 455	7 150	56 100

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

<b>Base taxable mensuelle</b>	<b>CCF</b>	<b>CRTV</b>	<b>IRS</b>	<b>Base taxable mensuelle</b>	<b>CCF</b>	<b>CRTV</b>	<b>IRS</b>
545 750	5 458	7 150	56 150	553 750	5 538	7 150	57 750
546 000	5 460	7 150	56 200	554 000	5 540	7 150	57 800
546 250	5 463	7 150	56 250	554 250	5 543	7 150	57 850
546 500	5 465	7 150	56 300	554 500	5 545	7 150	57 900
546 750	5 468	7 150	56 350	554 750	5 548	7 150	57 950
547 000	5 470	7 150	56 400	555 000	5 550	7 150	58 000
547 250	5 473	7 150	56 450	555 250	5 553	7 150	58 050
547 500	5 475	7 150	56 500	555 500	5 555	7 150	58 100
547 750	5 478	7 150	56 550	555 750	5 558	7 150	58 150
548 000	5 480	7 150	56 600	556 000	5 560	7 150	58 200
548 250	5 483	7 150	56 650	556 250	5 563	7 150	58 250
548 500	5 485	7 150	56 700	556 500	5 565	7 150	58 300
548 750	5 488	7 150	56 750	556 750	5 568	7 150	58 350
549 000	5 490	7 150	56 800	557 000	5 570	7 150	58 400
549 250	5 493	7 150	56 850	557 250	5 573	7 150	58 450
549 500	5 495	7 150	56 900	557 500	5 575	7 150	58 500
549 750	5 498	7 150	56 950	557 750	5 578	7 150	58 550
550 000	5 500	7 150	57 000	558 000	5 580	7 150	58 600
550 250	5 503	7 150	57 050	558 250	5 583	7 150	58 650
550 500	5 505	7 150	57 100	558 500	5 585	7 150	58 700
550 750	5 508	7 150	57 150	558 750	5 588	7 150	58 750
551 000	5 510	7 150	57 200	559 000	5 590	7 150	58 800
551 250	5 513	7 150	57 250	559 250	5 593	7 150	58 850
551 500	5 515	7 150	57 300	559 500	5 595	7 150	58 900
551 750	5 518	7 150	57 350	559 750	5 598	7 150	58 950
552 000	5 520	7 150	57 400	560 000	5 600	7 150	59 000
552 250	5 523	7 150	57 450	560 250	5 603	7 150	59 050
552 500	5 525	7 150	57 500	560 500	5 605	7 150	59 100
552 750	5 528	7 150	57 550	560 750	5 608	7 150	59 150
553 000	5 530	7 150	57 600	561 000	5 610	7 150	59 200
553 250	5 533	7 150	57 650	561 250	5 613	7 150	59 250
553 500	5 535	7 150	57 700	561 500	5 615	7 150	59 300

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
561 750	5 618	7 150	59 350	569 750	5 698	7 150	60 950
562 000	5 620	7 150	59 400	570 000	5 700	7 150	61 000
562 250	5 623	7 150	59 450	570 250	5 703	7 150	61 050
562 500	5 625	7 150	59 500	570 500	5 705	7 150	61 100
562 750	5 628	7 150	59 550	570 750	5 708	7 150	61 150
563 000	5 630	7 150	59 600	571 000	5 710	7 150	61 200
563 250	5 633	7 150	59 650	571 250	5 713	7 150	61 250
563 500	5 635	7 150	59 700	571 500	5 715	7 150	61 300
563 750	5 638	7 150	59 750	571 750	5 718	7 150	61 350
564 000	5 640	7 150	59 800	572 000	5 720	7 150	61 400
564 250	5 643	7 150	59 850	572 250	5 723	7 150	61 450
564 500	5 645	7 150	59 900	572 500	5 725	7 150	61 500
564 750	5 648	7 150	59 950	572 750	5 728	7 150	61 550
565 000	5 650	7 150	60 000	573 000	5 730	7 150	61 600
565 250	5 653	7 150	60 050	573 250	5 733	7 150	61 650
565 500	5 655	7 150	60 100	573 500	5 735	7 150	61 700
565 750	5 658	7 150	60 150	573 750	5 738	7 150	61 750
566 000	5 660	7 150	60 200	574 000	5 740	7 150	61 800
566 250	5 663	7 150	60 250	574 250	5 743	7 150	61 850
566 500	5 665	7 150	60 300	574 500	5 745	7 150	61 900
566 750	5 668	7 150	60 350	574 750	5 748	7 150	61 950
567 000	5 670	7 150	60 400	575 000	5 750	7 150	62 000
567 250	5 673	7 150	60 450	575 250	5 753	7 150	62 050
567 500	5 675	7 150	60 500	575 500	5 755	7 150	62 100
567 750	5 678	7 150	60 550	575 750	5 758	7 150	62 150
568 000	5 680	7 150	60 600	576 000	5 760	7 150	62 200
568 250	5 683	7 150	60 650	576 250	5 763	7 150	62 250
568 500	5 685	7 150	60 700	576 500	5 765	7 150	62 300
568 750	5 688	7 150	60 750	576 750	5 768	7 150	62 350
569 000	5 690	7 150	60 800	577 000	5 770	7 150	62 400
569 250	5 693	7 150	60 850	577 250	5 773	7 150	62 450
569 500	5 695	7 150	60 900	577 500	5 775	7 150	62 500



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
577 750	5 778	7 150	62 550	585 750	5 858	7 150	64 337
578 000	5 780	7 150	62 600	586 000	5 860	7 150	64 407
578 250	5 783	7 150	62 650	586 250	5 863	7 150	64 477
578 500	5 785	7 150	62 700	586 500	5 865	7 150	64 547
578 750	5 788	7 150	62 750	586 750	5 868	7 150	64 617
579 000	5 790	7 150	62 800	587 000	5 870	7 150	64 687
579 250	5 793	7 150	62 850	587 250	5 873	7 150	64 757
579 500	5 795	7 150	62 900	587 500	5 875	7 150	64 827
579 750	5 798	7 150	62 950	587 750	5 878	7 150	64 897
580 000	5 800	7 150	63 000	588 000	5 880	7 150	64 967
580 250	5 803	7 150	63 050	588 250	5 883	7 150	65 037
580 500	5 805	7 150	63 100	588 500	5 885	7 150	65 107
580 750	5 808	7 150	63 150	588 750	5 888	7 150	65 177
581 000	5 810	7 150	63 200	589 000	5 890	7 150	65 247
581 250	5 813	7 150	63 250	589 250	5 893	7 150	65 317
581 500	5 815	7 150	63 300	589 500	5 895	7 150	65 387
581 750	5 818	7 150	63 350	589 750	5 898	7 150	65 457
582 000	5 820	7 150	63 400	590 000	5 900	7 150	65 527
582 250	5 823	7 150	63 450	590 250	5 903	7 150	65 597
582 500	5 825	7 150	63 500	590 500	5 905	7 150	65 667
582 750	5 828	7 150	63 550	590 750	5 908	7 150	65 737
583 000	5 830	7 150	63 600	591 000	5 910	7 150	65 807
583 250	5 833	7 150	63 650	591 250	5 913	7 150	65 877
583 500	5 835	7 150	63 707	591 500	5 915	7 150	65 947
583 750	5 838	7 150	63 777	591 750	5 918	7 150	66 017
584 000	5 840	7 150	63 847	592 000	5 920	7 150	66 087
584 250	5 843	7 150	63 917	592 250	5 923	7 150	66 157
584 500	5 845	7 150	63 987	592 500	5 925	7 150	66 227
584 750	5 848	7 150	64 057	592 750	5 928	7 150	66 297
585 000	5 850	7 150	64 127	593 000	5 930	7 150	66 367
585 250	5 853	7 150	64 197	593 250	5 933	7 150	66 437
585 500	5 855	7 150	64 267	593 500	5 935	7 150	66 507

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
593 750	5 938	7 150	66 577	601 750	6 018	8 450	67 517
594 000	5 940	7 150	66 647	602 000	6 020	8 450	67 587
594 250	5 943	7 150	66 717	602 250	6 023	8 450	67 657
594 500	5 945	7 150	66 787	602 500	6 025	8 450	67 727
594 750	5 948	7 150	66 857	602 750	6 028	8 450	67 797
595 000	5 950	7 150	66 927	603 000	6 030	8 450	67 867
595 250	5 953	7 150	66 997	603 250	6 033	8 450	67 937
595 500	5 955	7 150	67 067	603 500	6 035	8 450	68 007
595 750	5 958	7 150	67 137	603 750	6 038	8 450	68 077
596 000	5 960	7 150	67 207	604 000	6 040	8 450	68 147
596 250	5 963	7 150	67 277	604 250	6 043	8 450	68 217
596 500	5 965	7 150	67 347	604 500	6 045	8 450	68 287
596 750	5 968	7 150	67 417	604 750	6 048	8 450	68 357
597 000	5 970	7 150	67 487	605 000	6 050	8 450	68 427
597 250	5 973	7 150	67 557	605 250	6 053	8 450	68 497
597 500	5 975	7 150	67 627	605 500	6 055	8 450	68 567
597 750	5 978	7 150	67 697	605 750	6 058	8 450	68 637
598 000	5 980	7 150	67 767	606 000	6 060	8 450	68 707
598 250	5 983	7 150	67 837	606 250	6 063	8 450	68 777
598 500	5 985	7 150	67 907	606 500	6 065	8 450	68 847
598 750	5 988	7 150	67 977	606 750	6 068	8 450	68 917
599 000	5 990	7 150	68 047	607 000	6 070	8 450	68 987
599 250	5 993	7 150	68 117	607 250	6 073	8 450	69 057
599 500	5 995	7 150	68 187	607 500	6 075	8 450	69 127
599 750	5 998	7 150	68 257	607 750	6 078	8 450	69 197
600 000	6 000	7 150	68 327	608 000	6 080	8 450	69 267
600 250	6 003	8 450	67 097	608 250	6 083	8 450	69 337
600 500	6 005	8 450	67 167	608 500	6 085	8 450	69 407
600 750	6 008	8 450	67 237	608 750	6 088	8 450	69 477
601 000	6 010	8 450	67 307	609 000	6 090	8 450	69 547
601 250	6 013	8 450	67 377	609 250	6 093	8 450	69 617
601 500	6 015	8 450	67 447	609 500	6 095	8 450	69 687

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
609 750	6 098	8 450	69 757	617 750	6 178	8 450	71 997
610 000	6 100	8 450	69 827	618 000	6 180	8 450	72 067
610 250	6 103	8 450	69 897	618 250	6 183	8 450	72 137
610 500	6 105	8 450	69 967	618 500	6 185	8 450	72 207
610 750	6 108	8 450	70 037	618 750	6 188	8 450	72 277
611 000	6 110	8 450	70 107	619 000	6 190	8 450	72 347
611 250	6 113	8 450	70 177	619 250	6 193	8 450	72 417
611 500	6 115	8 450	70 247	619 500	6 195	8 450	72 487
611 750	6 118	8 450	70 317	619 750	6 198	8 450	72 557
612 000	6 120	8 450	70 387	620 000	6 200	8 450	72 627
612 250	6 123	8 450	70 457	620 250	6 203	8 450	72 697
612 500	6 125	8 450	70 527	620 500	6 205	8 450	72 767
612 750	6 128	8 450	70 597	620 750	6 208	8 450	72 837
613 000	6 130	8 450	70 667	621 000	6 210	8 450	72 907
613 250	6 133	8 450	70 737	621 250	6 213	8 450	72 977
613 500	6 135	8 450	70 807	621 500	6 215	8 450	73 047
613 750	6 138	8 450	70 877	621 750	6 218	8 450	73 117
614 000	6 140	8 450	70 947	622 000	6 220	8 450	73 187
614 250	6 143	8 450	71 017	622 250	6 223	8 450	73 257
614 500	6 145	8 450	71 087	622 500	6 225	8 450	73 327
614 750	6 148	8 450	71 157	622 750	6 228	8 450	73 397
615 000	6 150	8 450	71 227	623 000	6 230	8 450	73 467
615 250	6 153	8 450	71 297	623 250	6 233	8 450	73 537
615 500	6 155	8 450	71 367	623 500	6 235	8 450	73 607
615 750	6 158	8 450	71 437	623 750	6 238	8 450	73 677
616 000	6 160	8 450	71 507	624 000	6 240	8 450	73 747
616 250	6 163	8 450	71 577	624 250	6 243	8 450	73 817
616 500	6 165	8 450	71 647	624 500	6 245	8 450	73 887
616 750	6 168	8 450	71 717	624 750	6 248	8 450	73 957
617 000	6 170	8 450	71 787	625 000	6 250	8 450	74 027
617 250	6 173	8 450	71 857	625 250	6 253	8 450	74 097
617 500	6 175	8 450	71 927	625 500	6 255	8 450	74 167

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
625 750	6 258	8 450	74 237	633 750	6 338	8 450	76 477
626 000	6 260	8 450	74 307	634 000	6 340	8 450	76 547
626 250	6 263	8 450	74 377	634 250	6 343	8 450	76 617
626 500	6 265	8 450	74 447	634 500	6 345	8 450	76 687
626 750	6 268	8 450	74 517	634 750	6 348	8 450	76 757
627 000	6 270	8 450	74 587	635 000	6 350	8 450	76 827
627 250	6 273	8 450	74 657	635 250	6 353	8 450	76 897
627 500	6 275	8 450	74 727	635 500	6 355	8 450	76 967
627 750	6 278	8 450	74 797	635 750	6 358	8 450	77 037
628 000	6 280	8 450	74 867	636 000	6 360	8 450	77 107
628 250	6 283	8 450	74 937	636 250	6 363	8 450	77 177
628 500	6 285	8 450	75 007	636 500	6 365	8 450	77 247
628 750	6 288	8 450	75 077	636 750	6 368	8 450	77 317
629 000	6 290	8 450	75 147	637 000	6 370	8 450	77 387
629 250	6 293	8 450	75 217	637 250	6 373	8 450	77 457
629 500	6 295	8 450	75 287	637 500	6 375	8 450	77 527
629 750	6 298	8 450	75 357	637 750	6 378	8 450	77 597
630 000	6 300	8 450	75 427	638 000	6 380	8 450	77 667
630 250	6 303	8 450	75 497	638 250	6 383	8 450	77 737
630 500	6 305	8 450	75 567	638 500	6 385	8 450	77 807
630 750	6 308	8 450	75 637	638 750	6 388	8 450	77 877
631 000	6 310	8 450	75 707	639 000	6 390	8 450	77 947
631 250	6 313	8 450	75 777	639 250	6 393	8 450	78 017
631 500	6 315	8 450	75 847	639 500	6 395	8 450	78 087
631 750	6 318	8 450	75 917	639 750	6 398	8 450	78 157
632 000	6 320	8 450	75 987	640 000	6 400	8 450	78 227
632 250	6 323	8 450	76 057	640 250	6 403	8 450	78 297
632 500	6 325	8 450	76 127	640 500	6 405	8 450	78 367
632 750	6 328	8 450	76 197	640 750	6 408	8 450	78 437
633 000	6 330	8 450	76 267	641 000	6 410	8 450	78 507
633 250	6 333	8 450	76 337	641 250	6 413	8 450	78 577
633 500	6 335	8 450	76 407	641 500	6 415	8 450	78 647

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
641 750	6 418	8 450	78 717	649 750	6 498	8 450	80 957
642 000	6 420	8 450	78 787	650 000	6 500	8 450	81 027
642 250	6 423	8 450	78 857	650 250	6 503	8 450	81 097
642 500	6 425	8 450	78 927	650 500	6 505	8 450	81 167
642 750	6 428	8 450	78 997	650 750	6 508	8 450	81 237
643 000	6 430	8 450	79 067	651 000	6 510	8 450	81 307
643 250	6 433	8 450	79 137	651 250	6 513	8 450	81 377
643 500	6 435	8 450	79 207	651 500	6 515	8 450	81 447
643 750	6 438	8 450	79 277	651 750	6 518	8 450	81 517
644 000	6 440	8 450	79 347	652 000	6 520	8 450	81 587
644 250	6 443	8 450	79 417	652 250	6 523	8 450	81 657
644 500	6 445	8 450	79 487	652 500	6 525	8 450	81 727
644 750	6 448	8 450	79 557	652 750	6 528	8 450	81 797
645 000	6 450	8 450	79 627	653 000	6 530	8 450	81 867
645 250	6 453	8 450	79 697	653 250	6 533	8 450	81 937
645 500	6 455	8 450	79 767	653 500	6 535	8 450	82 007
645 750	6 458	8 450	79 837	653 750	6 538	8 450	82 077
646 000	6 460	8 450	79 907	654 000	6 540	8 450	82 147
646 250	6 463	8 450	79 977	654 250	6 543	8 450	82 217
646 500	6 465	8 450	80 047	654 500	6 545	8 450	82 287
646 750	6 468	8 450	80 117	654 750	6 548	8 450	82 357
647 000	6 470	8 450	80 187	655 000	6 550	8 450	82 427
647 250	6 473	8 450	80 257	655 250	6 553	8 450	82 497
647 500	6 475	8 450	80 327	655 500	6 555	8 450	82 567
647 750	6 478	8 450	80 397	655 750	6 558	8 450	82 637
648 000	6 480	8 450	80 467	656 000	6 560	8 450	82 707
648 250	6 483	8 450	80 537	656 250	6 563	8 450	82 777
648 500	6 485	8 450	80 607	656 500	6 565	8 450	82 847
648 750	6 488	8 450	80 677	656 750	6 568	8 450	82 917
649 000	6 490	8 450	80 747	657 000	6 570	8 450	82 987
649 250	6 493	8 450	80 817	657 250	6 573	8 450	83 057
649 500	6 495	8 450	80 887	657 500	6 575	8 450	83 127

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
657 750	6 578	8 450	83 197	665 750	6 658	8 450	85 437
658 000	6 580	8 450	83 267	666 000	6 660	8 450	85 507
658 250	6 583	8 450	83 337	666 250	6 663	8 450	85 577
658 500	6 585	8 450	83 407	666 500	6 665	8 450	85 647
658 750	6 588	8 450	83 477	666 750	6 668	8 450	85 717
659 000	6 590	8 450	83 547	667 000	6 670	8 450	85 787
659 250	6 593	8 450	83 617	667 250	6 673	8 450	85 857
659 500	6 595	8 450	83 687	667 500	6 675	8 450	85 927
659 750	6 598	8 450	83 757	667 750	6 678	8 450	85 997
660 000	6 600	8 450	83 827	668 000	6 680	8 450	86 067
660 250	6 603	8 450	83 897	668 250	6 683	8 450	86 137
660 500	6 605	8 450	83 967	668 500	6 685	8 450	86 207
660 750	6 608	8 450	84 037	668 750	6 688	8 450	86 277
661 000	6 610	8 450	84 107	669 000	6 690	8 450	86 347
661 250	6 613	8 450	84 177	669 250	6 693	8 450	86 417
661 500	6 615	8 450	84 247	669 500	6 695	8 450	86 487
661 750	6 618	8 450	84 317	669 750	6 698	8 450	86 557
662 000	6 620	8 450	84 387	670 000	6 700	8 450	86 627
662 250	6 623	8 450	84 457	670 250	6 703	8 450	86 697
662 500	6 625	8 450	84 527	670 500	6 705	8 450	86 767
662 750	6 628	8 450	84 597	670 750	6 708	8 450	86 837
663 000	6 630	8 450	84 667	671 000	6 710	8 450	86 907
663 250	6 633	8 450	84 737	671 250	6 713	8 450	86 977
663 500	6 635	8 450	84 807	671 500	6 715	8 450	87 047
663 750	6 638	8 450	84 877	671 750	6 718	8 450	87 117
664 000	6 640	8 450	84 947	672 000	6 720	8 450	87 187
664 250	6 643	8 450	85 017	672 250	6 723	8 450	87 257
664 500	6 645	8 450	85 087	672 500	6 725	8 450	87 327
664 750	6 648	8 450	85 157	672 750	6 728	8 450	87 397
665 000	6 650	8 450	85 227	673 000	6 730	8 450	87 467
665 250	6 653	8 450	85 297	673 250	6 733	8 450	87 537
665 500	6 655	8 450	85 367	673 500	6 735	8 450	87 607

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
673 750	6 738	8 450	87 677	681 750	6 818	8 450	89 917
674 000	6 740	8 450	87 747	682 000	6 820	8 450	89 987
674 250	6 743	8 450	87 817	682 250	6 823	8 450	90 057
674 500	6 745	8 450	87 887	682 500	6 825	8 450	90 127
674 750	6 748	8 450	87 957	682 750	6 828	8 450	90 197
675 000	6 750	8 450	88 027	683 000	6 830	8 450	90 267
675 250	6 753	8 450	88 097	683 250	6 833	8 450	90 337
675 500	6 755	8 450	88 167	683 500	6 835	8 450	90 407
675 750	6 758	8 450	88 237	683 750	6 838	8 450	90 477
676 000	6 760	8 450	88 307	684 000	6 840	8 450	90 547
676 250	6 763	8 450	88 377	684 250	6 843	8 450	90 617
676 500	6 765	8 450	88 447	684 500	6 845	8 450	90 687
676 750	6 768	8 450	88 517	684 750	6 848	8 450	90 757
677 000	6 770	8 450	88 587	685 000	6 850	8 450	90 827
677 250	6 773	8 450	88 657	685 250	6 853	8 450	90 897
677 500	6 775	8 450	88 727	685 500	6 855	8 450	90 967
677 750	6 778	8 450	88 797	685 750	6 858	8 450	91 037
678 000	6 780	8 450	88 867	686 000	6 860	8 450	91 107
678 250	6 783	8 450	88 937	686 250	6 863	8 450	91 177
678 500	6 785	8 450	89 007	686 500	6 865	8 450	91 247
678 750	6 788	8 450	89 077	686 750	6 868	8 450	91 317
679 000	6 790	8 450	89 147	687 000	6 870	8 450	91 387
679 250	6 793	8 450	89 217	687 250	6 873	8 450	91 457
679 500	6 795	8 450	89 287	687 500	6 875	8 450	91 527
679 750	6 798	8 450	89 357	687 750	6 878	8 450	91 597
680 000	6 800	8 450	89 427	688 000	6 880	8 450	91 667
680 250	6 803	8 450	89 497	688 250	6 883	8 450	91 737
680 500	6 805	8 450	89 567	688 500	6 885	8 450	91 807
680 750	6 808	8 450	89 637	688 750	6 888	8 450	91 877
681 000	6 810	8 450	89 707	689 000	6 890	8 450	91 947
681 250	6 813	8 450	89 777	689 250	6 893	8 450	92 017
681 500	6 815	8 450	89 847	689 500	6 895	8 450	92 087

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
689 750	6 898	8 450	92 157	697 750	6 978	8 450	94 397
690 000	6 900	8 450	92 227	698 000	6 980	8 450	94 467
690 250	6 903	8 450	92 297	698 250	6 983	8 450	94 537
690 500	6 905	8 450	92 367	698 500	6 985	8 450	94 607
690 750	6 908	8 450	92 437	698 750	6 988	8 450	94 677
691 000	6 910	8 450	92 507	699 000	6 990	8 450	94 747
691 250	6 913	8 450	92 577	699 250	6 993	8 450	94 817
691 500	6 915	8 450	92 647	699 500	6 995	8 450	94 887
691 750	6 918	8 450	92 717	699 750	6 998	8 450	94 957
692 000	6 920	8 450	92 787	700 000	7 000	9 750	93 727
692 250	6 923	8 450	92 857	700 250	7 003	9 750	93 797
692 500	6 925	8 450	92 927	700 500	7 005	9 750	93 867
692 750	6 928	8 450	92 997	700 750	7 008	9 750	93 937
693 000	6 930	8 450	93 067	701 000	7 010	9 750	94 007
693 250	6 933	8 450	93 137	701 250	7 013	9 750	94 077
693 500	6 935	8 450	93 207	701 500	7 015	9 750	94 147
693 750	6 938	8 450	93 277	701 750	7 018	9 750	94 217
694 000	6 940	8 450	93 347	702 000	7 020	9 750	94 287
694 250	6 943	8 450	93 417	702 250	7 023	9 750	94 357
694 500	6 945	8 450	93 487	702 500	7 025	9 750	94 427
694 750	6 948	8 450	93 557	702 750	7 028	9 750	94 497
695 000	6 950	8 450	93 627	703 000	7 030	9 750	94 567
695 250	6 953	8 450	93 697	703 250	7 033	9 750	94 637
695 500	6 955	8 450	93 767	703 500	7 035	9 750	94 707
695 750	6 958	8 450	93 837	703 750	7 038	9 750	94 777
696 000	6 960	8 450	93 907	704 000	7 040	9 750	94 847
696 250	6 963	8 450	93 977	704 250	7 043	9 750	94 917
696 500	6 965	8 450	94 047	704 500	7 045	9 750	94 987
696 750	6 968	8 450	94 117	704 750	7 048	9 750	95 057
697 000	6 970	8 450	94 187	705 000	7 050	9 750	95 127
697 250	6 973	8 450	94 257	705 250	7 053	9 750	95 197
697 500	6 975	8 450	94 327	705 500	7 055	9 750	95 267



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
705 750	7 058	9 750	95 337	713 750	7 138	9 750	97 577
706 000	7 060	9 750	95 407	714 000	7 140	9 750	97 647
706 250	7 063	9 750	95 477	714 250	7 143	9 750	97 717
706 500	7 065	9 750	95 547	714 500	7 145	9 750	97 787
706 750	7 068	9 750	95 617	714 750	7 148	9 750	97 857
707 000	7 070	9 750	95 687	715 000	7 150	9 750	97 927
707 250	7 073	9 750	95 757	715 250	7 153	9 750	97 997
707 500	7 075	9 750	95 827	715 500	7 155	9 750	98 067
707 750	7 078	9 750	95 897	715 750	7 158	9 750	98 137
708 000	7 080	9 750	95 967	716 000	7 160	9 750	98 207
708 250	7 083	9 750	96 037	716 250	7 163	9 750	98 277
708 500	7 085	9 750	96 107	716 500	7 165	9 750	98 347
708 750	7 088	9 750	96 177	716 750	7 168	9 750	98 417
709 000	7 090	9 750	96 247	717 000	7 170	9 750	98 487
709 250	7 093	9 750	96 317	717 250	7 173	9 750	98 557
709 500	7 095	9 750	96 387	717 500	7 175	9 750	98 627
709 750	7 098	9 750	96 457	717 750	7 178	9 750	98 697
710 000	7 100	9 750	96 527	718 000	7 180	9 750	98 767
710 250	7 103	9 750	96 597	718 250	7 183	9 750	98 837
710 500	7 105	9 750	96 667	718 500	7 185	9 750	98 907
710 750	7 108	9 750	96 737	718 750	7 188	9 750	98 977
711 000	7 110	9 750	96 807	719 000	7 190	9 750	99 047
711 250	7 113	9 750	96 877	719 250	7 193	9 750	99 117
711 500	7 115	9 750	96 947	719 500	7 195	9 750	99 187
711 750	7 118	9 750	97 017	719 750	7 198	9 750	99 257
712 000	7 120	9 750	97 087	720 000	7 200	9 750	99 327
712 250	7 123	9 750	97 157	720 250	7 203	9 750	99 397
712 500	7 125	9 750	97 227	720 500	7 205	9 750	99 467
712 750	7 128	9 750	97 297	720 750	7 208	9 750	99 537
713 000	7 130	9 750	97 367	721 000	7 210	9 750	99 607
713 250	7 133	9 750	97 437	721 250	7 213	9 750	99 677
713 500	7 135	9 750	97 507	721 500	7 215	9 750	99 747

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
721 750	7 218	9 750	99 817	729 750	7 298	9 750	102 057
722 000	7 220	9 750	99 887	730 000	7 300	9 750	102 127
722 250	7 223	9 750	99 957	730 250	7 303	9 750	102 197
722 500	7 225	9 750	100 027	730 500	7 305	9 750	102 267
722 750	7 228	9 750	100 097	730 750	7 308	9 750	102 337
723 000	7 230	9 750	100 167	731 000	7 310	9 750	102 407
723 250	7 233	9 750	100 237	731 250	7 313	9 750	102 477
723 500	7 235	9 750	100 307	731 500	7 315	9 750	102 547
723 750	7 238	9 750	100 377	731 750	7 318	9 750	102 617
724 000	7 240	9 750	100 447	732 000	7 320	9 750	102 687
724 250	7 243	9 750	100 517	732 250	7 323	9 750	102 757
724 500	7 245	9 750	100 587	732 500	7 325	9 750	102 827
724 750	7 248	9 750	100 657	732 750	7 328	9 750	102 897
725 000	7 250	9 750	100 727	733 000	7 330	9 750	102 967
725 250	7 253	9 750	100 797	733 250	7 333	9 750	103 037
725 500	7 255	9 750	100 867	733 500	7 335	9 750	103 107
725 750	7 258	9 750	100 937	733 750	7 338	9 750	103 177
726 000	7 260	9 750	101 007	734 000	7 340	9 750	103 247
726 250	7 263	9 750	101 077	734 250	7 343	9 750	103 317
726 500	7 265	9 750	101 147	734 500	7 345	9 750	103 387
726 750	7 268	9 750	101 217	734 750	7 348	9 750	103 457
727 000	7 270	9 750	101 287	735 000	7 350	9 750	103 527
727 250	7 273	9 750	101 357	735 250	7 353	9 750	103 597
727 500	7 275	9 750	101 427	735 500	7 355	9 750	103 667
727 750	7 278	9 750	101 497	735 750	7 358	9 750	103 737
728 000	7 280	9 750	101 567	736 000	7 360	9 750	103 807
728 250	7 283	9 750	101 637	736 250	7 363	9 750	103 877
728 500	7 285	9 750	101 707	736 500	7 365	9 750	103 947
728 750	7 288	9 750	101 777	736 750	7 368	9 750	104 017
729 000	7 290	9 750	101 847	737 000	7 370	9 750	104 087
729 250	7 293	9 750	101 917	737 250	7 373	9 750	104 157
729 500	7 295	9 750	101 987	737 500	7 375	9 750	104 227

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
737 750	7 378	9 750	104 297	745 750	7 458	9 750	106 537
738 000	7 380	9 750	104 367	746 000	7 460	9 750	106 607
738 250	7 383	9 750	104 437	746 250	7 463	9 750	106 677
738 500	7 385	9 750	104 507	746 500	7 465	9 750	106 747
738 750	7 388	9 750	104 577	746 750	7 468	9 750	106 817
739 000	7 390	9 750	104 647	747 000	7 470	9 750	106 887
739 250	7 393	9 750	104 717	747 250	7 473	9 750	106 957
739 500	7 395	9 750	104 787	747 500	7 475	9 750	107 027
739 750	7 398	9 750	104 857	747 750	7 478	9 750	107 097
740 000	7 400	9 750	104 927	748 000	7 480	9 750	107 167
740 250	7 403	9 750	104 997	748 250	7 483	9 750	107 237
740 500	7 405	9 750	105 067	748 500	7 485	9 750	107 307
740 750	7 408	9 750	105 137	748 750	7 488	9 750	107 377
741 000	7 410	9 750	105 207	749 000	7 490	9 750	107 447
741 250	7 413	9 750	105 277	749 250	7 493	9 750	107 517
741 500	7 415	9 750	105 347	749 500	7 495	9 750	107 587
741 750	7 418	9 750	105 417	749 750	7 498	9 750	107 657
742 000	7 420	9 750	105 487	750 000	7 500	9 750	107 727
742 250	7 423	9 750	105 557	750 250	7 503	9 750	107 797
742 500	7 425	9 750	105 627	750 500	7 505	9 750	107 867
742 750	7 428	9 750	105 697	750 750	7 508	9 750	107 937
743 000	7 430	9 750	105 767	751 000	7 510	9 750	108 007
743 250	7 433	9 750	105 837	751 250	7 513	9 750	108 077
743 500	7 435	9 750	105 907	751 500	7 515	9 750	108 147
743 750	7 438	9 750	105 977	751 750	7 518	9 750	108 217
744 000	7 440	9 750	106 047	752 000	7 520	9 750	108 287
744 250	7 443	9 750	106 117	752 250	7 523	9 750	108 357
744 500	7 445	9 750	106 187	752 500	7 525	9 750	108 427
744 750	7 448	9 750	106 257	752 750	7 528	9 750	108 497
745 000	7 450	9 750	106 327	753 000	7 530	9 750	108 567
745 250	7 453	9 750	106 397	753 250	7 533	9 750	108 637
745 500	7 455	9 750	106 467	753 500	7 535	9 750	108 707

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
753 750	7 538	9 750	108 777	761 750	7 618	9 750	111 017
754 000	7 540	9 750	108 847	762 000	7 620	9 750	111 087
754 250	7 543	9 750	108 917	762 250	7 623	9 750	111 157
754 500	7 545	9 750	108 987	762 500	7 625	9 750	111 227
754 750	7 548	9 750	109 057	762 750	7 628	9 750	111 297
755 000	7 550	9 750	109 127	763 000	7 630	9 750	111 367
755 250	7 553	9 750	109 197	763 250	7 633	9 750	111 437
755 500	7 555	9 750	109 267	763 500	7 635	9 750	111 507
755 750	7 558	9 750	109 337	763 750	7 638	9 750	111 577
756 000	7 560	9 750	109 407	764 000	7 640	9 750	111 647
756 250	7 563	9 750	109 477	764 250	7 643	9 750	111 717
756 500	7 565	9 750	109 547	764 500	7 645	9 750	111 787
756 750	7 568	9 750	109 617	764 750	7 648	9 750	111 857
757 000	7 570	9 750	109 687	765 000	7 650	9 750	111 927
757 250	7 573	9 750	109 757	765 250	7 653	9 750	111 997
757 500	7 575	9 750	109 827	765 500	7 655	9 750	112 067
757 750	7 578	9 750	109 897	765 750	7 658	9 750	112 137
758 000	7 580	9 750	109 967	766 000	7 660	9 750	112 207
758 250	7 583	9 750	110 037	766 250	7 663	9 750	112 277
758 500	7 585	9 750	110 107	766 500	7 665	9 750	112 347
758 750	7 588	9 750	110 177	766 750	7 668	9 750	112 417
759 000	7 590	9 750	110 247	767 000	7 670	9 750	112 487
759 250	7 593	9 750	110 317	767 250	7 673	9 750	112 557
759 500	7 595	9 750	110 387	767 500	7 675	9 750	112 627
759 750	7 598	9 750	110 457	767 750	7 678	9 750	112 697
760 000	7 600	9 750	110 527	768 000	7 680	9 750	112 767
760 250	7 603	9 750	110 597	768 250	7 683	9 750	112 837
760 500	7 605	9 750	110 667	768 500	7 685	9 750	112 907
760 750	7 608	9 750	110 737	768 750	7 688	9 750	112 977
761 000	7 610	9 750	110 807	769 000	7 690	9 750	113 047
761 250	7 613	9 750	110 877	769 250	7 693	9 750	113 117
761 500	7 615	9 750	110 947	769 500	7 695	9 750	113 187

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
769 750	7 698	9 750	113 257	777 750	7 778	9 750	115 497
770 000	7 700	9 750	113 327	778 000	7 780	9 750	115 567
770 250	7 703	9 750	113 397	778 250	7 783	9 750	115 637
770 500	7 705	9 750	113 467	778 500	7 785	9 750	115 707
770 750	7 708	9 750	113 537	778 750	7 788	9 750	115 777
771 000	7 710	9 750	113 607	779 000	7 790	9 750	115 847
771 250	7 713	9 750	113 677	779 250	7 793	9 750	115 917
771 500	7 715	9 750	113 747	779 500	7 795	9 750	115 987
771 750	7 718	9 750	113 817	779 750	7 798	9 750	116 057
772 000	7 720	9 750	113 887	780 000	7 800	9 750	116 127
772 250	7 723	9 750	113 957	780 250	7 803	9 750	116 197
772 500	7 725	9 750	114 027	780 500	7 805	9 750	116 267
772 750	7 728	9 750	114 097	780 750	7 808	9 750	116 337
773 000	7 730	9 750	114 167	781 000	7 810	9 750	116 407
773 250	7 733	9 750	114 237	781 250	7 813	9 750	116 477
773 500	7 735	9 750	114 307	781 500	7 815	9 750	116 547
773 750	7 738	9 750	114 377	781 750	7 818	9 750	116 617
774 000	7 740	9 750	114 447	782 000	7 820	9 750	116 687
774 250	7 743	9 750	114 517	782 250	7 823	9 750	116 757
774 500	7 745	9 750	114 587	782 500	7 825	9 750	116 827
774 750	7 748	9 750	114 657	782 750	7 828	9 750	116 897
775 000	7 750	9 750	114 727	783 000	7 830	9 750	116 967
775 250	7 753	9 750	114 797	783 250	7 833	9 750	117 037
775 500	7 755	9 750	114 867	783 500	7 835	9 750	117 107
775 750	7 758	9 750	114 937	783 750	7 838	9 750	117 177
776 000	7 760	9 750	115 007	784 000	7 840	9 750	117 247
776 250	7 763	9 750	115 077	784 250	7 843	9 750	117 317
776 500	7 765	9 750	115 147	784 500	7 845	9 750	117 387
776 750	7 768	9 750	115 217	784 750	7 848	9 750	117 457
777 000	7 770	9 750	115 287	785 000	7 850	9 750	117 527
777 250	7 773	9 750	115 357	785 250	7 853	9 750	117 597
777 500	7 775	9 750	115 427	785 500	7 855	9 750	117 667

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
785 750	7 858	9 750	117 737	793 750	7 938	9 750	119 977
786 000	7 860	9 750	117 807	794 000	7 940	9 750	120 047
786 250	7 863	9 750	117 877	794 250	7 943	9 750	120 117
786 500	7 865	9 750	117 947	794 500	7 945	9 750	120 187
786 750	7 868	9 750	118 017	794 750	7 948	9 750	120 257
787 000	7 870	9 750	118 087	795 000	7 950	9 750	120 327
787 250	7 873	9 750	118 157	795 250	7 953	9 750	120 397
787 500	7 875	9 750	118 227	795 500	7 955	9 750	120 467
787 750	7 878	9 750	118 297	795 750	7 958	9 750	120 537
788 000	7 880	9 750	118 367	796 000	7 960	9 750	120 607
788 250	7 883	9 750	118 437	796 250	7 963	9 750	120 677
788 500	7 885	9 750	118 507	796 500	7 965	9 750	120 747
788 750	7 888	9 750	118 577	796 750	7 968	9 750	120 817
789 000	7 890	9 750	118 647	797 000	7 970	9 750	120 887
789 250	7 893	9 750	118 717	797 250	7 973	9 750	120 957
789 500	7 895	9 750	118 787	797 500	7 975	9 750	121 027
789 750	7 898	9 750	118 857	797 750	7 978	9 750	121 097
790 000	7 900	9 750	118 927	798 000	7 980	9 750	121 167
790 250	7 903	9 750	118 997	798 250	7 983	9 750	121 237
790 500	7 905	9 750	119 067	798 500	7 985	9 750	121 307
790 750	7 908	9 750	119 137	798 750	7 988	9 750	121 377
791 000	7 910	9 750	119 207	799 000	7 990	9 750	121 447
791 250	7 913	9 750	119 277	799 250	7 993	9 750	121 517
791 500	7 915	9 750	119 347	799 500	7 995	9 750	121 587
791 750	7 918	9 750	119 417	799 750	7 998	9 750	121 657
792 000	7 920	9 750	119 487	800 000	8 000	9 750	121 727
792 250	7 923	9 750	119 557	800 250	8 003	11 050	120 497
792 500	7 925	9 750	119 627	800 500	8 005	11 050	120 567
792 750	7 928	9 750	119 697	800 750	8 008	11 050	120 637
793 000	7 930	9 750	119 767	801 000	8 010	11 050	120 707
793 250	7 933	9 750	119 837	801 250	8 013	11 050	120 777
793 500	7 935	9 750	119 907	801 500	8 015	11 050	120 847

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
801 750	8 018	11 050	120 917	809 750	8 098	11 050	123 157
802 000	8 020	11 050	120 987	810 000	8 100	11 050	123 227
802 250	8 023	11 050	121 057	810 250	8 103	11 050	123 297
802 500	8 025	11 050	121 127	810 500	8 105	11 050	123 367
802 750	8 028	11 050	121 197	810 750	8 108	11 050	123 437
803 000	8 030	11 050	121 267	811 000	8 110	11 050	123 507
803 250	8 033	11 050	121 337	811 250	8 113	11 050	123 577
803 500	8 035	11 050	121 407	811 500	8 115	11 050	123 647
803 750	8 038	11 050	121 477	811 750	8 118	11 050	123 717
804 000	8 040	11 050	121 547	812 000	8 120	11 050	123 787
804 250	8 043	11 050	121 617	812 250	8 123	11 050	123 857
804 500	8 045	11 050	121 687	812 500	8 125	11 050	123 927
804 750	8 048	11 050	121 757	812 750	8 128	11 050	123 997
805 000	8 050	11 050	121 827	813 000	8 130	11 050	124 067
805 250	8 053	11 050	121 897	813 250	8 133	11 050	124 137
805 500	8 055	11 050	121 967	813 500	8 135	11 050	124 207
805 750	8 058	11 050	122 037	813 750	8 138	11 050	124 277
806 000	8 060	11 050	122 107	814 000	8 140	11 050	124 347
806 250	8 063	11 050	122 177	814 250	8 143	11 050	124 417
806 500	8 065	11 050	122 247	814 500	8 145	11 050	124 487
806 750	8 068	11 050	122 317	814 750	8 148	11 050	124 557
807 000	8 070	11 050	122 387	815 000	8 150	11 050	124 627
807 250	8 073	11 050	122 457	815 250	8 153	11 050	124 697
807 500	8 075	11 050	122 527	815 500	8 155	11 050	124 767
807 750	8 078	11 050	122 597	815 750	8 158	11 050	124 837
808 000	8 080	11 050	122 667	816 000	8 160	11 050	124 907
808 250	8 083	11 050	122 737	816 250	8 163	11 050	124 977
808 500	8 085	11 050	122 807	816 500	8 165	11 050	125 047
808 750	8 088	11 050	122 877	816 750	8 168	11 050	125 117
809 000	8 090	11 050	122 947	817 000	8 170	11 050	125 187
809 250	8 093	11 050	123 017	817 250	8 173	11 050	125 257
809 500	8 095	11 050	123 087	817 500	8 175	11 050	125 327

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
817 750	8 178	11 050	125 397	825 750	8 258	11 050	127 637
818 000	8 180	11 050	125 467	826 000	8 260	11 050	127 707
818 250	8 183	11 050	125 537	826 250	8 263	11 050	127 777
818 500	8 185	11 050	125 607	826 500	8 265	11 050	127 847
818 750	8 188	11 050	125 677	826 750	8 268	11 050	127 917
819 000	8 190	11 050	125 747	827 000	8 270	11 050	127 987
819 250	8 193	11 050	125 817	827 250	8 273	11 050	128 057
819 500	8 195	11 050	125 887	827 500	8 275	11 050	128 127
819 750	8 198	11 050	125 957	827 750	8 278	11 050	128 197
820 000	8 200	11 050	126 027	828 000	8 280	11 050	128 267
820 250	8 203	11 050	126 097	828 250	8 283	11 050	128 337
820 500	8 205	11 050	126 167	828 500	8 285	11 050	128 407
820 750	8 208	11 050	126 237	828 750	8 288	11 050	128 477
821 000	8 210	11 050	126 307	829 000	8 290	11 050	128 547
821 250	8 213	11 050	126 377	829 250	8 293	11 050	128 617
821 500	8 215	11 050	126 447	829 500	8 295	11 050	128 687
821 750	8 218	11 050	126 517	829 750	8 298	11 050	128 757
822 000	8 220	11 050	126 587	830 000	8 300	11 050	128 827
822 250	8 223	11 050	126 657	830 250	8 303	11 050	128 897
822 500	8 225	11 050	126 727	830 500	8 305	11 050	128 967
822 750	8 228	11 050	126 797	830 750	8 308	11 050	129 037
823 000	8 230	11 050	126 867	831 000	8 310	11 050	129 107
823 250	8 233	11 050	126 937	831 250	8 313	11 050	129 177
823 500	8 235	11 050	127 007	831 500	8 315	11 050	129 247
823 750	8 238	11 050	127 077	831 750	8 318	11 050	129 317
824 000	8 240	11 050	127 147	832 000	8 320	11 050	129 387
824 250	8 243	11 050	127 217	832 250	8 323	11 050	129 457
824 500	8 245	11 050	127 287	832 500	8 325	11 050	129 527
824 750	8 248	11 050	127 357	832 750	8 328	11 050	129 597
825 000	8 250	11 050	127 427	833 000	8 330	11 050	129 667
825 250	8 253	11 050	127 497	833 250	8 333	11 050	129 737
825 500	8 255	11 050	127 567	833 500	8 335	11 050	129 807



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
833 750	8 338	11 050	129 877	841 750	8 418	11 050	132 117
834 000	8 340	11 050	129 947	842 000	8 420	11 050	132 187
834 250	8 343	11 050	130 017	842 250	8 423	11 050	132 257
834 500	8 345	11 050	130 087	842 500	8 425	11 050	132 327
834 750	8 348	11 050	130 157	842 750	8 428	11 050	132 397
835 000	8 350	11 050	130 227	843 000	8 430	11 050	132 467
835 250	8 353	11 050	130 297	843 250	8 433	11 050	132 537
835 500	8 355	11 050	130 367	843 500	8 435	11 050	132 607
835 750	8 358	11 050	130 437	843 750	8 438	11 050	132 677
836 000	8 360	11 050	130 507	844 000	8 440	11 050	132 747
836 250	8 363	11 050	130 577	844 250	8 443	11 050	132 817
836 500	8 365	11 050	130 647	844 500	8 445	11 050	132 887
836 750	8 368	11 050	130 717	844 750	8 448	11 050	132 957
837 000	8 370	11 050	130 787	845 000	8 450	11 050	133 027
837 250	8 373	11 050	130 857	845 250	8 453	11 050	133 097
837 500	8 375	11 050	130 927	845 500	8 455	11 050	133 167
837 750	8 378	11 050	130 997	845 750	8 458	11 050	133 237
838 000	8 380	11 050	131 067	846 000	8 460	11 050	133 307
838 250	8 383	11 050	131 137	846 250	8 463	11 050	133 377
838 500	8 385	11 050	131 207	846 500	8 465	11 050	133 447
838 750	8 388	11 050	131 277	846 750	8 468	11 050	133 517
839 000	8 390	11 050	131 347	847 000	8 470	11 050	133 587
839 250	8 393	11 050	131 417	847 250	8 473	11 050	133 657
839 500	8 395	11 050	131 487	847 500	8 475	11 050	133 727
839 750	8 398	11 050	131 557	847 750	8 478	11 050	133 797
840 000	8 400	11 050	131 627	848 000	8 480	11 050	133 867
840 250	8 403	11 050	131 697	848 250	8 483	11 050	133 937
840 500	8 405	11 050	131 767	848 500	8 485	11 050	134 007
840 750	8 408	11 050	131 837	848 750	8 488	11 050	134 077
841 000	8 410	11 050	131 907	849 000	8 490	11 050	134 147
841 250	8 413	11 050	131 977	849 250	8 493	11 050	134 217
841 500	8 415	11 050	132 047	849 500	8 495	11 050	134 287

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
849 750	8 498	11 050	134 357	857 750	8 578	11 050	136 597
850 000	8 500	11 050	134 427	858 000	8 580	11 050	136 667
850 250	8 503	11 050	134 497	858 250	8 583	11 050	136 737
850 500	8 505	11 050	134 567	858 500	8 585	11 050	136 807
850 750	8 508	11 050	134 637	858 750	8 588	11 050	136 877
851 000	8 510	11 050	134 707	859 000	8 590	11 050	136 947
851 250	8 513	11 050	134 777	859 250	8 593	11 050	137 017
851 500	8 515	11 050	134 847	859 500	8 595	11 050	137 087
851 750	8 518	11 050	134 917	859 750	8 598	11 050	137 157
852 000	8 520	11 050	134 987	860 000	8 600	11 050	137 227
852 250	8 523	11 050	135 057	860 250	8 603	11 050	137 297
852 500	8 525	11 050	135 127	860 500	8 605	11 050	137 367
852 750	8 528	11 050	135 197	860 750	8 608	11 050	137 437
853 000	8 530	11 050	135 267	861 000	8 610	11 050	137 507
853 250	8 533	11 050	135 337	861 250	8 613	11 050	137 577
853 500	8 535	11 050	135 407	861 500	8 615	11 050	137 647
853 750	8 538	11 050	135 477	861 750	8 618	11 050	137 717
854 000	8 540	11 050	135 547	862 000	8 620	11 050	137 787
854 250	8 543	11 050	135 617	862 250	8 623	11 050	137 857
854 500	8 545	11 050	135 687	862 500	8 625	11 050	137 927
854 750	8 548	11 050	135 757	862 750	8 628	11 050	137 997
855 000	8 550	11 050	135 827	863 000	8 630	11 050	138 067
855 250	8 553	11 050	135 897	863 250	8 633	11 050	138 137
855 500	8 555	11 050	135 967	863 500	8 635	11 050	138 207
855 750	8 558	11 050	136 037	863 750	8 638	11 050	138 277
856 000	8 560	11 050	136 107	864 000	8 640	11 050	138 347
856 250	8 563	11 050	136 177	864 250	8 643	11 050	138 417
856 500	8 565	11 050	136 247	864 500	8 645	11 050	138 487
856 750	8 568	11 050	136 317	864 750	8 648	11 050	138 557
857 000	8 570	11 050	136 387	865 000	8 650	11 050	138 627
857 250	8 573	11 050	136 457	865 250	8 653	11 050	138 697
857 500	8 575	11 050	136 527	865 500	8 655	11 050	138 767

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
865 750	8 658	11 050	138 837	873 750	8 738	11 050	141 077
866 000	8 660	11 050	138 907	874 000	8 740	11 050	141 147
866 250	8 663	11 050	138 977	874 250	8 743	11 050	141 217
866 500	8 665	11 050	139 047	874 500	8 745	11 050	141 287
866 750	8 668	11 050	139 117	874 750	8 748	11 050	141 357
867 000	8 670	11 050	139 187	875 000	8 750	11 050	141 427
867 250	8 673	11 050	139 257	875 250	8 753	11 050	141 497
867 500	8 675	11 050	139 327	875 500	8 755	11 050	141 567
867 750	8 678	11 050	139 397	875 750	8 758	11 050	141 637
868 000	8 680	11 050	139 467	876 000	8 760	11 050	141 707
868 250	8 683	11 050	139 537	876 250	8 763	11 050	141 777
868 500	8 685	11 050	139 607	876 500	8 765	11 050	141 847
868 750	8 688	11 050	139 677	876 750	8 768	11 050	141 917
869 000	8 690	11 050	139 747	877 000	8 770	11 050	141 987
869 250	8 693	11 050	139 817	877 250	8 773	11 050	142 057
869 500	8 695	11 050	139 887	877 500	8 775	11 050	142 127
869 750	8 698	11 050	139 957	877 750	8 778	11 050	142 197
870 000	8 700	11 050	140 027	878 000	8 780	11 050	142 267
870 250	8 703	11 050	140 097	878 250	8 783	11 050	142 337
870 500	8 705	11 050	140 167	878 500	8 785	11 050	142 407
870 750	8 708	11 050	140 237	878 750	8 788	11 050	142 477
871 000	8 710	11 050	140 307	879 000	8 790	11 050	142 547
871 250	8 713	11 050	140 377	879 250	8 793	11 050	142 617
871 500	8 715	11 050	140 447	879 500	8 795	11 050	142 687
871 750	8 718	11 050	140 517	879 750	8 798	11 050	142 757
872 000	8 720	11 050	140 587	880 000	8 800	11 050	142 827
872 250	8 723	11 050	140 657	880 250	8 803	11 050	142 897
872 500	8 725	11 050	140 727	880 500	8 805	11 050	142 967
872 750	8 728	11 050	140 797	880 750	8 808	11 050	143 037
873 000	8 730	11 050	140 867	881 000	8 810	11 050	143 107
873 250	8 733	11 050	140 937	881 250	8 813	11 050	143 177
873 500	8 735	11 050	141 007	881 500	8 815	11 050	143 247

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
881 750	8 818	11 050	143 317	889 750	8 898	11 050	145 557
882 000	8 820	11 050	143 387	890 000	8 900	11 050	145 627
882 250	8 823	11 050	143 457	890 250	8 903	11 050	145 697
882 500	8 825	11 050	143 527	890 500	8 905	11 050	145 767
882 750	8 828	11 050	143 597	890 750	8 908	11 050	145 837
883 000	8 830	11 050	143 667	891 000	8 910	11 050	145 907
883 250	8 833	11 050	143 737	891 250	8 913	11 050	145 977
883 500	8 835	11 050	143 807	891 500	8 915	11 050	146 047
883 750	8 838	11 050	143 877	891 750	8 918	11 050	146 117
884 000	8 840	11 050	143 947	892 000	8 920	11 050	146 187
884 250	8 843	11 050	144 017	892 250	8 923	11 050	146 257
884 500	8 845	11 050	144 087	892 500	8 925	11 050	146 327
884 750	8 848	11 050	144 157	892 750	8 928	11 050	146 397
885 000	8 850	11 050	144 227	893 000	8 930	11 050	146 467
885 250	8 853	11 050	144 297	893 250	8 933	11 050	146 537
885 500	8 855	11 050	144 367	893 500	8 935	11 050	146 607
885 750	8 858	11 050	144 437	893 750	8 938	11 050	146 677
886 000	8 860	11 050	144 507	894 000	8 940	11 050	146 747
886 250	8 863	11 050	144 577	894 250	8 943	11 050	146 817
886 500	8 865	11 050	144 647	894 500	8 945	11 050	146 887
886 750	8 868	11 050	144 717	894 750	8 948	11 050	146 957
887 000	8 870	11 050	144 787	895 000	8 950	11 050	147 027
887 250	8 873	11 050	144 857	895 250	8 953	11 050	147 097
887 500	8 875	11 050	144 927	895 500	8 955	11 050	147 167
887 750	8 878	11 050	144 997	895 750	8 958	11 050	147 237
888 000	8 880	11 050	145 067	896 000	8 960	11 050	147 307
888 250	8 883	11 050	145 137	896 250	8 963	11 050	147 377
888 500	8 885	11 050	145 207	896 500	8 965	11 050	147 447
888 750	8 888	11 050	145 277	896 750	8 968	11 050	147 517
889 000	8 890	11 050	145 347	897 000	8 970	11 050	147 587
889 250	8 893	11 050	145 417	897 250	8 973	11 050	147 657
889 500	8 895	11 050	145 487	897 500	8 975	11 050	147 727

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
897 750	8 978	11 050	147 797	905 750	9 058	12 350	148 737
898 000	8 980	11 050	147 867	906 000	9 060	12 350	148 807
898 250	8 983	11 050	147 937	906 250	9 063	12 350	148 877
898 500	8 985	11 050	148 007	906 500	9 065	12 350	148 947
898 750	8 988	11 050	148 077	906 750	9 068	12 350	149 017
899 000	8 990	11 050	148 147	907 000	9 070	12 350	149 087
899 250	8 993	11 050	148 217	907 250	9 073	12 350	149 157
899 500	8 995	11 050	148 287	907 500	9 075	12 350	149 227
899 750	8 998	11 050	148 357	907 750	9 078	12 350	149 297
900 000	9 000	11 050	148 427	908 000	9 080	12 350	149 367
900 250	9 003	12 350	147 197	908 250	9 083	12 350	149 437
900 500	9 005	12 350	147 267	908 500	9 085	12 350	149 507
900 750	9 008	12 350	147 337	908 750	9 088	12 350	149 577
901 000	9 010	12 350	147 407	909 000	9 090	12 350	149 647
901 250	9 013	12 350	147 477	909 250	9 093	12 350	149 717
901 500	9 015	12 350	147 547	909 500	9 095	12 350	149 787
901 750	9 018	12 350	147 617	909 750	9 098	12 350	149 857
902 000	9 020	12 350	147 687	910 000	9 100	12 350	149 927
902 250	9 023	12 350	147 757	910 250	9 103	12 350	149 997
902 500	9 025	12 350	147 827	910 500	9 105	12 350	150 067
902 750	9 028	12 350	147 897	910 750	9 108	12 350	150 137
903 000	9 030	12 350	147 967	911 000	9 110	12 350	150 207
903 250	9 033	12 350	148 037	911 250	9 113	12 350	150 277
903 500	9 035	12 350	148 107	911 500	9 115	12 350	150 347
903 750	9 038	12 350	148 177	911 750	9 118	12 350	150 417
904 000	9 040	12 350	148 247	912 000	9 120	12 350	150 487
904 250	9 043	12 350	148 317	912 250	9 123	12 350	150 557
904 500	9 045	12 350	148 387	912 500	9 125	12 350	150 627
904 750	9 048	12 350	148 457	912 750	9 128	12 350	150 697
905 000	9 050	12 350	148 527	913 000	9 130	12 350	150 767
905 250	9 053	12 350	148 597	913 250	9 133	12 350	150 837
905 500	9 055	12 350	148 667	913 500	9 135	12 350	150 907

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
913 750	9 138	12 350	150 977	921 750	9 218	12 350	153 217
914 000	9 140	12 350	151 047	922 000	9 220	12 350	153 287
914 250	9 143	12 350	151 117	922 250	9 223	12 350	153 357
914 500	9 145	12 350	151 187	922 500	9 225	12 350	153 427
914 750	9 148	12 350	151 257	922 750	9 228	12 350	153 497
915 000	9 150	12 350	151 327	923 000	9 230	12 350	153 567
915 250	9 153	12 350	151 397	923 250	9 233	12 350	153 637
915 500	9 155	12 350	151 467	923 500	9 235	12 350	153 707
915 750	9 158	12 350	151 537	923 750	9 238	12 350	153 777
916 000	9 160	12 350	151 607	924 000	9 240	12 350	153 847
916 250	9 163	12 350	151 677	924 250	9 243	12 350	153 917
916 500	9 165	12 350	151 747	924 500	9 245	12 350	153 987
916 750	9 168	12 350	151 817	924 750	9 248	12 350	154 057
917 000	9 170	12 350	151 887	925 000	9 250	12 350	154 127
917 250	9 173	12 350	151 957	925 250	9 253	12 350	154 197
917 500	9 175	12 350	152 027	925 500	9 255	12 350	154 267
917 750	9 178	12 350	152 097	925 750	9 258	12 350	154 337
918 000	9 180	12 350	152 167	926 000	9 260	12 350	154 407
918 250	9 183	12 350	152 237	926 250	9 263	12 350	154 477
918 500	9 185	12 350	152 307	926 500	9 265	12 350	154 547
918 750	9 188	12 350	152 377	926 750	9 268	12 350	154 617
919 000	9 190	12 350	152 447	927 000	9 270	12 350	154 687
919 250	9 193	12 350	152 517	927 250	9 273	12 350	154 757
919 500	9 195	12 350	152 587	927 500	9 275	12 350	154 827
919 750	9 198	12 350	152 657	927 750	9 278	12 350	154 897
920 000	9 200	12 350	152 727	928 000	9 280	12 350	154 967
920 250	9 203	12 350	152 797	928 250	9 283	12 350	155 037
920 500	9 205	12 350	152 867	928 500	9 285	12 350	155 107
920 750	9 208	12 350	152 937	928 750	9 288	12 350	155 177
921 000	9 210	12 350	153 007	929 000	9 290	12 350	155 247
921 250	9 213	12 350	153 077	929 250	9 293	12 350	155 317
921 500	9 215	12 350	153 147	929 500	9 295	12 350	155 387

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
929 750	9 298	12 350	155 457	937 750	9 378	12 350	157 697
930 000	9 300	12 350	155 527	938 000	9 380	12 350	157 767
930 250	9 303	12 350	155 597	938 250	9 383	12 350	157 837
930 500	9 305	12 350	155 667	938 500	9 385	12 350	157 907
930 750	9 308	12 350	155 737	938 750	9 388	12 350	157 977
931 000	9 310	12 350	155 807	939 000	9 390	12 350	158 047
931 250	9 313	12 350	155 877	939 250	9 393	12 350	158 117
931 500	9 315	12 350	155 947	939 500	9 395	12 350	158 187
931 750	9 318	12 350	156 017	939 750	9 398	12 350	158 257
932 000	9 320	12 350	156 087	940 000	9 400	12 350	158 327
932 250	9 323	12 350	156 157	940 250	9 403	12 350	158 397
932 500	9 325	12 350	156 227	940 500	9 405	12 350	158 467
932 750	9 328	12 350	156 297	940 750	9 408	12 350	158 537
933 000	9 330	12 350	156 367	941 000	9 410	12 350	158 607
933 250	9 333	12 350	156 437	941 250	9 413	12 350	158 677
933 500	9 335	12 350	156 507	941 500	9 415	12 350	158 747
933 750	9 338	12 350	156 577	941 750	9 418	12 350	158 817
934 000	9 340	12 350	156 647	942 000	9 420	12 350	158 887
934 250	9 343	12 350	156 717	942 250	9 423	12 350	158 957
934 500	9 345	12 350	156 787	942 500	9 425	12 350	159 027
934 750	9 348	12 350	156 857	942 750	9 428	12 350	159 097
935 000	9 350	12 350	156 927	943 000	9 430	12 350	159 167
935 250	9 353	12 350	156 997	943 250	9 433	12 350	159 237
935 500	9 355	12 350	157 067	943 500	9 435	12 350	159 307
935 750	9 358	12 350	157 137	943 750	9 438	12 350	159 377
936 000	9 360	12 350	157 207	944 000	9 440	12 350	159 447
936 250	9 363	12 350	157 277	944 250	9 443	12 350	159 517
936 500	9 365	12 350	157 347	944 500	9 445	12 350	159 587
936 750	9 368	12 350	157 417	944 750	9 448	12 350	159 657
937 000	9 370	12 350	157 487	945 000	9 450	12 350	159 727
937 250	9 373	12 350	157 557	945 250	9 453	12 350	159 797
937 500	9 375	12 350	157 627	945 500	9 455	12 350	159 867

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
945 750	9 458	12 350	159 937	953 750	9 538	12 350	162 177
946 000	9 460	12 350	160 007	954 000	9 540	12 350	162 247
946 250	9 463	12 350	160 077	954 250	9 543	12 350	162 317
946 500	9 465	12 350	160 147	954 500	9 545	12 350	162 387
946 750	9 468	12 350	160 217	954 750	9 548	12 350	162 457
947 000	9 470	12 350	160 287	955 000	9 550	12 350	162 527
947 250	9 473	12 350	160 357	955 250	9 553	12 350	162 597
947 500	9 475	12 350	160 427	955 500	9 555	12 350	162 667
947 750	9 478	12 350	160 497	955 750	9 558	12 350	162 737
948 000	9 480	12 350	160 567	956 000	9 560	12 350	162 807
948 250	9 483	12 350	160 637	956 250	9 563	12 350	162 877
948 500	9 485	12 350	160 707	956 500	9 565	12 350	162 947
948 750	9 488	12 350	160 777	956 750	9 568	12 350	163 017
949 000	9 490	12 350	160 847	957 000	9 570	12 350	163 087
949 250	9 493	12 350	160 917	957 250	9 573	12 350	163 157
949 500	9 495	12 350	160 987	957 500	9 575	12 350	163 227
949 750	9 498	12 350	161 057	957 750	9 578	12 350	163 297
950 000	9 500	12 350	161 127	958 000	9 580	12 350	163 367
950 250	9 503	12 350	161 197	958 250	9 583	12 350	163 437
950 500	9 505	12 350	161 267	958 500	9 585	12 350	163 507
950 750	9 508	12 350	161 337	958 750	9 588	12 350	163 577
951 000	9 510	12 350	161 407	959 000	9 590	12 350	163 647
951 250	9 513	12 350	161 477	959 250	9 593	12 350	163 717
951 500	9 515	12 350	161 547	959 500	9 595	12 350	163 787
951 750	9 518	12 350	161 617	959 750	9 598	12 350	163 857
952 000	9 520	12 350	161 687	960 000	9 600	12 350	163 927
952 250	9 523	12 350	161 757	960 250	9 603	12 350	163 997
952 500	9 525	12 350	161 827	960 500	9 605	12 350	164 067
952 750	9 528	12 350	161 897	960 750	9 608	12 350	164 137
953 000	9 530	12 350	161 967	961 000	9 610	12 350	164 207
953 250	9 533	12 350	162 037	961 250	9 613	12 350	164 277
953 500	9 535	12 350	162 107	961 500	9 615	12 350	164 347



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
961 750	9 618	12 350	164 417	969 750	9 698	12 350	166 657
962 000	9 620	12 350	164 487	970 000	9 700	12 350	166 727
962 250	9 623	12 350	164 557	970 250	9 703	12 350	166 797
962 500	9 625	12 350	164 627	970 500	9 705	12 350	166 867
962 750	9 628	12 350	164 697	970 750	9 708	12 350	166 937
963 000	9 630	12 350	164 767	971 000	9 710	12 350	167 007
963 250	9 633	12 350	164 837	971 250	9 713	12 350	167 077
963 500	9 635	12 350	164 907	971 500	9 715	12 350	167 147
963 750	9 638	12 350	164 977	971 750	9 718	12 350	167 217
964 000	9 640	12 350	165 047	972 000	9 720	12 350	167 287
964 250	9 643	12 350	165 117	972 250	9 723	12 350	167 357
964 500	9 645	12 350	165 187	972 500	9 725	12 350	167 427
964 750	9 648	12 350	165 257	972 750	9 728	12 350	167 497
965 000	9 650	12 350	165 327	973 000	9 730	12 350	167 567
965 250	9 653	12 350	165 397	973 250	9 733	12 350	167 637
965 500	9 655	12 350	165 467	973 500	9 735	12 350	167 707
965 750	9 658	12 350	165 537	973 750	9 738	12 350	167 777
966 000	9 660	12 350	165 607	974 000	9 740	12 350	167 847
966 250	9 663	12 350	165 677	974 250	9 743	12 350	167 917
966 500	9 665	12 350	165 747	974 500	9 745	12 350	167 987
966 750	9 668	12 350	165 817	974 750	9 748	12 350	168 057
967 000	9 670	12 350	165 887	975 000	9 750	12 350	168 127
967 250	9 673	12 350	165 957	975 250	9 753	12 350	168 197
967 500	9 675	12 350	166 027	975 500	9 755	12 350	168 267
967 750	9 678	12 350	166 097	975 750	9 758	12 350	168 337
968 000	9 680	12 350	166 167	976 000	9 760	12 350	168 407
968 250	9 683	12 350	166 237	976 250	9 763	12 350	168 477
968 500	9 685	12 350	166 307	976 500	9 765	12 350	168 547
968 750	9 688	12 350	166 377	976 750	9 768	12 350	168 617
969 000	9 690	12 350	166 447	977 000	9 770	12 350	168 687
969 250	9 693	12 350	166 517	977 250	9 773	12 350	168 757
969 500	9 695	12 350	166 587	977 500	9 775	12 350	168 827

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
977 750	9 778	12 350	168 897	985 750	9 858	12 350	171 137
978 000	9 780	12 350	168 967	986 000	9 860	12 350	171 207
978 250	9 783	12 350	169 037	986 250	9 863	12 350	171 277
978 500	9 785	12 350	169 107	986 500	9 865	12 350	171 347
978 750	9 788	12 350	169 177	986 750	9 868	12 350	171 417
979 000	9 790	12 350	169 247	987 000	9 870	12 350	171 487
979 250	9 793	12 350	169 317	987 250	9 873	12 350	171 557
979 500	9 795	12 350	169 387	987 500	9 875	12 350	171 627
979 750	9 798	12 350	169 457	987 750	9 878	12 350	171 697
980 000	9 800	12 350	169 527	988 000	9 880	12 350	171 767
980 250	9 803	12 350	169 597	988 250	9 883	12 350	171 837
980 500	9 805	12 350	169 667	988 500	9 885	12 350	171 907
980 750	9 808	12 350	169 737	988 750	9 888	12 350	171 977
981 000	9 810	12 350	169 807	989 000	9 890	12 350	172 047
981 250	9 813	12 350	169 877	989 250	9 893	12 350	172 117
981 500	9 815	12 350	169 947	989 500	9 895	12 350	172 187
981 750	9 818	12 350	170 017	989 750	9 898	12 350	172 257
982 000	9 820	12 350	170 087	990 000	9 900	12 350	172 327
982 250	9 823	12 350	170 157	990 250	9 903	12 350	172 397
982 500	9 825	12 350	170 227	990 500	9 905	12 350	172 467
982 750	9 828	12 350	170 297	990 750	9 908	12 350	172 537
983 000	9 830	12 350	170 367	991 000	9 910	12 350	172 607
983 250	9 833	12 350	170 437	991 250	9 913	12 350	172 677
983 500	9 835	12 350	170 507	991 500	9 915	12 350	172 747
983 750	9 838	12 350	170 577	991 750	9 918	12 350	172 817
984 000	9 840	12 350	170 647	992 000	9 920	12 350	172 887
984 250	9 843	12 350	170 717	992 250	9 923	12 350	172 957
984 500	9 845	12 350	170 787	992 500	9 925	12 350	173 027
984 750	9 848	12 350	170 857	992 750	9 928	12 350	173 097
985 000	9 850	12 350	170 927	993 000	9 930	12 350	173 167
985 250	9 853	12 350	170 997	993 250	9 933	12 350	173 237
985 500	9 855	12 350	171 067	993 500	9 935	12 350	173 307

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
993 750	9 938	12 350	173 377	1 001 750	10 018	13 000	174 967
994 000	9 940	12 350	173 447	1 002 000	10 020	13 000	175 037
994 250	9 943	12 350	173 517	1 002 250	10 023	13 000	175 107
994 500	9 945	12 350	173 587	1 002 500	10 025	13 000	175 177
994 750	9 948	12 350	173 657	1 002 750	10 028	13 000	175 247
995 000	9 950	12 350	173 727	1 003 000	10 030	13 000	175 317
995 250	9 953	12 350	173 797	1 003 250	10 033	13 000	175 387
995 500	9 955	12 350	173 867	1 003 500	10 035	13 000	175 457
995 750	9 958	12 350	173 937	1 003 750	10 038	13 000	175 527
996 000	9 960	12 350	174 007	1 004 000	10 040	13 000	175 597
996 250	9 963	12 350	174 077	1 004 250	10 043	13 000	175 667
996 500	9 965	12 350	174 147	1 004 500	10 045	13 000	175 737
996 750	9 968	12 350	174 217	1 004 750	10 048	13 000	175 807
997 000	9 970	12 350	174 287	1 005 000	10 050	13 000	175 877
997 250	9 973	12 350	174 357	1 005 250	10 053	13 000	175 947
997 500	9 975	12 350	174 427	1 005 500	10 055	13 000	176 017
997 750	9 978	12 350	174 497	1 005 750	10 058	13 000	176 087
998 000	9 980	12 350	174 567	1 006 000	10 060	13 000	176 157
998 250	9 983	12 350	174 637	1 006 250	10 063	13 000	176 227
998 500	9 985	12 350	174 707	1 006 500	10 065	13 000	176 297
998 750	9 988	12 350	174 777	1 006 750	10 068	13 000	176 367
999 000	9 990	12 350	174 847	1 007 000	10 070	13 000	176 437
999 250	9 993	12 350	174 917	1 007 250	10 073	13 000	176 507
999 500	9 995	12 350	174 987	1 007 500	10 075	13 000	176 577
999 750	9 998	12 350	175 057	1 007 750	10 078	13 000	176 647
1 000 000	10 000	12 350	175 127	1 008 000	10 080	13 000	176 717
1 000 250	10 003	13 000	174 547	1 008 250	10 083	13 000	176 787
1 000 500	10 005	13 000	174 617	1 008 500	10 085	13 000	176 857
1 000 750	10 008	13 000	174 687	1 008 750	10 088	13 000	176 927
1 001 000	10 010	13 000	174 757	1 009 000	10 090	13 000	176 997
1 001 250	10 013	13 000	174 827	1 009 250	10 093	13 000	177 067
1 001 500	10 015	13 000	174 897	1 009 500	10 095	13 000	177 137

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 009 750	10 098	13 000	177 207	1 017 750	10 178	13 000	179 447
1 010 000	10 100	13 000	177 277	1 018 000	10 180	13 000	179 517
1 010 250	10 103	13 000	177 347	1 018 250	10 183	13 000	179 587
1 010 500	10 105	13 000	177 417	1 018 500	10 185	13 000	179 657
1 010 750	10 108	13 000	177 487	1 018 750	10 188	13 000	179 727
1 011 000	10 110	13 000	177 557	1 019 000	10 190	13 000	179 797
1 011 250	10 113	13 000	177 627	1 019 250	10 193	13 000	179 867
1 011 500	10 115	13 000	177 697	1 019 500	10 195	13 000	179 937
1 011 750	10 118	13 000	177 767	1 019 750	10 198	13 000	180 007
1 012 000	10 120	13 000	177 837	1 020 000	10 200	13 000	180 077
1 012 250	10 123	13 000	177 907	1 020 250	10 203	13 000	180 147
1 012 500	10 125	13 000	177 977	1 020 500	10 205	13 000	180 217
1 012 750	10 128	13 000	178 047	1 020 750	10 208	13 000	180 287
1 013 000	10 130	13 000	178 117	1 021 000	10 210	13 000	180 357
1 013 250	10 133	13 000	178 187	1 021 250	10 213	13 000	180 427
1 013 500	10 135	13 000	178 257	1 021 500	10 215	13 000	180 497
1 013 750	10 138	13 000	178 327	1 021 750	10 218	13 000	180 567
1 014 000	10 140	13 000	178 397	1 022 000	10 220	13 000	180 637
1 014 250	10 143	13 000	178 467	1 022 250	10 223	13 000	180 707
1 014 500	10 145	13 000	178 537	1 022 500	10 225	13 000	180 777
1 014 750	10 148	13 000	178 607	1 022 750	10 228	13 000	180 847
1 015 000	10 150	13 000	178 677	1 023 000	10 230	13 000	180 917
1 015 250	10 153	13 000	178 747	1 023 250	10 233	13 000	180 987
1 015 500	10 155	13 000	178 817	1 023 500	10 235	13 000	181 057
1 015 750	10 158	13 000	178 887	1 023 750	10 238	13 000	181 127
1 016 000	10 160	13 000	178 957	1 024 000	10 240	13 000	181 197
1 016 250	10 163	13 000	179 027	1 024 250	10 243	13 000	181 267
1 016 500	10 165	13 000	179 097	1 024 500	10 245	13 000	181 337
1 016 750	10 168	13 000	179 167	1 024 750	10 248	13 000	181 407
1 017 000	10 170	13 000	179 237	1 025 000	10 250	13 000	181 477
1 017 250	10 173	13 000	179 307	1 025 250	10 253	13 000	181 547
1 017 500	10 175	13 000	179 377	1 025 500	10 255	13 000	181 617

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

<b>Base taxable mensuelle</b>	<b>CCF</b>	<b>CRTV</b>	<b>IRS</b>	<b>Base taxable mensuelle</b>	<b>CCF</b>	<b>CRTV</b>	<b>IRS</b>
1 025 750	10 258	13 000	181 687	1 033 750	10 338	13 000	183 927
1 026 000	10 260	13 000	181 757	1 034 000	10 340	13 000	183 997
1 026 250	10 263	13 000	181 827	1 034 250	10 343	13 000	184 067
1 026 500	10 265	13 000	181 897	1 034 500	10 345	13 000	184 137
1 026 750	10 268	13 000	181 967	1 034 750	10 348	13 000	184 207
1 027 000	10 270	13 000	182 037	1 035 000	10 350	13 000	184 277
1 027 250	10 273	13 000	182 107	1 035 250	10 353	13 000	184 347
1 027 500	10 275	13 000	182 177	1 035 500	10 355	13 000	184 417
1 027 750	10 278	13 000	182 247	1 035 750	10 358	13 000	184 487
1 028 000	10 280	13 000	182 317	1 036 000	10 360	13 000	184 557
1 028 250	10 283	13 000	182 387	1 036 250	10 363	13 000	184 627
1 028 500	10 285	13 000	182 457	1 036 500	10 365	13 000	184 697
1 028 750	10 288	13 000	182 527	1 036 750	10 368	13 000	184 767
1 029 000	10 290	13 000	182 597	1 037 000	10 370	13 000	184 837
1 029 250	10 293	13 000	182 667	1 037 250	10 373	13 000	184 907
1 029 500	10 295	13 000	182 737	1 037 500	10 375	13 000	184 977
1 029 750	10 298	13 000	182 807	1 037 750	10 378	13 000	185 047
1 030 000	10 300	13 000	182 877	1 038 000	10 380	13 000	185 117
1 030 250	10 303	13 000	182 947	1 038 250	10 383	13 000	185 187
1 030 500	10 305	13 000	183 017	1 038 500	10 385	13 000	185 257
1 030 750	10 308	13 000	183 087	1 038 750	10 388	13 000	185 327
1 031 000	10 310	13 000	183 157	1 039 000	10 390	13 000	185 397
1 031 250	10 313	13 000	183 227	1 039 250	10 393	13 000	185 467
1 031 500	10 315	13 000	183 297	1 039 500	10 395	13 000	185 537
1 031 750	10 318	13 000	183 367	1 039 750	10 398	13 000	185 607
1 032 000	10 320	13 000	183 437	1 040 000	10 400	13 000	185 677
1 032 250	10 323	13 000	183 507	1 040 250	10 403	13 000	185 747
1 032 500	10 325	13 000	183 577	1 040 500	10 405	13 000	185 817
1 032 750	10 328	13 000	183 647	1 040 750	10 408	13 000	185 887
1 033 000	10 330	13 000	183 717	1 041 000	10 410	13 000	185 957
1 033 250	10 333	13 000	183 787	1 041 250	10 413	13 000	186 027
1 033 500	10 335	13 000	183 857	1 041 500	10 415	13 000	186 097

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 041 750	10 418	13 000	186 167	1 049 750	10 498	13 000	188 407
1 042 000	10 420	13 000	186 237	1 050 000	10 500	13 000	188 477
1 042 250	10 423	13 000	186 307	1 050 250	10 503	13 000	188 547
1 042 500	10 425	13 000	186 377	1 050 500	10 505	13 000	188 617
1 042 750	10 428	13 000	186 447	1 050 750	10 508	13 000	188 687
1 043 000	10 430	13 000	186 517	1 051 000	10 510	13 000	188 757
1 043 250	10 433	13 000	186 587	1 051 250	10 513	13 000	188 827
1 043 500	10 435	13 000	186 657	1 051 500	10 515	13 000	188 897
1 043 750	10 438	13 000	186 727	1 051 750	10 518	13 000	188 967
1 044 000	10 440	13 000	186 797	1 052 000	10 520	13 000	189 037
1 044 250	10 443	13 000	186 867	1 052 250	10 523	13 000	189 107
1 044 500	10 445	13 000	186 937	1 052 500	10 525	13 000	189 177
1 044 750	10 448	13 000	187 007	1 052 750	10 528	13 000	189 247
1 045 000	10 450	13 000	187 077	1 053 000	10 530	13 000	189 317
1 045 250	10 453	13 000	187 147	1 053 250	10 533	13 000	189 387
1 045 500	10 455	13 000	187 217	1 053 500	10 535	13 000	189 457
1 045 750	10 458	13 000	187 287	1 053 750	10 538	13 000	189 527
1 046 000	10 460	13 000	187 357	1 054 000	10 540	13 000	189 597
1 046 250	10 463	13 000	187 427	1 054 250	10 543	13 000	189 667
1 046 500	10 465	13 000	187 497	1 054 500	10 545	13 000	189 737
1 046 750	10 468	13 000	187 567	1 054 750	10 548	13 000	189 807
1 047 000	10 470	13 000	187 637	1 055 000	10 550	13 000	189 877
1 047 250	10 473	13 000	187 707	1 055 250	10 553	13 000	189 947
1 047 500	10 475	13 000	187 777	1 055 500	10 555	13 000	190 017
1 047 750	10 478	13 000	187 847	1 055 750	10 558	13 000	190 087
1 048 000	10 480	13 000	187 917	1 056 000	10 560	13 000	190 157
1 048 250	10 483	13 000	187 987	1 056 250	10 563	13 000	190 227
1 048 500	10 485	13 000	188 057	1 056 500	10 565	13 000	190 297
1 048 750	10 488	13 000	188 127	1 056 750	10 568	13 000	190 367
1 049 000	10 490	13 000	188 197	1 057 000	10 570	13 000	190 437
1 049 250	10 493	13 000	188 267	1 057 250	10 573	13 000	190 507
1 049 500	10 495	13 000	188 337	1 057 500	10 575	13 000	190 577

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 057 750	10 578	13 000	190 647	1 065 750	10 658	13 000	192 887
1 058 000	10 580	13 000	190 717	1 066 000	10 660	13 000	192 957
1 058 250	10 583	13 000	190 787	1 066 250	10 663	13 000	193 027
1 058 500	10 585	13 000	190 857	1 066 500	10 665	13 000	193 097
1 058 750	10 588	13 000	190 927	1 066 750	10 668	13 000	193 167
1 059 000	10 590	13 000	190 997	1 067 000	10 670	13 000	193 237
1 059 250	10 593	13 000	191 067	1 067 250	10 673	13 000	193 307
1 059 500	10 595	13 000	191 137	1 067 500	10 675	13 000	193 377
1 059 750	10 598	13 000	191 207	1 067 750	10 678	13 000	193 447
1 060 000	10 600	13 000	191 277	1 068 000	10 680	13 000	193 517
1 060 250	10 603	13 000	191 347	1 068 250	10 683	13 000	193 587
1 060 500	10 605	13 000	191 417	1 068 500	10 685	13 000	193 657
1 060 750	10 608	13 000	191 487	1 068 750	10 688	13 000	193 727
1 061 000	10 610	13 000	191 557	1 069 000	10 690	13 000	193 797
1 061 250	10 613	13 000	191 627	1 069 250	10 693	13 000	193 867
1 061 500	10 615	13 000	191 697	1 069 500	10 695	13 000	193 937
1 061 750	10 618	13 000	191 767	1 069 750	10 698	13 000	194 007
1 062 000	10 620	13 000	191 837	1 070 000	10 700	13 000	194 077
1 062 250	10 623	13 000	191 907	1 070 250	10 703	13 000	194 147
1 062 500	10 625	13 000	191 977	1 070 500	10 705	13 000	194 217
1 062 750	10 628	13 000	192 047	1 070 750	10 708	13 000	194 287
1 063 000	10 630	13 000	192 117	1 071 000	10 710	13 000	194 357
1 063 250	10 633	13 000	192 187	1 071 250	10 713	13 000	194 427
1 063 500	10 635	13 000	192 257	1 071 500	10 715	13 000	194 497
1 063 750	10 638	13 000	192 327	1 071 750	10 718	13 000	194 567
1 064 000	10 640	13 000	192 397	1 072 000	10 720	13 000	194 637
1 064 250	10 643	13 000	192 467	1 072 250	10 723	13 000	194 707
1 064 500	10 645	13 000	192 537	1 072 500	10 725	13 000	194 777
1 064 750	10 648	13 000	192 607	1 072 750	10 728	13 000	194 847
1 065 000	10 650	13 000	192 677	1 073 000	10 730	13 000	194 917
1 065 250	10 653	13 000	192 747	1 073 250	10 733	13 000	194 987
1 065 500	10 655	13 000	192 817	1 073 500	10 735	13 000	195 057

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 073 750	10 738	13 000	195 127	1 081 750	10 818	13 000	197 367
1 074 000	10 740	13 000	195 197	1 082 000	10 820	13 000	197 437
1 074 250	10 743	13 000	195 267	1 082 250	10 823	13 000	197 507
1 074 500	10 745	13 000	195 337	1 082 500	10 825	13 000	197 577
1 074 750	10 748	13 000	195 407	1 082 750	10 828	13 000	197 647
1 075 000	10 750	13 000	195 477	1 083 000	10 830	13 000	197 717
1 075 250	10 753	13 000	195 547	1 083 250	10 833	13 000	197 787
1 075 500	10 755	13 000	195 617	1 083 500	10 835	13 000	197 857
1 075 750	10 758	13 000	195 687	1 083 750	10 838	13 000	197 927
1 076 000	10 760	13 000	195 757	1 084 000	10 840	13 000	197 997
1 076 250	10 763	13 000	195 827	1 084 250	10 843	13 000	198 067
1 076 500	10 765	13 000	195 897	1 084 500	10 845	13 000	198 137
1 076 750	10 768	13 000	195 967	1 084 750	10 848	13 000	198 207
1 077 000	10 770	13 000	196 037	1 085 000	10 850	13 000	198 277
1 077 250	10 773	13 000	196 107	1 085 250	10 853	13 000	198 347
1 077 500	10 775	13 000	196 177	1 085 500	10 855	13 000	198 417
1 077 750	10 778	13 000	196 247	1 085 750	10 858	13 000	198 487
1 078 000	10 780	13 000	196 317	1 086 000	10 860	13 000	198 557
1 078 250	10 783	13 000	196 387	1 086 250	10 863	13 000	198 627
1 078 500	10 785	13 000	196 457	1 086 500	10 865	13 000	198 697
1 078 750	10 788	13 000	196 527	1 086 750	10 868	13 000	198 767
1 079 000	10 790	13 000	196 597	1 087 000	10 870	13 000	198 837
1 079 250	10 793	13 000	196 667	1 087 250	10 873	13 000	198 907
1 079 500	10 795	13 000	196 737	1 087 500	10 875	13 000	198 977
1 079 750	10 798	13 000	196 807	1 087 750	10 878	13 000	199 047
1 080 000	10 800	13 000	196 877	1 088 000	10 880	13 000	199 117
1 080 250	10 803	13 000	196 947	1 088 250	10 883	13 000	199 187
1 080 500	10 805	13 000	197 017	1 088 500	10 885	13 000	199 257
1 080 750	10 808	13 000	197 087	1 088 750	10 888	13 000	199 327
1 081 000	10 810	13 000	197 157	1 089 000	10 890	13 000	199 397
1 081 250	10 813	13 000	197 227	1 089 250	10 893	13 000	199 467
1 081 500	10 815	13 000	197 297	1 089 500	10 895	13 000	199 537



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 089 750	10 898	13 000	199 607	1 097 750	10 978	13 000	201 847
1 090 000	10 900	13 000	199 677	1 098 000	10 980	13 000	201 917
1 090 250	10 903	13 000	199 747	1 098 250	10 983	13 000	201 987
1 090 500	10 905	13 000	199 817	1 098 500	10 985	13 000	202 057
1 090 750	10 908	13 000	199 887	1 098 750	10 988	13 000	202 127
1 091 000	10 910	13 000	199 957	1 099 000	10 990	13 000	202 197
1 091 250	10 913	13 000	200 027	1 099 250	10 993	13 000	202 267
1 091 500	10 915	13 000	200 097	1 099 500	10 995	13 000	202 337
1 091 750	10 918	13 000	200 167	1 099 750	10 998	13 000	202 407
1 092 000	10 920	13 000	200 237	1 100 000	11 000	13 000	202 477
1 092 250	10 923	13 000	200 307	1 100 250	11 003	13 000	202 547
1 092 500	10 925	13 000	200 377	1 100 500	11 005	13 000	202 617
1 092 750	10 928	13 000	200 447	1 100 750	11 008	13 000	202 687
1 093 000	10 930	13 000	200 517	1 101 000	11 010	13 000	202 757
1 093 250	10 933	13 000	200 587	1 101 250	11 013	13 000	202 827
1 093 500	10 935	13 000	200 657	1 101 500	11 015	13 000	202 897
1 093 750	10 938	13 000	200 727	1 101 750	11 018	13 000	202 967
1 094 000	10 940	13 000	200 797	1 102 000	11 020	13 000	203 037
1 094 250	10 943	13 000	200 867	1 102 250	11 023	13 000	203 107
1 094 500	10 945	13 000	200 937	1 102 500	11 025	13 000	203 177
1 094 750	10 948	13 000	201 007	1 102 750	11 028	13 000	203 247
1 095 000	10 950	13 000	201 077	1 103 000	11 030	13 000	203 317
1 095 250	10 953	13 000	201 147	1 103 250	11 033	13 000	203 387
1 095 500	10 955	13 000	201 217	1 103 500	11 035	13 000	203 457
1 095 750	10 958	13 000	201 287	1 103 750	11 038	13 000	203 527
1 096 000	10 960	13 000	201 357	1 104 000	11 040	13 000	203 597
1 096 250	10 963	13 000	201 427	1 104 250	11 043	13 000	203 667
1 096 500	10 965	13 000	201 497	1 104 500	11 045	13 000	203 737
1 096 750	10 968	13 000	201 567	1 104 750	11 048	13 000	203 807
1 097 000	10 970	13 000	201 637	1 105 000	11 050	13 000	203 877
1 097 250	10 973	13 000	201 707	1 105 250	11 053	13 000	203 947
1 097 500	10 975	13 000	201 777	1 105 500	11 055	13 000	204 017

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 105 750	11 058	13 000	204 087	1 113 750	11 138	13 000	206 327
1 106 000	11 060	13 000	204 157	1 114 000	11 140	13 000	206 397
1 106 250	11 063	13 000	204 227	1 114 250	11 143	13 000	206 467
1 106 500	11 065	13 000	204 297	1 114 500	11 145	13 000	206 537
1 106 750	11 068	13 000	204 367	1 114 750	11 148	13 000	206 607
1 107 000	11 070	13 000	204 437	1 115 000	11 150	13 000	206 677
1 107 250	11 073	13 000	204 507	1 115 250	11 153	13 000	206 747
1 107 500	11 075	13 000	204 577	1 115 500	11 155	13 000	206 817
1 107 750	11 078	13 000	204 647	1 115 750	11 158	13 000	206 887
1 108 000	11 080	13 000	204 717	1 116 000	11 160	13 000	206 957
1 108 250	11 083	13 000	204 787	1 116 250	11 163	13 000	207 027
1 108 500	11 085	13 000	204 857	1 116 500	11 165	13 000	207 097
1 108 750	11 088	13 000	204 927	1 116 750	11 168	13 000	207 167
1 109 000	11 090	13 000	204 997	1 117 000	11 170	13 000	207 237
1 109 250	11 093	13 000	205 067	1 117 250	11 173	13 000	207 307
1 109 500	11 095	13 000	205 137	1 117 500	11 175	13 000	207 377
1 109 750	11 098	13 000	205 207	1 117 750	11 178	13 000	207 447
1 110 000	11 100	13 000	205 277	1 118 000	11 180	13 000	207 517
1 110 250	11 103	13 000	205 347	1 118 250	11 183	13 000	207 587
1 110 500	11 105	13 000	205 417	1 118 500	11 185	13 000	207 657
1 110 750	11 108	13 000	205 487	1 118 750	11 188	13 000	207 727
1 111 000	11 110	13 000	205 557	1 119 000	11 190	13 000	207 797
1 111 250	11 113	13 000	205 627	1 119 250	11 193	13 000	207 867
1 111 500	11 115	13 000	205 697	1 119 500	11 195	13 000	207 937
1 111 750	11 118	13 000	205 767	1 119 750	11 198	13 000	208 007
1 112 000	11 120	13 000	205 837	1 120 000	11 200	13 000	208 077
1 112 250	11 123	13 000	205 907	1 120 250	11 203	13 000	208 147
1 112 500	11 125	13 000	205 977	1 120 500	11 205	13 000	208 217
1 112 750	11 128	13 000	206 047	1 120 750	11 208	13 000	208 287
1 113 000	11 130	13 000	206 117	1 121 000	11 210	13 000	208 357
1 113 250	11 133	13 000	206 187	1 121 250	11 213	13 000	208 427
1 113 500	11 135	13 000	206 257	1 121 500	11 215	13 000	208 497

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 121 750	11 218	13 000	208 567	1 129 750	11 298	13 000	210 807
1 122 000	11 220	13 000	208 637	1 130 000	11 300	13 000	210 877
1 122 250	11 223	13 000	208 707	1 130 250	11 303	13 000	210 947
1 122 500	11 225	13 000	208 777	1 130 500	11 305	13 000	211 017
1 122 750	11 228	13 000	208 847	1 130 750	11 308	13 000	211 087
1 123 000	11 230	13 000	208 917	1 131 000	11 310	13 000	211 157
1 123 250	11 233	13 000	208 987	1 131 250	11 313	13 000	211 227
1 123 500	11 235	13 000	209 057	1 131 500	11 315	13 000	211 297
1 123 750	11 238	13 000	209 127	1 131 750	11 318	13 000	211 367
1 124 000	11 240	13 000	209 197	1 132 000	11 320	13 000	211 437
1 124 250	11 243	13 000	209 267	1 132 250	11 323	13 000	211 507
1 124 500	11 245	13 000	209 337	1 132 500	11 325	13 000	211 577
1 124 750	11 248	13 000	209 407	1 132 750	11 328	13 000	211 647
1 125 000	11 250	13 000	209 477	1 133 000	11 330	13 000	211 717
1 125 250	11 253	13 000	209 547	1 133 250	11 333	13 000	211 787
1 125 500	11 255	13 000	209 617	1 133 500	11 335	13 000	211 857
1 125 750	11 258	13 000	209 687	1 133 750	11 338	13 000	211 927
1 126 000	11 260	13 000	209 757	1 134 000	11 340	13 000	211 997
1 126 250	11 263	13 000	209 827	1 134 250	11 343	13 000	212 067
1 126 500	11 265	13 000	209 897	1 134 500	11 345	13 000	212 137
1 126 750	11 268	13 000	209 967	1 134 750	11 348	13 000	212 207
1 127 000	11 270	13 000	210 037	1 135 000	11 350	13 000	212 277
1 127 250	11 273	13 000	210 107	1 135 250	11 353	13 000	212 347
1 127 500	11 275	13 000	210 177	1 135 500	11 355	13 000	212 417
1 127 750	11 278	13 000	210 247	1 135 750	11 358	13 000	212 487
1 128 000	11 280	13 000	210 317	1 136 000	11 360	13 000	212 557
1 128 250	11 283	13 000	210 387	1 136 250	11 363	13 000	212 627
1 128 500	11 285	13 000	210 457	1 136 500	11 365	13 000	212 697
1 128 750	11 288	13 000	210 527	1 136 750	11 368	13 000	212 767
1 129 000	11 290	13 000	210 597	1 137 000	11 370	13 000	212 837
1 129 250	11 293	13 000	210 667	1 137 250	11 373	13 000	212 907
1 129 500	11 295	13 000	210 737	1 137 500	11 375	13 000	212 977

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 137 750	11 378	13 000	213 047	1 145 750	11 458	13 000	215 287
1 138 000	11 380	13 000	213 117	1 146 000	11 460	13 000	215 357
1 138 250	11 383	13 000	213 187	1 146 250	11 463	13 000	215 427
1 138 500	11 385	13 000	213 257	1 146 500	11 465	13 000	215 497
1 138 750	11 388	13 000	213 327	1 146 750	11 468	13 000	215 567
1 139 000	11 390	13 000	213 397	1 147 000	11 470	13 000	215 637
1 139 250	11 393	13 000	213 467	1 147 250	11 473	13 000	215 707
1 139 500	11 395	13 000	213 537	1 147 500	11 475	13 000	215 777
1 139 750	11 398	13 000	213 607	1 147 750	11 478	13 000	215 847
1 140 000	11 400	13 000	213 677	1 148 000	11 480	13 000	215 917
1 140 250	11 403	13 000	213 747	1 148 250	11 483	13 000	215 987
1 140 500	11 405	13 000	213 817	1 148 500	11 485	13 000	216 057
1 140 750	11 408	13 000	213 887	1 148 750	11 488	13 000	216 127
1 141 000	11 410	13 000	213 957	1 149 000	11 490	13 000	216 197
1 141 250	11 413	13 000	214 027	1 149 250	11 493	13 000	216 267
1 141 500	11 415	13 000	214 097	1 149 500	11 495	13 000	216 337
1 141 750	11 418	13 000	214 167	1 149 750	11 498	13 000	216 407
1 142 000	11 420	13 000	214 237	1 150 000	11 500	13 000	216 477
1 142 250	11 423	13 000	214 307	1 150 250	11 503	13 000	216 547
1 142 500	11 425	13 000	214 377	1 150 500	11 505	13 000	216 617
1 142 750	11 428	13 000	214 447	1 150 750	11 508	13 000	216 687
1 143 000	11 430	13 000	214 517	1 151 000	11 510	13 000	216 757
1 143 250	11 433	13 000	214 587	1 151 250	11 513	13 000	216 827
1 143 500	11 435	13 000	214 657	1 151 500	11 515	13 000	216 897
1 143 750	11 438	13 000	214 727	1 151 750	11 518	13 000	216 967
1 144 000	11 440	13 000	214 797	1 152 000	11 520	13 000	217 037
1 144 250	11 443	13 000	214 867	1 152 250	11 523	13 000	217 107
1 144 500	11 445	13 000	214 937	1 152 500	11 525	13 000	217 177
1 144 750	11 448	13 000	215 007	1 152 750	11 528	13 000	217 247
1 145 000	11 450	13 000	215 077	1 153 000	11 530	13 000	217 317
1 145 250	11 453	13 000	215 147	1 153 250	11 533	13 000	217 387
1 145 500	11 455	13 000	215 217	1 153 500	11 535	13 000	217 457

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 153 750	11 538	13 000	217 527	1 161 750	11 618	13 000	219 767
1 154 000	11 540	13 000	217 597	1 162 000	11 620	13 000	219 837
1 154 250	11 543	13 000	217 667	1 162 250	11 623	13 000	219 907
1 154 500	11 545	13 000	217 737	1 162 500	11 625	13 000	219 977
1 154 750	11 548	13 000	217 807	1 162 750	11 628	13 000	220 047
1 155 000	11 550	13 000	217 877	1 163 000	11 630	13 000	220 117
1 155 250	11 553	13 000	217 947	1 163 250	11 633	13 000	220 187
1 155 500	11 555	13 000	218 017	1 163 500	11 635	13 000	220 257
1 155 750	11 558	13 000	218 087	1 163 750	11 638	13 000	220 327
1 156 000	11 560	13 000	218 157	1 164 000	11 640	13 000	220 397
1 156 250	11 563	13 000	218 227	1 164 250	11 643	13 000	220 467
1 156 500	11 565	13 000	218 297	1 164 500	11 645	13 000	220 537
1 156 750	11 568	13 000	218 367	1 164 750	11 648	13 000	220 607
1 157 000	11 570	13 000	218 437	1 165 000	11 650	13 000	220 677
1 157 250	11 573	13 000	218 507	1 165 250	11 653	13 000	220 747
1 157 500	11 575	13 000	218 577	1 165 500	11 655	13 000	220 817
1 157 750	11 578	13 000	218 647	1 165 750	11 658	13 000	220 887
1 158 000	11 580	13 000	218 717	1 166 000	11 660	13 000	220 957
1 158 250	11 583	13 000	218 787	1 166 250	11 663	13 000	221 027
1 158 500	11 585	13 000	218 857	1 166 500	11 665	13 000	221 097
1 158 750	11 588	13 000	218 927	1 166 750	11 668	13 000	221 167
1 159 000	11 590	13 000	218 997	1 167 000	11 670	13 000	221 237
1 159 250	11 593	13 000	219 067	1 167 250	11 673	13 000	221 307
1 159 500	11 595	13 000	219 137	1 167 500	11 675	13 000	221 377
1 159 750	11 598	13 000	219 207	1 167 750	11 678	13 000	221 447
1 160 000	11 600	13 000	219 277	1 168 000	11 680	13 000	221 517
1 160 250	11 603	13 000	219 347	1 168 250	11 683	13 000	221 587
1 160 500	11 605	13 000	219 417	1 168 500	11 685	13 000	221 657
1 160 750	11 608	13 000	219 487	1 168 750	11 688	13 000	221 727
1 161 000	11 610	13 000	219 557	1 169 000	11 690	13 000	221 797
1 161 250	11 613	13 000	219 627	1 169 250	11 693	13 000	221 867
1 161 500	11 615	13 000	219 697	1 169 500	11 695	13 000	221 937

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 169 750	11 698	13 000	222 007	1 177 750	11 778	13 000	224 247
1 170 000	11 700	13 000	222 077	1 178 000	11 780	13 000	224 317
1 170 250	11 703	13 000	222 147	1 178 250	11 783	13 000	224 387
1 170 500	11 705	13 000	222 217	1 178 500	11 785	13 000	224 457
1 170 750	11 708	13 000	222 287	1 178 750	11 788	13 000	224 527
1 171 000	11 710	13 000	222 357	1 179 000	11 790	13 000	224 597
1 171 250	11 713	13 000	222 427	1 179 250	11 793	13 000	224 667
1 171 500	11 715	13 000	222 497	1 179 500	11 795	13 000	224 737
1 171 750	11 718	13 000	222 567	1 179 750	11 798	13 000	224 807
1 172 000	11 720	13 000	222 637	1 180 000	11 800	13 000	224 877
1 172 250	11 723	13 000	222 707	1 180 250	11 803	13 000	224 947
1 172 500	11 725	13 000	222 777	1 180 500	11 805	13 000	225 017
1 172 750	11 728	13 000	222 847	1 180 750	11 808	13 000	225 087
1 173 000	11 730	13 000	222 917	1 181 000	11 810	13 000	225 157
1 173 250	11 733	13 000	222 987	1 181 250	11 813	13 000	225 227
1 173 500	11 735	13 000	223 057	1 181 500	11 815	13 000	225 297
1 173 750	11 738	13 000	223 127	1 181 750	11 818	13 000	225 367
1 174 000	11 740	13 000	223 197	1 182 000	11 820	13 000	225 437
1 174 250	11 743	13 000	223 267	1 182 250	11 823	13 000	225 507
1 174 500	11 745	13 000	223 337	1 182 500	11 825	13 000	225 577
1 174 750	11 748	13 000	223 407	1 182 750	11 828	13 000	225 647
1 175 000	11 750	13 000	223 477	1 183 000	11 830	13 000	225 717
1 175 250	11 753	13 000	223 547	1 183 250	11 833	13 000	225 787
1 175 500	11 755	13 000	223 617	1 183 500	11 835	13 000	225 857
1 175 750	11 758	13 000	223 687	1 183 750	11 838	13 000	225 927
1 176 000	11 760	13 000	223 757	1 184 000	11 840	13 000	225 997
1 176 250	11 763	13 000	223 827	1 184 250	11 843	13 000	226 067
1 176 500	11 765	13 000	223 897	1 184 500	11 845	13 000	226 137
1 176 750	11 768	13 000	223 967	1 184 750	11 848	13 000	226 207
1 177 000	11 770	13 000	224 037	1 185 000	11 850	13 000	226 277
1 177 250	11 773	13 000	224 107	1 185 250	11 853	13 000	226 347
1 177 500	11 775	13 000	224 177	1 185 500	11 855	13 000	226 417

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 185 750	11 858	13 000	226 487	1 193 750	11 938	13 000	228 727
1 186 000	11 860	13 000	226 557	1 194 000	11 940	13 000	228 797
1 186 250	11 863	13 000	226 627	1 194 250	11 943	13 000	228 867
1 186 500	11 865	13 000	226 697	1 194 500	11 945	13 000	228 937
1 186 750	11 868	13 000	226 767	1 194 750	11 948	13 000	229 007
1 187 000	11 870	13 000	226 837	1 195 000	11 950	13 000	229 077
1 187 250	11 873	13 000	226 907	1 195 250	11 953	13 000	229 147
1 187 500	11 875	13 000	226 977	1 195 500	11 955	13 000	229 217
1 187 750	11 878	13 000	227 047	1 195 750	11 958	13 000	229 287
1 188 000	11 880	13 000	227 117	1 196 000	11 960	13 000	229 357
1 188 250	11 883	13 000	227 187	1 196 250	11 963	13 000	229 427
1 188 500	11 885	13 000	227 257	1 196 500	11 965	13 000	229 497
1 188 750	11 888	13 000	227 327	1 196 750	11 968	13 000	229 567
1 189 000	11 890	13 000	227 397	1 197 000	11 970	13 000	229 637
1 189 250	11 893	13 000	227 467	1 197 250	11 973	13 000	229 707
1 189 500	11 895	13 000	227 537	1 197 500	11 975	13 000	229 777
1 189 750	11 898	13 000	227 607	1 197 750	11 978	13 000	229 847
1 190 000	11 900	13 000	227 677	1 198 000	11 980	13 000	229 917
1 190 250	11 903	13 000	227 747	1 198 250	11 983	13 000	229 987
1 190 500	11 905	13 000	227 817	1 198 500	11 985	13 000	230 057
1 190 750	11 908	13 000	227 887	1 198 750	11 988	13 000	230 127
1 191 000	11 910	13 000	227 957	1 199 000	11 990	13 000	230 197
1 191 250	11 913	13 000	228 027	1 199 250	11 993	13 000	230 267
1 191 500	11 915	13 000	228 097	1 199 500	11 995	13 000	230 337
1 191 750	11 918	13 000	228 167	1 199 750	11 998	13 000	230 407
1 192 000	11 920	13 000	228 237	1 200 000	12 000	13 000	230 477
1 192 250	11 923	13 000	228 307	1 200 250	12 003	13 000	230 547
1 192 500	11 925	13 000	228 377	1 200 500	12 005	13 000	230 617
1 192 750	11 928	13 000	228 447	1 200 750	12 008	13 000	230 687
1 193 000	11 930	13 000	228 517	1 201 000	12 010	13 000	230 757
1 193 250	11 933	13 000	228 587	1 201 250	12 013	13 000	230 827
1 193 500	11 935	13 000	228 657	1 201 500	12 015	13 000	230 897

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 201 750	12 018	13 000	230 967	1 209 750	12 098	13 000	233 207
1 202 000	12 020	13 000	231 037	1 210 000	12 100	13 000	233 277
1 202 250	12 023	13 000	231 107	1 210 250	12 103	13 000	233 347
1 202 500	12 025	13 000	231 177	1 210 500	12 105	13 000	233 417
1 202 750	12 028	13 000	231 247	1 210 750	12 108	13 000	233 487
1 203 000	12 030	13 000	231 317	1 211 000	12 110	13 000	233 557
1 203 250	12 033	13 000	231 387	1 211 250	12 113	13 000	233 627
1 203 500	12 035	13 000	231 457	1 211 500	12 115	13 000	233 697
1 203 750	12 038	13 000	231 527	1 211 750	12 118	13 000	233 767
1 204 000	12 040	13 000	231 597	1 212 000	12 120	13 000	233 837
1 204 250	12 043	13 000	231 667	1 212 250	12 123	13 000	233 907
1 204 500	12 045	13 000	231 737	1 212 500	12 125	13 000	233 977
1 204 750	12 048	13 000	231 807	1 212 750	12 128	13 000	234 047
1 205 000	12 050	13 000	231 877	1 213 000	12 130	13 000	234 117
1 205 250	12 053	13 000	231 947	1 213 250	12 133	13 000	234 187
1 205 500	12 055	13 000	232 017	1 213 500	12 135	13 000	234 257
1 205 750	12 058	13 000	232 087	1 213 750	12 138	13 000	234 327
1 206 000	12 060	13 000	232 157	1 214 000	12 140	13 000	234 397
1 206 250	12 063	13 000	232 227	1 214 250	12 143	13 000	234 467
1 206 500	12 065	13 000	232 297	1 214 500	12 145	13 000	234 537
1 206 750	12 068	13 000	232 367	1 214 750	12 148	13 000	234 607
1 207 000	12 070	13 000	232 437	1 215 000	12 150	13 000	234 677
1 207 250	12 073	13 000	232 507	1 215 250	12 153	13 000	234 747
1 207 500	12 075	13 000	232 577	1 215 500	12 155	13 000	234 817
1 207 750	12 078	13 000	232 647	1 215 750	12 158	13 000	234 887
1 208 000	12 080	13 000	232 717	1 216 000	12 160	13 000	234 957
1 208 250	12 083	13 000	232 787	1 216 250	12 163	13 000	235 027
1 208 500	12 085	13 000	232 857	1 216 500	12 165	13 000	235 097
1 208 750	12 088	13 000	232 927	1 216 750	12 168	13 000	235 167
1 209 000	12 090	13 000	232 997	1 217 000	12 170	13 000	235 237
1 209 250	12 093	13 000	233 067	1 217 250	12 173	13 000	235 307
1 209 500	12 095	13 000	233 137	1 217 500	12 175	13 000	235 377



Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 217 750	12 178	13 000	235 447	1 225 750	12 258	13 000	237 687
1 218 000	12 180	13 000	235 517	1 226 000	12 260	13 000	237 757
1 218 250	12 183	13 000	235 587	1 226 250	12 263	13 000	237 827
1 218 500	12 185	13 000	235 657	1 226 500	12 265	13 000	237 897
1 218 750	12 188	13 000	235 727	1 226 750	12 268	13 000	237 967
1 219 000	12 190	13 000	235 797	1 227 000	12 270	13 000	238 037
1 219 250	12 193	13 000	235 867	1 227 250	12 273	13 000	238 107
1 219 500	12 195	13 000	235 937	1 227 500	12 275	13 000	238 177
1 219 750	12 198	13 000	236 007	1 227 750	12 278	13 000	238 247
1 220 000	12 200	13 000	236 077	1 228 000	12 280	13 000	238 317
1 220 250	12 203	13 000	236 147	1 228 250	12 283	13 000	238 387
1 220 500	12 205	13 000	236 217	1 228 500	12 285	13 000	238 457
1 220 750	12 208	13 000	236 287	1 228 750	12 288	13 000	238 527
1 221 000	12 210	13 000	236 357	1 229 000	12 290	13 000	238 597
1 221 250	12 213	13 000	236 427	1 229 250	12 293	13 000	238 667
1 221 500	12 215	13 000	236 497	1 229 500	12 295	13 000	238 737
1 221 750	12 218	13 000	236 567	1 229 750	12 298	13 000	238 807
1 222 000	12 220	13 000	236 637	1 230 000	12 300	13 000	238 877
1 222 250	12 223	13 000	236 707	1 230 250	12 303	13 000	238 947
1 222 500	12 225	13 000	236 777	1 230 500	12 305	13 000	239 017
1 222 750	12 228	13 000	236 847	1 230 750	12 308	13 000	239 087
1 223 000	12 230	13 000	236 917	1 231 000	12 310	13 000	239 157
1 223 250	12 233	13 000	236 987	1 231 250	12 313	13 000	239 227
1 223 500	12 235	13 000	237 057	1 231 500	12 315	13 000	239 297
1 223 750	12 238	13 000	237 127	1 231 750	12 318	13 000	239 367
1 224 000	12 240	13 000	237 197	1 232 000	12 320	13 000	239 437
1 224 250	12 243	13 000	237 267	1 232 250	12 323	13 000	239 507
1 224 500	12 245	13 000	237 337	1 232 500	12 325	13 000	239 577
1 224 750	12 248	13 000	237 407	1 232 750	12 328	13 000	239 647
1 225 000	12 250	13 000	237 477	1 233 000	12 330	13 000	239 717
1 225 250	12 253	13 000	237 547	1 233 250	12 333	13 000	239 787
1 225 500	12 255	13 000	237 617	1 233 500	12 335	13 000	239 857

Conçu par Raymond MBADIFFO KOUAMO

Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS	Base taxable mensuelle	CCF	CRTV	IRS
1 233 750	12 338	13 000	239 927	1 242 000	12 420	13 000	242 237
1 234 000	12 340	13 000	239 997	1 242 250	12 423	13 000	242 307
1 234 250	12 343	13 000	240 067	1 242 500	12 425	13 000	242 377
1 234 500	12 345	13 000	240 137	1 242 750	12 428	13 000	242 447
1 234 750	12 348	13 000	240 207	1 243 000	12 430	13 000	242 517
1 235 000	12 350	13 000	240 277	1 243 250	12 433	13 000	242 587
1 235 250	12 353	13 000	240 347	1 243 500	12 435	13 000	242 657
1 235 500	12 355	13 000	240 417	1 243 750	12 438	13 000	242 727
1 235 750	12 358	13 000	240 487	1 244 000	12 440	13 000	242 797
1 236 000	12 360	13 000	240 557	1 244 250	12 443	13 000	242 867
1 236 250	12 363	13 000	240 627	1 244 500	12 445	13 000	242 937
1 236 500	12 365	13 000	240 697	1 244 750	12 448	13 000	243 007
1 236 750	12 368	13 000	240 767	1 245 000	12 450	13 000	243 077
1 237 000	12 370	13 000	240 837	1 245 250	12 453	13 000	243 147
1 237 250	12 373	13 000	240 907	1 245 500	12 455	13 000	243 217
1 237 500	12 375	13 000	240 977	1 245 750	12 458	13 000	243 287
1 237 750	12 378	13 000	241 047	1 246 000	12 460	13 000	243 357
1 238 000	12 380	13 000	241 117	1 246 250	12 463	13 000	243 427
1 238 250	12 383	13 000	241 187	1 246 500	12 465	13 000	243 497
1 238 500	12 385	13 000	241 257	1 246 750	12 468	13 000	243 567
1 238 750	12 388	13 000	241 327	1 247 000	12 470	13 000	243 637
1 239 000	12 390	13 000	241 397	1 247 250	12 473	13 000	243 707
1 239 250	12 393	13 000	241 467	1 247 500	12 475	13 000	243 777
1 239 500	12 395	13 000	241 537	1 247 750	12 478	13 000	243 847
1 239 750	12 398	13 000	241 607	1 248 000	12 480	13 000	243 917
1 240 000	12 400	13 000	241 677	1 248 250	12 483	13 000	243 987
1 240 250	12 403	13 000	241 747	1 248 500	12 485	13 000	244 057
1 240 500	12 405	13 000	241 817	1 248 750	12 488	13 000	244 127
1 240 750	12 408	13 000	241 887	1 249 000	12 490	13 000	244 197
1 241 000	12 410	13 000	241 957	1 249 250	12 493	13 000	244 267
1 241 250	12 413	13 000	242 027	1 249 500	12 495	13 000	244 337
1 241 500	12 415	13 000	242 097	1 249 750	12 498	13 000	244 407
1 241 750	12 418	13 000	242 167	1 250 000	12 500	13 000	244 477

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES GENERAUX**

1. PLAGNET B. , la taxe sur la valeur ajoutée, collection « système » librairie générale de droit et de jurisprudence, EJA, Paris, 1996.
2. CASTELLINO G. ET ROMELAER P. , Comptabilité privée : Plan OCAM, EDICEF/AUPELF, Paris, 1988.
3. VIROL E. ,Fiscalité, collection ESG, éd. Eyrolle, Paris, 1991.
4. COLASSE B. , Comptabilité générale, ECONOMICA, Paris, 1991, 3<sup>ème</sup> édition.
5. DUPUIS Y. , les bases de la comptabilité générale, ECONOMICA, Paris, 1997.
6. NZAKOU A. , Comptabilité et réforme fiscale douanière, presses de l'UCAC, 4<sup>ème</sup> édition, décembre 1995.
7. A FAYEL et D PERNOT, Comptabilité générale de l'entreprise, DUNOD, Paris, 1996.
8. NZAKOU A. , TVA et mise à jour : douane – fiscalité – comptabilité, Presses de l'UCAC, Yaoundé, octobre 1998.
8. ALAKA ALAKA P. , Finances publiques, 2<sup>ème</sup> partie CERFI, Douala, janvier 2000.
9. LEKENE DONFACK, Finances publiques camerounaises, Berger – Levrault, Paris, mars 1987.
10. DISLE E., et SARAF J., Droit Fiscal, DUNOD, Paris, 2001
11. MBADIFFO KOUAMO R. et ALAKA ALAKA P., Fiscalité et comptabilité : le principe d'évaluation des impôts et taxes et leur comptabilisation selon le système OHADA, Editions B & Co Conseils, Douala, 1<sup>er</sup> édition, février 2002.

### **CODES ET TEXTES DE LOI**

1. Constitution du 02 juin 1972 révisée par la loi 96/06 du 18 janvier 1996.
2. Code général des impôts.
3. Code de l'enregistrement du timbre et de la curatelle.
4. Traité de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du DROIT DES affaires (OHADA) : Acte Uniforme relatif au droit comptable, Yaoundé, 2000.
5. Ordonnance n° 94/001 du 24/01/94 rendant exécutoire la taxe sur le chiffre d'affaires, le droit d'accises, le TEC et TPG.
6. Ordonnance n° 94/002/du 24/01/94 portant modalités d'application de la TCA.
7. Ordonnance n° 95/05 du 05/1/95 modifiant certaines dispositions des législations fiscales.
8. Ordonnance n° 94/003 du 24/01/94 modifiant certaines dispositions du code des investissements.
9. Ordonnance N° 94/004 du 16/02/94 portant fiscalité des produits pétroliers.
10. Ordonnance n° 94/007/ du 16/02/94 portant suspension des droits et taxes de douane sur certains produits importés au CAMEROUN.

11. Lois de finances 79/80, 80/81, 81/82, 82/83, 83/84, 84/85, 86/87, 87/88, 89/90, 90/91, 91/92, 92/93, 93/94, 96/97, 97/98, 99/00, 00/01, 01/02 , et leurs circulaires d'application.
12. Loi de Finances de la République du Cameroun n° 04/002/ du 1/7/94 pour l'exercice 94/95.
13. Loi de Finances de la République du Cameroun n° 2002/014 du 30/12/2002 pour l'exercice 2003.
14. Loi de Finances de la République du Cameroun n° 95/010 du 1/7/95 pour l'exercice 95/96.
15. Décret n° 95/690 du 26/12/95 fixant les modalités de répartition du produit des centimes additionnels communaux.
16. Direction des impôts, «précis de fiscalité : la taxe sur la valeur ajoutée » janvier 1999.

### **THESES ET MEMOIRES**

1. ALAKA ALAKA Pierre ; Les difficultés du recouvrement de l'impôt au Cameroun ; contribution à l'étude des dysfonctionnements administratifs, thèse, Paris II, mars 1996.
2. TOGOLO Odile ; Administration fiscale et ressources humaines en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun, Thèse, Paris Nanterre, Juillet 1996.
3. MESSIO A BEDIONG ; La fiscalité des assurances dans le cadre de la CIMA : Le cas du Cameroun. Mémoire D.E.S.S. d'administration fiscale. Université de Douala, déc. 2001. Sous la direction de Dr Charles ASSALE.
4. OSSONO Christian C ; Les remboursements des crédits TCA /TVA, rappel historique et problématique. Mémoire D.E.S.S. d'Administration fiscale Université de Douala, déc. 2001, sous la direction de Dr ALAKA ALAKA Pierre. 75P.
5. KOMNAM Prosper ; L'imposition des revenus financiers au Cameroun , mémoire D.E.S.S. d'administration fiscale .Sous la direction de Dr Pierre ALAKA ALAKA, université de Douala, déc. 2001. 60P.
6. NGALEUMO René ; La pratique de retenus à la source dans le système fiscal camerounais. Mémoire de D.E.S.S. D'Administration fiscale, sous la direction de Dr Pierre ALAKA ALAKA, déc. 2001. 130 P.
7. GUENENG F ; les retenues à la source dans la fiscalité camerounaise, Mémoire de D.E.S.S., université de Douala, sept. 2001.
8. MEKONGO J M ; les enjeux de l'imposition contemporaine du revenu au Cameroun, Mémoire D.E.S.S., , université de Douala, nov. 2001.
9. TCHOFFO Alphonse ; l'imposition de la dépense intérieure : cas de la TVA : analyse et perspectives, Mémoire de D.E.S.S., université de Douala, sept. 2001, 91 P.

## **TABLE DES MATIERES**

Introduction Générale.....	4
<b><u>Chapitre 1:</u></b> La Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	7
<b><u>Section 1:</u></b> La Taxe sur la Valeur Ajoutée collectée.....	9
A- La TVA collectée sur les livraisons	
des marchandises et produits fabriqués.....	10
1-Principes généraux.....	10
2- L'évaluation et comptabilisation de la TVA collectée	
sur les livraisons des marchandises, des produits fabriqués.....	11
B- La TVA collectées sur les ventes	
(des marchandises ou des produits fabriqués) facturées.....	16
1- Principes Généraux.....	16
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA collectée sur	
ventes (des marchandises ou des produits fabriqués) facturées.....	17
C- La TVA générée par les prestations de services	
ou travaux immobiliers.....	19
1- Principes Généraux.....	19
2-Evaluation et comptabilisation de la TVA générée	
par les prestations de services ou des travaux immobiliers.....	20
D- La TVA collectée sur cession d'immobilisations.....	27
1- Principes Généraux.....	27
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA générée	
par les cessions d'immobilisations.....	27
E- TVA collectées sur achats.....	31
1-Principes généraux.....	31
2- l'évaluation et la comptabilisation de la	
TVA collectée sur achats.....	31
<b><u>Section 2 :</u></b> La TVA récupérable.....	34
A- La TVA récupérable sur factures d'achats parvenues ,	
des marchandises, des matières et fourniture liées	
ou des produits fabriqués.....	36
1- Principes Généraux.....	36

2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou des produits fabriqués.....	37
B- La TVA récupérable sur factures d'achats non parvenues, de marchandises, de matières et fournitures liées ou de produits fabriqués.....	41
1- Principes généraux.....	41
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achat non parvenues, des marchandises, des matières et fournitures liées ou des produits fabriqués.....	41
C- La TVA récupérable sur les déclarations spéciales de livraison à soi-même.....	46
1- Principes généraux.....	46
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur déclarations spéciales de livraison à soi-même.....	47
D- La TVA récupérable sur déclarations de mise à la consommation (D3, D43 ou T6bis).....	52
1- Principes généraux.....	52
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur déclarations de mise à la consommation.....	52
E- La TVA récupérable sur factures d'achats de prestations de services ou des travaux immobiliers.....	55
1- Principes généraux.....	55
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures d'achats de prestation ou des travaux.....	55
F- La TVA récupérable sur factures ventes demeurrées impayées.....	60
1- Principes généraux.....	60
2- Evaluation et comptabilisation de la TVA récupérable sur factures de ventes demeurrées impayées.....	60
G- La TVA récupérable sur facture d'avoir-client 1- Principes Généraux.....	62

2- Evaluation et comptabilisation de la TVA déductible sur facture d'avoir-client.....	63
H- La TVA retenue à la source.....	65
1-Principes généraux.....	65
2- l'évaluation et la comptabilisation de la TVA retenue à la source.....	65
<u>Section 3 : La Taxe sur la Valeur Ajoutée à reverser.....</u>	69
A- TVA à reverser sur immobilisations mises au rebus.....	69
1- Principes Généraux.....	69
2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur immobilisations mises au rebus.....	69
B- TVA à reverser sur cessions d'immobilisations.....	72
1- Principes généraux.....	72
2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur cessions d'immobilisations.....	72
C- TVA à reverser sur facture d'Avoir -fournisseur.....	77
1- Principes Généraux.....	77
2- L'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur facture d'avoir-fournisseur.....	77
D- TVA à reverser sur les rémunérations versées à l'étranger.....	79
1- Principes généraux.....	79
2- l'évaluation et la comptabilisation de la TVA à reverser sur les rémunérations versées à l'étranger.....	80
<u>Section 4 : le Droit d'Accises.....</u>	82
A- Principes généraux.....	82
B- l'évaluation et la comptabilisation du Droit d'accises.....	83
<u>Chapitre 2 : La patente et la licence.....</u>	86
<u>Section 1 : La patente.....</u>	86
A- Principes généraux.....	86
B- Evaluation et comptabilisation de la patente.....	90
<u>Section 2 : La licence.....</u>	95
A- principes généraux.....	95
B- l'évaluation et la comptabilisation de la licence.....	96

<u>Chapitre 3</u> : Les droits d'enregistrement.....	98
<u>Section 1</u> : Les droits d'enregistrement sur les mutations de propriété.....	102
A- Les droits d'enregistrement générés par les biens meubles.....	102
1-Principes généraux.....	102
2- l'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession des biens meubles.....	103
B- Les droits d'enregistrement générés par la cession d'immeubles.....	104
1-Principes généraux.....	104
2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession d'immeubles.....	105
C- Les droits d'enregistrement générés par la cession du fonds de commerce.....	107
1- Principe généraux.....	107
2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la cession du fonds de commerce.....	108
<u>Section 2</u> : Les droits d'enregistrement sur les mutations de jouissance.....	110
A- Les droits d'enregistrement générés par la location des biens meubles.....	110
1- Principes généraux.....	110
2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la location des biens meubles.....	111
B- les droits d'enregistrement générés par la location d'immeubles.....	112
1- Principes généraux.....	112
2- l'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement généré par la location d'immeubles.....	113
C- Les droits d'enregistrement générés par la location du fonds de commerce.....	115
1- Principes généraux.....	115
2- L'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la location du fond de commerce.....	116
<u>Section 3</u> : les droits d'enregistrement sur la constitution des sociétés et l'augmentation de capital.....	117
A- Les droits d'enregistrement générés par la constitution des sociétés.....	117
1- Principes généraux.....	117
2- l'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par la constitution des sociétés.....	118



B- Les droits d'enregistrement générés par l'augmentation de capital.....	119
1- Principes généraux.....	119
2- l'évaluation et la comptabilisation des droits d'enregistrement générés par l'augmentation du capital.....	120
<u>Chapitre 4</u> : Les impôts sur salaires.....	122
<u>Section 1</u> : les éléments du salaire.....	122
<u>Section 2</u> : les retenues sociales : les cotisations pension vieillesse, maladies, décès.....	130
A- principes généraux.....	130
B- La liquidation.....	131
<u>Section 3</u> : les différentes retenues fiscales.....	132
A- l'Impôt sur les Revenus Salariaux (IRS).....	133
1- Principes généraux.....	133
2- La liquidation.....	133
B- La contribution salariale au Crédit Foncier du Cameroun.....	137
1- Principes généraux.....	137
2- La liquidation.....	138
C- La Redevance audio Visuelle.....	138
1- Principes généraux.....	138
2- La liquidation.....	139
D- La taxe communale.....	139
<u>Section 4</u> : Les impôts sur salaires supportés par l'entreprise.....	140
A- Les charges patronales fiscales.....	140
1- La contribution patronale au Crédit Foncier du Cameroun.....	141
2- La contribution au Fonds National de l'Emploi.....	143
B- les charges patronales sociales.....	145
<u>Section 4</u> : la comptabilisation des impôts sur salaires.....	150
A- Enregistrement de la rémunération due et les retenues.....	150
B- L'enregistrement des charges patronales.....	155
<u>Chapitre 5</u> : l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM).....	159
<u>Section 1</u> :Caractéristique de l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobilier.....	159
A- Principe.....	159
B- Taux.....	159
C- Recouvrement de la taxe.....	159

<u>Section 2</u> : L'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers collecté.....	160
A- L'IRCM collecté sur les revenus occultes.....	160
1- Principes généraux.....	160
2- L'évaluation et la comptabilisation de l'IRCM collecté sur les revenus occultes.....	161
B- L'IRCM collecté sur les produits des actions et revenus assimilés versés par l'entreprise.....	163
1- Principes généraux.....	163
2- L'évaluation et la comptabilisation de l'IRCM collecté sur les produits des actions et revenus assimilés versés par l'entreprise.....	163
C- L'IRCM collecté sur les revenus des obligations.....	165
D- L'IRCM collecté sur les revenus des créances, dépôts, cautionnements.....	165
<u>Section 3</u> : L'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers retenu à la source.....	166
<u>Chapitre 6</u> : La Taxe Spéciale sur le Revenu (TSR).....	168
<u>Section 1</u> : Principe généraux.....	168
A- Champ d'application.....	168
B- Taux applicable de la TSR.....	168
C- Recouvrement de la Taxe.....	169
D- La base d'imposition.....	169
<u>Section 2</u> : L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe Spéciale sur le Revenu.....	169
<u>Chapitre 7</u> : Les Impôts sur le Revenu.....	174
<u>Section 1</u> : L'acompte de l'Impôt sur les Sociétés (IS).....	174
A- Principes généraux.....	174
B- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS à régler sur ventes.....	175
C- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS à régler sur achats.....	178
D- L'évaluation et la comptabilisation de l'acompte IS retenu à la source.....	181

<u>Section 2</u> : L'acompte de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) et sur les Bénéfices non Commerciaux (BNC).....	183
A- Principes généraux.....	183
B- l'évaluation et la comptabilisation de l'acompte de l'Impôt sur les BIC/BNC à régler sur ventes.....	184
<u>Section 3</u> : Le Précompte.....	186
A- Principes généraux.....	186
B- Le précompte sur ventes.....	186
C- Le précompte sur achats.....	190
<u>Chapitre 8</u> : Les Impôts sur les revenus fonciers.....	196
<u>Section 1</u> : la Taxe Foncière.....	196
A- Principes généraux.....	196
B- l'évaluation de la Taxe Foncière.....	198
<u>Section 2</u> : La retenue de 5% sur le loyer	
A- Principes généraux.....	199
B- l'évaluation et la comptabilisation de la retenue de 5% sur les loyers.....	199
<u>Chapitre 9</u> : L'Impôt sur le bénéfice et l'Impôt sur les Rémunérations Occultes.....	204
<u>Section 1</u> : L'Impôt sur les Rémunérations Occultes.....	204
A- Principes généraux.....	204
B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Rémunérations Occultes.....	205
<u>Section 2</u> : L'Impôt sur les Sociétés.....	207
A- Principes généraux.....	207
B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les sociétés.....	214
<u>Section 3</u> : L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux.....	218
A- Principes généraux.....	218
B- L'évaluation et la comptabilisation de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et sur les Bénéfices Non Commerciaux.....	220
<u>Chapitre 10</u> : Les fiscalités spécifiques.....	225
<u>Section 1</u> : La fiscalité forestière.....	225
A- La Taxe d'Abattage.....	225

1- Principes généraux.....	225
2- Evaluation et comptabilisation de la Taxe d'Abattage.....	225
B- Le cautionnement.....	227
C- La Redevance Forestière Annuelle.....	227
1- Principes généraux.....	227
2- Evaluation et comptabilisation de la Redevance Forestière Annuelle.....	228
D- La Surtaxe à l'Exportation.....	229
1- Principes généraux.....	229
2- Evaluation et comptabilisation de la Surtaxe à l'Exportation.....	229
E- La Taxe d'Entrée Usine.....	230
1- Principes généraux.....	230
2- Evaluation et comptabilisation de la Taxe d'Entrée Usine.....	231
<u>Section 2</u> : La Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers.....	232
A- Principes généraux.....	232
B- L'évaluation et la comptabilisation de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers.....	233
<u>Etudes de cas:</u> .....	236
Etude de cas N° 1.....	237
Correction de l'étude de cas N° 1.....	239
Etude de cas N° 2.....	244
Correction de l'étude de cas N° 2.....	247
Etude de cas N° 3.....	253
Correction de l'étude de cas N° 3.....	255
Etude de cas N° 4.....	256
Correction de l'étude de cas N° 4.....	258
Etude de cas N° 5.....	264
Correction de l'étude de cas N° 5.....	265
Annexes.....	268
Bibliographie.....	346
Table des matières.....	348

**RAYMOND MBADIFFO KOUAMO****CHARLES MBA**

---

## **DROIT FISCAL CAMEROUNAIS LE TRAITEMENT DES IMPOTS ET TAXES SELON LE SYSTEME COMPTABLE OHADA.**

Préface de Etienne Charles LEKENE DONFACK

Nous sommes en présence d'un ouvrage fonctionnel qui désacralise les deux techniques que sont la fiscalité et la comptabilité. Source indispensable pour les utilisateurs initiés ou non, cet ouvrage met en évidence l'influence des obligations fiscales sur le Système Comptable OHADA.

Cet ouvrage est un outil de travail :

- pour les contribuables dans leurs opérations d'établissement, de liquidation et de déclaration de leurs impôts et taxes ;
- pour les inspecteurs et vérificateurs de l'Administration fiscale dans leurs opérations de vérification, de contrôle et de redressement des impôts et taxes.

**Raymond MBADIFFO KOUAMO** est Docteur en Sciences de Gestion de l'Université de Yaoundé II. Il a enseigné la fiscalité appliquée et la comptabilité générale à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée, au cycle D.E.S.S en Finance - Banque et au cycle D.E.S.S. d'Administration Fiscale de l'Université de Douala. Il a animé les séminaires de recyclage des inspecteurs des Impôts du Littoral I et du Sud – Ouest sur le Système Comptable OHADA. Il est en outre responsable comptable et fiscal de la société SOCARTO à Douala.

Il est co-auteur de l'ouvrage intitulé, Fiscalité et comptabilité : le principe d'évaluation des impôts et taxes et leur comptabilisation selon le système OHADA.

**Charles MBA** est titulaire d'un Diplôme d'Etude Approfondie en Gestion de l'Université de Yaoundé II et d'un D.E.S.S. d'Administration Fiscale de l'Université de Douala. Inscrit au S.I.E.C – Académie de Paris où il prépare les examens pour l'obtention du diplôme d'expertise comptable, il occupe actuellement le poste de responsable fiscal à SHELL CAMEROUN.